

Jérusalem prévoit
trente-cinq nouvelles
implantations
en Cisjordanie

LIRE PAGE 3

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 3,00 dir. ; Tunisie, 200 m. ;
Liban, 1,50 L.L. ; Israël, 18 sh. ; Égypte,
25 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 275 F CFA ;
Sénégal, 250 F ; Espagne, 60 pes. ; E.A.L. 95 c. ;
G.R. 45 c. ; Grèce, 55 dr. ; France, 70 F ; Inde,
1 000 L. ; Iran, 200 R. ; Libye, 0,250 D. ; Luxem-
bourg, 27 L. ; Norvège, 6,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 G. ;
Portugal, 60 esc. ; Singapour, 225 F CFA ; Suède,
7,75 kr. ; Suisse, 1,40 F. ; Yougoslavie, 65 d.

Tarif des abonnements page 14

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 69572 F
C.C.P. 4287 - 23 PARIS
Tél. : 248-72-23

Un grave échec pour M. Reagan

La Chambre des représentants a rejeté
les premiers crédits
pour le missile MX

Un nouveau risque
pour l'équilibre Est-Ouest

Le rejet, mardi 7 décembre, par la Chambre des représentants, des crédits destinés à la construction des cinq premiers missiles intercontinentaux MX constitue pour M. Reagan un revers personnel, puisqu'il avait engagé son prestige dans cette affaire en faisant le siège, jusqu'au dernier moment, de tous les parlementaires susceptibles de modifier leur vote. Mais c'est aussi pour lui une défaite politique, une cinquantaine de républicains ayant, à cette occasion, mêlé leurs voix à celles de la majorité démocrate.

Pour la première fois depuis fort longtemps, une branche du pouvoir législatif s'oppose à une demande pressante de l'exécutif concernant l'armement nucléaire. L'événement est de mauvais augure pour M. Reagan, d'autant plus que le Sénat, malgré sa majorité républicaine, semble lui aussi fort mal disposé à l'égard du MX.

Les arguments des adversaires du MX ne manquent pas de poids. Au moment où les États-Unis comptent douze millions de chômeurs, disent-ils, il serait plus sage de consacrer les 50 milliards de dollars que, selon eux, il coûterait à lancer des programmes de grands travaux permettant de « remettre l'Amérique au travail ». Ils jettent, d'autre part, que le mode de déploiement, le « groupement serré », autrement dit l'enfouissement des fusées les unes à côté des autres dans des silos — retenu par les experts du Pentagone est bien hasardeux. Il repose, en effet, sur l'hypothèse très contestée, celle de l'« effet fratricide » — autrement dit la destruction mutuelle — qu'exerceraient les uns sur les autres les missiles soviétiques lancés contre les MX. Même si ce procédé était valable aujourd'hui, ajoutent-ils, qui peut garantir que les Soviétiques ne trouveront pas une parade efficace.

Certains membres du Congrès, changeant de registre, dénoncent également les dangers que le projet ferait courir à la paix. Ils y voient une de ces armes « déstabilisantes » que dénonçaient récemment les évêques catholiques américains puisque susceptibles — à les en croire — de provoquer une attaque préventive de l'ennemi. Sans aller aussi loin, une majorité de représentants, influencés par le courant antinucléaire diffus qui parcourt les États-Unis, ne veulent pas se prononcer en faveur d'une mesure susceptible de relancer la course aux armements.

M. Reagan a mal mesuré l'importance de ce courant, qui est pourtant apparue en pleine lumière lors des élections de novembre ; il est toujours tenté d'en attribuer la paternité aux machinations des agents de la propagande soviétique. Les membres du Congrès ne l'entendent pas de cette oreille, surtout ceux qui ont senti passer le vent du boulet en novembre et qui ont pu mesurer l'évolution de l'opinion.

L'échec de M. Reagan, s'il se confirme au Sénat, sera lourd de conséquences pour l'équilibre stratégique entre l'Est et l'Ouest, même si la partie du MX est loin d'être définitivement perdue. Il sera en particulier plus difficile aux Américains de vanter aux Européens réticents le charme des euromissiles qui devraient être installés sur le Vieux Continent à partir de 1983, alors que les MX, destinés au territoire américain, sont désormais en difficulté au Congrès.

M. Reagan a essuyé un grave échec au Congrès avec le rejet, mardi 7 décembre, par la Chambre des représentants, des crédits destinés à la construction des premiers missiles intercontinentaux MX. Ce vote a été qualifié par l'agence Tass de « coup sévère pour les projets militaires » de l'administration Reagan, tandis que le dollar est retombé ce mercredi sur toutes les places financières après une reprise éphémère.

(De notre correspondant.)

Washington. — « C'est une grave erreur », a déclaré le président Reagan, mardi 7 décembre, en apprenant que la Chambre des représentants avait décidé d'allouer 998 millions de dollars pour la fabrication des cinq premiers missiles MX. « Une majorité a choisi d'aller en sursis vers le futur », a-t-il dit, « la sécurité des États-Unis serait menacée » et la délégation américaine, qui discute à Genève de la réduction des armements nucléaires stratégiques avec les Soviétiques, « pourrait avoir les mains liées ». Le vote a été acquis par 245 voix contre 176. Il s'est trouvé, en effet, cinquante républicains pour se joindre à la majorité des démocrates et infliger à M. Reagan la première grande défaite de son mandat en matière de défense.

ROBERT SOLÉ.

(Lire la suite page 3.)

AU JOUR LE JOUR

Jardinage

A propos de l'affaire des « fuites » d'états-majors, version 1982, M. Pierre Messmer a eu une colère imagée. A ceux qui accusaient le R.P.R. et lui-même d'avoir pu lancer cette pierre dans le jardin des socialistes, il a répliqué : « Les limaces, je les écrase. »

Pour protéger ses salades des mollusques diffamateurs, l'ancien ministre des armées du général de Gaulle en reste donc aux méthodes conventionnelles : les gros sabots.

BRUNO FRAPPAT.

Stoleru.

LIONEL STOLERU
la France
à deux vitesses



70 F.

« L'aisance du style, le sens des formules, le courage de certaines positions... une série d'analyses et de suggestions font la richesse de ce livre. »
Pierre Drouin - Le Monde (11.10.82)

LE GOUVERNEMENT FACE A PLUSIEURS ÉPREUVES

L'offre de démission de M. Cot
pourrait entraîner
un « réajustement technique »

M. Jean-Pierre Cot, ministre délégué chargé de la coopération et du développement, devait être reçu, mercredi 8 décembre après-midi, par le président de la République, auquel il a offert sa démission du gouvernement. M. Cot a refusé, lundi, le poste d'ambassadeur de France à Madrid que le premier ministre, M. Pierre Mauroy, lui a proposé.

Si la démission de M. Cot était acceptée, elle pourrait être accompagnée d'un réajustement technique du gouvernement.

La rumeur relative au départ de M. Jean-Pierre Cot du gouvernement, lancée mardi, était devenue, mercredi 8 décembre, un fait politique qui dépasse le cadre d'un simple conflit entre M. Cot, d'une part, l'Élysée et l'hôtel Matignon, d'autre part. La possible démission du ministre de la coopération pose, en effet, une nouvelle fois le problème d'un remaniement plus profond du gouvernement.

Tout a commencé à la fin de la semaine dernière lorsque M. Pierre Mauroy a proposé à M. Cot de devenir ambassadeur de France à Madrid. Le projet du premier ministre est, en effet, de marquer l'accession au pouvoir des socialistes espagnols par la présence dans ce pays d'une personnalité éminente du P.S. Cette suggestion ainsi que le nom du ministre de la coopération avaient reçu l'agrément du président de la République.

M. Jean-Pierre Cot, reçu lundi en fin d'après-midi par le premier ministre, a refusé. Il estime qu'il s'agit d'un « piège », d'une démarche destinée à le pousser hors du gouvernement. Il a donc proposé au chef de l'État sa démission, initiative qu'il considère comme le moyen d'obtenir une clarification sur ses propres attributions et celles des conseillers du premier ministre.

et du président de la République. La décision appartient donc à M. François Mitterrand.

Le président de la République doit surmonter plusieurs difficultés. Il y a d'abord le problème de M. Cot stricto sensu, qui devait être traité, en tête à tête, mercredi après-midi, à l'Élysée. Il est clair que le ministre de la coopération, dans le secteur dont il a la charge, des convictions qui s'accroissent mal de l'hérésie que le nouveau pouvoir doit assumer en Afrique (voir page 8, l'article de Jean-Claude Pomonti).

J.-M. COLOMBANI.

(Lire la suite page 9.)

Relance de la négociation sur la Namibie ?

Sud-Africains et Angolais se rencontrent au Cap-Vert

Le conflit en Namibie va être au centre de négociations directes qu'ont décidé d'engager Sud-Africains et Angolais, qui se rencontrent, ce mercredi 8 décembre, à Praia, au Cap-Vert.

Cette réunion, qui intervient après un échange de prisonniers le mois dernier à Lusaka, suscite d'autant plus d'intérêt que la négociation namibienne semble, depuis plusieurs semaines, dans l'impasse.

LIRE PAGE 6

La dérive corse

La violence politique est à ce point une préoccupation en Corse que la nouvelle assemblée, élue le 8 août dernier, qui se réunit les 8, 9 et 10 décembre, consacra un débat à ce sujet. L'ensemble de la classe politique condamne les attentats, au nombre de sept cent soixante depuis le début de l'année. M. Edmond Simeoni, chef de file des autonomistes, le juge pour sa part « inefficace et dangereuse » et note qu'« elle peut conduire à un affrontement interne ».

Pour sa part, le R.P.R. a envoyé une mission parlementaire en Corse, du 30 novembre au 3 décembre, afin d'enquêter sur place.

Dans une série de trois articles, nous dressons le constat du dérapage corse dans la violence et analysons quelques-unes des réponses policières et politiques à la stratégie du Front de libération nationale de la Corse (F.L.N.C.).

I. — Le syndrome « algérien »

De notre envoyé spécial
LAURENT GREILSAMER

quand ils sautent, ils se disent : « c'était mon tour ».

Il y a quelques jours, ce fut le tour de M. A., près de la place du marché. Dans le vieux Bastia. Vers vingt-et-une heures, deux cents grammes de plastique ont eu raison des vitrines de son magasin et des vitres des voisins. M. A., n'est pas surpris. Un dialogue quasiment surréaliste s'engage. Mais qui peut s'y tromper ? La Corse est une île merveilleuse, dit M. A., Je ne porte aucun jugement.

— Avez-vous été menacé ?

— Non, absolument pas.

— Racketé ?

— Jamais. Je ne comprends pas.

Au milieu des débris de verre, les ouvriers s'activent. Le jeune commerçant « continental », installé en Corse depuis quatre ans, retrouve son silence. Un voisin passe : « Ah ! Monsieur, il y a des gens qui vous en veulent ! » Sourire contraint. M. A., n'est jamais que la sept cent-soixantième victime d'attentats sur l'île depuis le début de l'année. Un record.

Des attentats dans la logique de la longue liste des violences commises en Corse mais qui, cette fois, délaissent bien souvent les bâtiments publics pour s'en prendre directement aux particuliers. Des attentats nouveaux, aussi, puisque leurs auteurs appliquent maintenant une technique bien au point. De plus en plus, les explosions ont lieu entre vingt et vingt-deux heures ce qui permet aux auteurs de se fondre plus facilement dans la population et d'échapper aux dispositifs des forces de l'ordre. Les poseurs de pains de plastique travaillent en équipe : la pre-

Au Palais-Bourbon, des députés P.S. s'inquiètent des « fuites » dans les états-majors

Au nom du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, M. Georges Sarre, député P.S. de Paris, devant, ce mercredi après-midi 8 décembre au Palais-Bourbon, interroger le premier ministre, en séance consacrée aux questions d'actualité, sur l'origine des « fuites » qui ont permis la publication par la presse de rapports confidentiels des chefs d'état-major des trois armées sur la préparation de la loi de programmation militaire.

Les députés socialistes, selon leur porte-parole, M. Claude Estier, considèrent « anormale » la publication de ces documents classés « confidentiel-défense » et non « secret-défense ».

De son côté, le groupe communiste demandera une entrevue au ministre de la défense, M. Charles Hernu, pour faire le point. Son président, M. André Lajoinie, député communiste de l'Allier, a déclaré : « Si l'on en juge à la jubilation de Pierre Messmer, le Matin de Paris n'a pas dû s'époumoner pour obtenir ces documents ». Président du groupe R.P.R., M. Claude Labbé, député R.P.R. des Hauts-de-Seine, a estimé, pour sa part, que « le malaise révélatrice par ces fuites tient au fait que le gouvernement a menti à la fois à l'opinion et aux militaires » en demandant aux états-majors d'accomplir des missions sans leur donner les moyens pour les exécuter. « Si on avait tenu compte de nos avis, on n'en serait pas arrivé à cette situation déplorable », a conclu M. Labbé.

Piège pour un ministre

par JACQUES ISNARD

Du temps où il était dans l'opposition, M. Charles Hernu souhaitait la « transparence » dans l'institution

militaire et une franche liberté d'expression de la hiérarchie. Devenu ministre de la défense, il doit constater, sans doute pour le déplorer, que son vœu est aujourd'hui exaucé. Les fuites se font tous azimuts. Les états-majors sont des « passoirs » au travail desquels s'écoulent des quantités d'informations quasiment abominables, par exemple, de « confidentiel-défense ».

La divulgation, par le Matin de Paris, de documents de référence des trois chefs d'état-major sur les orientations à long terme de la défense et sur le nouveau « mode d'armement » proposé par le gouvernement en est la preuve. Mais cette indiscrétion est d'autant plus inattendue qu'elle se rapporte à la publication de textes anciens, qui n'expriment plus tout à fait le point de vue actuel de leurs auteurs.

Aurait-on voulu « piéger » le ministre de la défense dans ses relations avec le haut commandement qu'on ne s'y serait pas pris autrement.

De cette divulgation à contretemps, on prendra pour preuve le changement apparent d'opinion de l'un des chefs militaires mis en cause, le général Jean Delmas, chef d'état-major de l'armée de terre, sur, au moins, un des points en discussion : la préparation de la loi de programmation militaire 1984-1988, véritable « charte » de la défense entre le gouvernement et la nation.

(Lire la suite page 9.)

Les résultats des élections prud'homales

« Le Monde » publiera dans son prochain numéro (daté 10 décembre) les résultats des élections prud'homales qui se déroulent ce mercredi 8 décembre

L'ÉTAT ET L'IMPÉRATIF CULTUREL

Tous azimuts

Le Commissariat général du Plan vient de rendre public le rapport de M. Marc Guillaume sur l'« impératif culturel ». Ce document est le fruit des travaux du groupe « Long terme-culture » présidé par M. Pierre Duménil. Plus de cent pages très denses répondent au désir du président de la République et du gouvernement d'étudier la manière de faire du développement culturel l'une des finalités essentielles de leur politique et de ne pas la limiter au seul encouragement des beaux-arts.

Il y a beau temps que le mot « culture » s'est évadé des domaines où des siècles l'avaient enclavé. Pour le public, mai 1968 avait sonné le glas d'une définition étriquée, mais c'est surtout depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir qu'une volonté de traduire le phénomène dans les actes est apparue. Il n'a pas semblé étonnant, par exemple, que M. Chevènement, lors des récentes journées

consacrées à l'industrie, ait parlé de son développement comme d'un « phénomène culturel ».

Il n'est pas plus étonnant qu'on lise aujourd'hui, en ouvrant le rapport qui nous est présenté, qu'il faut « donner priorité à la culture pour reconnaître qu'elle est un facteur essentiel du développement économique et social et qu'elle constitue sa finalité ».

Nous sommes loin de cette dichotomie que l'on entretenait jadis entre le « matériel » et le « culturel », ce dernier étant le monde exclusif de la création, de la diffusion ou de la conservation d'œuvres et de pratiques séparées du quotidien. Fallait-il pour autant mélangier la culture à la totalité du social au point d'en faire une sorte de salimpondis indigeste ?

PIERRE DROUIN.

(Lire la suite page 11.)

55.000.000

Le syndrome des six minutes

par FRANÇOIS DE ROSE (*)

Les armes et la paix

Les fuites sur les craintes éprouvées par les chefs militaires français devant les réductions de crédits de la défense, la décision américaine sur la mise en place des fusées intercontinentales MX, les avertissements qu'elle a immédiatement suscités du côté soviétique, la confirmation par le conseil atlantique du programme des euromissiles, tout souligne l'actualité du débat sur la course aux armements et les moyens de l'enrayer. Tandis que François Puaux met en garde contre le danger d'un « découplage » stratégique euro-américain, François de Rose ne doute pas que l'objectif du Kremlin reste toujours de persuader les Européens de ne se doter que des armes qu'il tolère. Quant à Jean-Marie Müller, il ne croit ni au désarmement progressif ni au désarmement unilatéral, et préconise ce qu'il appelle un transarmement, basé sur un transfert des investissements dans la guerre aux investissements dans la paix.

Si quelqu'un se berçait de l'espoir que l'arrivée au pouvoir de M. Andropov allait offrir une chance d'ouverture d'un dialogue constructif avec Moscou sur les questions de sécurité, l'article de l'agence Novosti du 29 novembre au sujet des euromissiles aura remis les choses au point.

Ce texte, reprenant l'antienne du temps de vol des fusées Pershing-2, qui ne mettraient que quelques minutes pour atteindre l'U.R.S.S., avertit les Européens que l'unique possibilité ouverte à l'Union soviétique, « dans le contexte d'un laps de temps trop petit », serait « un coup nucléaire de rétorsion et de châtiment », en précisant aimablement que les « régions à population dense d'Europe occidentale » seraient nécessairement atteintes.

Nous avons déjà réfuté ici-même l'argument encore invoqué suivant lequel ce délai de six minutes donnerait aux États-Unis un avantage de première frappe (1). Bien évidemment, les fusées soviétiques ne mettraient pas plus longtemps pour atteindre l'Europe que leurs homologues d'Occident pour le parcours inverse. De cela le Kremlin n'a cure. Que des SS-20 soient en mesure de détruire l'Europe de fond en comble en six minutes (ou moins de temps encore pour les SS-21, les SS-22, et les SS-23 déployés chez les satellites), est dans l'ordre naturel des choses. Mais que des objectifs militaires situés sur une frange de l'U.R.S.S. puissent être atteints par des missiles basés en Europe, voilà qui est intolérable !

Il serait difficile de trouver un meilleur exemple d'arrogance de superpuissance qui se veut dans une catégorie d'États différente de ceux habités par des peuples de seconde zone, qui n'ont pas droit à se défendre.

C'est bien du niveau des forces en Europe dont il s'agit, puisque Moscou n'a rien dit lorsque Washington annonça, il y a dix ans, la doctrine Schimmler, laquelle mettait à la disposition du commandement de l'OTAN un « crédit de charges nucléaires » pouvant être tirées sur sa demande par des sous-marins américains contre des objectifs militaires en U.R.S.S. Rien n'empêchait pourtant ces sous-

marins de croiser dans des parages proches de la Russie, en Méditerranée, par exemple, d'où le temps de vol des fusées n'aurait pu être même pas atteint les fameuses six minutes, et de détruire un beaucoup plus grand nombre de cibles sur toute la profondeur de l'U.R.S.S.

Ce que Moscou refuse de reconnaître aussi, c'est que le tir éventuel de ces fusées ne pourrait intervenir que dans le cas d'une guerre en Europe, laquelle ne pourrait avoir pour origine qu'une agression de l'armée rouge.

Il suffit que cette agression ne se produise pas pour que l'U.R.S.S. ait la certitude de n'être jamais exposée au feu nucléaire.

Aussi est-on obligé de conclure que le but de ces pressions est plus complexe.

D'une part, au plan militaire, elles visent à obtenir qu'il n'y ait pas en Europe d'armes américaines (le cas de la France et du Royaume-Uni étant, pour le moment, sinon mis à l'écart, du moins gardé à feu doux) pouvant atteindre le territoire soviétique. Il s'agit d'attiser ainsi chez les Européens le sentiment qu'un conflit nucléaire serait limité à leur continent, ce qui permettrait, en cas de tension, de les menacer avec un minimum de risques.

Le refus par Moscou de l'« opération zéro » proposée par Washington (non-déploiement des euromissiles contre démantèlement des SS-20) va dans le même sens. Si les responsables de la sécurité de l'U.R.S.S. craignent réellement que les Pershing-2 ne confèrent un avantage aux États-Unis, que ne saisissent-ils la perche que leur a tendue si imprudemment M. Reagan !

L'objectif soviétique est d'abord politique. Il s'agit, par la campagne déclenchée à propos des Pershing, d'obtenir une seconde victoire confirmant celle déjà obtenue sur la bombe à neutrons. Il serait alors établi que les Occidentaux ne pourraient se doter de ce côté de l'Océan que des armes que le Kremlin, dans sa condescendance, serait disposé à tolérer. Nos gouvernements seraient-ils encore froids dans ce cas à nous demander ne serait-ce qu'un franc, un mark, ou une livre sterling pour la défense ?

(*) Ambassadeur de France, ancien représentant permanent au conseil atlantique.

(1) « Une campagne de falsification » (Le Monde du 1^{er} juin).

Une drogue douce

par FRANÇOIS PUAUX (*)

L'UNION SOVIÉTIQUE est une société « fermée », ce qui nous empêche de prendre la mesure exacte d'un possible « syndrome afghan ». Mais le prix payé pour cette guerre inexplicable est certainement lourd, tant sur le plan des vies humaines que du coût financier, et son effet paralysant sur la diplomatie est patent. Sans même parler du coup porté à la politique de « détente » chère à M. Brejnev, l'ombre de Kaboul pèse sur les relations avec le monde musulman et avec les non-alignés. Elle inspire la retenue de Moscou dans le conflit irano-iranien. La crainte de tout engagement nouveau explique aussi, semble-t-il, la curieuse passivité soviétique dans la guerre du Liban, de même que le Congrès américain, atteint du « syndrome vietnamien », avait empêché Ford et Kissinger d'intervenir en Angola, lorsque Fidel Castro y faisait débarquer ses gens.

Il n'est pas indifférent que cette ouverture coïncide avec un appel à la reprise d'une politique de détente, « à laquelle », selon M. Andropov, « appartient l'avenir », à la veille d'une année qui s'annonce décisive pour la sécurité de notre continent. On s'attend, en effet, dans les capitales occidentales, à une grande offensive de paix en Europe. Le hic est qu'elle est déjà précédée d'une campagne d'intimidation de plus en plus appuyée visant à remettre en question la modernisation de l'arsenal nucléaire américain, vieux de plus de vingt ans, et celle des armes de théâtre en Europe. Cette campagne est relayée par des mouvements pacifistes et religieux plus ou moins innocents. Une détente qui s'engagerait sur la base de concessions unilatérales n'aurait pas grand-chose à voir avec celle qui, au tournant des années 70, avait donné des résultats très positifs.

On ne paraît pas très conciliant, dans l'opinion française, de l'importance de la « bataille des Pershing », qui a pour enjeu la sécurité du glaive européen qui nous entoure et qui va dominer la campagne pour les élections législatives du 6 mars en République fédérale. L'Allemagne risque d'être la première victime de la grave erreur commise en octobre 1977 par Helmut Schmidt, lorsque, dans un fameux discours à l'Institut d'études stratégiques de Londres, il a constaté que les accords SALT tendaient à « sénarieriser les superpuissances et demandé que, parallèlement, soient éliminées les disparités en Europe ». Le problème de la modernisation des armes de théâtre, vite baptisées « euromissiles », était posé de la manière la plus fâcheuse sur la place publique et amplifiée par les médias. Du même coup était accordé l'idée fautive et dangereuse qu'il pourrait y avoir une parité stratégique limitée au théâtre européen.

Si l'on met à part le cas de la France, qui dispose d'un « syndrome central » d'armes stratégiques nucléaires, il n'y a pas d'équilibre possible en Europe, fondé sur un renoncement mutuel aux armes de théâtre à moyenne portée : même si, en effet, les Russes acceptaient de démanteler leurs SS-20 (ainsi que les SS-4 et SS-5 qu'ils doivent remplacer) contre la non-installation des Pershing, l'Europe resterait à la merci des missiles stratégiques soviétiques à longue portée basés à terre ou embarqués sur sous-marins. Les Européens, déjà conditionnés par les regrettables allusions américaines à la possibilité d'une « guerre limitée » sur leur continent, pourraient croire qu'une attaque nucléaire dont ils seraient les seules victimes resterait impunie. La porte serait ouverte à tous les chantages. Le national chauvinisme, qui fait des ravages chez nos voisins européens, vient précisément d'une prise de conscience de leur vulnérabilité. On est loin des années 80, lorsque était bien établie la conviction que toute attaque en Europe déclencherait les foudres stratégiques américaines. M. Robert

McNamara, dangereusement épris de stratégie théorique, a voulu, bien inutilement, mettre les points sur les i avec la doctrine de la riposte graduée et a mis ainsi fin à ces belles certitudes. La recherche illusoire d'un « équilibre euro-stratégique » au niveau le plus bas ne pourra qu'accentuer ce complexe d'infériorité.

Une option au-dessous de zéro ?

« L'option zéro », c'est-à-dire l'offre de renoncer aux Pershing II contre le retrait des SS-4, SS-5 et SS-20, aurait été soumise à Ronald Reagan par Helmut Schmidt. Elle ne peut que déboucher sur un « découplage » entre la défense de l'Europe et celle de l'Amérique. Pour apaiser les antinucéaires, elle prend en compte la dimension psychologique du problème, mais dans un mauvais sens. Au lieu d'expliquer qu'il fallait remplacer les Pershing-1, démantelés par des Pershing-11, on aboutit à faire de ces derniers un élément de marchandage (la *bargein chip*) contre les SS-20.

On reste confondu de la légèreté avec laquelle sont traités ces problèmes par les responsables civils et militaires, qu'il s'agisse du général Rogers, qui alimente avec insistance les craintes d'une guerre conventionnelle limitée à l'Europe, de M. Fanfani, dont on dit, malgré les démentis, qu'il a offert à M. Barinquier, en échange d'une trêve syndicale, de geler les travaux du site de Comiso, en Sicile, destiné à accueillir les missiles de croisière, ou de M. Joseph Luns, qui révèle aux journalistes à Bruxelles qu'après tout on pourrait, du côté occidental, renoncer aux Pershing-11 en échange du démantèlement d'une partie seulement des SS-20. Le discours carré et clairvoyant de M. Charles Hernu, qui a mis, le 30 septembre, l'Assemblée de l'U.E.O., en garde contre le danger de « découplage » trahit toutefois sur ces dangers une subtilité. Il faut espérer que le ministre de la Défense saura en convenir également le président de la République, qui a tenu à ce sujet des propos imprudents (1).

L'arme douce est une drogue douce à laquelle les politiciens ne savent pas ou ne peuvent pas résister. Ronald Reagan, qui avait jadis « enterré les SALT », et qui s'est vu obligé d'annoncer les START, en est un nouvel exemple. La prétendue maîtrise des armements n'a jusqu'à présent nullement empêché les Russes d'armer à outrance, mais elle a intoxiqué les esprits en Occident. Prenons garde qu'elle ne devienne une drogue dure. Si les Pershing, qui ont pris valeur de symbole, ne sont pas installés en Europe, les options publiques de nos voisins en concluront inévitablement à un désengagement américain et seront tentées de « se coucher ». Nul ne pense que les Russes valent la peine, mais qui peut garantir le comportement futur de la « stratocratie » soviétique ? On peut très bien gagner une guerre psychologique sans tirer un missile, si l'adversaire est démoralisé. Il n'y a aucune raison en revanche de se dérober à la grande offensive de paix de Youri Andropov, si l'on tient un bon bâton à la main. Il paraît plus que jamais souhaitable, à cet égard, que le président de la République se décide à engager avec le maître du Kremlin un dialogue trop longtemps retardé.

« On nomme paix, disait Montesquieu, cet effort qui nous contre nous », un effort de tous à valoir certains paraissent l'oublier — trente-sept ans de non-guerre.

(1) « Si les Soviétiques renouaient à une partie de leurs SS-20, il n'y aurait aucun besoin de déployer les Pershing ». Propos recueillis par Joseph Kraft, *Le Point*, 21 juin 1982.

Pour une stratégie de transarmement

par JEAN-MARIE MÜLLER (*)

Si l'IL est une idée qui a fait faillite au cours de ces dernières décennies, c'est bien celle du désarmement. Certes personne ne manque de lui rendre hommage et les chefs d'État les premiers. Chacun prétend alors de sa bonne foi et entend faire montre des meilleures intentions. Mais, dans le même temps, la course aux armements ne cesse de s'accroître au point que l'humanité tout entière risque d'être entraînée dans la mort nucléaire. Chacun veut le désarmement certes, mais celui des autres : « Messieurs les ennemis, désarmez les premiers !... » Chacun proclame bien haut que sa doctrine militaire est strictement défensive et que le seul objectif de ses forces armées est de faire face aux menaces qui viennent des autres. Il n'existe plus de ministère de la guerre mais seulement des ministères de la défense. Mais si chacun ne pense qu'à sa défense, d'où peut venir l'offense ?

La manipulation du sens des mots a produit une telle perversion du langage que le concept de paix est devenu essentiellement militaire. Les acteurs de la course aux armements n'ont de cesse de se présenter comme les vrais artisans de paix, tandis que ceux qui dénoncent ce processus suicidaire sont considérés comme des fauteurs de guerre. L'armement est, certes, le produit d'une technologie, mais il est d'abord celui d'une idéologie. Pour faire cesser la course aux armements, il ne suffit pas de combattre la technologie militaire, il faut d'abord réviser l'idéologie militaire qui vient s'identifier avec l'idéologie dominante. Tant que la puissance militaire de l'État symbolisera la force politique d'une nation, le désarmement sera impossible. Car il signifierait un aveu de faiblesse.

La thèse du « désarmement progressif, simultané et contrôlé » préconisée par les « réalistes » est aussi simpliste, illusoire et vaine que celle du « désarmement unilatéral immédiat » défendue par les « utopistes ». Il s'agit d'abstractions sans prise sur la réalité. Toutes les propositions de désarmement resteront lettre morte tant que la fonction sociale attribuée aux armements ne sera pas reconnue et assumée par d'autres moyens. Tous les arguments qui peuvent être avancés pour démontrer que les armes s'avèrent de plus en plus incapables de garantir la sécurité des peuples ne seront pas convaincants tant que d'autres moyens ne seront pas mis en œuvre pour assurer la défense des libertés individuelles et collectives. Ce ne sont pas les armements qui créent les conflits mais l'inverse. On ne saurait donc prétendre supprimer les armements pour faire disparaître les conflits. La seule possibilité qui nous est offerte pour sortir de l'impasse, c'est de résoudre les conflits autrement que par les armes.

Démilitariser la société

Face à la menace mortelle de l'escalade nucléaire, nous sommes mis au défi d'imaginer de nouvelles stratégies, des « alternatives fonctionnelles » capables de construire et de maintenir la paix. Cette recherche doit être menée sur la base des expériences historiques de luttes et de résistances non violentes beaucoup plus nombreuses et beaucoup plus significatives qu'on ne veut généralement le reconnaître. Il s'agit de concevoir et d'organiser une défense populaire fondée sur la mise en œuvre d'actions collectives de non-coopération avec l'adversaire, en sorte que celui-ci soit dans l'impossibilité d'établir le régime politique qu'il voudrait imposer à la population. Précisons qu'il est essentiel de rester dans une problématique de dissuasion, c'est-à-dire d'être en mesure de convaincre l'adversaire potentiel que le coût de son agression serait supérieur au gain qu'il peut en espérer.

La démilitarisation de notre société ne peut pas consister en un simple transfert de techniques. Il s'agit d'abord de savoir pour quoi et

comment se défendre avant de savoir comment se défendre de la violence. Dans cette perspective, la mise en œuvre d'une défense civile non violente vient s'inscrire dans la dynamique d'une transformation des structures sociales vers une authentique démocratie culturelle, économique et politique. Il apparaît ainsi que la réalisation du transarmement est l'un des aspects essentiels de tout projet socialiste véritablement autogestionnaire.

L'une des premières mesures qui s'imposent sans plus tarder est la création d'un institut de recherche sur la résolution non violente des conflits. Pour faire face à l'avenir, il devrait être possible de nous accorder sur cette hypothèse de travail : si la non-violence est possible, alors elle est préférable. Dès lors, il est urgent d'étudier enfin sérieusement les possibilités qu'elle nous offre. Parce que cela est possible, cela est nécessaire.

Ces considérations nous amènent à penser qu'à l'idée de désarmement il est urgent de substituer une autre idée qui tienne compte de la réalité et soit capable de créer une véritable dynamique de changement. Dans cette perspective, l'idée de transarmement s'avère la plus opérationnelle. Elle exprime en même temps la nécessité d'une transition de l'actuelle société militarisée vers une société civilisée, d'une transformation des moyens de défense qui menacent aujourd'hui notre sécurité en d'autres qui la garantissent et d'un transfert des investissements consacrés actuellement à préparer la guerre vers d'autres qui préparent la paix. Ce changement de concept nous permet de changer fondamentalement de perspective, de passer d'un simple rejet à un véritable projet. Pour autant, le concept de transarmement n'est pas antagoniste de celui de désarmement. Car l'une des finalités du processus de transarmement est précisément de rendre possibles des mesures effectives de désarmement unilatéral. On pourra alors prendre l'initiative d'une négociation internationale qui amorce concrètement une dynamique de désarmement multilatéral.

Mais le désarmement n'est que l'aspect négatif du transarmement. Son aspect positif est constitué par un programme constructif qui vise à

instaurer une société capable de vivre ses conflits internes et externes autrement que par le recours aux moyens destructeurs de la violence. Dans cette perspective, la mise en œuvre d'une défense civile non violente vient s'inscrire dans la dynamique d'une transformation des structures sociales vers une authentique démocratie culturelle, économique et politique. Il apparaît ainsi que la réalisation du transarmement est l'un des aspects essentiels de tout projet socialiste véritablement autogestionnaire.

L'une des premières mesures qui s'imposent sans plus tarder est la création d'un institut de recherche sur la résolution non violente des conflits. Pour faire face à l'avenir, il devrait être possible de nous accorder sur cette hypothèse de travail : si la non-violence est possible, alors elle est préférable. Dès lors, il est urgent d'étudier enfin sérieusement les possibilités qu'elle nous offre. Parce que cela est possible, cela est nécessaire.

(*) Animateur du Mouvement pour une alternative non violente (MAN), 20, rue du Dévidet, 45200 - Montargis).

L'anomalie sauvage

PUISSANCE ET POUVOIR CHEZ SPINOZA

Par Antonio Negri

« L'extraordinaire analyse marxiste de Negri rend intelligible le rapport entre l'évolution de la pensée de Spinoza et les transformations historiques de son temps » (préface d'Alexandre Matheron). « Le livre de Negri, écrit en prison, est un grand livre » (préface de Gilles Deleuze). « Sa puissance sauvage bouleverse les cadres ordinaires à travers lesquels se comprend une philosophie. Écoutons l'orage » (préface de Pierre Macherey).

Collection « Pratiques Théoriques » dirigée par Étienne Balibar et Dominique Lecourt, 382 pages - 1982.

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Édité par la S.A.R.L. le Monde
Gérant : André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beauvillier (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982)
Imprimé en France par les Ateliers de la Presse, 10, rue de la Harpe, 75001 Paris
Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration
Commission paritaire : n° 57 437
ISSN : 0026 - 9360

étranger

Israël

LE 30^e CONGRÈS SIONISTE

Les relations entre Jérusalem et la Diaspora deviennent de plus en plus problématiques

De notre correspondant

Jérusalem. — Les députés de la Knesset ont voté, mardi 7 décembre, une loi qui vise à limiter la participation de la Diaspora à la vie politique israélienne. Cette loi, dite « loi sur le statut du citoyen », est considérée comme une mesure de restriction des droits de la Diaspora. Elle vise à limiter la participation de la Diaspora à la vie politique israélienne. Cette loi, dite « loi sur le statut du citoyen », est considérée comme une mesure de restriction des droits de la Diaspora.

Depuis la création d'Israël, le congrès sioniste, qui se tient tous les quatre ans, a été un événement important. Mais le congrès de 1982, qui se tient à Jérusalem, est considéré comme le plus important. Il vise à limiter la participation de la Diaspora à la vie politique israélienne. Cette loi, dite « loi sur le statut du citoyen », est considérée comme une mesure de restriction des droits de la Diaspora.

Or celles-ci deviennent, à plus d'un titre, de plus en plus problématiques. D'abord, le congrès sioniste, qui se tient tous les quatre ans, a été un événement important. Mais le congrès de 1982, qui se tient à Jérusalem, est considéré comme le plus important. Il vise à limiter la participation de la Diaspora à la vie politique israélienne. Cette loi, dite « loi sur le statut du citoyen », est considérée comme une mesure de restriction des droits de la Diaspora.

L'émigration vers Israël s'est considérablement réduite. Le solde migratoire en Israël est négatif depuis deux ans. L'émigration de plus en plus grande des Juifs de la Diaspora (multiplication des mariages mixtes plus particulièrement) est devenue un phénomène inquiétant que les manifestations d'identité juive de la part de jeunes dans certaines communautés, ou les « retours » à la religion constatés récemment, ne suffisent pas à compenser. Pour quelques statistiques — qui ne disposent cependant que de données approximatives — la population juive dans le monde se serait nettement réduite au cours des dix dernières années, passant de douze millions à près de dix millions. Dans ces conditions, beaucoup de députés sont convaincus que le mouvement sioniste réclame des « idées nouvelles ». D'autres font valoir que les Juifs qu'ils représentent sont souvent, et de plus en plus, troubles lorsqu'il s'agit, comme on le demande à Jérusalem, d'apporter un « soutien inconditionnel » à Israël et à son gouvernement, quelle que soit la situation. Depuis l'accession au pouvoir de M. Begin, en 1977, la question s'est posée à plusieurs reprises et plus particulièrement cette année lors de la guerre au Liban. En Europe, mais surtout aux États-Unis, où le poids de la communauté juive (évaluée à environ six millions de

Le gouvernement prévoit trente-cinq nouvelles implantations en Cisjordanie

La vie économique et sociale d'Israël a été très largement perturbée, mardi 7 décembre, par une grève de quelque quatre cent mille fonctionnaires, soit pratiquement le tiers de la population active du pays.

Ce mouvement de protestation, d'une ampleur sans précédent dans l'histoire de l'État hébreu, a été déclenché par la centrale syndicale Histadrout à la suite d'un conflit avec le ministère des Finances sur la réévaluation des salaires et le renouvellement des conventions collectives dans la fonction publique, échues depuis le 1^{er} avril dernier.

La Histadrout souhaite obtenir des augmentations de salaire de 12 à 18 % dans la fonction publique, ainsi que le versement d'une « prime de vie chère ». De son côté, le ministère des Finances, M. Yoram Aridor, qui accepte le principe d'une « prime de vie chère » de 5 %, n'est disposé qu'à des augmentations de 6 à 8 % des salaires.

Estimant que « l'écart entre les deux parties est trop important », M. Yoram Aridor, secrétaire général de la Histadrout, a indiqué que, en principe, le mouvement de protestation des fonctionnaires se poursuivrait mercredi.

D'autre part, la commission Kahane a décidé, mardi, d'accorder un délai supplémentaire d'une semaine aux neuf personnalités israéliennes qu'elle a invitées à préparer leur défense dans le cadre de l'instruction sur les massacres de Sabra et de Chatila.

Les neuf personnalités, parmi lesquelles le premier ministre M. Menahem Begin, les ministres de la Défense et des Affaires étrangères MM. Ariel Sharon et Yitzhak Shamir, et le chef d'état-major Rafael

Liban DES ATTENTATS FONT PLUSIEURS MORTS

L'explosion d'une charge de dynamite, déposée dans la rue devant le siège du parti socialiste progressiste de M. Walid Jumblatt à Tripoli (nord du Liban), a fait mardi soir deux morts et douze blessés.

Plus tôt dans la journée l'explosion d'une voiture piégée dans le village de Bar-Elias, en bordure de la route internationale Beyrouth-Damas (dans la plaine de la Bekaa), avait fait deux morts et blessé trois personnes.

Mardi également, trois miliciens des « forces libanaises » ont été tués et cinq autres blessés dans une embuscade tendue à Aley (15 km au sud-est de Beyrouth). Cet incident est survenu après une accalmie de vingt-quatre heures dans la montagne libanaise, où des accrochages opposent depuis plusieurs semaines les « forces libanaises » aux miliciens druzes du parti de M. Walid Jumblatt. — (A.F.P.)

LA MISSION EN CHINE DU ROI HUSSEIN

Pékin est favorable à toute résolution arabe reconnaissant Israël en échange de la création d'un État palestinien

De notre correspondant

Pékin. — Pour la deuxième fois en quarante-huit heures, M. Zhao Ziyang, premier ministre chinois, s'est entretenu, mardi 7 décembre, avec le roi Hussein de Jordanie. Arrivé dimanche, à la tête de la délégation de la Ligue arabe, qui terminait à Pékin sa tournée auprès des cinq pays membres du Conseil de sécurité des Nations unies, le souverain jordanien a, en effet, prolongé son séjour par une visite officielle bilatérale.

Au cours du banquet donné en l'honneur de son hôte, à l'issue de la première journée d'entretiens, le chef du gouvernement chinois a rendu hommage au roi pour les efforts déployés par son pays « en vue de promouvoir l'unité des nations arabes ».

C'est là un thème constant de la diplomatie chinoise, qui avait déjà été exposé la veille à la délégation de la Ligue arabe.

« Nous sommes convaincus qu'aussi longtemps que la grande nation arabe renforcera son unité et continuera sa lutte, elle pourra atteindre son objectif sacré avec le soutien des peuples du monde entier », a déclaré M. Zhao.

Le premier ministre chinois s'est félicité des résultats encourageants enregistrés dans les relations entre la Chine et la Jordanie, qu'il a replacés dans le cadre de la « lutte menée par le tiers-monde contre l'hégémonie ».

Cette déclaration donne sans doute un avant-goût des discours que M. Zhao Ziyang tiendra pendant le voyage qu'il s'apprete à faire dans dix pays d'Afrique. Cette grande tournée, qui commencera le 20 décembre par l'Égypte et se poursuivra par l'Algérie, rappelle par son ampleur celle que Zhou Enlai avait faite en 1963 dans quatorze États du continent.

Apparemment heureux de l'« étroite amitié » qui lie les deux pays, le roi Hussein, pour sa part, a remercié les dirigeants chinois pour leur franchise, leur compétence et leur sincérité. En termes diplomatiques, de tels propos reflètent généralement l'existence de différences

de vues. Si tel est le cas, celles-ci sont peut-être apparues davantage au cours des conversations avec la délégation de la Ligue arabe que pendant les entretiens bilatéraux sino-jordanien.

Si le gouvernement chinois, en effet, a toujours soutenu la reconnaissance en faveur d'un État palestinien, il n'en juge pas moins que la persistance de troubles et de tensions au Proche-Orient ne peut que favoriser les ingérences soviétique et américaine dans la région. Aussi bien la Chine avait-elle approuvé l'entente de paix engagée par l'Égypte sous la férule de Sadate. En appuyant, l'an dernier, le plan saoudien pour un règlement de la question du Proche-Orient, elle avait fait signe la reconnaissance implicite de l'État d'Israël contenue dans ce plan.

A en juger par les explications données par M. Hu Yaobang à la délégation de la Ligue arabe, Pékin a fait depuis lors un pas de plus. Le secrétaire général du P.C. chinois n'a-t-il pas exhorté ses interlocuteurs à « reconnaître le droit du peuple israélien à une existence pacifique » ? Après avoir réaffirmé que la lutte du peuple arabe et du peuple palestinien était « juste », il a engagé, en outre, ses hôtes à « distinguer entre les forces belligères en Israël et le peuple israélien ». Il s'agit là, probablement des déclarations les plus conciliantes à l'égard d'Israël jamais faites par un dirigeant chinois.

Si divergences il y a eu sur ce point avec les représentants des pays arabes, elles ne doivent pas toutefois être surestimées, compte tenu de l'évolution en cours dans ces pays mêmes et dont témoigne le plan de paix de la Ligue arabe. Tout en renouvelant son appui à ce projet, Pékin aurait fait savoir au roi Hussein et à ses compagnons que la Chine soutiendrait toute résolution déposée par le groupe arabe à l'ONU reconnaissant explicitement Israël en échange de la création d'un État palestinien indépendant.

MANUEL LUCBERT.

DIPLOMATIE

POUR ÉVITER D'ÊTRE RENVERSÉ

Le gouvernement danois gèle les crédits pour les euromissiles

De notre correspondante

Copenhague. — Le premier ministre danois, M. Schlüter (conservateur), a sauvé mardi 7 décembre le gouvernement de coalition minoritaire centre-droit qu'il dirige depuis le 10 septembre au prix d'un « gel » provisoire — et dont le terme est indéterminé — de la contribution danoise à l'implantation des euromissiles américains.

Le programme de modernisation de l'OTAN ne prévoit pas l'implantation d'euromissiles au Danemark, mais le gouvernement de Copenhague doit, comme les autres membres de l'Organisation militaire alliée, contribuer financièrement (pour 75 millions de couronnes, soit 60 millions de francs) à sa réalisation.

À l'issue de la séance de mardi, l'opposition — les sociaux-démocrates d'une part, les deux for-

mations d'extrême gauche de l'autre — avait déposé des ordres du jour presque identiques. Le gouvernement était pris d'arrêter le versement de la contribution danoise au programme d'euromissiles. Les sociaux-démocrates avaient toutefois ajouté l'expression « jusqu'à nouvel ordre ». Ils avaient annoncé en outre qu'ils demandaient le feu vert en 1983 au paiement de 25 millions de couronnes (20 millions de francs) que le gouvernement social-démocrate de M. Joergensen s'était engagé à verser avant sa démission en septembre. Au printemps dernier, le ministre social-démocrate de la Défense, M. Sørensen, avait même déjà voté une première fraction de la contribution danoise en puisant directement sur les fonds de roulement de son ministère, sans même avoir la commission parlementaire des finances.

M. Schlüter a interprété ce « jusqu'à nouvel ordre » dans le sens qui lui était le plus favorable. Cette expression peut aussi bien signifier dans un mois que dans un an. L'essentiel pour lui était de gagner du temps. Aussi après consultation de ses partenaires de la coalition gouvernementale, décida-t-il que le gouvernement s'abstenait lors du vote de l'ordre du jour social-démocrate. Cette tactique empêchait les sociaux-démocrates, en cas d'échec, de se rallier à l'ordre du jour de l'extrême gauche, qui aurait pu provoquer la chute de la coalition. L'ordre du jour social-démocrate a donc été adopté par 49 voix contre 13, 90 députés s'abstenant. M. Schlüter devait ensuite reconnaître qu'il avait « essuyé une défaite ».

En dépit de ce rétablissement spectaculaire, le gouvernement Schlüter ne peut guère espérer jouir d'un long règne. Son destin étant de continuer à faire en permanence de la corde raide. Dès la semaine prochaine, au cours du débat budgétaire, il affrontera les sociaux-démocrates, qui entendent, notamment, le forcer à opérer des coupes sombres dans les dépenses militaires.

CAMILLE OLSEN.

Le Congrès américain a rejeté les crédits pour les missiles MX

(Suite de la première page.)

Le programme MX — qui consiste à déployer cent fusées nucléaires du nouveau modèle dans le Wyoming — n'est pas annulé pour autant. Le Sénat va examiner à son tour cette tranche de crédits pour l'année budgétaire 1983. S'il l'accepte les deux branches du Congrès évalueront une « conférence » pour essayer d'harmoniser leurs vues. S'il s'y oppose, le projet sera présenté à nouveau par la Maison Blanche en janvier devant le nouveau Congrès, élu le 2 novembre.

M. Reagan se battra jusqu'au bout avec la ferme intention de ga-

ner. Pour le moment, son programme n'est même pas retardé par le vote de mardi puisque le Pentagone délimite encore le terrain qui abritera les cent silos. Les travaux de recherches et d'expérimentation du MX se poursuivent grâce aux 4,5 milliards de dollars votés précédemment.

Le président américain s'était beaucoup démené ces derniers jours pour arracher un vote positif. Lundi encore il avait invité soixante-seize représentants dans le bureau ovale et plaidé sa cause de vive voix.

Le programme MX, soutenu il est le seul moyen d'obliger les Sovi-

tiques à négocier sérieusement une réduction des armements nucléaires. Si l'Amérique donne l'impression de renoncer à ce missile, l'U.R.S.S. sera tentée de maintenir le déséquilibre actuel qui est en sa faveur.

M. Reagan présentait d'autre part son programme comme le meilleur outil de la dissuasion. Nul n'aurait attaqué les États-Unis, disait-il, si ceux-ci ajoutaient à leur arsenal cent missiles deux fois plus précis que les actuels « minutemen » et dotés chacun de dix ogives nucléaires.

La plupart des représentants avaient d'autres préoccupations en tête : n'est-il pas excessif selon eux d'accorder 231 milliards de dollars au Pentagone pour 1983, alors que le déficit bat tous les records ? Si on applique les projets de M. Reagan, les dépenses militaires augmenteraient d'année en année pour atteindre 365 milliards en 1987. Un sondage Louis Harris publié il y a quelques jours indique que les Américains sont nettement moins favorables qu'en 1980 à un accroissement du budget de la Défense. Ils veulent toujours une Amérique forte mais ont tendance à penser que la force dépend avant tout de la santé économique du pays.

Dans ce contexte, le MX ressemble à un luxe. Selon les opposants ce programme ne reviendrait pas à 28 milliards de dollars comme l'affirme la Maison Blanche, mais près du double. Même un groupe ultra-conservateur comme la Fondation de l'Héritage affirme que M. Reagan sous-évalue le coût de ses projets militaires.

L'argument financier a d'autant plus de poids que l'efficacité de MX est très discutée. Le sénateur Ernest Holling — qui ne passe pourtant pas pour une « colombe » — déclarait il y a quelques jours : « Rien ne prouverait davantage aux Soviétiques que de nous voir jeter des milliards de dollars dans un système qui pourrait être facilement neutralisé ».

M. Reagan prétend se doter d'une arme puissante pour pousser Moscou à négocier. « Mais ce n'est pas avec un outil non crédible qu'on se fera entendre », a répliqué M. Charles Bennett, représentant démocrate de Floride. Son collègue de New-York, M. Joseph Addabbo a résumé l'état d'esprit de la plupart des opposants : « Les systèmes de défense proposés par la Maison Blanche ne sont pas sacro-saints ».

ROBERT SOLÉ.

AVANT LE CONSEIL DE L'OTAN

M. Shultz insiste sur l'importance des relations économiques avec l'U.R.S.S.

Le conseil atlantique au niveau ministériel tient jeudi 9 et vendredi 10 décembre sa réunion annuelle à Bruxelles. Dès ce mercredi soir, les ministres américains, britanniques, français et ouest-allemands, ont un traditionnel dîner de travail consacré à l'ordre du jour de l'OTAN, mais où tous les sujets peuvent être abordés.

Le secrétaire d'État américain, M. Shultz (qui sera à Paris le 14 décembre), s'est entretenu mardi à Bonn avec le chancelier Kohl. Au cours d'une conférence de presse commune avec son collègue allemand, M. Genscher, M. Shultz a déclaré : « Nous pensons tous que la question des relations économiques avec l'Est doit être examinée de façon urgente et dans un esprit différent du passé ».

Le secrétaire d'État a distingué cinq points de cette stratégie économique :

- 1) L'aspect le plus fondamental, selon lui, est constitué par une vaste étude des relations économiques Est-Ouest, basée sur des principes déjà établis. Tous le monde est pratiquement engagé sur ce point. (...) L'essentiel du travail sera fait par les pays intéressés, individuellement, avec le concours ultérieur d'organisations internationales ;
- 2) La position commune dans le domaine des crédits aux pays de l'Est, a souligné M. Shultz, « a déjà fait l'objet d'examen approfondis » dans le cadre de l'O.C.D.E.
- 3) En ce qui concerne les restrictions à l'exportation de technologies de pointe, « des progrès substantiels » ont été réalisés ;
- 4) Pour les équipements pétroliers et gaziers, « nous devons encore examiner la question », a-t-il dit ;
- 5) Une « vaste étude » doit être lancée sur l'énergie, et plus spécialement sur les sources d'approvisionnement de substitution.

Parlant des Soviétiques et des menaces du maréchal Oustinov (le Monde du 8 décembre), M. Shultz a déclaré : « Ce n'est pas nouveau. (...) Nous devons leur faire pièce. Les Soviétiques ont déjà développé des fusées qui obligent les États-Unis à suivre avec leurs nouveaux MX. Nous ne pouvons pas renoncer à la force militaire, qui constitue une base pour négocier ».

L'état-major américain a annoncé mardi que la première escadrille de bombardiers stratégiques B-52 équipés de missiles de croisière entrera en service le 16 décembre. Ces seize B-52, qui seront stationnés sur la base de Griffiss (État de New-York) seront équipés chacun de douze missiles de croisière air-sol (portée 2 400 km, vitesse 900 km/h) capables d'atteindre des objectifs en Union soviétique avec une précision de 30 à 60 mètres. D'ici à 1985, l'armée de l'air américaine disposera de cent cinq B-52 dotés de ce missile de croisière à tête nucléaire.

Force 10 à l'échelle Fred.

Quand un homme de la mer devient joaillier, il transforme un câble marin en un bracelet d'or et d'acier.



FRED Joaillier, 6, rue Royale, Paris 8^e. Tél. 260.20.65.

Le Carège, 74, Champs-Élysées - Hôtel Mésidor, Paris - Hôtel Loewen, Monte-Carlo - Hôtel Byblos, Saint-Tropez - 21, bd de la Croisette, Cannes - Aéroport d'Orly - 20, rue du Marché, Genève - Beverly Hills, Houston, Dallas.

EUROPE

Grande-Bretagne

CONVAINCU D'AVOIR COMMUNIQUÉ DES RENSEIGNEMENTS MILITAIRES AU K.G.B. Le professeur Hambleton a été condamné à dix ans de prison

De notre correspondant

Londres. — Les espions ne se ressemblent pas mais se suivent dans le box des accusés du tribunal de l'Old Bailey. Après Geoffrey Prime, condamné le mois dernier à treize ans de détention pour trahison au profit de l'U.R.S.S., c'était de nouveau une semaine le tour de M. Hugh Hambleton, professeur d'économie, qui a la double nationalité anglaise et canadienne, ancien collaborateur de l'OTAN, qui était accusé d'avoir fourni des documents confidentiels au K.G.B. pendant trente ans.

M. Hambleton est une figure pittoresque. Agé de soixante ans, il a en quelque sorte bénéficié de circonstances atténuantes. Il a été condamné, mardi 7 décembre, à dix ans de prison (nos dernières éditions datées du 8 décembre), bien que son système de défense ait été pour le moins fluctuant : il a commencé par plaider non coupable, puis il a affirmé qu'il était un agent double qui avait été utilisé par les services de renseignements français et canadiens pour infiltrer le K.G.B. A l'en croire, il n'avait pas si mal réussi puisqu'en 1975 il aurait été invité à dîner à Moscou avec M. Andropov lui-même, alors président des services de sécurité soviétiques.

Mais, sous les questions de l'avocat général (procureur), M. Hambleton a vacillé. Il a abandonné la

thèse de l'agent double et plaidé coupable, tout en essayant de minimiser l'importance des informations fournies aux Soviétiques. Mais l'accusation a affirmé qu'il s'agissait d'« informations militaires très importantes ».

Le professeur Hambleton avait été, pendant la guerre, un agent occidental. Alors qu'il travaillait au Canada, au début des années 50, il a été « approché » par un collaborateur du K.G.B., M. Vladimir Borodine, qui l'encourageait à se faire embaucher par l'OTAN. De 1956 à 1961, employé au département économique de l'organisation atlantique, le professeur a photographié des milliers de documents qu'il a communiqués aux Soviétiques.

En 1979, la police canadienne a perquisitionné au domicile de M. Hambleton et saisi du matériel de transmission d'origine soviétique. Elle lui a cependant promis l'immunité s'il acceptait de donner des renseignements concernant le K.G.B., mais lui avait refusé le titre d'agent double. En juin dernier, M. Hambleton a commis l'erreur de revenir en vacances à Londres, où il avait été, jadis, professeur d'économie politique. Les policiers et les juges britanniques se sont montrés moins compréhensifs que leurs collègues canadiens. — D. V.

Espagne

Le gouvernement socialiste décrète une hausse importante des combustibles

De notre correspondant

Madrid. — Le nouveau gouvernement socialiste a pris mardi 7 décembre, des premiers conseils des ministres, deux décisions importantes : l'ouverture le 15 décembre, mais exclusivement pour les piétons, de la grille qui, depuis 1969, sépare Gibraltar du continent, et une augmentation du prix des combustibles d'environ 20 %.

Le chef du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, a affirmé que la décision de mettre fin au blocus de Gibraltar était due « à des motifs humanitaires ». En l'opposant à la trêve de la guerre, le ministre des affaires étrangères de Franco, M. Castiella, avait prédit que le Rocher « allait tomber comme un fruit mûr ». Non seulement cette mesure n'a pas entamé l'intransigeance de la Grande-Bretagne face à la revendication espagnole, mais elle a même porté un préjudice économique aux zones voisines et indisposé les habitants de Gibraltar contre le gouvernement de Madrid. En avril 1980, les ministres espagnol et britannique des affaires étrangères s'étaient rencontrés à Lisbonne et étaient convenus de procéder simultanément à la fin du blocus et à l'ouverture de négociations sur le statut futur du Rocher. Ce n'est toutefois qu'en janvier 1982, après

une visite à Londres, que M. Calvo Sotelo avait finalement décidé d'ouvrir la grille. La mesure avait été reportée à la suite de l'invasion des Malouines par l'Argentine. Les socialistes ont cette fois agi sans promesse de contrepartie immédiate, mais conviennent qu'il s'agit là de la seule issue à l'impasse.

M. Gonzalez a, par ailleurs, annoncé que le ministre des affaires étrangères, M. Morán, participera à la prochaine réunion des ministres de l'OTAN et qu'il y maintiendra une « conversation informelle » avec son homologue britannique au sujet de Gibraltar. Il a précisé que l'Espagne s'abstiendra lors du vote du communiqué final de la réunion du pacte atlantique. Concernant les relations avec la France, il s'est déclaré convaincu que « la coopération et l'efficacité en matière de lutte antiterroriste vont augmenter ».

« Nous préférons être réalistes et faire comprendre au pays quelle est la situation réelle », a affirmé M. Gonzalez en annonçant la hausse du prix des combustibles. Attendue après la dévaluation décrétée dimanche, elle a surpris par son ampleur : 21 % pour le gazole et l'essence (le litre de super passe à 86 pesetas, soit 4,6 F.), 20 % pour le butane, 19 % pour le mazout. Le président du gouvernement a précisé que cette hausse était une simple adaptation aux prix réels et non une manière d'augmenter la perception fiscale, qui, en matière d'hydrocarbures, reste encore nettement inférieure à la moyenne européenne.

Le ministre de l'économie, M. Boyer, a, de son côté, souligné que cette mesure aurait dû être prise depuis longtemps : les prix des combustibles sont restés inchangés depuis juillet 1981, alors qu'à partir de cette date la peseta s'est dépréciée de plus de 40 % par rapport au dollar, une situation qui ne s'est présentée dans aucun autre pays européen. A propos de la dévaluation, il a affirmé qu'elle avait déjà eu un effet bénéfique : 700 millions de dollars sont rentrés dans les caisses de l'État depuis dimanche, soit presque autant que la quantité perdue durant tout le mois de novembre.

Parmi les nominations décidées mardi par le conseil des ministres, on note celle de M. Julio Fco comme secrétaire de la présidence. Expert en communications, diplômé d'une université de Californie, c'est un spécialiste en marketing électoral et en sondages d'opinion qui a coordonné la récente campagne électorale de M. Gonzalez. M. Eduardo Sotillos, ancien attaché de presse de M. de Arellano, ancien directeur de la radio nationale et du journal *Tribuna* à l'époque de Bilbao, devient porte-parole du gouvernement. D'autre part, le nouveau directeur de la radio-télévision espagnole (le cinquième en trois ans) sera M. Jose Maria Calvo. Avocat, il n'appartient pas au P.S.O.E. mais est membre du conseil d'administration de la radio-télévision sur proposition de ce parti.

THIERRY MALINIAC.

Irlande du Nord

APRÈS L'ATTENTAT QUI A FAIT SEIZE MORTS L'attitude de certains travaillistes à l'égard des républicains fait l'objet d'une vive polémique à Londres

De notre correspondant

Londres. — La classe politique britannique a été unanime dans la condamnation de l'attentat de Ballykelly, dont le bilan définitif s'élève à seize morts, dont onze soldats et quatre femmes, et soixante-dix blessés dont quarante sont encore hospitalisés. Devant la Chambre des communes, Mme Thatcher a dénoncé « un des plus horribles crimes de l'histoire tragique de l'Ulster », crime qui est le produit d'« esprits diaboliques et dépravés ». M. Foot a condamné cet « assassinat en masse », mais son intervention a été accueillie par des protestations sur les bancs conservateurs et sociaux-démocrates, car le leader de l'opposition travailliste s'est refusé à condamner en même temps l'invitation lancée par la majorité travailliste du Conseil du Grand Londres à deux dirigeants du Sinn Féin, la branche politique de l'IRA provisoire.

M. James Prior, secrétaire d'Etat à l'Irlande du Nord, considère que le « massacre sans merci » de Ballykelly ne doit pas entraîner un changement dans la politique gouvernementale en Irlande du Nord. Cependant, des pressions de plus en plus fortes sont exercées sur lui de la part de ses propres amis politiques pour qu'il renforce les mesures de sécurité. Déjà la semaine dernière M. Prior avait annoncé une augmentation des effectifs de police, mais il estime qu'il faut essayer de ramener en Irlande du Nord une certaine « normalité ».

Le petit village de Ballykelly était considéré comme l'un des plus tranquilles de la province. Certes, le pub qui a été détruit par une bombe de 15 kilos avait été l'objet d'un attentat en 1975, mais il n'y avait pas eu de victimes et depuis tout était calme. Les relations entre les deux communautés étaient bonnes puisque les enfants catholiques et protestants fréquentaient la même école, fait très rare en Irlande du Nord.

La caserne Shackleton toute proche abrite le Cheshire Regiment qui est de service pendant deux ans en Ulster avec femmes et enfants. La plupart des victimes de l'attentat appartiennent à ce régiment. Une enquête va être ouverte sur les mesures de sécurité entourant les lieux des militaires britanniques et leurs familles, mais on se demande

déjà s'il est bien prudent que des soldats fréquentent régulièrement des établissements publics non gardés, comme c'était le cas à Ballykelly.

L'INLA, armée de libération nationale irlandaise, a revendiqué l'attentat dans un appel téléphonique à la B.B.C. et à la chaîne de télévision privée, mais la police reste sceptique, car les interlocuteurs anonymes n'ont pas utilisé le code habituel. Cependant, l'INLA, qui est une organisation dissidente de l'IRA provisoire, avait annoncé il y a quelques jours qu'elle s'attaquerait aux troupes britanniques sans avertissement.

Mais c'est désormais le parti travailliste qui risque de se retrouver au centre des polémiques. M. Ken Livingstone, leader du Conseil du Grand Londres, a décidé de maintenir l'invitation faite aux deux dirigeants du Sinn Féin, MM. Gerry Adams et Danny Morrison. Mme Thatcher a déclaré que cette visite serait « intolérable pour le peuple britannique », mais il ne semble pas que le gouvernement s'apprête à l'interdire. Il préfère laisser le soin au parti travailliste de l'annuler, quitte à tirer un bénéfice politique si celui-ci ne le fait pas.

Le Labour est divisé. La droite travailliste reproche à M. Foot d'avoir une fois de plus montré son manque d'autorité en condamnant l'invitation mais en refusant d'exiger formellement son annulation. M. Livingstone n'a pas changé d'avis après l'attentat de Ballykelly. Membre influent de l'aile gauche travailliste, il estime que cette « horrible attaque à la bombe » souligne l'urgence d'une solution politique en Ulster.

Cette opinion est partagée par le *Guardian* (centre gauche), qui invite les gouvernements de Londres et de Dublin à faire preuve d'imagination et à chercher l'apaisement dans une solution fédérale ou un condominium. Le *Times* estime, de son côté, que la présence de dirigeants du Sinn Féin à Londres suppose au moins que cette organisation républicaine ait condamné l'attentat de Ballykelly. Or M. Danny Morrison n'a pas cherché à ménager la susceptibilité des Britanniques en comparant cet attentat à la destruction du croiseur argentin *Belgrano* par un sous-marin de la Royal Navy pendant la guerre des Malouines. — D. V.

Allemagne fédérale

La disparition du général Heusinger créateur de la Bundeswehr

Un simple avis mortuaire signé du ministre fédéral de la défense, une sèche biographie noyée dans d'autres informations, ont fait connaître la mort du général Adolf Heusinger à Cologne, dans la nuit du 1^{er} décembre. Il était âgé de quatre-vingt-cinq ans.

Cette extrême discrétion correspondait au personnage qu'à l'attitude de ses successeurs envers lui. Le 4 août dernier, jour de son anniversaire, l'actuel inspecteur général de la Bundeswehr n'était pas venu le féliciter, contrairement aux usages. S'il se donnait spontanément l'air d'un simple général entre bien d'autres, ce n'est cependant pas d'un quelconque général qu'il faut retracer la carrière. Car Adolf Heusinger est son contemporain et rival Hans Speidel ont incarné les transitions et les rapports orageux entre les pouvoirs politiques allemands successifs et les forces militaires. Quatre uniformes, quatre serments, deux défaites, trois carrières d'officier. Et autant de choix éthiques... Il meurt au moment où la Bundeswehr reçoit ses premiers chefs suprêmes, dont le caractère militaire a commencé avec elle, et qui n'ont pas participé au second conflit mondial.

Adolf Heusinger, né en 1897, aurait pu être officier des armées et forcé ou pesteur, en Prusse, comme ses ancêtres. La première guerre décida pour lui : aspirant à Verdun, sur la Somme, à Arras, capturé par les Anglais, alors qu'il est grièvement blessé, il entre en 1923 dans la Reichswehr qui comptait alors cent mille hommes. Appelé en 1929 à la section des opérations du « Truppenamt », service derrière lequel se camoufle l'état-major général, il restera jusqu'à la fin de la seconde guerre dans cette branche. A l'exception de son temps de commandement à la tête d'une compagnie en 1933, il ne commandera jamais d'unité.

Tenu pour un pur technicien, très bon stratège, assez souple pour exercer sans réagir ce commandement dans la contradiction qui sera le titre de son unique ouvrage, *mipladoyer, mi-souvenir*, Adolf Heusinger appartient à l'état-major général de la Wehrmacht. Il est blessé lors de l'attentat du 20 juillet 1944 auquel échappe Adolf Hitler, puis est arrêté quelques semaines. Ami des

conjurés, il n'était pas entré dans leur complot, faute de l'assurance qu'un nouveau pouvoir obtiendrait de Churchill l'arrêt des hostilités à l'Ouest.

Interné jusqu'en 1948, il devint conseiller militaire du chancelier Adenauer, expert aux négociations sur la Communauté européenne de défense. Le général Heusinger ordonna en 1963 le réarmement de la République fédérale. Inspecteur général de la Bundeswehr en 1967, puis président du comité militaire de l'OTAN à Washington, il prend sa retraite en 1964.

Les attaques dirigées contre lui en 1960-1961 par l'Union soviétique portaient sur deux thèmes : sa libération, après l'assassinat du 20 juillet 1944, empêchant qu'il ait dénoncé les conjurés. Et sa participation décisive aux plans d'invasion de différents pays européens justifiant qu'il fut qualifié de criminel de guerre. Mais d'autres généraux en avaient fait autant, qui n'étaient pas mis en cause. Ils avaient, ils est vrai, contribué à la mise sur pied de l'armée populaire, en République démocratique.

Ce technicien a certainement facilité la mise sur pied de la Bundeswehr comme force armée d'un régime démocratique. Il a très largement contribué à transformer en alliance réelle ce qui n'était au départ qu'une nécessité politique entre ennemis de la veille.

Au temps des prémices du renouveau, M. André François-Poncet, haut commissaire de France à Bonn, demanda au général Heusinger comment seraient les boîtes des fantassins de la Bundeswehr : « Ce seront des chaussures à semelles de caoutchouc », répondit le général.

Grand, deux yeux d'ambassadeur, Adenauer, la prochaine fois, pas de bottes à clous ! Mais on ne vous entend pas venir, a l'anecdote illustre un climat subtil. Heusinger a en tout cas prouvé l'efficacité des semelles de caoutchouc.

J. N.

A TRAVERS LE MONDE

Canada

● LA COUR SUPRÊME DU CANADA a rejeté, lundi 6 décembre, la plainte de la province francophone, qui estime que la nouvelle Constitution méconnaît son droit traditionnel de veto. La Cour a ainsi confirmé la décision d'une juridiction inférieure selon laquelle le Québec n'a pas droit de veto sur les amendements constitutionnels. Ce résultat était attendu dans la mesure où la nouvelle Constitution, proclamée le 17 avril dernier (*Le Monde* daté du 18-19 avril), ne comportait pas de droit de veto pour le Québec. — (U.P.I.)

Chili

● LE GÉNÉRAL PINOCHET a rejeté toute possibilité de dialogue entre son gouvernement et les milieux politiques ou l'Eglise du Chili, dans un discours prononcé le mardi 7 décembre. De son côté, l'archevêque de Santiago, Mgr Raul Silva Henríquez, a condamné l'arrestation et l'expulsion au Brésil de deux dirigeants syndicaux à la suite d'une manifestation à Santiago contre la politique du gouvernement. Mgr Henríquez a également protesté contre l'expulsion vendredi dernier d'un dirigeant patronal M. Carlos Podlech, qui demandait un moratoire pour les dettes contractées par les entreprises. — (A.F.P.)

Etats-Unis

● LE PRÉSIDENT REAGAN a nommé, lundi 6 décembre, M. Paul Thayer secrétaire adjoint à la défense, en remplacement de M. Francis Carlucci, qui a démissionné de son poste. Le nouveau « numéro deux » du Pentagone, qui est âgé de soixante-trois ans, est un ancien pilote militaire, devenu pilote de ligne puis président-directeur général d'une entreprise d'armement et président de la Chambre de commerce américaine. — (A.F.P.)

Italie

● L'ASSASSIN DE PASOLINI EST REMIS EN LIBERTÉ. Pino Pelosi, qui avait été condamné pour l'assassinat de l'écrivain, le 2 novembre 1975, de l'écrivain et metteur en scène Pier Paolo Pasolini, a obtenu un régime de semi-liberté. Pelosi, qui avait dix-sept ans au moment des faits et a déjà purgé sept ans de détention, avait été condamné par le tribunal pour mineurs à neuf ans et cinq mois de prison. En prenant sa décision, le 7 décembre, le tribunal pour mineurs a relevé la bonne conduite de Pino Pelosi en prison, ainsi que sa collaboration à la reconstitution des faits pour lesquels il a été condamné. — (A.F.P.)

Madagascar

● M. GUY FENNE, conseiller à l'Elysée pour les affaires africaines et malgaches, et M. Lemoine, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense, ont été reçus, lundi 6 décembre à Antananarivo, par le président Ratsiraka. MM. Fenne et Lemoine venaient de Maurice où ils ont eu des entretiens avec les principaux dirigeants locaux. — (A.F.P.)

Pologne

● L'AGENCE PAP a annoncé la décision prise par le commandant de la milice de Varsovie de libérer « trente-deux habitants de Varsovie et de sa région » actuellement internés. Selon l'agence officielle, les personnes libérées sont, « pour la plupart, des travailleurs d'entreprises de Varsovie ». Selon toute vraisemblance, les personnes libérées de premier plan, en particulier certains conseillers de Solidarité, ne sont pas concernés par la mesure. — (A.F.P.)

République Sud-Africaine

● LE CONSEIL DE SÉCURITÉ DES NATIONS UNIES a lancé, mardi 7 décembre, un appel à la clemence au gouvernement sud-africain en lui demandant de commuer les peines de mort prononcées contre six mem-

bres du Congrès national africain (A.N.C.). Le conseil a approuvé à l'unanimité ces quinze membres la résolution en ce sens présentée par la Guyane, la Jordanie, l'Ouganda, le Panama, le Togo et le Zaïre, qui souligne notamment que « l'exécution de ces condamnés à mort aggraverait encore la situation en Afrique du Sud ». — (A.F.P.)

Turquie

● YILMAZ GUNAY CONdamnÉ A UNE NOUVELLE PEINE DE PRISON. — La cour martiale d'Ankara a condamné par contumace, le 7 décembre, le cinéaste Yilmaz Gunay à sept ans et demi de prison pour « propagande communiste » pour un article publié en octobre 1978. Il avait déjà été condamné à sept ans et demi de prison par contumace pour un autre article. Condamné pour meurtre à dix-huit ans de prison en 1974, il s'est évadé et s'est réfugié en Europe en octobre 1981. En octobre 1982, il a été déchu de sa nationalité. — (A.F.P.)

Portugal

EMOTION A LISBONNE : UNE VEDETTE DE LA CHANSON POPULAIRE EST ARRÊTÉ AU BRÉSIL

Lisbonne. — Emotion à Lisbonne après l'arrestation à Rio-de-Janeiro, le 14 novembre, de M. Sergio Godinho, un des plus grands interprètes de la musique populaire portugaise, accusé d'avoir fait entrer clandestinement de la drogue au Brésil. Des parlementaires de tous les partis estiment que cette affaire risque de « mettre en question les relations culturelles entre les deux pays ».

Au Brésil, depuis juillet, M. Godinho a donné des interviews à la télévision, à la radio et aux journaux sans être inquiété. Au moment de son arrestation, il attendait à Rio le départ du Galeao son départ pour Lisbonne, après deux semaines à Rio pendant lesquelles il avait enregistré un disque en collaboration avec des vedettes de la chanson au Brésil. Il nie avoir été volontairement en possession de la petite quantité de marijuana que la police aurait trouvée dans ses bagages.

Outre l'interdiction de communiquer avec ses avocats pendant les trois premiers jours de sa détention, le chanteur aurait été soumis à des violences, notamment à des chocs électriques. Sa demande de mise en liberté provisoire a été rejetée. Au cours de la campagne électorale, M. Sergio Godinho était intervenu dans des spectacles d'appui à des candidats de l'opposition brésilienne, ce qui incite plusieurs de ses amis à donner une interprétation politique à l'affaire. — J. R.

FORGEST
vous propose
ses séminaires sur
**IMPÔTS SUR LES GRANDES
FORTUNES**
NOUVEAU
PLAN COMPTABLE
CONTRÔLE FISCAL

FORGEST, A.E.N.G.D.E.
39, boulevard Strasbourg
75010 Paris, 246.90.38

**Eléments en
VRAI BOIS**

Avec nos ensembles
(en latte) toutes les
combinaisons sont
possibles :

rangement, armoires-
bibliothèques,
droits ou décalés,
secrétaires, armoires,
style ou contemporain,
toutes essences.

CAPÉLOU DISTRIBUTEUR
37 Av. de la République - PARIS XI -
Métro Parmentier - TEL. 357.46.35

**VOUS CHERCHEZ
UN PIANO ?**

LOCATION DEPUIS 250 F/mois
(région parisienne)

VENTE DEPUIS 298 F/mois
(sans apport ni caution)
Liv. gratuits dans la France

26 MARQUES REPRÉSENTÉES
Garantie jusqu'à dix ans
Ouv. du lundi au samedi 9 h - 19 h

DAUDE

72 bis, av. de Wagram, 17^e
227-50-51/745-34-77

EUROPE

Union soviétique

Les premiers pas de M. Andropov

III. - Riposte ou coopération ?

De notre envoyé spécial DANIEL VERNET

Dans les deux premiers articles (*le Monde* des 7 et 8 décembre), Daniel Vernet a décrit le nouveau style que M. Andropov tente de donner à la direction du parti communiste soviétique. Le nouveau secrétaire général doit aussi trouver le moyen de ramener — par des réformes ? — une économie languissante.

Moscou. — A en juger par son premier discours devant le comité central, M. Andropov devait mener une politique extérieure très orthodoxe. Le nouveau secrétaire général a gardé pratiquement intact le texte préparé de longue date pour Leonid Brejnev par les services du comité central et du ministère des affaires étrangères, alors qu'il a profondément remanié la partie consacrée à l'économie. Il a ainsi placé son action dans le droit fil du « programme de paix » de son prédécesseur, fondé sur la trilogie : détente, solidarité, coopération. Détente avec les Etats capitalistes, solidarité avec les peuples en lutte pour leur libération, coopération avec les pays socialistes.

Plus intéressante que ces positions de principe sera la manière de mettre en œuvre cette ligne stratégique. Le secrétaire général n'a pas attendu longtemps pour prendre en charge les principaux dossiers. Ses interlocuteurs ont été favorablement impressionnés par sa connaissance des questions traitées, sa facilité à présenter le point de vue soviétique sans lire laborieusement les papiers préparés par ses collaborateurs.

Grâce à sa connaissance — controversée — de l'anglais, il lit régulièrement les magazines américains et on le dit un auditeur assidu de la « Voix de l'Amérique », dont, dans le même temps, il déconseille fortement l'écoute à ses concitoyens. N'est-ce pas le meilleur moyen de pénétrer les pensées de l'adversaire ? M. Andropov sera, pour les Occidentaux un interlocuteur plus coriace que Brejnev, plus dur dans les négociations, mais peut-être plus réaliste. « Pour chaque situation, il a en tête toutes les sous-variantes des diverses variantes », résume un journaliste d'Europe orientale.

Les relations avec les pays socialistes

D'autre part, M. Andropov paraît décidé à éviter un éparpillement de la diplomatie soviétique, qui avait tendance ces dernières années à un activisme tout axé sur les problèmes à l'étranger. Les déconvenues éprouvées en Afrique, l'échec des armes soviétiques dans la guerre du Liban, les aléas de la lutte anti-guérilla en Afghanistan, devraient l'amener à concentrer ses efforts sur un nombre restreint de dossiers prioritaires. Ces dossiers, le secrétaire général les a signalés par les audiences qu'il a accordées le jour même des obsèques de Brejnev : rapports Est-Ouest, Europe occidentale, Afghanistan.

M. Andropov a négligé les pays socialistes européens. Ce n'est pas un signe de désintérêt. Depuis 1980, l'ancien président du K.G.B. a suivi de très près le dossier polonais qui avait été confié à Sossolov. Il a participé à la plupart des réunions avec les premiers secrétaires du parti polonais, M. Kania puis le général Jaruzelski. Il passe pour avoir qualifié de « simpliste » la politique suivie par Brejnev envers la Pologne. Si la presse soviétique n'a pas annoncé la libération de M. Lech Walesa, elle ne l'a pas non plus critiqué. Mais M. Andropov n'a pas jugé bon de demander des explications au général Jaruzelski quand celui-ci se trouvait à Moscou. Le pragmatisme dont on le crédite pourrait l'amener à laisser la direction polonaise continuer à jouer les cartes dont elle dispose.

Dans son discours devant le comité central, M. Andropov a manifesté une grande modération, voire une certaine humilité pour des pays socialistes frères. N'a-t-il pas implicitement admis que la « confiance » et la « compréhension » ne résistent pas parfaitement entre eux et l'U.R.S.S. ?

A l'égard de la Chine, le tournant a été pris dès le discours de Tachkent de Leonid Brejnev, le 24 mars dernier, et confirmé dans son « testament » le 27 octobre. On dit maintenant qu'il a été pris sous l'impulsion de M. Andropov, de même que ce dernier aurait déjà été à l'origine de l'ouverture avortée tentée en direction de Pékin par la direction collective en 1964. C'est peut-être récrire l'histoire pour des besoins immédiats, mais le nouveau secrétaire général a repris à son compte l'appel à la normalisation qui correspond à une démarche parallèle des Chinois. Pour la première fois depuis le schisme, les deux grandes puissances communistes semblent avoir le même intérêt à enterrer leur broi.

Les négociations pourraient reprendre dès ce mois-ci, c'est-à-dire plus tôt que prévu, si déjà les maisons d'édition soviétiques ont reçu pour consigne d'enlever des publications toute attaque contre la Chine. Dans les milieux qui exercent une influence sur la définition de la politique extérieure soviétique, on explique que l'U.R.S.S., toujours soucieuse de ne pas avoir à se battre sur deux fronts, doit se chercher de nouveaux partenaires étant données les déceptions rencontrées avec les Etats-Unis.

Dans les relations avec la Chine, comme avec les Occidentaux, l'Afghanistan était un obstacle. M. Andropov l'a implicitement reconnu. Jusqu'alors les Soviétiques faisaient mine de croire que c'était un prétexte, un problème artificiel soulevé par les impérialistes pour justifier un retour à la guerre froide. Convenir que le problème est bien réel ne constitue qu'un premier pas. La guérilla peut durer mille ans, dit-on encore dans les milieux que nous ci-

tois plus haut, mais elle ne gêne pas les objectifs stratégiques de l'U.R.S.S. Moscou pourrait retirer ses troupes à condition de trouver une solution politique garantie par les Occidentaux et qui reviendrait à reconnaître d'une manière ou d'une autre l'avancée soviétique. Brejnev n'avait jamais dit autre chose.

« Parité » avec les Etats-Unis

« Parité » reste le maître mot dans les rapports avec les Etats-Unis. Les Soviétiques considèrent que les Américains ont eux-mêmes, dans les années 70, admis solennellement cet équilibre de forces et par là même conféré à l'U.R.S.S. son statut de superpuissance. Ils n'en démentent pas. Ils ne cherchent pas à répliquer à chaque nouvelle arme américaine, mais ils feront en sorte de maintenir une égalité globale, quels que soient les sacrifices économiques nécessaires. Toutes les fois qu'il a pris la parole depuis son élection, M. Andropov a affirmé que les forces armées ne manqueraient de rien. Ce n'est pas seulement un tribut rhétorique payé à un corps qui a joué un rôle essentiel dans son avènement. C'est l'affirmation d'une constance de la politique soviétique.

Le secrétaire général a promis une « riposte foudroyante à l'agresseur potentiel » et en même temps il a tenu la main pour « une coopération honnête à tout Etat qui en manifeste le désir ». Reste à savoir si l'accent sera mis sur le premier ou le second de ces deux termes qui coexistent depuis l'origine de la « politique à l'Ouest » de l'U.R.S.S. Au sein de la direction les avis sont partagés. Non entre les « durs » et les « mous », mais entre ceux qu'on pourrait appeler les « pessimistes » et les « optimistes ». Les premiers considèrent que les divergences avec les Etats-Unis sont profondes et survivront à l'administration Reagan, que la crise Est-Ouest est si grave que l'on ne voit pas d'issue. Ils se recrutent plutôt dans les services du comité central. Les seconds appartiennent en majorité aux instituts de recherche, tel M. Arbatov, directeur de l'Institut des Etats-Unis et du Canada. Ils estiment que « l'on en a vu d'autres », que cette crise passera comme les autres et que le retour d'un président démocrate à la Maison Blanche en 1985 pourrait permettre de renouer les fils rompus.

M. Andropov se classe-t-il dans la deuxième catégorie ? Outre le fait que M. Arbatov est pour lui un vieux compagnon de route des années 50, on remarque que le nouveau secrétaire général a toujours eu en faveur de la détente des accents plus chaleureux que la plupart de ses collègues du bureau politique. Mais cela ne changera rien à la position fondamentale de son pays sur la parité — telle qu'elle est interprétée à Moscou — ni à sa volonté d'obtenir

avant toute chose un changement de l'attitude américaine.

L'installation des missiles à moyenne portée reste la pomme de discorde essentielle en Europe. Plus l'échec du déploiement approche, plus les Soviétiques vont jouer sur leurs deux registres tactiques : le bâton et la carotte, l'intimidation et la séduction. Le commentaire de l'agence Novosti (*le Monde* du 1^{er} décembre) appartient à la première catégorie, comme les déclarations de M. Feline, chef adjoint de la section d'information internationale du comité central, selon qui l'U.R.S.S. pourrait, par rétorsion, « rapprocher ses systèmes à moyenne portée à proximité immédiate du territoire des Etats-Unis (1) ». L'Allemagne va se trouver en première ligne. Acceptera-t-elle encore longtemps sa « vocation » de champ de bataille ou ne préférera-t-elle pas s'entendre avec nous ? se demandent les Soviétiques. Et cette question charrie avec elle toutes les craintes européennes d'un nouveau Rapallo (2).

Les forces nucléaires françaises et britanniques

Dans le scénario de la séduction, l'U.R.S.S. se présente comme une puissance d'abord européenne, soucieuse de négocier avec les autres pays européens. La France, qui a toujours joué un rôle de premier plan dans le rétablissement de rapports politiques normaux sur le continent, y tient une place particulière. On prend acte du refus de la France (et de la Grande-Bretagne) de participer aux négociations sur les euro-missiles, nous a-t-on expliqué dans les cercles soviétiques où se préparent les dossiers diplomatiques. Mais on ne peut pas ne pas tenir compte de leurs forces nucléaires dans le calcul de l'équilibre. Les Etats-Unis devraient donc en quelque sorte « surdésarmer » pour compenser l'existence des armes françaises et

- (1) Les Nouvelles de Moscou, n° 45, du 6 novembre.
- (2) Par un accord signé le 16 avril 1922 à Rapallo, l'Allemagne et la Russie soviétique rétablissent leurs relations. Les deux pays se promettent la neutralité en cas de conflit avec une tierce puissance. Une clause secrète permettrait aux officiers allemands de venir s'initier en Russie au maniement des armes interdites par le traité de Versailles.

britanniques. Ces dernières, ajoutent-on, sont par nature des missiles destinés au théâtre européen. La France et la Grande-Bretagne ne pourraient-elles pas alors négocier un jour sur ce type d'armement directement avec l'U.R.S.S., étant entendu que les Etats-Unis devraient avoir renoncé à déployer en Europe leurs propres missiles à moyenne portée ?

Même la coopération franco-allemande en matière stratégique pourrait trouver grâce aux yeux de Moscou, à condition qu'elle soit le premier pas vers une indépendance militaire de l'Europe et non vers la création d'un « deuxième pilier » de l'OTAN, s'ajoutant au potentiel américain. Comme toujours, quand les relations avec les Etats-Unis sont mauvaises, les Soviétiques se retournent vers l'Europe. Mais cette fois la manœuvre est plus difficile avec un

gouvernement chrétien-démocrate à Bonn et un président socialiste en France, qui a joint sa voix aux critiques du surarmement soviétique. « Nous comptons toujours sur la France, nous a-t-on dit à Moscou, mais nous n'attendons pas éternellement. » On devrait bientôt savoir ce que la direction soviétique est disposée à offrir pour attirer les faveurs de l'Europe occidentale...

On voit mal en tout cas pourquoi l'U.R.S.S. renoncerait à une politique de détente qui ne lui a pas si mal réussi. Encore faut-il qu'elle trouve des partenaires disposés à jouer selon les mêmes règles. Ne doit-elle pas pour les séduire se donner aussi une bonne image intérieure ?

Prochain article :

VERS UN « TOTALITARISME ÉCLAIRÉ »

le point

MULHOUSE

MAROC

PARIS MARRAKECH

Aller / Retour de 980 F à 1 380 F

1^{er} vol le 19 décembre
1 380 F Aller / Retour

PARIS

2, place Vaugoussier-11503-22-58
du 10 h à 20 h

MULHOUSE

4, rue des orphelins-115042-44-41
du 10 h à 20 h

LYON

1, rue des trois maréchaux-69007-26-05
du 10 h à 20 h

agencement ministériel n° 73073

LES LIVRES DU PERE NOEL SONT CHEZ BORDAS.



Voir pages livres d'étrénnes

Bordas

LE MONDE A LIVRES OUVERTS

Afin de reconstituer son fichier clients en partie détourné

LES ÉDITIONS JEAN DE BONNOT offrent EN CADEAU

- 1^{re} La plus ancienne carte de France (1578), format 44x62 cm
- 2^{de} Le plus ancien plan de Paris (1550), format 44x62 cm
- 3^{de} La fameuse dictée de Mérimée, format 30x42 cm
- 4^{de} Des images anciennes à découper pour les enfants.

à tous les bibliophiles amateurs de beaux livres qui voudront bien lui communiquer leur nom et leur adresse, afin de recevoir par la suite, en priorité, une documentation sur les nouveaux ouvrages d'art à paraître sous sa signature.

Pour prendre ou faire prendre ce cadeau offert gratuitement, sans la moindre obligation d'achat, il suffit de présenter, après l'avoir complété, le bulletin ci-dessous à la librairie Jean de Bonnot, 7, faubourg Saint-Honoré, Paris 8^e (à l'angle de la rue Royale).

La boutique est ouverte tous les jours sans interruption de 9 heures à 18 heures 30, sauf le dimanche.

Compte tenu de ses dimensions, ce cadeau ne sera pas expédié par la poste.

Afin que nos amis de Province ne se sentent pas lésés, nous nous permettrons de leur adresser le même cadeau contre 16 francs, correspondant aux frais d'emballage et d'affranchissement.

BON POUR UN CADEAU

A découper et à présenter, après l'avoir complété, à la boutique Jean de Bonnot, 7, faubourg Saint-Honoré, Paris 8^e:

Nom (en majuscules).....

Prénoms.....

Adresse complète.....

Code postal..... ville.....

ASIE

Philippines

Les journalistes arrêtés à Manille sont accusés de conspiration contre le gouvernement

De notre envoyé spécial

Manille. — Les membres de la rédaction du journal d'opposition *We Forum* arrêtés le mardi 7 décembre à Manille (le Monde du 8 décembre) ont été accusés de « subversion » et de conspiration en vue de renverser le gouvernement par le biais de la propagande et de l'incitation à la violence. Le général Dimaya, avocat général, a déclaré que les activités des journalistes « constituent une grave menace pour la société et pour les membres du gouvernement ».

Selon le rapport d'enquête, *We Forum* serait devenu « une agence de propagande non seulement pour l'opposition politique intérieure : groupes de gauche, de droite, sociaux-démocrates et autres radicaux, mais aussi pour les exilés politiques aux Etats-Unis ». Il serait également lié au parti communiste (clandestin) et à son bras armé, la Nouvelle Armée du peuple (NAP).

Dans un pays où les autorités limitent la liberté de la presse, la revue, fondée en 1976, tranchait par ses critiques de la politique autoritaire du président Marcos, au pouvoir depuis dix-huit ans, dont près d'une décennie de loi martiale.

La législation antisubversive en vigueur — qui frappe toute entreprise vouée explicitement ou non au renversement du pouvoir, voire même à son « affaiblissement » — a permis au pouvoir, ces derniers temps, de frapper tout particulièrement les milieux de l'opposition syndicale et religieuse.

En août, avant la visite officielle de M. Marcos aux Etats-Unis, des leaders syndicaux avaient été arrêtés et accusés de préparer, en accord avec d'autres milieux d'opposition, un renversement du pouvoir par la violence en 1983. Aucune preuve matérielle convaincante n'était cependant venue étayer ces accusations.

De même, au cours des derniers mois, des prêtres engagés dans des activités humanitaires et sociales dans des provinces sous-développées, et qui dénonçaient publiquement les violences (viols, pillages, meurtres) exercées à l'encontre des populations civiles par certaines unités militaires chargées de lutter contre la guérilla, ont été accusés de subversion procommuniste et arrêtés.

Ajoutées aux limitations imposées à la démocratie, la dégradation de la situation économique et celle de la sécurité dans certaines provinces engendrent un mécontentement, des critiques et des velléités oppositionnelles que le pouvoir ne semble pas plus disposé à tolérer aujourd'hui qu'au temps de la loi martiale. Après les milieux syndicaux et ceux de l'Eglise militante, la presse en fait une fois de plus l'expérience.

R.-P. PARINGAUX.

Afghanistan

SECON LES ENQUÊTEURS DU « TRIBUNAL PERMANENT DU PEUPLE »

Les Soviétiques auraient fait périr par le feu une centaine de villageois

Selon des témoignages recueillis sur place par des enquêteurs du « Tribunal permanent du peuple » (ancien « tribunal Russell » sur le Vietnam et l'Amérique latine), une centaine de villageois afghans réfugiés dans un canal d'irrigation souterrain de la province du Logar, auraient péri le 13 septembre dernier, brûlés par un produit inflammable déversé par des soldats soviétiques.

Les enquêteurs — MM. Michael Barry, universitaire, Ricardo Fraile, juriste, et Michel Baret, photographe — se sont rendus clandestinement sur les lieux dans les premiers jours de décembre. Ils rapportent que les parois du canal étaient « anormalement noircies, selon toute apparence par un agent ignifère ».

D'après les témoins qu'ils ont interrogés, les forces soviétiques et afghanes avaient encerclé à l'aube le village de Padkhab-E-Shana (une soixantaine de kilomètres au sud de Kaboul), dont certains habitants avaient tenté de se dissimuler en descendant dans un puits situé sur la grande place et communiquant avec un canal souterrain. Les militaires les auraient alors découverts et sommés de sortir. Devant leur refus, les soldats auraient d'abord construit un mur en aval du canal,

provoquant une montée du niveau de l'eau. C'est ensuite qu'un « produit inflammable » aurait été versé et qu'une « énorme déflagration » se serait produite. Parmi les cent cinquante cadavres retirés le lendemain du canal figuraient ceux de onze enfants.

M. Michael Barry, qui a présenté ces témoignages à la presse le mardi 7 décembre à Islamabad, a déclaré qu'il déposerait devant le « Tribunal permanent des peuples », qui doit se réunir du 16 au 20 décembre à Paris pour sa seconde session (la précédente avait eu lieu à Stockholm en mai 1981). La séance d'ouverture est prévue le jeudi 16 décembre, à 20 h 30, à la Sorbonne. Les débats se poursuivront le 17 au centre de conférences Paulson (16, rue de l'Estrapade) et le 18 de nouveau à la Sorbonne, amphithéâtre Richelieu. Les conclusions du « tribunal » seront rendues publiques le dimanche 19, à 10 h 30, au Sénat, salle René-Coty.

[Le « tribunal permanent des peuples », qui veut combler « un vide juridique dû à l'absence d'une cour de vocation universelle » et défendre les droits de l'homme partout où ils sont bafoués, est composé des personnalités suivantes :

Président d'honneur : M. Vladimir Dedjir, historien, Yougoslavie ; président : M. François Rigaux, professeur de droit international privé, université catholique de Louvain, Belgique ; MM. Richard Baumbach, professeur de droit constitutionnel à l'université de Berne, Suisse ; du Parlement suisse ; Majid Benchihi, professeur de droit international, Algérie ; Eduardo Galeano, écrivain, Uruguay ; François Houtart, sociologue, professeur à l'université catholique de Louvain, Belgique ; Edmond Jouhaux, professeur de relations internationales du tiers-monde à la Sorbonne, France ; Léo Matarasso, avocat, France ; Erasmo Meo Amunoz, membre du Conseil de la révolution du Portugal ; Sergio Mendez Arceo, évêque de Cuernavaca, Mexique ; Anji Roy, économiste et journaliste, Inde ; Laurent Schwartz, mathématicien, professeur à l'université de Paris-VII, membre de l'Académie des sciences, Paris ; Salvatore Senese, magistrat, Italie ; George Wald, vice-président du « tribunal permanent des peuples ».]

Des bombardements massifs par les forces soviétiques ont fait au moins cent morts au cours des deux dernières semaines dans la population civile de plusieurs villages proches de Kaboul, a-t-on appris, mardi 7 décembre, à Islamabad, de sources diplomatiques occidentales. (A.F.P.)

L'AJOURNEMENT DU SOMMET DE VIENTIANE

Les dirigeants indochinois se préoccupent des conséquences d'un éventuel dégel sino-soviétique

De notre correspondant en Asie du Sud-Est

Bangkok. — Le report de quelques mois de la première conférence au sommet des trois pays indochinois, qui devait se réunir à Vientiane avant la fin de l'année (le Monde du 24 novembre), tient-il à une simple « question de calendrier », comme on le dit officiellement à Hanoi ? Cette rencontre était prévue de longue date, puisque, en février dernier, à Vientiane, les ministres des affaires étrangères du Kampuchéa, du Laos et du Vietnam avaient décidé d'un « intensifier les préparatifs », et que, en juillet, à Ho Chi Minh-Ville (ex-Saigon), ils s'étaient entendus pour l'organiser en décembre.

Il n'empêche que les récents développements de la question cambodgienne liés à la reprise du dialogue entre Moscou et Pékin, et au vote des Nations unies en faveur du gouvernement de coalition dirigé par le prince Sihanouk, donnaient tout à coup à ce « sommet » un relief particulier. Le communiqué conjoint publié fin novembre à l'issue de la visite à Hanoi d'une délégation de l'Assemblée nationale du Kampuchéa, qualifiait cette conférence d'« événement extrêmement important pour la révolution dans chacun des pays » (indochinois).

Avant de convoquer ce « sommet », les dirigeants indochinois s'interrogeaient, semble-t-il, sur leur stratégie, à la lumière des nouvelles données qu'un éventuel rapprochement sino-soviétique risque d'introduire, à terme, sur l'échiquier cambodgien. Cette question serait d'ailleurs, selon des sources dignes de foi, inscrites à l'ordre du jour de la réunion, le 20 décembre, du comité central du parti communiste vietnamien.

A l'occasion des funérailles de Leonid Brejnev, MM. Nguyen Co Thach, ministre vietnamien des affaires étrangères, et Hun Sen, son homologue cambodgien, avaient rencontré, à Moscou, M. Leonid Ilyichev, l'ambassadeur soviétique de retour de Pékin. Celui-ci a-t-il présenté à ses interlocuteurs, comme des sources autorisées le prétendent, un plan de règlement de la question cambodgienne que lui auraient soumis les autorités chinoises, mais dont il aurait refusé de discuter, jugeant que l'U.R.S.S. n'était pas directement partie prenante dans cette affaire ? Toujours est-il que Hanoi a du mal à apprécier les arrière-pensées de Moscou en la matière et continue de craindre d'être, un jour, peu ou prou sacrifié sur l'autel de la réconciliation sino-soviétique.

Les critiques incessantes que Hanoi et ses alliés indochinois adressent à Pékin sont, dans cette perspective, autant d'avertissements lancés à Moscou pour l'inviter à la prudence. « Le marxisme moderniste est plus dangereux que tout », écrit récemment le mensuel du P.C. vietnamien, tandis que le *Nhan Dan*, le quotidien du P.C. fustigeait « la belle rhétorique » utilisée par les dirigeants chinois pour nourrir « leur campagne de bonne volonté ». Un signe de mauvaise humeur à l'égard du « grand frère » soviétique ?

MM. Le Duan, secrétaire général du P.C. vietnamien, et Kayson Phom Vihane, son homologue laotien, ont brillé par leur absence aux

funérailles de Brejnev, initiateur du dialogue avec Pékin.

Les responsables indochinois ne laissent, en revanche, échapper aucune occasion de relever « la tendance au dialogue » qui se dessine au sein de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) (1). Ils ne se privent pas, non plus, de souligner que, économiquement parlant, l'ASEAN est leur « marché naturel ». Un geste symbolique : le Vietnam et le Laos viennent d'annoncer que, pour la première fois depuis dix ans, ils participeront, en mai prochain, aux Jeux du Sud-Est asiatique qui rassembleront justement des athlètes des pays membres de l'ASEAN.

Bon gré, mal gré, les responsables de Hanoi sont-ils prêts à lâcher du lest ? N'ignorant rien de leur impopularité au Kampuchéa, ils savent bien que le temps n'arrangera pas leurs affaires. Mais ils redoutent d'avoir à céder le gouvernail sur place à des hommes qui ne jouiraient pas de leur entière confiance. Phnom Penh-Est, en effet, a moins de 200 kilomètres de Ho Chi Minh-Ville, capitale du Sud auquel le pouvoir central n'a pas encore réussi à imposer sa loi.

Le rôle du prince Sihanouk

Le prince Sihanouk peut-il, à cet égard, offrir de sérieuses garanties sur l'avenir ? Il est clair que les dirigeants vietnamiens souhaitent mettre dans leur jeu l'ancien chef de l'Etat cambodgien, ne serait-ce que pour ne pas l'avoir contre eux. Il est non moins évident que ce dernier n'attend qu'un signe de Hanoi pour fausser compagnie à ses coéquipiers d'infortune — khmers rouges et nationalistes — au sein d'un gouvernement de coalition brinquebalant. Mais ni les uns ni les autres ne semblent disposés à engager le dialogue sans préalables.

Quelques ambilités dites récemment à l'adresse du prince Sihanouk par M. Vo Dong Giang, vice-ministre vietnamien des affaires étrangères — « Si les Kampuchéens souhaitent son retour, nous ne nous y opposons pas... Nous n'oublions jamais qu'il a accueilli nos soldats sur le sol sacré de son pays pendant la guerre », ont donné à penser à certains observateurs qu'il y avait peut-être anguille sous roche, d'autant que, depuis plusieurs semaines, Hanoi prenait soin de ne plus le critiquer nommément. Or le *Nhan Dan* du 4 décembre accuse le nouveau l'ancien chef de l'Etat « de suivre une voie tout à fait erronée, d'être pris dans le piège des réactionnaires au sein du milieu dirigeant de Pékin et transformé en un instrument de leur entreprise criminelle, de s'être détruit lui-même ». Mais le ton du commentaire est plus à l'amertume qu'à la colère, comme si son auteur voulait rappeler à la raison le président du gouvernement de coalition.

Cet éditorial du *Nhan Dan* avait été précédé, la veille, de la publication, d'un entretien accordé à l'A.F.P. par M. Nguyen Co Thach, dans lequel celui-ci rappelait les

conditions posées par M. Hun Sen, en septembre dernier, à un éventuel retour du prince Sihanouk et des exilés cambodgiens. Ceux-ci doivent « quitter les rangs de la clique Pol Pot, respecter la Constitution du Kampuchéa » pour pouvoir jouer de « leurs droits de citoyen, d'éligibilité et de vote dans les élections libres » dont « des observateurs étrangers » seront invités à suivre le déroulement.

Ces propositions sont, à l'évidence, inacceptables par l'ancien chef de l'Etat, même s'il nourrit, aujourd'hui, de graves ressentiments à l'encontre des dirigeants de Pékin, auxquels il reproche d'accorder trop d'égards aux Khmers rouges, eux-mêmes irrités par son entêtement. Ce serait, pour lui, avaliser le fait accompli, en janvier 1979, au Kampuchéa, par les troupes de Hanoi.

JACQUES DE BARRIN.

(1) Philippines, Indonésie, Singapour, Malaisie, Thaïlande.

AFRIQUE

Namibie

Angolais et Sud-Africains engagent des négociations dans l'archipel du Cap-Vert

Le gouvernement de Pretoria a officiellement annoncé mardi 7 décembre que la République sud-africaine et l'Angola ont décidé d'engager des négociations bilatérales. Les délégations angolaises et sud-africaines devraient se rencontrer ce mercredi à Praia, capitale de l'archipel du Cap-Vert. Dirigée par le lieutenant-colonel Alexandre Rodrigues, ministre de l'Intérieur, la délégation angolaise est arrivée à Praia dès mardi.

Circoscription...

Avec l'ouverture des négociations de Praia naît évidemment l'espoir de voir accélérer le processus d'accession à l'indépendance de la Namibie et de mettre ainsi un point final à la fois à la guerre de libération que mènent en Namibie les combattants de l'Organisation des peuples du Sud-Ouest africain (SWAPO) et à la guerre civile qui ravage l'Angola depuis son accession à l'indépendance le 11 novembre 1975.

La rencontre de Praia fait suite à une longue série de contacts et d'entretiens. Parmi les plus importants figure la conférence de Genève de 1981, organisée sous l'égide de l'ONU, qui aboutit à une impasse. Parmi les plus longs, il faut mentionner les efforts constants déployés, depuis la création en 1977, par le Groupe de contact qui comprend cinq pays occidentaux (Etats-Unis, République d'Allemagne fédérale, Grande-Bretagne, Canada et France). Parmi les plus récents, citons la tournée de M. George Bush, vice-président américain, qui au cours d'une visite dans une série de sept capitales africaines, expliqua à ses interlocuteurs la position des Etats-Unis, à savoir qu'il ne pouvait y avoir de règlement namibien sans retrait des soldats cubains stationnés en Angola. Le mois dernier, M. P. Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères s'est de son côté rendu à Washington, où il a eu d'importantes conversations.

La France elle-même multiplie depuis quelques mois les efforts pour hâter la recherche d'une situation négociée. Paris s'efforce d'agir au sein du Groupe de contact d'abord, dans les différentes instances internationales ensuite — ce fut le cas lors de la conférence des chefs d'Etat de France et d'Afrique qui s'est tenue en octobre à Kinshasa — au cours des nombreux voyages effectués par M. Guy Penne, conseiller à l'Elysée pour les affaires africaines et malgaches. Le mois dernier, M. Penne, accompagné de M. Aussel, directeur des affaires africaines et malgaches, a visité plusieurs pays en Angola. M. Aussel s'était rendu quelques semaines plus tôt à Cuba.

Le choix de l'archipel du Cap Vert souligne la solidarité qui unit les anciennes colonies portugaises. Praia constitue un terrain neutre, bénéficiant de liaisons aériennes commodément tant avec l'Angola qu'avec la République sud-africaine, dont la compagnie nationale de navigation aérienne utilise régulièrement l'archipel cap-verdien comme escale.

On est tenté de penser qu'en acceptant de s'asseoir autour d'une même table avec les Angolais, les Sud-africains cherchent, une fois de plus, à gagner du temps, en dormant, comme ils l'ont fait en remettant en liberté le dissident Breyten Breytenbach, une meilleure image de leur pays. En se prononçant ouvertement pour le dialogue, ils infligent un démenti à ceux qui les accusent de vouloir perpétuer leur présence en Namibie, ancienne colonie alle-

mande qu'au mépris des résolutions de l'ONU ils continuent d'administrer comme une province sud-africaine.

Quant aux Angolais, la fragilité du régime de Luanda n'est pas étrangère à leur attitude. Les guerriers de l'Union pour l'Indépendance Totale de l'Angola (UNITA) contrôlent militairement de vastes zones du sud et de l'est du pays et en dépit de fréquentes rumeurs de négociations entre le gouvernement angolais et M. Jonas Savimbi, leader de l'UNITA, ce dernier tient toujours le maquis, par ailleurs, à Luanda même, les factions se livrent une sévère compétition au sein du Mouvement populaire de libération de l'Angola (M.P.L.A.) parti unique. M. Eduardo dos Santos, chef de l'Etat angolais, a montré qu'il était partisan d'une ouverture en direction de l'Occident. Mais, nombreux sont ceux qui, jusque dans l'ouvrage immédiat du chef de l'Etat, sont partisans du renforcement de l'alliance avec les Soviétiques et les Cubains et rejettent toute forme de normalisation des rapports avec l'Ouest.

Dans l'attente du résultat concret des négociations de Praia, la plus grande circoscription s'impose. Les conclusions de cette rencontre porteront-elles, ou non, sur des questions que l'on est tenté de qualifier d'ordre « technique » : échanges de prisonniers, règlement de litiges frontaliers, etc. — Sud-Africains et Angolais ont en effet déjà en l'occasion de se rencontrer à plusieurs reprises à ce sujet dans un passé récent.

Se agit-il en revanche de décisions de caractère véritablement politique ? Dans ce cas, il ne faut avoir garde d'oublier deux préalables dont nul ne peut affirmer qu'ils sont réellement levés : la renonciation par Pretoria à toute occupation du territoire namibien ; la renonciation par Luanda à toute présence cubaine et territoire angolais. Au demeurant, si l'on veut considérer la situation avec réalisme, il est clair que M. Botha et ses amis ne sont pas mécontents de pouvoir user du prétexte de la présence militaire cubaine en Angola pour rester en Namibie, tandis que les Cubains eux-mêmes ne sont pas indifférents à la présence sud-africaine en Namibie pour justifier leur refus de quitter l'Angola.

PHILIPPE DECAENE.

UN COMMANDO SUD-AFRICAIN a pénétré de 9 kilomètres en territoire mozambicain, dans la province de Maputo, au sud-ouest du pays, lundi matin, a rapporté, ce mercredi 8 décembre, l'agence de presse mozambicaine A.I.M. Les Sud-Africains, dont le nombre n'est pas précisé, ont attaqué un ranch d'élevage de bétail à Manglangene. Ils auraient blessé seize personnes avant d'être repoussés et obligés de battre en retraite, a également affirmé A.I.M. (Reuter.)

Une offre exceptionnelle en décembre!

Votre **PEUGEOT** ou **TALBOT** 1983 moins chère

reprise de votre voiture plus cher!

NEUBAUER

M. GÉRARD 821.60.21

goûtez au soleil.

clémentines

QUALITÉ

Maroc

TELEX PARTAGE

ETRAVE SERVICE TELEX / PARIS 345.21.62

Paris/braderie

LA ROUTE DES BONNES AFFAIRES

Des idées pour les fêtes avec le village des artisans : poteries, soies peintes, bijoux, tissage, miroirs, bronze, fer forgé, sculptures, bougies.

Un voyage autour du monde avec l'artisanat venu de 14 pays.

Une détente avec l'animation permanente de France-Soir, sans oublier les meubles, l'équipement de la maison, le prêt-à-porter, et accessoires de mode, à des prix Braderie.

Du 3 au 12 décembre 1982

LA BRADERIE DE PARIS

PORTES DE VERSAILLES

Palais Sud - Bât. 7 - Niveau 2

De 11 h à 22 h - Samedi, dimanche et lundi 11 h à 21 h.

Le Monde

politique

M. Mauroy en visite à la Réunion

M. Pierre Mauroy devait quitter Paris, mercredi soir 8 décembre, pour un séjour d'une semaine dans l'océan Indien et en Malaisie.

Le premier ministre se rendra d'abord dans l'île de la Réunion, où il se propose notamment d'exposer les décisions qui devaient être prises mercredi matin par le conseil des ministres pour appliquer la loi de décentralisation aux départements d'outre-mer, compte tenu de la décision prise la semaine dernière par le Conseil constitutionnel (le Monde du 7 décembre). Au terme d'un séjour de quarante-huit heures dans ce département, M. Mauroy se rendra en voyage officiel à Kuala-Lumpur, après une brève visite dans l'île Maurice.

Pour sa part, M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, fera, à partir du vendredi 10 décembre, une visite de cinq jours dans les deux départements antillais de la Guadeloupe et de la Martinique.

Une île dans l'attente
De notre correspondant

Saint-Denis, 9 décembre. — Dans l'opposition, on l'a affiché évidemment un motif d'acier, on se rend bien compte que la décision du Conseil constitutionnel ne représente qu'une étape et que la bataille de l'outre-mer continue. Les élus de l'opposition se sont réunis mardi 7 décembre. Dans une motion destinée à fixer leurs positions au moment de l'arrivée de M. Pierre Mauroy, ils insistent sur la nécessité d'une très large union face aux initiatives du gouvernement. Ils affirment : « Seule notre victoire aux prochaines élections peut nous assurer la maîtrise des événements en créant des contre-pouvoirs aux municipalités, le conseil général et l'assemblée régionale. »

Le maire de Saint-André, M. Jean-Paul Virapoulle (U.D.F.), vice-président du conseil général et souvent porte-parole — bien que non officiel — de ses collègues, avait précisé, avant cette réunion : « Nous accueillons le premier ministre avec courtoisie humaine et fermeté politique. » Si s'ajoutent sans doute, chez les élus de l'opposition, l'assurance que donne le sentiment d'être, au propre comme au figuré, dans son « bon droit ».

Mais qu'attendre de la visite d'un premier ministre, qu'il soit de gauche ou de droite, sinon l'annonce de quelques mesures supplémentaires ? M. Legros, président du conseil général, maire (R.P.R.) de Saint-Denis et suppléant de M. Michel Debord, laisse entendre que si l'Etat s'engage à maintenir sa contribution aux différents fonds qui alimentent l'île et si l'Etat décide d'étendre au département telle ou telle prestation sociale dont ne bénéficient pas encore Réunionnais, ces conditions suffisent à rendre positif le voyage du premier ministre.

Projets au point mort

Les partis de la majorité présidentielle, dès le lendemain du rejet du projet de loi, se sont remis au travail, à la fois pour expliquer à la population la nouvelle situation et pour transmettre au gouvernement des propositions concernant la décentralisation. Leur objectif immédiat est de faire de l'accueil du premier ministre un « succès ». La fédération réunionnaise du P.S. et le parti communiste réunionnais (P.C.R., autonome) veulent garder l'initiative et attendre le but initiallement fixé : la mise en place d'une assemblée régionale dotée de larges pouvoirs, élus au suffrage universel et au scrutin proportionnel, qui soit assez forte pour mettre en œuvre une nouvelle politique.

Développement : tel est le maître mot de la nouvelle politique que souhaitent conduire tant le gouvernement que les forces politiques qui le soutiennent. Or, dans ce domaine,

les milieux économiques, et particulièrement les chefs d'entreprise, sont dans l'attente. Les décisions de principe prises lors du comité interministériel du 22 juillet consacré à l'outre-mer (le Monde du 24 juillet) avaient été accueillies avec satisfaction.

Elles représentaient, quasiment point par point, les revendications présentées par les petites et moyennes entreprises. Il s'agissait notamment de la mise en place d'un système d'incitation fiscale particulièrement attractif et de la définition d'une sorte de code de bonne conduite pour les armements qui desservent l'île. Les industriels considèrent que la concurrence très vive qui existe dans les liaisons entre l'Europe — principale source d'approvisionnement — et l'île est particulièrement préjudiciable aux entreprises locales. En effet, pour être concurrentielles sur les produits finis, les compagnies sont contraintes d'augmenter leurs tarifs des matières premières.

Or, sur ces deux dossiers exemplaires, les mesures d'application n'ont toujours pas été prises. « Pour quel perdre un an ? » s'interroge le président de l'association pour le développement industriel de l'île. Des projets sont actuellement en cours mais uniquement parce que l'on attend les décisions du gouvernement.

De manière plus générale, on redoute, au siège de l'organisation patronale de l'île, que la volonté affirmée, à plusieurs reprises par le gouvernement de réorienter le flux des transferts financiers de la métropole et de favoriser le secteur productif plutôt que le secteur commercial et la fonction publique hypertrophiée ne se traduise, dans le détail des procédures budgétaires, par une sorte de déflation qui ne masquerait pas d'avoir des répercussions sur de nombreux secteurs d'activité. Les transferts de valeurs constituent en effet le principal moteur de l'économie locale.

Sur le plan social, malgré l'échec des négociations entre le patronat local et les syndicats sur la sortie du blocage des prix et des revenus, on ne peut pas considérer que le climat soit tendu en dépit d'une relative extension des mouvements de grève. Cela s'explique notamment par le fait que les organisations syndicales n'ont pas réussi, malgré leurs tentatives pour trouver un terrain d'entente, à constituer un front uni. Les manifestations organisées fin novembre et début décembre au niveau départemental se sont déroulées en ordre dispersé avec, d'abord, la C.F.T.C. réunionnaise puis la C.F.D.T. et F.O., la C.F.T.C. ayant finalement choisi de s'abstenir.

HUBERT BRUYÈRE.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE ADOPTE LE PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 1982

M. Fabius dénonce la thèse de la « dénationalisation »

Mardi 7 décembre, l'Assemblée nationale examine le projet de loi de finances rectificative pour 1982 (voir le Monde du 25 novembre).

Les ouvertures de crédits supplémentaires prévues par ce texte s'élèvent à 17,67 milliards de francs. Les annulations intervenues depuis la première loi de finances rectificative ont porté sur un montant total de crédits de paiement de 14,43 milliards. Compte tenu d'une diminution des ressources nettes du budget de 224 millions (les impôts rapportent 1 884 millions de moins que prévu), le découvert prévisionnel augmente de 3,46 milliards et est ainsi porté à 98,9 milliards de francs, alors que le total des dépenses définitives de l'Etat est, lui, de 797,498 milliards de francs.

M. Goux (P.S. Var), président de la commission des finances, souligne que « l'objectif gouvernemental de limitation du déficit à 3 % du P.L.B. est respecté » et que l'écart entre les prévisions initiales et les choix définitifs s'élève ainsi à 3,4 milliards, soit seulement 3,5 % du déficit.

Après avoir souligné qu'au cours du septennat précédent ce même écart avait varié entre 17,17 milliards en 1976 et 30 milliards en 1978, il ajoute : « En ce qui concerne la défense nationale, le projet ouvre 558,6 millions de crédits, tandis que l'arrêté du 25 novembre a opéré des annulations d'un montant de 836,5 millions (...). 600 millions ont été transférés des dépenses ordinaires aux dépenses en capital. »

Enfin, faisant état du déficit budgétaire, il déclare : « Faut-il rappeler les évaluations combien plus alarmistes de nos collègues — 120, 130, 150 milliards de francs — que ne s'appuyaient guère sur des analyses rigoureuses ? Mesurément-ils le mai qu'ils faisaient à la France par inclination partisane ? »

Définissant son projet, M. Fabius, ministre délégué chargé du budget, souligne que ce collectif « traduit incontestablement une maîtrise de l'exécution budgétaire, puisque le total des dépenses définitives est inférieur d'à peine plus de 1 % du total des dépenses inscrites dans la loi de finances initiale ». Il ajoute : « Le besoin de financement des administrations publiques est également l'un des plus faibles qui soient. En 1982, il aura représenté 3 % du P.N.B. contre 3,7 % aux États-Unis, 4 % en R.F.A., 11,8 % en Belgique. »

La facture sociale

Après avoir souligné l'importance des crédits consacrés au renouveau industriel, M. Fabius s'interroge sur la possibilité de dénationaliser les entreprises publiques évoquée par l'opposition. Il note à ce sujet : « A quel point pourraient être réduites, le cas échéant, les entreprises industrielles du secteur national ? Ou bien, et c'est peut-être votre idée, ces entreprises seraient vendues à des investisseurs étrangers : ce serait indiscutablement brader le patrimoine national et nous condamner au sous-développement. Ou bien elles seraient vendues à d'autres entreprises françaises. Ce serait favoriser une concentration industrielle donnant naissance à des monstres ingouvernables. »

« Au demeurant, quelles seraient les entreprises privées capables d'effectuer ces achats ? Demanderai-je à Peugeot d'absorber Renault ? Ou bien vous demandez de devenir les actionnaires des entreprises publiques, mais c'est là que se révèle votre contradiction profonde : si ces entreprises sont mal gérées et déficitaires, ce sera pour les salariés un marché de dupes. Et si elles sont en bonne santé et font des profits, pourquoi voulez-vous les dénationaliser ? Bref, messieurs et mesdames de l'opposition, il y a dans ce slogan « dénationalisons » beaucoup de magie. »

M. Alphonse (U.D.F., Maine-et-Loire) défend une question préalable (dont l'objet est de faire décider qu'il n'y a pas lieu de débattre). Se livrant à une critique de l'action économique du gouvernement, le député U.D.F. précise : « La facture sociale de vos erreurs est lourde à supporter par tout le pays. Selon lui, le gouvernement est conduit à mettre en œuvre une « véritable politique de régression sociale. »

Parlant d'un « climat » d'inquiétude et de souffrance, il déclare : « Si certains Français acceptent peut-être encore de vous reconnaître le droit à l'erreur, je ne suis sûr qu'il s'en trouvera beaucoup pour vous accorder le droit au mensonge. » Évoquant le montant du déficit du budget, M. Alphonse explique que le chiffre de 98,9 milliards n'a pas de signification, étant donné qu'il dépend des sommes que le gouvernement décide de budgétiser et de celles qu'il laisse à la porte du budget. »

A ce sujet il évoque une sous-évaluation du déficit de l'UNEDIC, et l'absence, dans le collectif budgétaire, de l'inscription d'une subvention d'équilibre en faveur d'E.D.F. Après avoir dénoncé les mesures protectionnistes « dangereuses », il reconnaît une décoloration de la progression du chômage, tout en soulignant qu'elle a été obtenue notamment par la création de deux cent mille emplois publics, « des contrats de solidarité rubeux », « une relance de la consommation qui a totalement déséquilibré notre économie. »

M. Alphonse demande d'autre part s'il est exact que des pourparlers aient été engagés avec l'Arabie Saoudite pour lui emprunter 6 milliards de dollars. Il note enfin : « Quant aux entreprises, leur endettement atteindrait selon certains chiffres le record de 1 300 milliards de francs. »

M. Laignel (P.S. Indre) répond en portant « une appréciation positive sur ce collectif », et précise : « Un déficit actif est un des instruments privilégiés qu'un gouvernement de gauche a à sa disposition (...). J'appelle de mes vœux une réforme fiscale « en profondeur », et souligne : « Rien de grand ne pourra être fait par la gauche si elle oublie le projet social qui est au centre de sa réflexion et de l'espérance des travailleurs. »

La question préalable est repoussée par 327 voix contre 160.

Le secteur public

Intervenant dans la discussion générale, M. Tranchant (R.P.R., Hauts-de-Seine) affirme que ce projet de loi « met en évidence l'aggravation de la situation économique de notre pays, l'absence voulue de clarté dans l'expression des comptes de la nation, le déclin de notre appareil productif ». Il explique : « Plus l'activité des entreprises baisse, plus leur impôt augmente », puis il affirme : « L'outil de travail n'est pas exécuté, comme on voudrait le faire croire, de l'assiette de l'impôt sur les grandes fortunes. Chaque année, les biens professionnels doivent être déclarés. »

M. Gantier (U.D.F., Paris) compare les 6 milliards supplémentaires accordés aux entreprises publiques à la réduction de la dotation du F.D.E.S. « Initialement fixée à 9,2 milliards et ramenée progressivement à 4,8 milliards », et indique : « Vous avez transféré des crédits initialement destinés à l'investissement productif vers le camouflage des déficits des entreprises, anciennement ou nouvellement nationalisées. »

M. Ansart (P.C., Nord) se félicite de l'effort fait en faveur des entreprises publiques, mais affirme « pour des raisons économiques et sociales, il faut qu'elles soient gérées d'une façon nouvelle, qu'elles commencent donc par examiner de façon approfondie leur gestion passée, afin de mettre en évidence les réformes à opérer ». Il ajoute : « Il reste aussi à assainir les relations entre l'ancien secteur public et les grands groupes jadis placés sous le signe du pillage des fonds publics. » Enfin, il estime que la subvention accordée aux Charbonnages de France « ne suffira pas pour exploiter des puits pourtant rentables, compte tenu de nos besoins ». Aussi, il demande si on ne pourrait pas envisager « une modulation de la subvention suivant les bassins. »

M. Bassinet (P.S., Hauts-de-Seine) souligne qu'il est urgent de démocratiser le secteur public. « Tout retard nuirait à la bonne marche de celui-ci, dit-il, des réticences, voire des résistances, se font jour. »

La discussion des articles

Dans la discussion des articles, l'Assemblée repousse plusieurs amendements de l'opposition tendant à réduire divers crédits. Après avoir adopté plusieurs articles accordant des crédits supplémentaires à différents ministères, elle adopte l'article 9, qui propose : « Jusqu'au 15 juin 1983, les redevables qui possèdent des biens professionnels sont autorisés à différer le paiement de l'impôt annuel sur les grandes fortunes y afférant. A cette date, les biens professionnels sont exonérés pour les années 1982, 1983, et 1984, dans la limite des déductions prévues pour chacune des années d'imposition. » Cet article traduit l'enga-

■ M. Wilfrid Bertille, député socialiste de la Réunion, vient d'être chargé par le ministre de l'urbanisme et du logement, M. Roger Quilliot, et par le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, M. Henri Emmanuelli, d'une mission d'étude sur les problèmes du logement, dans les départements d'outre-mer.

gement du président de la République d'exonérer l'outil de travail. L'Assemblée repousse notamment un amendement du groupe communiste tendant à supprimer cette disposition.

L'article 10 modifie le mécanisme des coefficients forfaitaires de majoration des valeurs locatives cadastrales. Le système actuel de fixation annuelle par une loi de finances est remplacé par une indexation : pour les propriétés bâties, sur l'indice INSEE du coût de la construction ; pour les propriétés non bâties, sur la variation du prix du blé fixé pour les fermages, en application du code rural.

L'Assemblée adopte un amendement de la commission des finances substituant à l'indexation proposée la fixation des coefficients applicables en 1984, à savoir 1,12 pour les propriétés bâties et 1,08 pour les propriétés non bâties. D'autre part, les dispositions relatives aux immeubles industriels sont supprimées.

L'article 12, modifié par le gouvernement, concerne l'abandon des majorations fiscales pour insuffisance de déclaration en cas de reconnaissance spontanée de ces insuffisances. Cette déclaration spontanée devra avoir été effectuée avant le 1^{er} février 1983 (le délai était auparavant fixé au 1^{er} août 1982). L'Assemblée adopte notamment les articles 13 (situation des actions Matra au regard des plus-values), 15 (taxe communale sur les véhicules publics), 16 (fixation du taux des taxes applicables aux affiches et véhicules publicitaires), 17 (modalités de mise en œuvre et de contrôle des taxes applicables aux véhicules et aux affiches publicitaires).

L'article 18 modifie les tarifs de

la taxe sur emplacements publicitaires fixes en donnant plus de liberté aux communes pour les fixer. L'article 19 institue à compter du 1^{er} janvier 1982 un impôt sur le revenu des personnes physiques en Nouvelle-Calédonie. La majorité l'adopte, malgré les critiques de l'opposition qui estime qu'il s'agit là de la validation d'une délibération « illégale » de l'assemblée de ce territoire.

Un article additionnel déposé par le gouvernement institue une dotation spéciale en faveur des petites communes qui connaissent une forte fréquentation touristique journalière.

L'article 20 met en place un mécanisme de financement du congé individuel de formation des salariés. L'article 21 prévoit la réversion au taux de 100 % des pensions de retraite aux conjoints des fonctionnaires de police et des militaires de la gendarmerie tués en opérations.

L'article 22 crée en établissement public « Autoroutes de France ». Il recevra toutes les créances que l'Etat détient sur les sociétés d'économie mixte concessionnaires d'autoroutes, qui ne disparaîtront pas pour autant. L'objectif est d'arriver progressivement à une harmonisation des tarifs de péage grâce à une solidarité financière entre les diverses sociétés concessionnaires.

Enfin, à la demande du gouvernement, il est précisé que la Caisse centrale de réassurance est habilitée à réassurer avec la garantie de l'Etat les compagnies d'assurances pour les risques de dommages matériels dus au terrorisme.

Le texte ainsi modifié est alors adopté à main levée, l'opposition votant contre.

Th. B.

Adoption définitive
des nouvelles dispositions sur l'épargne

Mardi 7 décembre, l'Assemblée nationale débat, en deuxième lecture, du projet de loi sur le développement des investissements et la protection de l'épargne (le Monde du 30 septembre 1982), la commission mixte n'ayant pu parvenir à un accord complet.

M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances, rappelle que « dans le contexte de croissance ralentie que nous connaissons, il faut absolument disposer d'un volume accru de fonds propres et d'épargne longue ». C'est le but du projet de loi. Il annonce aussi que « la politique monétaire sera maintenue ». En 1982, la croissance de celle-ci devrait être comprise dans une fourchette de 12 % à 13 1/2 %. En 1983, ces normes seront réduites en cohérence avec les résultats déjà obtenus et les objectifs assignés en matière de déflation », précise M. Delors. Il ajoute que, pour marquer « la priorité reconnue en besoins des entreprises dans la distribution du crédit », les banques devront plafonner les prêts hors logement accordés aux particuliers. Le ministre de l'économie déclare aussi : « Je crois que le moment sera bientôt venu d'abaisser le coût de certaines ressources. Parallèlement sera mis en œuvre un mécanisme à caractère exceptionnel — permettant d'alléger les charges financières des entreprises devenues excessives en poids relatif, compte tenu du ralentissement de la hausse des prix. »

Le Sénat et l'Assemblée nationale sont tombés d'accord sur un certain nombre de dispositions du texte en

discussion. Essentiellement : la création d'obligations avec bons de souscription d'actions, la possibilité de payer les dividendes en actions, la création de fonds communs de placement à risque (à la demande de M. Gantier, U.D.F., Paris).

En revanche, l'Assemblée revient, sur réserve de légères modifications, au texte qu'elle avait voté en première lecture, notamment pour : la suppression de la déclaration notariée des biens de la constitution de sociétés anonymes ; le droit de souscription préférentielle des actionnaires en cas d'augmentation de capital ; les certificats d'investissement ; les titres participatifs (à la demande du gouvernement elle étend la possibilité d'utiliser ceux-ci aux sociétés qui n'ont pas d'assemblée générale) ; la dématérialisation des valeurs mobilières (M. Delors a précisé que la suppression des titres imprimés devrait être préparée avec le personnel des banques pour permettre le reclassement de ceux qui s'en occupent avec leur accord et qu'il avait demandé aux banques concernées de maintenir à Bayeux, Dinan et Nantes — les trois grands centres assurant la gestion de ces titres — un nombre d'emplois équivalant à ceux actuellement en place) ; la création d'un « second marché » boursier. Enfin, l'Assemblée a maintenu le nom de la « commission des opérations de Bourse » auquel le Sénat, avec l'accord du gouvernement, voulait ajouter « et de surveillance de certains placements ». Ainsi modifié, le projet de loi est adopté, l'opposition s'abstenant.

Th. B.

BOUTIQUES
paco rabanne

franchisées en exclusivité à Paris
30, bd des Italiens, Paris 9^e - Tél. 770.51.47
30, rue de Berri, Paris 8^e - Tél. 256.08.38

HOMME prêt à porter
disparaissent

liquidation
totale
de ses collections
à des prix de contrainte

Autorisation Préfectorale (loi du 30.12.1906)

démarque
30, 40, 50%

Ouverture des portes 10 h à 19 h 30



194, RUE DE RIVOLI
75001 PARIS - 260-79-90

Visitez notre Boutique Prestige
vous y trouverez une grande gamme
d'articles raffinés :

Parfums et produits de beauté des grandes marques,
maroquinerie, bijoux, horlogerie, cravates
et cadeaux de qualité aux meilleurs prix.

mêmes remises exceptionnelles
qu'aux touristes étrangers

Boutiques Prestige « Duty Free »

Hôtel Méridien - Hôtel P.L.M. Saint-Jacques
Hôtel Suffren La Tour - Hôtel Sofitel-Sèvres
Montparnasse Park Hôtel - Hôtel Arcade

POLITIQUE

Le Sénat repousse les budgets des relations extérieures et de la coopération

Le Sénat a repoussé, mardi 7 décembre, le budget des relations extérieures et celui de la coopération. Les rapporteurs s'étaient prononcés en faveur de l'adoption des crédits de la coopération, mais la démission du ministre, M. Jean-Pierre Cot, a pesé, semble-t-il, sur l'issue d'un débat dont les derniers moments furent assez tendus.

« Il y a contradiction, reconnaît le ministre des relations extérieures, entre nos ambitions, qui sont grandes, et nos moyens : 15 milliards de francs représentent 1,7 % du budget général, hors coopération. Pour quels objectifs ce budget ? Pour resserrer nos rapports avec le tiers-monde, indique M. Cheysson. Notamment par la coopération régionale. Nous encourageons partout le non-alignement, le vrai, celui dont le panthéon n'est pas vide. »

Au sujet de nos relations avec l'Est, le ministre estime que « le surarmement soviétique rompt l'équilibre des forces ». « Nous demeurons, précise-t-il, des membres fidèles et solidaires de l'alliance atlantique. » Parant de la Communauté européenne, M. Cheysson souligne que sa cohésion vis-à-vis des Etats-Unis vient de s'affirmer au sommet de Copenhague.

Il poursuit : « L'avenir n'est pas gai : nous sommes entrés dans une spirale de récession qui entretient évidemment une spirale de désencouragement (...). Nos messages ne semblent de nature à mobiliser contre le désarmement toutes les forces en France (...). Mais, par pitié, messieurs de l'opposition, essayons de construire ensemble. »

M. Chandernagor, ministre chargé des affaires européennes, se félicite de l'évolution heureuse de la Commission de Bruxelles. « Nous n'avons pas travaillé en vain, déclare-t-il. Les vrais problèmes sont enfin posés. » Le nécessaire mouvement de réajustement, reconnaît-il, ne saurait progresser que par la réciprocité et la loyauté.

Pour le ministre, « l'avenir n'est pas dénué d'espérance, le S.M.E. a tenu, la politique agricole commune a résisté, la C.E.E. fait preuve de cohésion. Cette politique volontariste était celle des fondateurs et demeure celle du gouvernement de la France. »

M. Jean-Pierre Cot, ministre de la coopération et du développement, fait observer que la croissance modeste des crédits qui lui sont affectés (+ 7,08 %) a impliqué des « choix fortement affirmés », au sein d'un budget « très sélectif ». Ces choix ? Le Maghreb, l'Afrique noire francophone, la zone caraïbe. « La force de notre coopération, indique le ministre, c'est le coopératisme. En 1970, ils étaient trente-huit mille. Ils sont vingt-cinq mille, mais nous sommes encore loin de tous les pays du monde. »

M. Edouard Bonnefous (gauche dém., Yvelines), qui avait présidé la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale quand Pierre Cot (le père de l'actuel ministre) en était membre, et qui a eu ce dernier comme auditeur à l'Institut des hautes études internationales, critique « le laxisme qui préside trop souvent à la gestion de notre aide publique par les pays bénéficiaires », mais fait confiance à M. Jean-Pierre Cot pour améliorer le contrôle de cette aide.

Les rapporteurs, MM. Moine (Gauche dém., Charente-Maritime), Schmitt (R.I., Moselle), et Mont (Un. centr., Loire), s'en remettent « à la sagesse du Sénat » pour le vote des crédits. M. Moine s'inquiète de leur insuffisance et des conséquences de cet état de choses sur l'achèvement des travaux immobiliers entrepris à l'étranger.

M. Poudouon (Un. centr., Pas-de-Calais), qui traite des relations culturelles pour cette même commission, souligne l'importance d'un « espace audiovisuel européen ». MM. Louis Martin (R.I., Loire), Delmas (P.S., Dordogne) et Pelletier (Gauche dém., Aisne) apportent l'adhésion de la commission des affaires culturelles au vote des crédits de la coopération.

Dans la discussion générale, M. Francou (Un. centr., Bouches-du-Rhône), accuse le gouvernement d'avoir une responsabilité dans les malheurs du Liban, en voulant lier « à toute force » la solution des problèmes libanais et palestiniens.

M. Bettecourt (R.I., Seine-Maritime) provoque des exclamations à l'extrême gauche en affirmant qu'en cas de crise aiguë, la présence des communistes « au gouvernement et dans les principaux rouages du pays fait douter de ce qu'il adviendrait ». M. Pontillon (P.S., Hauts-de-Seine) apporte l'appui unanime « de ses amis » à la nouvelle diplomatie française.

En séance de nuit, les ministres répondent aux orateurs. M. Cheysson se déclare « effaré » par le niveau auquel s'est établi l'équilibre stratégique entre les Deux Grands. C'est pourquoi il attache une importance essentielle à la conférence de

Genève. Mais, ajoute le ministre des relations extérieures, la discussion sur le désarmement nucléaire « comporte une mobilisation de l'opinion sur les armements conventionnels. Aussi, tenons-nous à ce que la conférence sur le désarmement ait lieu rapidement. »

Nervosité

Le débat s'anime et une certaine nervosité se fait jour lorsque le rapporteur, M. Schmitt, dit son « grand étonnement », en lisant notre journal, d'apprendre que M. Jean-Pierre Cot défend un budget de la coopération « qui ne sera pas appliqué dans l'esprit où il a été préparé puisque, dit-on, le ministre a donné sa démission ». « Ne pas financer n'importe quoi à n'importe quel prix, c'est la fin du financement de dépenses de prestige », et à celui de « gardes prétoriennes », insiste sur le respect des droits de l'homme, autant de principes que M. Cot n'a cessé de rappeler dans l'ambiance un peu bruyante — et pas toujours sereine — qui règne dans son entourage.

Un peu irrité, c'est M. Cheysson qui répond : « Nous sommes trois ministres ici qui parlons au nom du gouvernement. C'est sur la politique du gouvernement que nous demandons au Sénat de se prononcer. »

Le même rapporteur revient à la charge : « Vous n'avez pas répondu à ma question. Je suis surpris que vous n'avez pas répondu à l'observation que je vous ai faite. » M. Cheysson : « J'ignorais que le gouvernement avait reçu une observation. »

Le rapporteur : « L'information du Monde était donc fautive ? »

A partir de ce moment, la situation se dégrade et, par une série de scrutins, le Sénat repousse les crédits des relations extérieures et ceux de la coopération. Un seul article échappe à sa censure : il prévoit la publication d'un document annexé au budget de la coopération et qui donnera chaque année une vue synthétique de l'effort financier du gouvernement dans le domaine de la coopération et du développement.

M. André Labarrière, ministre chargé des relations avec le Parlement, réagit ensuite à faire adopter le budget annexé des journaux officiels, ainsi que les crédits destinés au Conseil économique et social. Il a moins de chance avec ceux du secrétariat général de la défense nationale (services du premier ministre) qui sont repoussés par 183 voix contre 104, et 183 voix contre 105. Le rapporteur, M. Poncelet (R.P.R., Vosges), s'adressant au ministre, lui déclare : « Nous ne pouvons voter ces crédits car le pays s'inquiète de la politique de défense actuellement suivie, mais cette observation ne vous vise pas. »

A 1 heure du matin, le débat s'achève sur une intervention de M. Dailly (Gauche dém., Seine-et-Marne), qui tient à dire que « depuis le début de la soirée, il apporte ses suffrages au gouvernement. »

A. G.

Une mésaventure

Les dix-huit mois que M. Jean-Pierre Cot a passés à la tête de la coopération « ressemblent d'autant plus, aujourd'hui, à une mésaventure qu'ils s'étaient amorcés dans un certain enthousiasme. A de rares exceptions près, sous la houlette d'un homme jeune, aux idées généreuses, une équipe neuve prenait d'assaut cette vieille forteresse de la coopération, pour laquelle les socialistes n'avaient guère eu de mots tendres avant le 10 mai 1981.

Le ministre lui-même était, d'entrée, supprimé. M. Cot, nommé ministre délégué auprès de M. Cheysson, allait remettre de l'ordre dans les relations de la France avec ses anciennes colonies et axer la coopération dans le sens d'un réel développement. Ni « ministre de l'Afrique » ni « ministre du tiers-monde », dit-il.

Avec énergie, non sans candeur et non sans talent, la nouvelle équipe, que M. Cot semble plus volontiers appeler « équipe », voulait changer le contenu de la coopération et les méthodes jugées à la fois verrouillées et « indo-coloniales » de la rue Monsieur.

« Ne pas financer n'importe quoi à n'importe quel prix, c'est la fin du financement de dépenses de prestige », et à celui de « gardes prétoriennes », insiste sur le respect des droits de l'homme, autant de principes que M. Cot n'a cessé de rappeler dans l'ambiance un peu bruyante — et pas toujours sereine — qui règne dans son entourage.

Du « don-quistotisme »

Les présidents africains les plus contestés, rue Monsieur s'inquiètent de voir de bouillants « socialistes » occuper ce ministère qui était le leur. A l'Elysée, le poste de conseiller pour les affaires africaines et malgaches a été non seulement maintenu — ce qui n'est pas pour déplaire dans les capitales d'Afrique francophone — mais encore confié à M. Guy Penne, un fidèle de M. Mitterrand.

Comme M. Cheysson paraît se maintenir à l'écart des affaires d'Afrique noire, plusieurs chefs d'Etat semblent assez rapidement tentés de jouer l'Elysée contre la rue Monsieur, ne serait-ce que pour contenir les accusations dont peuvent être l'objet leurs régimes parfois totalitaires et sans grands égards pour les vies humaines.

Grands principes contre « réalpolitik » ? C'est sans doute une partie du débat, futur au départ. Mais la question n'est pas seulement là. En exagérant, on pourrait dire que l'équipe de M. Cot s'est fait parfois le mauvais avocat d'une bonne cause.

On ne fait pas mystère, rue Monsieur, du peu de sympathie éprouvée pour tel ou tel chef d'Etat africain, et on y reçoit des opposants — souvent des amis de longue date, — ce

qui a pour effet d'exaspérer certains alliés de Paris, qui ironisent jusqu'à soupçonner le gouvernement français de « double jeu », notamment au Centrafrique dans l'affaire Patasse.

On y déploie également de l'activisme, en particulier lorsqu'il s'agit d'armer, sans trop connaître le terrain — suivant en cela, il est vrai, l'exemple de l'Elysée, — la coalition divisée et incapable que préside M. Goukouni Oueddè à N'Djamena, ce qui n'empêchera pas M. Hissène Habré de l'emporter.

Il y aura, enfin, des maladroits de la part de la coopération qui, naïvement, ne sent pas toujours à temps que le terrain est miné : il y a belle lurette que les capitales francophones d'Afrique savent tirer certaines ficelles de la politique française. Il y a du « don-quistotisme », de la part de la rue Monsieur, à continuer de se battre pour des droits que toute l'Afrique assure — mais verbalement seulement — respecter.

M. Cot saura, quand il le faut, intervenir adroitement, par exemple lorsqu'il s'agit de calmer une querelle, grave, de frontières entre le Cameroun et le Nigeria. Il n'a pas tort, non plus, d'insister sur la nécessité de réformer la coopération, de faire davantage jouer les crédits aux organisations non gouvernementales et de contester le principe des aides budgétaires, qui consistent à entretenir les trop-pleins de fonctionnaires dans des Etats par ailleurs sous-développés.

Les désaccords entre l'Elysée et la coopération vont cependant jouer, de façon inattendue, au moment crucial : la réorganisation et l'extension des services placés sous la responsabilité de M. Cot sont approuvés en conseil des ministres, mais le président de la République attendra plusieurs semaines pour en signer le décret. M. Cot et ses amis vont connaître, entre-temps, un désagréable purgatoire. L'Elysée aura difficilement pu mieux leur signifier un certain désincliné. Le désaccord politique ne fera que s'accroître. La rue Monsieur a de moins en moins les moyens de faire prévaloir ses points de vue.

En septembre, M. Cot est opposé à la réception du président Shokou Touré à Paris. Contre son gré, il est tenu d'y assister. Il souhaite plus de fermeté à l'égard du colonel Kadafi, qui « même la discordance sur le continent noir en s'ingérant dans les affaires des partenaires les plus sûrs de la France ». Il ne se sent pas écouté. Il voudrait que, au lieu de faire fructifier le commerce franco-africain, on condamne plus sé-

riement l'apartheid. Les réprimandes demeureront, pour l'essentiel, verbales.

L'accumulation de ces désaccords et le peu de cas que l'on fait, même en haut lieu, des « jeunes gens » de la coopération — pas toujours pris au sérieux — contribueront à précipiter le divorce. Il y aura une série de petits incidents comme, par exemple, les crédits accordés par M. Mitterrand au Burundi pour une télévision en couleurs, projet auquel M. Cot était fermement opposé.

Enfin, il sera de plus en plus manifeste, avant même la tenue, début octobre, du sommet franco-africain de Kinshasa, que la politique africaine de la France se décide de plus en plus à l'Elysée, où M. Jean-Christophe Mitterrand, fils du chef de l'Etat, a été nommé adjoint de M. Penne.

M. Cot, qui a rêvé d'un grand ministère du développement, qui a souhaité restructurer la coopération avec le tiers-monde, jette donc, sur tout depuis quelques mois, un rôle de plus en plus effacé. Peut-être parce qu'il se sent en être autrement, Paris entend accorder la priorité, dans l'aide au développement, à ses partenaires d'Afrique francophone. Dans le cadre de cette famille « franco-africaine », les relations n'ont guère changé de nature, même quand M. Mitterrand se garde, sagement, de certaines familiarités prises par son prédécesseur.

Le ministre délégué, est un homme qui a d'ores et déjà perdu une partie.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

LE DÉPART DE

Portrait

L'art de la fugue

« J'ai enfin tué le père », dit M. Jean-Pierre Cot, en mars 1973, lorsqu'il avait été élu pour la première fois député socialiste de la Savoie. En fait, il lui faudra un peu plus de temps qu'il ne le croyait pour sortir de l'ombre de Pierre Cot, ministre de l'air dans le gouvernement du Front populaire, dont la classe politique vante encore la rigueur, l'intelligence et le talent oratoire.

Lors de ses premières interventions à l'Assemblée nationale, au printemps de 1973, M. Jean-Pierre Cot, trente-cinq ans — qui avait été à trente et un ans le doyen de la faculté de droit et de sciences économiques d'Amiens, — avait étonné ses auditeurs.

Coffure « afro », une main dans la poche, la voix grave, bien posée, sans une note, il répondait avec une calme ironie aux ministres de Georges Pompidou. M. Maurice Duval, ministre de la culture, se souvient sans doute de ce député qui lui avait demandé tranquillement, le 23 mai 1973, comment il entendait « diffuser le goff », fixer les limites de la vulgarité. « Evidemment, disait-on en l'écoulant, ce jeune homme-là a de quoi tenir. »

Il a fallu que M. Cot « tue le père » une seconde fois, ou du moins le blesse, pour affirmer son autonomie. Ce n'était plus le même « père ». Grand bourgeois libéral, venu à la politique sous la pression des événements de mai 1968, M. Jean-Pierre

Cot, entré en 1969 au parti socialiste de M. Alain Savary, a été considéré plus tard par M. François Mitterrand comme l'un de ses « poulains ». « Fils spirituel du premier secrétaire du P.S. », il a manifesté son penchant pour la fugue en rejoignant l'entourage de M. Michel Rocard peu avant le congrès de Metz de 1979. Puis il choisit M. Rocard, « meilleur candidat socialiste » avant l'élection présidentielle de 1981.

Ce choix a marqué sa carrière politique et lui a été, sans doute, dommageable. M. Cot ne fait plus partie du cercle rapproché des fidèles de M. François Mitterrand. Pourtant, depuis qu'il est entré au gouvernement, il s'est éloigné de M. Michel Rocard — nouvelle fugue — dont la stratégie politique ne lui apparaît pas clairement définie et dont il conteste la tendance à prendre à témoin l'opinion de ses élus d'anne.

M. Cot, aussi, avait des états d'âme, lui qui avait tant dénoncé à l'Assemblée nationale, de son banc de député, le « mercantilisme » caché « derrière de beaux discours » qu'il percevait dans la politique extérieure de M. Valéry Giscard d'Estaing. Le ministre de la coopération estime qu'il se doit, en toute loyauté à l'égard du président de la République, de rester fidèle au jugement du député d'opposition.

J.-Y. L.

La fourniture éventuelle de réacteurs nucléaires à l'Afrique du Sud divise le gouvernement

Si l'on a pu dire que la livraison éventuelle de réacteurs nucléaires supplémentaires à l'Afrique du Sud était « la goutte d'eau qui a fait déborder le vase », rien n'est moins sûr. Le seul fait que la question ait pu être posée est dépendant de nature à choquer le critique sans relâche de la politique d'apartheid qu'est M. Cot.

An mois de mai, en effet, l'Ecom (Electricity Supply Commission) sud-africaine a approché FRAMATOME pour la fourniture éventuelle de deux nouveaux réacteurs nucléaires. La firme française, qui a déjà construit à Koeberg deux réacteurs de 900 MW pour Pretoria, le premier d'entre eux devant démarrer dans quelques semaines, — a alors demandé des directives au gouvernement.

Les Sud-Africains, après avoir manifesté quelque inquiétude lors de l'arrivée des socialistes au pouvoir en France avaient pu, bien vite, s'apercevoir de la bonne volonté de Paris en matière nucléaire. Privés — tout comme les Indiens — d'uranium enrichi par les Américains en vertu du Nuclear Non Proliferation Act de 1978, ils s'étaient alors tournés vers le marché européen pour obtenir l'uranium enrichi nécessaire à la fabrication de deux autres et de quatre réacteurs pour assurer le démarrage de Koeberg.

Un circuit compliqué leur a permis de s'approvisionner : de l'uranium enrichi à Eurodif appartenant, semble-t-il, à la société d'exploitation franco-belge de Tihange (dans laquelle E.D.F. détient 50 % des parts) était vendu à deux courtiers américains, Eldor de Washington et Surico du Maryland, avant d'être rétrocedé comme prévu à la Franco-Belge de fabrication du combustible (F.B.F.C.) pour être façonné. Dans tout cela, le gouvernement français avait au moins fermé les yeux.

Mais ce qui en l'occurrence s'était passé dans une relative discrétion et

pouvait être encore attribué à l'héritage changeant de nature s'il s'agit de fournir deux réacteurs. Or, nul n'a oublié les vives protestations de parti socialiste, qui dénonçaient, le 3 juin 1976, après la signature du premier contrat, « un accord qui ruine notre crédit auprès des peuples d'Afrique et provoque un périlleux accroissement des tensions dans le sud du continent ». Et l'on ne peut mésestimer les conséquences d'un tel contrat sur la politique africaine.

Au regard de cela, il fallait mettre dans la balance les milliers d'emplois qui résulteraient de la construction de ces réacteurs par la France et les 12 à 15 milliards de francs que représenterait cette commande. Une aubaine quand on sait l'état de notre commerce extérieur et la qualité de payeur de Pretoria.

Cet éternel débat du réalisme et des principes, le gouvernement était assez inquiet d'avoir à le trancher. D'autant qu'à Paris l'on n'était pas certain de l'intérêt réel des Sud-Africains : ces derniers n'ont pas de tels besoins en électricité et investissent de manière importante dans des centrales à charbon.

Or, par chance, à l'automne, la demande de l'Ecom s'est évanouie. Le conseil de politique nucléaire extérieure du 20 octobre dernier a donc retiré cette question de son ordre du jour. Cet organisme, qui définit la politique d'exportation des équipements nucléaires sous la présidence du chef de l'Etat avec, outre le premier ministre, les ministres de la défense, des relations extérieures, du commerce extérieur, de la recherche et de l'industrie, de l'énergie et l'administrateur délégué du Commissariat à l'énergie atomique, n'en a pas moins fait un tour de table. M. Chevènement a, dit-on, vigoureusement plaidé en faveur de cette livraison quand M. Cheysson s'y est, non moins vigoureusement, opposé (1). M. Jobert n'aurait pas

été très clair », et le président de la République aurait manifesté qu'il était « plutôt contre ».

Il ne fait guère de doute que M. Cot était encore plus en flèche que M. Cheysson sur ce dossier. Mais dès lors que la question ne se posera désormais qu'à la fin de 1983 — les Sud-Africains lanceraient alors un appel d'offres international, le ministre délégué n'a pas de raisons de partir pour cette affaire. A moins qu'il n'ait des éléments qui lui laissent craindre que l'on aille dans le mauvais sens ?

BRUNO DETHOMAS.

(1) Dans une lettre en date du 24 novembre, adressée au président du Mouvement anti-apartheid et publiée, ce mercredi 5 décembre, par Libération, M. Claude Cheysson écrit que le gouvernement français n'a pas « prévu actuellement d'autoriser la vente » d'une nouvelle centrale nucléaire à l'Afrique du Sud, et que « si la question devait être posée, il s'y opposerait personnellement ».

le journal mensuel de documentation politique après-demain (non vendu dans les kiosques) offre un dossier complet sur : L'AMÉNAGEMENT DU TEMPS

Envoyer 40 francs (timbres à 1 F ou chèques) à : APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolant, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé, ou 90 F pour abonnement annuel (60 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

Sté Paris Renov
FABRICANT-INSTALLATEUR
PRIX DIRECT D'USINE

Contre le froid et le bruit

changez vos vieilles fenêtres (bâti compris)

MENUISERIE EN P.V.C. (polichlorure de vinyle)
• Les fenêtres RENOV S 1 se posent en une journée
• Sont faites sur mesures • S'adaptent à tous les styles
• Sont déductibles des impôts

10 ANS DE GARANTIE
Prix bloqués jusqu'au 31/12/82
Ex. de prix : Pour changer une fenêtre de 1 m 85 de haut x 1 m de large équipée en double vitrage ST-GOBAIN 4/6/4 ou en glace de 8 mm comptez 2 950 F T.T.C. posée.
DEVIS GRATUIT - POSE PARIS GRANDE BANLIEUE
Sté PARIS-RENOV 22, RUE FONTAINE
75009 PARIS - Tél. : 526.60.00
CREDIT GRATUIT 3 MOIS

POLITIQUE

M. JEAN-PIERRE COT

L'offre de démission pourrait entraîner un « réajustement technique »

(Suite de la première page.)

Il est non moins clair que la diffusion des premières informations sur ce conflit - dont il semble qu'elles ne proviennent pas du ministère de la coopération - aggrave le cas de M. Cot, mais aussi celui du gouvernement tout entier. Compte tenu de l'ampleur qu'a prise cette affaire, on imagine mal que l'offre de démission puisse être refusée, même si le ministre de la coopération peut se prévaloir d'un parfait loyalisme à l'égard du président de la République.

Démission ou pas, l'image du gouvernement en sera atteinte. Les arguments du conflit viennent à point nommé pour illustrer une critique de gauche de la politique extérieure socialiste. Celle-ci céderait à l'excès, pour ceux qui s'en inquiètent, aux contraintes du réalisme. Il conviendrait de noter, à ce stade, que les divergences qui opposent le ministre de la coopération à M. Guy Pénin, chargé à l'Elysée des questions africaines, n'étaient pas, selon l'entourage de M. Cot, de nature à susciter le départ de ce dernier. On peut toutefois observer que M. Cot a peut-être trouvé là une occasion de « tomber à gauche ». Il était, en effet, prévu qu'il puisse revenir au gouvernement après une ambassade de quelque dix-huit mois.

Il reste que cet épisode peut troubler davantage encore un courant « tiers-mondiste » de la gauche, qui avait déjà été mis à l'épreuve. De la même façon, les conditions de départ, au sein de l'état, de M. Nicole Questiaux ont pu mettre à mal la confiance d'une partie de l'électorat populaire. M. Questiaux se refusait, en effet, à être le « ministre des

comptes » et donc à s'adapter à une politique de rigueur.

A trois mois des élections municipales, cette double critique ne peut qu'atteindre le crédit du chef du gouvernement qui, selon les sondages, subit dans l'opinion une perte de confiance. Soucieux de renforcer son autorité afin, notamment, de mieux préparer l'échéance de mars 1983, M. Pierre Mauroy, qui devait quitter Paris, mercredi soir, pour une visite officielle à la Réunion, pourrait être tenté de profiter du départ de M. Cot pour obtenir un remaniement de son gouvernement. Le jour même de la démission de M. Cot, le premier ministre avait souhaité constituer autour de lui, dans cette perspective, avant la fin de 1982, une équipe plus restreinte.

L'éventualité d'un tel remaniement avait également été évoquée, à l'Elysée et à Matignon, à la fin de l'été. Les incidents électoraux de certains départements - certains ministres sont candidats aux élections municipales et la plupart sont d'anciens députés - conduisent aujourd'hui à s'envisager qu'un réajustement technique plus limité.

Le simple remplacement de M. Cot poserait un problème d'équilibre au sein du gouvernement entre les diverses sensibilités socialistes. M. Cot, bien qu'il se soit quelque peu éloigné de M. Michel Rocard, en faveur duquel il avait pris position lorsque le parti socialiste préparait l'élection présidentielle de 1981, reste un proche du ministre du plan. M. Michel Rocard, qui a été reçu mardi en fin de journée par le premier ministre, s'est ému des conséquences du conflit.

J.-M. COLOMBANI.

Dans la presse quotidienne

■ **LE FIGARO** : la cohésion gouvernementale... Cette démission [...] va accentuer les interrogations sur l'état de la cohésion gouvernementale. Certes, Jean-Pierre Cot avait, depuis de nombreux mois, déclaré que son travail était terminé et que son poste ministériel n'avait pas lieu d'être maintenu. Son départ dans la période actuelle, où le gouvernement traverse une « zone de turbulences », ne manquera pas pour autant d'être interprété comme l'expression d'un désaccord envers la politique menée par Pierre Mauroy.

■ **LE MATIN** : un certain idéalisme... Prisonnier d'un certain idéalisme mal accepté par ceux qui, autour du président de la République, élaborent la politique africaine de la France, Jean-Pierre Cot « avait pourtant mis un peu d'eau dans son vin », disait-on dans les couloirs ministériels. En réalité, les divergences sont plus profondes. Pour Jean-Pierre Cot, il s'agit de repenser globalement la politique de coopération avec l'ensemble des pays du tiers-monde, à commencer par l'Afrique francophone. « Domaine réservé » par excellence de celui qui préside à la politique étrangère : François Mitterrand. Tandis que le souci de celui-ci semble d'abord politique : préserver une certaine continuité, rassurer les amis de toujours, même s'ils ne partagent pas les options socialistes de la France, et élargir peu à peu la coopération aux autres pays d'Afrique et du tiers-monde.

(ELIO COMARIN.)

■ **LE QUOTIDIEN DE PARIS** : bourré de bonnes idées

« La plupart des orientations de travail du ministre délégué étaient raisonnables, souhaitables, mais d'une part, il avait des peurs plus grandes que le vent, et, d'autre part, il n'a jamais pu situer les cibles atteignables. Enfin, ses rapports personnels avec nos partenaires du tiers-monde manquaient singulièrement de chaleur, à quelques rares exceptions près. Disons qu'il a été très sévère sans la mesure, qu'il n'a pas su faire avaler la pilule parce qu'il ne savait pas comment la faire. C'est où aura été un ministre bourré de bonnes idées, mauvais au contact, trop conceptuel et entouré par une équipe de zozos sans égale ».

(JEAN-MARC KALFLECHE.)

■ **LIBÉRATION** : sur la défensive

« Les critiques pleuvaient depuis des semaines contre le ministre rocardien de la coopération dans les rangs socialistes peu disposés à oublier un instant les querelles de tendances. On lui aura reproché de ne pas avoir su gérer son ministère, de ne pas être un « décideur », d'avoir un langage « de gauche » pour une politique confuse, etc. Le fait est que Jean-Pierre Cot a longtemps été, sur la défensive, faute d'avoir les couloirs franches. Difficile d'avoir une politique lorsque le vrai centre du pouvoir vous échappe. C'est peut-être une « certaine vision » de l'Afrique - qui disparaît du gouvernement français ».

(PIERRE HASKI.)

Au Conseil d'Etat LE DÉCOUPAGE CANTONAL EN SEINE-ET-MARNE

Le Conseil d'Etat vient de rejeter la requête présentée par les quatre sénateurs de Seine-et-Marne - MM. Etienne Dailly, Marc Jacquet, Jacques Larché et Paul Séramy - et par quinze maires de ce département contre le décret du 27 janvier 1982, qui divisait en deux le canton de Claye-Souilly.

Le Conseil d'Etat a jugé, contrairement à ce que soutenaient les élus, que le gouvernement avait pu, pour opérer ce découpage, retenir les chiffres de population du recensement de 1975, alors même que ces chiffres auraient évolué de 10 à 15 %. Il a relevé que le canton de Claye-Souilly comptait, avant l'intervention du décret, une population supérieure au double du nombre des habitants peuplant le moyenne des autres cantons du département. Cette division en deux nouveaux cantons, qui a eu pour effet, même si des écarts subsistent, d'atténuer de façon sensible les disparités quantitatives de population entre les cantons de Seine-et-Marne, était donc justifiée.

DÉFENSE

Piège pour un ministre

(Suite de la première page.)

Le 9 octobre, le général Delaunay écrit, dans une lettre au chef d'état-major des armées, que les « sacrifices » demandés à l'armée de terre - il s'agit d'une diminution importante de ses effectifs - sont « lourds » et que l'on s'achemine, en fin de compte, vers des forces « diminuées », « affaiblies » et « vieillies ». Le 3 décembre, s'adressant à des sous-officiers réunis à Agen, le même officier général prédit que, dans l'armée de demain, les effectifs devront diminuer pour améliorer l'équipement si l'on veut que « l'armée de terre évolue dans le sens d'une technicité accrue et qu'elle continue à tenir une grande place dans notre système de sécurité ».

Marchandises

Quand le général Delaunay dit-il la vérité ? Le 9 octobre, lorsque, par l'intermédiaire du chef d'état-major



(Dessin de PLANTU.)

des armées, il met en garde le ministre de la défense contre toute rétroaction du dispositif militaire ? Le 3 décembre, lorsqu'il convie les sous-officiers à prendre leur part de la réorganisation, qu'il juge alors « nécessaire », de l'armée de terre ?

En vérité, il est vraisemblable que le chef d'état-major a soutenu, successivement, ces deux jugements avec la même conviction, tant ce qu'il en sait de son esprit discipliné plaide pour cette explication.

Tout argument du contenu de ces lettres - parfaitement admissible dans le processus d'élaboration de la future loi de programmation militaire dont la rédaction finale appartiendra au gouvernement - pour critiquer l'insubordination ou la désobéissance des officiers généraux revient à méconnaître le rôle normal d'un chef d'état-major, responsable de l'état des forces placées sous son commandement. C'est, de surcroît, feindre d'ignorer que la conception de cette « charte » de la défense suppose un incessant échange de textes entre le gouvernement et les chefs militaires pour adapter le document législatif aux hypothèses politiques et financières qui changent.

Si « grogne » il y a, on notera que le mécontentement des chefs militaires n'est pas allé jusqu'à l'offre de leur démission.

Tout se passe comme si la loi de programmation militaire en cours d'élaboration donnait lieu à ces après « marchandages » qui ont précédé la conception des lois précédentes. Avec des tempéraments différents et des sensibilités propres, les chefs d'état-major s'emploient à défendre leurs troupes avec d'autant plus d'habileté ou de pugnacité qu'ils savent décerner que les ressources financières leur sont limitées.

« Il ne s'agit plus de pleurer ou d'élever sur la place publique nos états d'âme », dit-on chez l'un. « La crise est certaine pour tout le monde », ajoute-t-on chez l'autre. « Rien ne sera plus comme avant », conclut le troisième.

Corporatisme

Cette évidence de la crise économique, le gouvernement a probablement eu beaucoup de mal à la faire admettre au haut commandement militaire. Pratiquer des économies dans une institution qui a eu longtemps la priorité n'est pas chose courante, ni aisée. Comme n'importe quelle entreprise menacée par la récession et le chômage, les armées ont cherché, tout naturellement, par corporatisme, à se battre avant de se rendre à cette nécessité d'avoir à se mettre au diapason de la nation.

Pendant que les esprits évoluent, dans les états-majors, vers davantage de souci de rigueur, le gouvernement fait, de son côté, un pas dans leur direction. Le pouvoir politique a cessé de mettre en avant son obsession de la défense des effectifs, le seul moyen - en usage dans toutes les armées du monde - pour réaliser des économies au profit de l'équipement des

forces. Il a inversé ses priorités et il s'est, d'abord, préoccupé de définir une nouvelle organisation des forces armées, à partir de laquelle on réduirait le volume adapté de leurs effectifs.

Aujourd'hui, la balle est dans le camp des chefs militaires qui devront mettre techniquement en forme le « modèle d'armée » suggéré et quantifier leurs besoins dans des contre-propositions basées sur un engagement financier de l'ordre de 3,9 % du produit intérieur brut marchand (P.I.B.M.).

C'est à ce stade précis du processus que des « fuites » de documents « confidentiel-défense », ayant trait à une étape antérieure de la réflexion, ont lieu, d'abord, en direction de certains milieux politiques - des députés membres de la commission de la défense en disposition - et, ensuite, au profit d'un journal de défense. Au ministère de la défense, on considère que l'attaque, puisque c'est ainsi qu'on qualifie ces indiscrétions, vient trop tôt ou trop tard. Trop tôt, parce que les choix du

c'est-à-dire d'un quotidien ayant fait campagne pour M. François Mitterrand à l'Elysée.

A tort ou à raison, le ministre de la défense n'écartera pas l'idée qu'il puisse être, aujourd'hui, la cible d'une offensive, en provenance de ce que son entourage qualifie volontiers de « la gauche » du propre parti de M. Henu : des militants du P.S. qui reprocheraient au ministre de la défense d'« en faire trop » en faveur de l'armée et de n'être pas suffisamment l'homme du « changement ».

Autorité

C'est un point de vue, à supposer qu'il soit fondé, il n'explique pas tout. En particulier, il ne permet pas de comprendre l'origine des divulgations, à commencer par le fait que ces documents aient été aussi connus de certains députés de l'opposition.

Dans cette confrontation qui ferait que M. Henu s'estime « tourné » sur sa gauche, on a noté le soutien immédiat que le premier ministre a manifesté envers son ministre de la défense. Le jour même de la première « fuite », au début de cette semaine, M. Mauroy a dénoncé « la manœuvre » et « le jeu de certains intérêts particuliers », sans autre précision, pour rappeler en conclusion qu'il ne céderait pas dans sa politique de rigueur financière appliquée aux armées.

Comme si le premier ministre, dont ses collaborateurs les plus proches disent qu'il passe son temps à « éteindre des incendies ou à désamorcer des grenades », avait eu le sentiment qu'il était personnellement visé au-delà de M. Henu.

Quelle que soit l'explication retenue en définitive, la publication des textes rédigés, entre le 6 et le 9 octobre dernier, par les trois chefs d'état-major porte indirectement témoignage de l'autorité que le ministre de la défense semble exercer sur la hiérarchie militaire.

Le moins qu'on puisse constater, en effet, est que les états-majors ont, à l'époque, reçu de M. Henu des instructions fermes et contraignantes d'avoir à accommoder leurs ambitions, légitimes, à la rigueur financière de l'Etat. L'observer, c'est du même coup reconnaître que le ministre de la défense sait, à sa manière, inspirer le changement que ses détracteurs l'accusent de ne pas imposer.

JACQUES ISNARD.

« L'HUMANITÉ » : MANIPULATION POLITIQUE

Claude Lecomte estime, dans l'*Humanité* du mercredi 8 décembre, à propos des « fuites » du *Matin de Paris* sur le budget de la défense, que « lorsque de tels documents paraissent dans certaine presse, c'est toujours le résultat d'une manipulation politique ».

Se référant à certains exemples américains, Claude Lecomte écrit : « Dans tous ces cas, ainsi que dans quelques histoires préélectorales célèbres, les rapports n'ont eu, pour les journaux concernés, que la peine d'être déposés sur le bureau du rédacteur, dont la plus lourde tâche aura été de confectionner un titre alléchant ».

« Alors, ajoute-t-il, pas de révélations ? Interdiction faite à la presse de jouer ce rôle ? Certes pas, et il n'est nullement question, ici, de s'ériger en censeurs. D'ailleurs ce ne sont pas les sujets qui manquent. Curieusement, c'est une certaine presse qui ne s'y intéresse pas ».

Claude Lecomte cite certaines « révélations » de l'*Humanité* sur les charges des entreprises et il conclut : « Lorsque l'on voit un journal se réclamer de la sensibilité socialiste être glorifié pour cette publication par tout ce que la droite peut rassembler d'adversaires du pouvoir, il y a de quoi s'interroger ».

M. MESSMER : une grosse fuite

Évoquant mardi 7 décembre à Europe 1 la publication des documents par le *Matin de Paris*, M. Pierre Messmer, qui fut ministre des armées entre 1960 et 1969, a considéré pour sa part qu'il s'agissait « d'une grosse fuite qui aura forcément des conséquences sur l'état d'esprit des militaires ». Pour lui, « c'est sûrement au ministère de la défense que s'est produite la fuite ».

L'ancien premier ministre, en réponse à ceux qui prétendaient qu'il pourrait avoir contribué à la divulgation de ces documents, a vivement déclaré à Antenne 2 qu'il se chargeait « d'effacer lui-même comme des limaces » ses accusateurs.

Quant au fond, M. Messmer juge « inéluctable » la réduction des effectifs militaires. Il pense même que « le plus tôt sera le mieux », estimant qu'il est « absurde » que ces effectifs soient plus importants

qu'en 1969. Il est clair pour M. Messmer qu'« on sera acculé à renoncer à certaines missions ou à une certaine réduction des effectifs, avec toutes les conséquences matérielles et morales que cela comporte, et elles sont importantes ».

Trois types de solutions se présentent, selon l'ancien ministre, à propos du budget de la défense : augmenter les crédits (« Je ne crois pas que le gouvernement le fera ou qu'il puisse le faire, compte tenu de sa politique de rigueur, qui évidemment doit s'appliquer aux armées comme aux autres activités du gouvernement ») ; ou ramener les missions de l'armée à la dimension de ses moyens (« Je ne vous cache pas que cette solution serait la mienne ») ; ou encore étaler dans le temps les programmes (« Je crois malheureusement que c'est vers cette solution de bricolage qu'on va s'orienter »).

AIR AFRIQUE TARIFS VISITE

BAMAKO Aller-retour
3470F*

COTONOU Aller-retour
4085F*

N'DJAMENA Aller-retour
4180F*

OUAGADOUGOU Aller-retour
3915F*

SUR VOLS REGULIERS



Pour découvrir l'Afrique Noire, Air Afrique vous propose toute une gamme de tarifs réduits. En plus du tarif visite à 55% de réduction, (valable même si vous voyagez seul), il y a des tarifs pour les jeunes, pour les familles, pour le 3^e âge... Il y a 21 Tarifs Réduits. Il y en a sûrement un pour vous. Consultez Air Afrique ou votre agence de voyages.

AIR AFRIQUE

*Prix valables au L1182 et soumis à certaines conditions d'application.

Langues
CADRES - DICTIONNAIRES
Chargés d'affaires à l'étranger
Apprenez en un temps record (de 3 à 6 mois) à utiliser vos connaissances indépendamment.
COURS LANGUES
VOTRE FORMATION
24, r. St-Barthélemy, 75003 Paris
Tél. : 325-10-30 - 336-15-42

EXPRESSION ORALE & MAÎTRISE DE SOI
documentation sans engagement
COURS LE FÉAL
387 25 00
30, rue des Dames Paris 17^{ème}

La dérive corse

(Suite de la première page.)

Ainsi se nourrit la chronique quotidienne des attentats en Corse. Tel jour : trois en Haute-Corse, un en Corse du Sud. Le lendemain, le contraire et la litanie des communiqués d'associations, des syndicats et des partis politiques. Protestations en tous genres. Les kinésithérapeutes, les ambulanciers et les commerçants sont en première ligne. Les attentats par explosifs les visent régulièrement. Mais, depuis la rentrée, les enseignants « continentaux » constituent une nouvelle cible privilégiée.

Les pieds-noirs de la plaine orientale, longtemps persécutés, semblent en revanche avoir retrouvé le calme. Cette vague d'attentats est sans précédent. Son rythme s'accroît. La crainte, la peur s'installent. « C'est vraiment l'angoisse de sauter le soir, d'y passer », explique un Ajaccien. Dans la rue, à la nuit tombée, les gens hésitent à se promener. Pour éviter un éventuel pain de pistole, ils marchent au milieu de la chaussée. Chacun sait que ces attentats ne sont pas destinés à tuer ou à blesser. Mais chacun sait aussi qu'un légionnaire a trouvé la mort, le 2 février dernier, au cours d'une opération du F.L.N.C. Chacun sait que la femme d'un architecte continental a été sérieusement blessée en octobre alors qu'elle se trouvait dans sa maison. Et chacun a récemment appris que des bris de verre sont tombés en pluie sur le berceau d'un enfant.

Le racket ou l'impôt révolutionnaire

« Vous imaginez l'ambiance ! », dit un syndicaliste. Les personnes qui se sentent dans la collimateur dorment mal. Les mères enlèvent les tableaux, les sous-verres et les bibelots susceptibles de tomber et de blesser les enfants après une explosion. Encore les attentats ne sont-ils qu'une partie de la violence que connaît la Corse. « L'attentat, c'est la partie émergée », explique M. Jacques-Antoine Martini, président de la section Corse de la Ligue des droits de l'homme. En dessous, il y a les lettres, les menaces, les coups de téléphone. En dessous, il y a le racket, omniprésent, à peine caché. Un mal rampant qui devient une institution.

Le racket de droit commun, bien sûr. Le racket politique, aussi. On hésite encore à en parler, explique un homme politique, mais l'impôt révolutionnaire, existe. « Le financement du F.L.N.C. semble convenablement assuré », observe prudemment M. Guy Migeon, commissaire de la République de Haute-Corse. Les commerçants et les mem-

bres des professions libérales sont priés fermement de verser leur quote-part aux nationalistes séparatistes.

Les commerçants corses aussi. C'est ainsi que certains auteurs d'attentats seraient rétribués. Du moins, selon la rumeur.

Les personnes qui se refusent à payer leur tribut au F.L.N.C. font l'objet de menaces et d'attentats. Mais la plupart payent. « Ils versent leur dîme pour être tranquilles », dit un policier, et ne disent rien.

Où finit le racket politique, où commence le racket de droit commun ? Difficile à déterminer, car tout s'imbrique. Ou, plutôt, la violence de droit commun s'abrite largement derrière la violence politique. La police a remarqué que, durant la trêve du F.L.N.C. (avril 1981-début 1982), les attentats et règlements de compte avaient quasiment cessé. « C'est le règne des crapules », commente un Corse.

En tout cas, cette violence politique a deux buts. Le premier : réunir des fonds pour faire vivre le F.L.N.C. et ses membres, clandestins (on estime le nombre de militants actifs à deux cents). Le deuxième : faire pression sur les « continentaux » pour les contraindre à quitter l'île. Ancien militant du F.L.N.C., aujourd'hui porte-parole des C.C.N. (1), mouvement séparatiste légal, M. Léo Battesti s'exclame : « Ce n'est pas du racisme. Regardez ce que nous devons ! Actuellement, nous ne pouvons plus assimiler, intégrer les Français, ils sont 30 % ou plus. Nous sommes en minorité. Le racisme, c'est la négation de l'autre. En Corse, qui est né ? Les C.C.N. ont adopté le slogan du F.L.N.C. : « I Francesi fora ! » (« Les Français dehors ! »). Pour eux, l'I.F.P. est un slogan libérateur ».

En d'autres termes, les « continentaux » n'auraient plus le choix. Le F.L.N.C., dans son dernier communiqué, déclare : « Il n'y a et n'y aura jamais en Corse qu'une seule communauté de droit : le peuple corse ». Et, plus loin, le F.L.N.C. indique : « (...) Le seul droit des Français en Corse est de préparer leur départ dans les meilleures conditions pour eux. » Dans cer-

tains correspondances, les nationalistes sont plus énergiques : le choix est entre la valise et le cercueil.

La Fédération de l'éducation nationale vient de tirer la sonnette d'alarme. Dans une lettre au président de l'Assemblée de Corse, M. Prosper Alfonsi (M.R.G.), elle écrit : « Le terrorisme que nous déplorons en Corse est de caractère fasciste ; aujourd'hui, c'est la discrimination raciale, l'intimidation, la menace, les voies de fait. Demain, peut-être, ce sera l'élimination physique des « gêneurs » ».

Peut-être. Mais déjà certains correspondants corses ont pu constater que les fonctionnaires suivront. C'est une victoire pour le F.L.N.C., apparemment haï par le « modèle algérien » de lutte de libération nationale.

Les militants nationalistes corses du F.L.N.C. n'ont pas choisi par hasard le sile de leur mouvement. C'est un décalage et un hommage. Leur discours se réfère souvent directement ou indirectement à l'Algérie : « Aux Corses désireux de soutenir les Français contre leurs frères, nous disons qu'ils ont le choix entre devenir demain des « harkis » ou lutter avec nous, car on ne peut être à la fois corse et français (...) ».

Ces parallèles, les hommes politiques les rejettent pour la plupart. M. Dominique Bucchini, premier vice-président de l'Assemblée de Corse, maire de Sartène (P.C.), assure : « Il n'y a pas de parallèle possible entre l'Algérie et la Corse. Il faut être sérieux. A la limite, c'est une injure pour l'Algérie ». M. Bucchini rejette fermement la thèse du F.L.N.C. concernant la « colonisation française en Corse ». M. Antoine Ottavio, recteur, indique pour sa part : « Nous ne sommes pas devant une poussée populaire qui ne demanderait qu'à être révélée à elle-même ».

Une ambiguïté demeure cependant. Par solidarité familiale ou indifférence, parfois par volonté de voir se réaliser la « cohabitation des emplois », les Corses sont encore tolérants à l'égard des nationalistes. Le point de rupture n'est pas atteint.

LAURENT GRELSAMER.

Prochain article :

BOUTER LES « PROFS »

(1) Les C.C.N. (Conseils de l'Unité Nationale) sont nés en 1980. Ils ont adopté la ligne politique du F.L.N.C.

Les natifs et les autres

Qui est corse ? Qui ne l'est pas ? Le Front de libération nationale de la Corse a-t-il raison de dire que les Corses sont minoritaires sur leur île ? En attendant le dépouillement et la publication des résultats du recensement de 1982, les réponses ne peuvent être que prudentes. Le bureau de l'INSEE, à Ajaccio, dispose cependant de données intéressantes. Ainsi, le recensement de 1975 indique que, sur 227 425 habitants en Corse, 30 090 (7,6 %) sont étrangers, 5 930 Français naturalisés et 191 415 Français. Concernant les Français, 73 % sont nés en Corse, 18 % sur le continent et 9 % dans le reste du monde. Selon l'INSEE, le critère de la naissance en Corse signifie, ou peu s'en faut, dans la majorité des cas, le fait d'être corse.

Au terme d'enquêtes réalisées en 1977 et 1978, 97 % des adultes chefs de ménage ou conjoints nés en Corse ont déclaré parler le corse. D'autre part, « 39 % des adultes nés en Afrique du Nord et 75 % de ceux qui sont nés dans le reste du monde parlent corse », lit-on dans la revue *Économie corse* de l'INSEE (n° 22).

De manière plus ponctuelle, M. Alain Vienot, chef du service régional de l'INSEE en Corse, nous a fait part du recensement

des agents de l'État (à l'exception des militaires). Sur 9 351 fonctionnaires, 5 859 sont nés en Corse et 3 492 hors de l'île, ce qui situe cette région dans la moyenne statistique. Plus précisément, il y a 3 729 fonctionnaires dépendant du ministère de l'Éducation nationale, dont 2 383 sont nés en Corse ; dans les postes et télécommunications, 2 207 fonctionnaires dont 1 438 nés en Corse et 106 agents du ministère de la justice, dont 61 nés sur l'île.

Ces indications statistiques datent du 31 décembre 1976, mais ont vraisemblablement peu varié. Il est à noter que les agents de l'État nés en Corse arrivent à 72 % du total dans les catégories C et D et 40 % seulement dans la catégorie A (encadrement supérieur).

Au cours du recensement de 1982, l'INSEE a fait parvenir aux habitants de l'île un questionnaire complémentaire. Outre des questions sur l'emploi, il était demandé aux habitants d'indiquer s'ils sont d'origine corse et, éventuellement, depuis quelle année ils sont installés dans cette région. La publication des résultats du recensement, à la mi 1983, répondra donc amplement à la curiosité de certains.

UN ARRÊT DE LA COUR D'APPEL DE NANCY

Un malade est libre de choisir son traitement

De notre correspondant

Nancy. — « A l'hôpital, je n'étais qu'un cas et j'ai terriblement souffert. Maintenant je peux mener une vie normale, aller à l'école, vivre en famille avec ma mère et mes sœurs », commente Valérie, quatorze ans, qui se souvient comme d'un cauchemar de ses derniers mois à l'hôpital. La cour d'appel de Nancy vient de lui donner raison contre une ordonnance du juge pour enfants. Celle-ci avait été prise à la demande du chef de service hospitalier qui avait saisi le tribunal pour obtenir une mesure d'assistance éducative. Il s'agissait d'obliger la jeune fille à poursuivre le traitement conventionnel que nécessitait son état. Valérie est en effet atteinte d'aplasie médullaire idiopathique (1), une maladie dont ni elle ni sa mère n'ignoraient le gravité.

La maladie est diagnostiquée en août 1979 ; la mère de Valérie ne s'oppose nullement à sa prise en charge hospitalière et s'en remet, en toute confiance, aux soins des spécialistes. D'août 1979 à juillet 1981 la fillette subit le traitement conventionnel administré en parallèle avec toute une série d'effets secondaires dont, dire-t-elle par la suite, elle n'avait pas été avertie. La corticothérapie à haute dose déforme ainsi le corps de l'enfant qui enfle ; l'androgénotherapie provoque l'apparition de caractères masculins, et le dernier traitement, le sérum antilymphocytaire, entraîne une série d'hémorragies internes chez la fillette. « J'ai aussi perdu en partie mes cheveux et j'ai souffert terriblement », ajoute Valérie, qui accuse également l'indifférence du personnel hospitalier : « Ils me considéraient avant tout comme un cas et rien d'autre ».

Les traitements, qui s'échelonnent sur trois ans, ne provoquent ni amélioration ni aggravation de la maladie, mais ont raison de la résistance psychologique de la fillette, par ailleurs d'une intelligence et d'une lucidité rares. Elle décide, en accord avec sa mère, d'arrêter le traitement en juillet 1981.

Mais Valérie ne cesse pas alors, pour autant, d'être suivie médicalement. Elle est visitée ré-

gulièrement par un médecin nancien et commence un autre traitement « moins agressif » mis au point par un médecin généraliste du Finistère. En outre elle subit régulièrement des prises de sang afin d'effectuer son bilan sanguin. Valérie estime, même désormais une vie familiale et scolaire normale. Aussi, lorsqu'en janvier 1982 elle tourne prendre conseil auprès du professeur Olive, qui a précédé le traitement conventionnel, et que ce dernier lui en ordonne la reprise, Valérie soutient par sa mère refus. En son âme et conscience le professeur estime que si le traitement n'est pas repris il y va de la vie de Valérie. Il signale donc le cas au juge des enfants qui ordonne une expertise médicale. L'expertise ne cache pas l'aggravation évidente de l'état sanguin de l'enfant, estime urgente la reprise du traitement conventionnel et admet que le nouveau traitement non conventionnel est « d'une efficacité aussi probable que son inefficacité ».

Valérie et sa mère contestent les conclusions des experts. Il est vrai que l'adolescente a retrouvé figure humaine et que sa vie n'est plus réduite à l'univers hospitalier. La mesure ordonnée par le juge des enfants est donc attaquée. La cour d'appel de Nancy en l'infirmité, le 3 décembre, a estimé que la famille de Valérie n'avait pas manqué à son devoir d'éducation et que la surveillance de l'état de santé de la jeune fille est restée constante. « La décision du juge des enfants revient donc en l'absence de défaillance du milieu familial à laisser à ce magistrat le choix d'une thérapeutique qui, de toute évidence, doit être limitée à la fillette, d'autant plus qu'il n'est pas démontré que la reprise soit en danger immédiat », souligne la cour dans ses conclusions. Valérie, elle, estime que l'arrêt de la cour lui permet de vivre — ou de survivre — comme elle l'entend.

JEAN-LOUIS REMER.

(1) Maladie caractérisée par l'absence de production de cellules sanguines par la moelle osseuse.

JUSTICE

LE PROCÈS DES « GEOLIER » DU BARON EMPAIN

Un lampiste important

Ce n'est pas parce qu'il est le premier sur la liste des accusés qu'Alain Caillol est le numéro 1 de cette affaire : c'est en substance ce qu'avait tenu à faire remarquer ses défenseurs lors de l'ouverture du procès aux assises de Paris, s'attendant à ce que leur client soit présenté comme un personnage-clé du dossier. C'est, en effet, la thèse de l'accusation qui le considère comme l'un des cerveaux du rapt et de la séquestration du baron Empain, à défaut d'autre. Qu'en est-il en réalité ?

Dès son arrestation, Alain Caillol avait déclaré qu'il n'était qu'un simple exécutant recruté au dernier moment pour récupérer la rançon. Un point, c'est tout ! Pour le reste, il n'était pas au courant. C'est son ami Daniel Duchateau, tué sur l'autoroute du Sud, qui l'avait contacté le 24 février 1978. « Il m'a dit qu'il était embêté », raconte-t-il, car des gens avaient laissé tomber. Il nous fait du monde. Duchateau avait le dos au mur. C'était un ami. J'avais une dette morale envers lui. Il m'a dit que je n'aurais pas grand-chose à faire, juste conduire une voiture. J'ai accepté.

Pour prix de ses services, Alain Caillol devait percevoir 500 000 F. Mais il précise : « Je ne suis pas un mercenaire. Je n'ai pas de tarif. Ce n'était pas une question d'argent. Il ne s'agissait pourtant pas d'une petite entreprise, d'autant que le baron Empain avait été tué. De plus, il estimait que le processus de remise de la rançon, mis au point par ses amis, n'était pas « parfaitement agencé », alors qu'ils avaient déjà échoué une première fois à Megeve, le 22 février. « Quand on est engagé dans une affaire comme ça, on ne peut plus se désister », indique-t-il, « malgré-nous ». On connaît la suite, sa blessure et son arrestation, la mort de son ami Duchateau,

l'un des responsables de l'enlèvement. Il tenta de justifier ses nombreux voyages à Paris pendant la période qui a précédé et a suivi le rapt. Il explique que son rôle devait s'arrêter après la remise de la rançon et que Duchateau lui avait assuré que le baron Empain serait libéré. Juste un coup de main, en quelque sorte !

A-t-il convaincu ? Le contrôleur général Pierre Ottavio, aujourd'hui à la retraite, est persuadé du contraire. Dans une déposition en forme de réquisitoire, il a affirmé : « Les gens qui viennent chercher la rançon ne peuvent être que des gens importants de la bande, voire ceux qui ont fomenté toute l'affaire. Comme l'accusation, il a également tiré argument du fait que le baron avait été libéré après le coup de téléphone d'Alain Caillol pour en déduire qu'il ne pouvait être qu'un des chefs de l'organisation. Une déposition qui a « choqué » M. Georges Klejman, qui lui a répondu en ces termes : « Vous n'avez pas témoigné, mais vous avez donné un avis. Vous avez procédé par affirmation. On ne doit pas jouer avec l'autorité morale dont on vous a investis. Ayez le courage de partager avec Alain Caillol les mérites de la libération du baron Empain ».

Zones d'ombre

Ce coup de téléphone qui a précédé de quelques heures la libération de l'industriel, il avait été enregistré par M. Ottavio. Le président, M. Versini, a fait entendre la bande. Alain Caillol dit à Marie-Annick Gajan : « J'ai passé un accord correct avec la police. La rançon en aucun cas ne sera jamais payée. Ce sont des ordres gouvernementaux. Il faut relâcher le baron immédiatement, vivant, car la rançon ne sera jamais payée, et ça se terminera en carnage ». L'appel avait été renouvelé quelques instants

après. Alain Caillol s'était alors exclamé : « C'est bon à 99 %. Il faut le relâcher ! ».

Grâce à cet enregistrement, les policiers avaient pu reconstituer le numéro de téléphone et retrouver la maison où avait été séquestré le baron Empain à Savigny-sur-Orge (Essonne). Mais il avait fallu, chose pour le moins étonnante, trois jours aux spécialistes de la D.S.T. pour identifier ce numéro, alors qu'on percevait nettement les impulsions sur la bande. Une lenteur qui aurait pu être lourde de conséquences si le baron n'avait pas été remis en liberté immédiatement. Ce mystère ne sera pas éclairci, pas plus que celui des tractations.

M. Ottavio a, en effet, affirmé que trois semaines après l'enlèvement, il y avait « un accord total avec le groupe Empain-Schneider et la famille pour ne pas payer la rançon ». Pourtant, M. Jean-Jacques Bierry, directeur général de Jeumont Industrie, avait reconnu, la veille, qu'il s'était rendu le 3 mars — soit quarante jours après le rapt — à Genève, en compagnie de M. Robert Badinter pour « envisager de remettre la rançon à l'étranger puisque, en France, ça n'était pas possible ». La confiance régnait tellement entre la police et les négociateurs que ceux-ci étaient suivis par des inspecteurs.

Encore un point d'interrogation qui ne sera jamais levé. A ce propos, on peut se demander pourquoi M. Max Fernet, ancien directeur général de la police judiciaire, qui jouait le rôle de « conseiller technique » du groupe Empain-Schneider, n'a pas été cité comme témoin. Tout cela fait partie des zones d'ombre d'un dossier qui en comporte d'innombrables. Beaucoup trop, que ce soit du côté des accusés ou de celui des négociateurs à l'époque de la séquestration.

MICHEL BOLE-RICHARD.

FAITS ET JUGEMENTS

Le climat s'améliore entre M. Badinter et les personnels des prisons

Le garde des sceaux annonçait, lundi 13 décembre, des mesures visant à améliorer la vie quotidienne des détenus. Appuyé, M. Badinter a reçu, le 6 décembre, les représentants des syndicats pénitentiaires. Il leur a indiqué qu'il avait aussi pris des décisions en faveur des personnels.

Le ministre a annoncé qu'il proposerait un plan de rénovation des logements que ces personnels doivent occuper par nécessité de service. Il s'agit, en outre, que dans chaque ville possédant un établissement pénitentiaire les surveillants puissent habiter près de leur lieu de travail.

M. Badinter a voulu évoquer les problèmes de formation, ce que les représentants syndicaux jugent pour l'instant prématuré. « Il est clair que le personnel est demandeur d'une formation améliorée, nous a déclaré M. Jean-Pierre Martinez, secrétaire général du syndicat F.O. des personnels de direction, mais cela suppose une disponibilité plus grande. En l'état, compte tenu des effectifs et du recrutement, rien ne peut être entrepris ».

Le ministre a aussi proposé des mesures que les syndicats estiment susceptibles d'améliorer le climat des prisons, du côté des surveillants : un allègement du service de nuit, avec la suppression des rondes, sans pour les détenus suicidaires ou dangereux, la fin des sanctions pénales contre les personnels en cas d'évasion (prévus aux articles 238 et 239 du code pénal). Enfin, on va « rajouter » l'uniforme des surveillants.

Les interlocuteurs de M. Badinter sont généralement satisfaits de l'entrevue, même M. Jacques Viante, secrétaire général du syndicat F.O. des personnels de surveillance, qui, à plusieurs reprises, s'était montré extrêmement critique envers le ministre.

Fausse monnaie : une imprimerie découverte à Marseille

Une imprimerie, où ont été fabriqués de faux billets de 200 francs, a été découverte à Marseille, par les policiers de la section économique et financière du S.R.P.J. de cette ville. Dans les ateliers, situés rue Saintes, non loin de la Canebière, les enquêteurs ont trouvé une machine offset, des ramettes de papier et des encres ayant servi à l'impression de fausses monnaies.

L'imprimeur, M. Jacques Azoulay, cinquante-quatre ans, et son fils Bernard, trente-trois ans, ont été interpellés sur place, le 7 décembre, ainsi qu'une jeune femme, Mlle Brigitte Cholet, vingt-six ans, amie de ce dernier. Tous trois ont été écroués à la prison des Baumettes. Si aucun billet n'a été trouvé lors de la perquisition opérée dans l'imprimerie, les policiers ont toutefois la preuve que les fausses coupures imprimées dans cet atelier représenteraient « une somme de plusieurs millions de francs ».

A l'Office central pour la répression du faux-monnayage, on indiquait, ce mercredi, que, au cours des deux derniers mois, plus de deux cents personnes avaient été interpellées, dans le cadre de l'enquête concernant les fausses coupures de 200 francs. Quelque soixante-dix d'entre elles ont été présentées à la justice. C'est notamment à Paris, Marseille, Bordeaux et Lyon que les policiers ont procédé à ces interpellations, parfois suivies de la saisie de quantités très importantes de faux billets.

Le tribunal correctionnel de Troyes a condamné, le 7 décembre, André Rousseau et Christian Antoine respectivement à deux mois et à cinq mois d'emprisonnement avec sursis, pour avoir cambré la résidence secondaire de M. Lionel Legras, garagiste à Villanave-la-Grande (Aube). Ayant perdu, le 22 novembre 1976, un cil dans l'explosion du transistor piégé qui avait tué son complice, René Vermeulen,

André Rousseau avait déjà été condamné en 1978 à la même peine et avait fait appel de la première décision (Le Monde du 2 décembre).

Christian Antoine, lui, avait toujours nié avoir participé au cambriolage et n'avait été inculpé que cinq ans après les faits. Ces condamnations interviennent quinze jours après l'acquiescement, le 20 novembre, par la cour d'assises de l'Aube, de M. Legras.

« Un mafioso » calabrais condamné en France. — Paolo de Stefano, le chef présumé de la branche calabraise de la Mafia, arrêté le 9 novembre dernier à Antibes par les policiers de la brigade des stupéfiants de Nice (Le Monde du 13 novembre), a été condamné, mardi 7 décembre, par la troisième chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Gènes à quatre mois d'emprisonnement pour « recel de faux documents administratifs ». Il avait été en effet trouvé en possession d'une fausse carte d'identité italienne. De Stefano aurait l'intention d'interjeter appel. D'autre part, la cour d'appel d'Aix-en-Provence devra statuer prochainement sur une demande d'extradition présentée par les autorités italiennes contre Paolo de Stefano. Ce dernier, qui fait l'objet d'un mandat d'arrêt international lancé par un juge d'instruction de Rome, est soupçonné d'avoir organisé un vaste trafic de stupéfiants au profit de la Mafia calabraise. (Corresp. rég.)

NOUVEAU

OFFREZ VOUS UNE SÉANCE DE PSYCHOTHÉRAPIE PAR ORDINATEUR POUR 300 F. POUR BIEN EXPLORER VOS AUTOTÉS ET BIEN DONNER VOS POINTS FAIBLES. Pour profiter de cette offre, veuillez envoyer le B.O.N. suivant accompagné d'un chèque (ou un mandat de 300 F. Vous recevrez un matériel d'autothérapie que vous pouvez utiliser à votre domicile sans avoir besoin de vous déplacer dans les délais les plus courts.

Nom Prénom
Adresse
A RENVOYER AU :
Centre de Biens Psychologiques Intégrés
34, av. des Champs-Élysées 75008 Paris

هتدامن الاصل

1912-1982
70 ans
C'est la fête
PICHONNIER
PHOTO - SON - VIDEO
disc KODAK
148, rue de Grenelle - Paris VII
Nous attendons votre visite

Chauvich's
famous English shoes
collection complète en plusieurs largeurs
J. CARTIER
chasseur pour homme
11 m de la rue Tronchet
rue des Mathurins 8° - tél. 265.25.85

LES BIJOUX CATHERINE DENEUVE
Collier or et diamant.
FRED Joaillier
6 rue Royale, Paris 8° - Tél. 260.30.66 - Le Clézio, 74 Champs-Élysées.
Hôtel Méridien, Paris - Jernypet 0707 - La Croisette, Cannes - Hôtel Lovers, Monte-Carlo.
Byblos, Saint-Tropez - 30, rue du Marché, Genève - Beverly Hills, Houston, Dallas.

GALERIES LAFAYETTE
Les Prix littéraires 82 dédicaceront leur livre aux Galeries Lafayette :

Prix Renaudot 82 :
"La Faculté des Songes" (Editions Grasset)
Georges-Olivier CHATEAUREYNAUD
Jeudi 9 décembre 82 de 12 h 30 à 14 h 30

Prix Médicis 82 :
"l'Enfer et Compagnie" (Editions Grasset)
Jean-François JOSSELYN
Jeudi 9 décembre 82 de 12 h 30 à 14 h 30

Prix Goncourt 82 :
"Dans le Main de l'Ange" (Editions Grasset)
Dominique FERNANDEZ
Vendredi 10 décembre 82 de 12 h 30 à 14 h 30.

Galleries Lafayette
Haussmann

POUR FAIRE LA FÊTE

BIJOUX BURMA
8 bd des Capucines
15 bd de la Madeleine
16 rue de la Paix
60 du Gal-Lederc
du 10 St-Honoré
57 Victor-Hugo

CARNET

Décès

Mariellargues, Avignon, Lyon, Vincennes, Pétzans.
docteur Jacques Antonin et M^{me}, leurs enfants et petits-enfants.
Le pasteur Jean-Pierre Raisin-Dubre et M^{me}, leurs enfants et petits-enfants.
M^{me} et M^{me} André Camu, leurs enfants et petits-enfants.
M^{me} le professeur Jeanne Antonin, M^{me} veuve Gabriel Kacholian et ses enfants.
M^{me} et M^{me} Michel Antonin, leurs enfants et petits-enfants.
ont le chagrin d'annoncer le décès de
M^{me} Pierre ANTONIN,
née Gascou Luedé,
leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère.
Les obsèques auront lieu le jeudi 9 décembre 1982, à 15 heures, au grand temple de Mariellargues.
Seralement de mains au temple.

On nous prie d'annoncer le décès de
M. Jacques ARRANGER,
survécu dans sa soixante-dixième année.
Il fut, de 1911 à 1977, député de la 1^{re} circonscription de la Seine-et-Marne.
L'inhumation aura lieu le jeudi 9 décembre 1982 au cimetière de Pégomas (Alpes-Maritimes).
M. Claude Arranger,
43, rue de la République,
93 Joinville-le-Pont.

La baronne Hélène de Bonafos, Patrice et Isabelle Taudin, Eric de Decker, Bruno, Marie-Françoise Laurent de Camas, ont le chagrin de faire part du décès de
Bernard de BONAFOS,
leur époux, père et beau-père, survenu, à Paris, le mardi 7 décembre 1982, à 11 heures, en l'église d'Anagninville (Calvados) le samedi 11 décembre, à 14 h 30.

Les enseignants des écoles maternelles ont le chagrin de faire part du décès de
M^{me} BORIE,
directrice honoraire
à Saint-Maur.

Le docteur Maurice CARRÉ et M^{me} Geneviève L. Olivier-Carré ont le chagrin de faire part du décès de leur fils
Olivier,
survenu accidentellement le 1^{er} décembre 1982, à l'âge de vingt-six ans.
L'inhumation a eu lieu en présence de sa famille et ses amis le 4 décembre 1982.
Docteur Maurice Carré,
146, rue de Picpus, 75012 Paris.

Ses parents, Frères et sœurs, et toute sa famille font part du décès de
Christiane CROIZÉ-POURCELET,
née sa quarante-troisième année, le 20 novembre 1982.
Les obsèques ont lieu dans l'intimité à l'église Notre-Dame de Versailles.

M^{me} Pierre Daubrey, née Baumann, M^{me} et M^{me} Philippe Daubrey et leurs enfants, M^{me} et M^{me} J.-F. Daubrey et leurs enfants, M^{me} Mayer Baumann, le docteur et M^{me} Gérard Mayer ont le chagrin de faire part de la mort de
M. Pierre DAUBREY,
leur époux, père, grand-père, frère, oncle.
Les obsèques ont lieu dans la famille à Vitry-le-François, le 8 décembre 1982, dans la plus stricte intimité.
Cet avis leur est fait faire-part.
La famille s'excuse de ne pas recevoir.

M^{me} Roger Lacombe, M^{me} et M^{me} Daniel Lacombe, M^{me} et M^{me} et leurs enfants, ont le chagrin de faire part du décès de, leur fils et petit-fils, M. Louis JOLAIN, survenu à Bry-sur-Marne le 4 décembre 1982 à l'âge de soixante-trois ans.
Cet avis leur est fait faire-part.
55, Flanders Road, Chiswick, Londres W 4.

M^{me} Anne-Marie LACOMBE, née Viguerie de Maillet, professeur honoraire au lycée Claude-Debussy à Saint-Germain-en-Laye, leur épouse, mère et grand-mère, ont le chagrin de faire part du décès de, leur fils et petit-fils, M. Louis JOLAIN, survenu à Bry-sur-Marne le 4 décembre 1982 à l'âge de soixante-trois ans.
Cet avis leur est fait faire-part.
La Gérardine, Bendéjun, 06390 Contes.
Résidence Le Val-Vert, A 3254, rue Jacques-Durand, 77210 Avon.
4, rue d'Edouard-Dorville, 94480 Joinville-le-Pont.

M^{me} et M^{me} Jean Pagès, leurs enfants, parents et alliés, ont le chagrin de faire part du décès de
M. Louis JOLAIN, survenu à Bry-sur-Marne le 4 décembre 1982 à l'âge de soixante-trois ans.
Cet avis leur est fait faire-part.
55, Flanders Road, Chiswick, Londres W 4.

M^{me} et M^{me} Jean Pagès, leurs enfants, parents et alliés, ont le chagrin de faire part du décès de
M. Louis JOLAIN, survenu à Bry-sur-Marne le 4 décembre 1982 à l'âge de soixante-trois ans.
Cet avis leur est fait faire-part.
55, Flanders Road, Chiswick, Londres W 4.

M^{me} et M^{me} Jean Pagès, leurs enfants, parents et alliés, ont le chagrin de faire part du décès de
M. Louis JOLAIN, survenu à Bry-sur-Marne le 4 décembre 1982 à l'âge de soixante-trois ans.
Cet avis leur est fait faire-part.
55, Flanders Road, Chiswick, Londres W 4.

M^{me} et M^{me} Jean Pagès, leurs enfants, parents et alliés, ont le chagrin de faire part du décès de
M. Louis JOLAIN, survenu à Bry-sur-Marne le 4 décembre 1982 à l'âge de soixante-trois ans.
Cet avis leur est fait faire-part.
55, Flanders Road, Chiswick, Londres W 4.

M^{me} et M^{me} Jean Pagès, leurs enfants, parents et alliés, ont le chagrin de faire part du décès de
M. Louis JOLAIN, survenu à Bry-sur-Marne le 4 décembre 1982 à l'âge de soixante-trois ans.
Cet avis leur est fait faire-part.
55, Flanders Road, Chiswick, Londres W 4.

M^{me} et M^{me} Jean Pagès, leurs enfants, parents et alliés, ont le chagrin de faire part du décès de
M. Louis JOLAIN, survenu à Bry-sur-Marne le 4 décembre 1982 à l'âge de soixante-trois ans.
Cet avis leur est fait faire-part.
55, Flanders Road, Chiswick, Londres W 4.

M^{me} et M^{me} Jean Pagès, leurs enfants, parents et alliés, ont le chagrin de faire part du décès de
M. Louis JOLAIN, survenu à Bry-sur-Marne le 4 décembre 1982 à l'âge de soixante-trois ans.
Cet avis leur est fait faire-part.
55, Flanders Road, Chiswick, Londres W 4.

M^{me} et M^{me} Jean Pagès, leurs enfants, parents et alliés, ont le chagrin de faire part du décès de
M. Louis JOLAIN, survenu à Bry-sur-Marne le 4 décembre 1982 à l'âge de soixante-trois ans.
Cet avis leur est fait faire-part.
55, Flanders Road, Chiswick, Londres W 4.

M^{me} et M^{me} Jean Pagès, leurs enfants, parents et alliés, ont le chagrin de faire part du décès de
M. Louis JOLAIN, survenu à Bry-sur-Marne le 4 décembre 1982 à l'âge de soixante-trois ans.
Cet avis leur est fait faire-part.
55, Flanders Road, Chiswick, Londres W 4.

LE PÈRE JEAN FLEURY

Le provincial de France, Les Pères de la Compagnie de Jésus.
La famille, font part du décès de
Père Jean FLEURY s. j., chevalier de la Légion d'honneur, de 1939-1940, médaille de la Résistance, médaille des Justes, Ancien président du Conseil de la Vienne, de l'Aumônerie nationale catholique des Gitanes et Tziganes en France, survenu à Pau, le 4 décembre, à l'âge de soixante-dix-sept ans.
Les obsèques ont été célébrées à Pau le 6 décembre.
3, rue Alphons-Daudet, 64000 Pau.
35, rue Montperrand, 64000 Pau.

Le Père Jean Fleury, né à La Salle-en-Laut (Lot-et-Varenne), le 21 février 1905, entré dans la Compagnie de Jésus en 1925, ordonné prêtre en 1928, est nommé à Poitiers en 1941.

En 1942, il s'occupe des Gitanes internés par les nazis et, en juillet, quand s'intensifie la persécution antijuive, il se met à la disposition du Dr Bloch. Aidé par des amis courageux, il parvient à sauver de nombreux enfants. À la libération, il est président du Comité national des Gitanes et Tziganes en France. En 1957, il organise le premier congrès des Gitanes et Tziganes à Lourdes puis, en 1965, le premier congrès international à Rome. Il a été décoré de la médaille des Justes par l'Euro d'Israël.

M^{me} et M^{me} Angelo Francioli, leur fils Richard et toute la famille, ont le chagrin de faire part du décès de
M. Pascal FRANCIOLI,
ancien élève de Sciences-Po Paris,
survenu le 6 décembre 1982, dans sa vingt-cinquième année.
Les obsèques religieuses auront lieu le vendredi 10 décembre, à 11 heures, en l'église de Jouy-en-Josas (Yvelines), suivie de l'inhumation, à 11 heures, de Jouy-en-Josas.
6, rue des Sycomores, 91234 Jouy-en-Josas.

On nous prie d'annoncer le décès de
M. Serge GRUNBERG,
survenu le 7 décembre.
Le service religieux aura lieu en l'église de la paroisse orthodoxe de Sainte-Geneviève-des-Bois (Essonne), le vendredi 10 décembre, à 11 heures.
De la part de sa femme et de ses enfants.
Et de toute la famille.

M^{me} et M^{me} Jean Pagès, leurs enfants, parents et alliés, ont le chagrin de faire part du décès de
M. Louis JOLAIN, survenu à Bry-sur-Marne le 4 décembre 1982 à l'âge de soixante-trois ans.
Cet avis leur est fait faire-part.
55, Flanders Road, Chiswick, Londres W 4.

M^{me} et M^{me} Jean Pagès, leurs enfants, parents et alliés, ont le chagrin de faire part du décès de
M. Louis JOLAIN, survenu à Bry-sur-Marne le 4 décembre 1982 à l'âge de soixante-trois ans.
Cet avis leur est fait faire-part.
55, Flanders Road, Chiswick, Londres W 4.

M^{me} et M^{me} Jean Pagès, leurs enfants, parents et alliés, ont le chagrin de faire part du décès de
M. Louis JOLAIN, survenu à Bry-sur-Marne le 4 décembre 1982 à l'âge de soixante-trois ans.
Cet avis leur est fait faire-part.
55, Flanders Road, Chiswick, Londres W 4.

M^{me} et M^{me} Jean Pagès, leurs enfants, parents et alliés, ont le chagrin de faire part du décès de
M. Louis JOLAIN, survenu à Bry-sur-Marne le 4 décembre 1982 à l'âge de soixante-trois ans.
Cet avis leur est fait faire-part.
55, Flanders Road, Chiswick, Londres W 4.

M^{me} et M^{me} Jean Pagès, leurs enfants, parents et alliés, ont le chagrin de faire part du décès de
M. Louis JOLAIN, survenu à Bry-sur-Marne le 4 décembre 1982 à l'âge de soixante-trois ans.
Cet avis leur est fait faire-part.
55, Flanders Road, Chiswick, Londres W 4.

M^{me} et M^{me} Jean Pagès, leurs enfants, parents et alliés, ont le chagrin de faire part du décès de
M. Louis JOLAIN, survenu à Bry-sur-Marne le 4 décembre 1982 à l'âge de soixante-trois ans.
Cet avis leur est fait faire-part.
55, Flanders Road, Chiswick, Londres W 4.

M^{me} et M^{me} Jean Pagès, leurs enfants, parents et alliés, ont le chagrin de faire part du décès de
M. Louis JOLAIN, survenu à Bry-sur-Marne le 4 décembre 1982 à l'âge de soixante-trois ans.
Cet avis leur est fait faire-part.
55, Flanders Road, Chiswick, Londres W 4.

M^{me} et M^{me} Jean Pagès, leurs enfants, parents et alliés, ont le chagrin de faire part du décès de
M. Louis JOLAIN, survenu à Bry-sur-Marne le 4 décembre 1982 à l'âge de soixante-trois ans.
Cet avis leur est fait faire-part.
55, Flanders Road, Chiswick, Londres W 4.

M^{me} et M^{me} Jean Pagès, leurs enfants, parents et alliés, ont le chagrin de faire part du décès de
M. Louis JOLAIN, survenu à Bry-sur-Marne le 4 décembre 1982 à l'âge de soixante-trois ans.
Cet avis leur est fait faire-part.
55, Flanders Road, Chiswick, Londres W 4.

M^{me} et M^{me} Jean Pagès, leurs enfants, parents et alliés, ont le chagrin de faire part du décès de
M. Louis JOLAIN, survenu à Bry-sur-Marne le 4 décembre 1982 à l'âge de soixante-trois ans.
Cet avis leur est fait faire-part.
55, Flanders Road, Chiswick, Londres W 4.

M^{me} et M^{me} Jean Pagès, leurs enfants, parents et alliés, ont le chagrin de faire part du décès de
M. Louis JOLAIN, survenu à Bry-sur-Marne le 4 décembre 1982 à l'âge de soixante-trois ans.
Cet avis leur est fait faire-part.
55, Flanders Road, Chiswick, Londres W 4.

M^{me} et M^{me} Jean Pagès, leurs enfants, parents et alliés, ont le chagrin de faire part du décès de
M. Louis JOLAIN, survenu à Bry-sur-Marne le 4 décembre 1982 à l'âge de soixante-trois ans.
Cet avis leur est fait faire-part.
55, Flanders Road, Chiswick, Londres W 4.

M^{me} et M^{me} Jean Pagès, leurs enfants, parents et alliés, ont le chagrin de faire part du décès de
M. Louis JOLAIN, survenu à Bry-sur-Marne le 4 décembre 1982 à l'âge de soixante-trois ans.
Cet avis leur est fait faire-part.
55, Flanders Road, Chiswick, Londres W 4.

Jean-Anne, Pierre, Aude et Hugues Ville, ses enfants et petits-enfants, Berthe Masse, sa sœur, ont la tristesse de faire part du décès de
Lacienne MAHÉ de BERDOUARE,
le 1^{er} décembre 1982.
Les obsèques se sont déroulées dans l'intimité familiale.
6, rue du Général-Noël, 92500 Rueil-Malmaison.

M^{me} B. Melamede, née Georges David, Hélène Melamede et leur famille, ont le regret de faire part du décès de
Bernard MELAMEDE,
officier de la Légion d'honneur, médaille de la Résistance, inspecteur général honoraire de l'économie nationale, directeur honoraire du ministère des anciens combattants.
Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.
Résidence « Romains-Lavielle », Domaine d'Emery, 93304 Cergy-Pontoise Cedex.

Inspecteur général honoraire de l'économie nationale, M. Bernard Melamede s'est engagé dans les Forces armées françaises en 1940. Il a exercé d'importantes fonctions au commissariat aux finances du Comité national français. Après la libération, en 1944, il est nommé directeur général des affaires sociales au ministère des prisonniers, déportés et réfugiés. Nommé inspecteur général de l'économie nationale en 1948, il occupe cette haute fonction jusqu'en 1963, date à laquelle il devient directeur général de la Caisse nationale de prévoyance de la fonction publique.

M^{me} Sylvie de Nussac, M^{me} et M^{me} Gérard de Nussac, M^{me} et M^{me} Béatrice de Nussac et leurs enfants, ont le chagrin de faire part du décès de
M^{me} Paul de NUSSAC,
née Gilberte Larochette,
leur mère et grand-mère, survenue à Paris le 6 décembre 1982.
Le service religieux aura lieu le vendredi 10, à 14 heures, en l'église de Saint-Sauveur (Loz), suivi de l'inhumation dans la sépulture de famille.
10, rue Abel, 75012 Paris.

Daniel Riches, Bruno et Hélène Riches, Sa famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de
Juliette RICHEZ,
née Janine,
le 3 décembre 1982.
Cet avis leur est fait faire-part.

Monsieur Vayssière, son épouse, Jean-Luc et Martine, Gilles et Christine Vayssière, ses enfants, Sophie, Anne, Marie, Céline, ses petits-fils, M^{me} Denise Vayssière, André et Tony Fumoux et leurs enfants, Geneviève Grasse, ses enfants et son petit-fils, ses beaux-frères, belles-sœurs, neveux et nièces, Les familles Vayssière, Rascol, Gaffé, Besnard, Guibert, Lesca, Torregrossa, Fumoux, Lemoine, Drouin, ont la tristesse de faire part du décès de
Pierre VAYSSIÈRE,
né le 6 décembre 1922.
Les obsèques auront lieu le jeudi 9 décembre, à 9 h 15, en l'église Saint-Germain à Saint-Germain-en-Laye (Yvelines).
Le 9 décembre 20 heures, salle Olympe, 22, rue Marceau, Paris-12.
Métro Nation ou Pigalle.

Pour préparer Noël : la communauté dominicaine de l'Arbrele et du centre Albert-le-Grand invitent à « Vivre trois jours de solidarité avec nos amis d'Amérique latine », avec la participation de Paul Baudiquet, M^{me} Sœur et Frères de la communauté de M^{me} au 25. Renseignements et inscriptions : M^{me} Le Corbassier, R.P. 105, 69210 L'Arbrele. (Tél. : 74) 01-01-03).

Pour préparer Noël : la communauté dominicaine de l'Arbrele et du centre Albert-le-Grand invitent à « Vivre trois jours de solidarité avec nos amis d'Amérique latine », avec la participation de Paul Baudiquet, M^{me} Sœur et Frères de la communauté de M^{me} au 25. Renseignements et inscriptions : M^{me} Le Corbassier, R.P. 105, 69210 L'Arbrele. (Tél. : 74) 01-01-03).

Pour préparer Noël : la communauté dominicaine de l'Arbrele et du centre Albert-le-Grand invitent à « Vivre trois jours de solidarité avec nos amis d'Amérique latine », avec la participation de Paul Baudiquet, M^{me} Sœur et Frères de la communauté de M^{me} au 25. Renseignements et inscriptions : M^{me} Le Corbassier, R.P. 105, 69210 L'Arbrele. (Tél. : 74) 01-01-03).

Pour préparer Noël : la communauté dominicaine de l'Arbrele et du centre Albert-le-Grand invitent à « Vivre trois jours de solidarité avec nos amis d'Amérique latine », avec la participation de Paul Baudiquet, M^{me} Sœur et Frères de la communauté de M^{me} au 25. Renseignements et inscriptions : M^{me} Le Corbassier, R.P. 105, 69210 L'Arbrele. (Tél. : 74) 01-01-03).

Pour préparer Noël : la communauté dominicaine de l'Arbrele et du centre Albert-le-Grand invitent à « Vivre trois jours de solidarité avec nos amis d'Amérique latine », avec la participation de Paul Baudiquet, M^{me} Sœur et Frères de la communauté de M^{me} au 25. Renseignements et inscriptions : M^{me} Le Corbassier, R.P. 105, 69210 L'Arbrele. (Tél. : 74) 01-01-03).

Pour préparer Noël : la communauté dominicaine de l'Arbrele et du centre Albert-le-Grand invitent à « Vivre trois jours de solidarité avec nos amis d'Amérique latine », avec la participation de Paul Baudiquet, M^{me} Sœur et Frères de la communauté de M^{me} au 25. Renseignements et inscriptions : M^{me} Le Corbassier, R.P. 105, 69210 L'Arbrele. (Tél. : 74) 01-01-03).

Pour préparer Noël : la communauté dominicaine de l'Arbrele et du centre Albert-le-Grand invitent à « Vivre trois jours de solidarité avec nos amis d'Amérique latine », avec la participation de Paul Baudiquet, M^{me} Sœur et Frères de la communauté de M^{me} au 25. Renseignements et inscriptions : M^{me} Le Corbassier, R.P. 105, 69210 L'Arbrele. (Tél. : 74) 01-01-03).

Pour préparer Noël : la communauté dominicaine de l'Arbrele et du centre Albert-le-Grand invitent à « Vivre trois jours de solidarité avec nos amis d'Amérique latine », avec la participation de Paul Baudiquet, M^{me} Sœur et Frères de la communauté de M^{me} au 25. Renseignements et inscriptions : M^{me} Le Corbassier, R.P. 105, 69210 L'Arbrele. (Tél. : 74) 01-01-03).

Pour préparer Noël : la communauté dominicaine de l'Arbrele et du centre Albert-le-Grand invitent à « Vivre trois jours de solidarité avec nos amis d'Amérique latine », avec la participation de Paul Baudiquet, M^{me} Sœur et Frères de la communauté de M^{me} au 25. Renseignements et inscriptions : M^{me} Le Corbassier, R.P. 105, 69210 L'Arbrele. (Tél. : 74) 01-01-03).

Pour préparer Noël : la communauté dominicaine de l'Arbrele et du centre Albert-le-Grand invitent à « Vivre trois jours de solidarité avec nos amis d'Amérique latine », avec la participation de Paul Baudiquet, M^{me} Sœur et Frères de la communauté de M^{me} au 25. Renseignements et inscriptions : M^{me} Le Corbassier, R.P. 105, 69210 L'Arbrele. (Tél. : 74) 01-01-03).

Pour préparer Noël : la communauté dominicaine de l'Arbrele et du centre Albert-le-Grand invitent à « Vivre trois jours de solidarité avec nos amis d'Amérique latine », avec la participation de Paul Baudiquet, M^{me} Sœur et Frères de la communauté de M^{me} au 25. Renseignements et inscriptions : M^{me} Le Corbassier, R.P. 105, 69210 L'Arbrele. (Tél. : 74) 01-01-03).

Pour préparer Noël : la communauté dominicaine de l'Arbrele et du centre Albert-le-Grand invitent à « Vivre trois jours de solidarité avec nos amis d'Amérique latine », avec la participation de Paul Baudiquet, M^{me} Sœur et Frères de la communauté de M^{me} au 25. Renseignements et inscriptions : M^{me} Le Corbassier, R.P. 105, 69210 L'Arbrele. (Tél. : 74) 01-01-03).

Pour préparer Noël : la communauté dominicaine de l'Arbrele et du centre Albert-le-Grand invitent à « Vivre trois jours de solidarité avec nos amis d'Amérique latine », avec la participation de Paul Baudiquet, M^{me} Sœur et Frères de la communauté de M^{me} au 25. Renseignements et inscriptions : M^{me} Le Corbassier, R.P. 105, 69210 L'Arbrele. (Tél. : 74) 01-01-03).

Remerciements

M^{me} Paul Lecouvette, Ses enfants et petits-enfants, très touchés des marques de sympathie que vous leur avez témoignées lors du décès de
Paul LECOUVETTE,
vous expriment leurs très sincères remerciements.

Profondément touchés des nombreuses marques de sympathie qui lui ont été témoignées lors du décès de
Docteur Paul LODÉON,
sa famille vous exprime ses sentiments de reconnaissance et ses remerciements émus.
Châtière, 97200 Fort-de-France Martinique.

Anniversaires

L'association Charles-Dullin demande à ses adhérents, aux amis et administrateurs de
Charles DULLIN,
une fidèle pensée pour le trentième anniversaire de sa disparition.
Elle les invite à se réunir, le samedi 11 décembre 1982, à 9 h 45 à Paris, place Charles-Dullin, pour fleurir la plaque apposée au Théâtre de l'Atelier à la mémoire de son fondateur.
Elle les informe qu'une messe anniversaire sera célébrée, le même jour, à 11 heures, en l'église Saint-Roch, 296, rue Saint-Honoré à Paris-1^{er}, par le Père Leteron.

Messes anniversaires

Pour le cinquantième anniversaire de la mort de
docteur Georges HARET,
pionnier de la radiologie, victime de la science,
une messe sera dite à son intention, le mardi 14 décembre 1982, à 18 h 30, en l'église de la Sainte-Trinité.
De la part de M^{me} de Marguerite Haret, sa fille, de la Société française de radiologie médicale.

Communications diverses

Nano Stern sera heureux de vous présenter les récentes peintures de Raymond Gudin, du 30 novembre 1982 au 8 janvier 1983, tous les jours sauf dimanche et lundi, de 15 heures à 20 h 30, au 1^{er} étage, 10 heures à 12 heures, 25, avenue de Tourville, 75007 Paris (tél. 705-08-46).

La Maison de Saint-Exupéry, 16, boulevard Haussmann, accueillera du 31 décembre les œuvres de Maurice Jacquemont et les poèmes de Jean-Charles Ouvreit tous les jours, une interruption, de 9 heures à 19 heures, sauf le dimanche.

Pour le cinquantième anniversaire de la mort de
Père Lucien Laberthonnière, une conférence de Paul Solari sur : « Le Dieu de charité selon Laberthonnière », sous la présidence de Mgr Eyt, recteur de l'Institut catholique de Paris, et du Père Milon, supérieur général de l'Oratoire, le jeudi 16 décembre 1982, à 20 h 30, salle des Actes, 21, rue d'Assas, 75270 Paris Cedex 06. Métro Saint-Philippe ou Saint-Basile.

Le service Jeunes de la Mission de France propose une soirée ouverte sur le thème : « Noël démasqué, Noël à construire », avec Jean Debryne, le chanteur Gaston de Courcy, le dessinateur Plantu, le pianiste argentin Nansen Vilario et la chorégraphe argentine Ana Haberli.

Le 9 décembre, 20 heures, salle Olympe, 22, rue Marceau, Paris-12. Métro Nation ou Pigalle.

Pour préparer Noël : la communauté dominicaine de l'Arbrele et du centre Albert-le-Grand invitent à « Vivre trois jours de solidarité avec nos amis d'Amérique latine », avec la participation de Paul Baudiquet, M^{me} Sœur et Frères de la communauté de M^{me} au 25. Renseignements et inscriptions : M^{me} Le Corbassier, R.P. 105, 69210 L'Arbrele. (Tél. : 74) 01-01-03).

Pour préparer Noël : la communauté dominicaine de l'Arbrele et du centre Albert-le-Grand invitent à « Vivre trois jours de solidarité avec nos amis d'Amérique latine », avec la participation de Paul Baudiquet, M^{me} Sœur et Frères de la communauté de M^{me} au 25. Renseignements et inscriptions : M^{me} Le Corbassier, R.P. 105, 69210 L'Arbrele. (Tél. : 74) 01-01-03).

Pour préparer Noël : la communauté dominicaine de l'Arbrele et du centre Albert-le-Grand invitent à « Vivre trois jours de solidarité avec nos amis d'Amérique latine », avec la participation de Paul Baudiquet, M^{me} Sœur et Frères de la communauté de M^{me} au 25. Renseignements et inscriptions : M^{me} Le Corbassier, R.P. 105, 69210 L'Arbrele. (Tél. : 74) 01-01-03).

Pour préparer Noël : la communauté dominicaine de l'Arbrele et du centre Albert-le-Grand invitent à « Vivre trois jours de solidarité avec nos amis d'Amérique latine », avec la participation de Paul Baudiquet, M^{me} Sœur et Frères de la communauté de M^{me} au 25. Renseignements et inscriptions : M^{me} Le Corbassier, R.P. 105, 69210 L'Arbrele. (Tél. : 74) 01-01-03).

Pour préparer Noël : la communauté dominicaine de l'Arbrele et du centre Albert-le-Grand invitent à « Vivre trois jours de solidarité avec nos amis d'Amérique latine », avec la participation de Paul Baudiquet, M^{me} Sœur et Frères de la communauté de M^{me} au 25. Renseignements et inscriptions : M^{me} Le Corbassier, R.P. 105, 69210 L'Arbrele. (Tél. : 74) 01-01-03).

Pour préparer Noël : la communauté dominicaine de l'Arbrele et du centre Albert-le-Grand invitent à « Vivre trois jours de solidarité avec nos amis d'Amérique latine », avec la participation de Paul Baudiquet, M^{me} Sœur et Frères de la communauté de M^{me} au 25. Renseignements et inscriptions : M^{me} Le Corbassier, R.P. 105, 69210 L'Arbrele. (Tél. :

**MAGASIN
ENTIÈREMENT
RÉNOVÉ**
Nouveaux modèles,
nouvelles lignes,
nouvelles accessoires...

La maison des BIBLIOTHEQUES

Paris • Bruxelles • Genève • New York • Rome • Rotterdam • Vienne

PARIS : 61, RUE FROIDEVAUX, 14°

Dans notre
Catalogue Gratuit

250
MEUBLES BIBLIOTHEQUES
OU
VITRES NON
JUXTAPOSABLES
SUPERPOSABLES
DEMONTABLES



DU MEUBLE INDIVIDUEL... AU GRAND ENSEMBLE...

CONTEMPORAINES 80 MODELES-JUSTAPOSABLES-SUPERPOSABLES 8 hauteurs - 3 largeurs - 3 profondeurs - 2 faces, notes de montage et de partie. Montants et traverses en aluminium anodisé brossé. Pincas d'assemblage. Pieds à visser. Plastique noir. Cotes et fonds en mélaminé double face 8 mm, trépanés aluminium anodisé. Étagères réglables en aggloméré mélaminé double face 19 mm, chant avant avec T aluminium anodisé.

VITRAGES : Nos modèles Contemporains peuvent être équipés facilement et séparément de portes coulissantes, en verre ou en glaces paroi bronze de 8 mm d'épaisseur. Ces glaces coulissent dans des traverses spéciales et peuvent être placées à n'importe quel

endroit de votre bibliothèque. Le système complet (2 glaces, 2 traverses, est livré en supplément des meubles.

Ce magnifique ensemble Contemporain est constitué par simple juxtaposition de 3 modèles : PA 7 35 B et un PA 9 35 B en angle avec profilé d'angle arrondi. La bibliothèque en relief (PA 8 35 B) est équipée d'une vitrine à vitres coulissantes en paroi lisse.

Dimensions : 2,45 m - Largeur : PA 7 35 B - 118 cm - PA 9 35 B - 94 cm - Profondeur utile : 30 cm - Contenance totale : 510 volumes.

Le même ensemble peut être réalisé en 2 mètres de hauteur et en profondeur utile 30 ou 20 centimètres.

Ces modèles sont entièrement équipables de vitres coulissantes sur option.

Installez-vous, vous-même, ultra rapidement et facilement A DES PRIX IMBATTABLES



Nos modèles vous permettent de monter et d'agrandir votre bibliothèque au fur et à mesure de vos besoins, par simple pose sans aucune installation.

Pour ranger, protéger vos livres... Incorporer votre télévision... votre chaîne Hi-Fi... décorer votre intérieur. Que soient la place dont vous disposez, en hauteur, en largeur, en profondeur... le format de vos livres et le style de votre intérieur. La Bibliothèque répond à tous vos problèmes. D'innombrables possibilités d'assemblage par juxtaposition et superposition à partir de plus de 250 modèles ainsi que de nombreuses options possibles, permettent de réaliser la bibliothèque de votre goût exactement adaptée à vos problèmes.

Notre catalogue gratuit de LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES (112 pages en couleurs), vous renseignera le tarif qui vous permettra de chiffrer l'installation et nos spécialistes pourront, en plus, vous conseiller les magasins.

Paris : 61, rue Froidevaux, 14°.

Mégastore ouverte le lundi de 14 h à 19 h, et du mardi au samedi inclus de 9 h à 19 h sans interruption.

Métro : Denfert-Rochereau - Gaité - Edgar-Quinet. Autobus : 28 - 38 - 58 - 88

BORDEAUX, 10, r. de la République, (56) 44 39 42

CLERMONT-FERRAND, 10, r. de la République, (73) 44 39 42

GRENOBLE, 10, r. de la République, (73) 44 39 42

LILLE, 88, r. Esquermoise, (20) 56 68 38

LYON, 8, r. de la République, (77) 828 38 51

MARSEILLE, 10, r. Paradis (métro Estrangin), (91) 37 60 54

MONTPELLIER, 10, r. de la République, (67) 58 19 32

TOURS, 10, r. de la République, (47) 44 39 42

TOULOUSE, 11, rue des Bouchers, (89) 36 73 78

STRASBOURG, 11, rue des Bouchers, (89) 36 73 78

TOULOUSE, 11, rue des Bouchers, (89) 36 73 78

TOULOUSE, 11, rue des Bouchers, (89) 36 73 78

TOULOUSE, 11, rue des Bouchers, (89) 36 73 78

TOULOUSE, 11, rue des Bouchers, (89) 36 73 78

TOULOUSE, 11, rue des Bouchers, (89) 36 73 78

TOULOUSE, 11, rue des Bouchers, (89) 36 73 78

TOULOUSE, 11, rue des Bouchers, (89) 36 73 78

TOULOUSE, 11, rue des Bouchers, (89) 36 73 78

TOULOUSE, 11, rue des Bouchers, (89) 36 73 78

TOULOUSE, 11, rue des Bouchers, (89) 36 73 78

TOULOUSE, 11, rue des Bouchers, (89) 36 73 78

TOULOUSE, 11, rue des Bouchers, (89) 36 73 78

TOULOUSE, 11, rue des Bouchers, (89) 36 73 78

TOULOUSE, 11, rue des Bouchers, (89) 36 73 78

TOULOUSE, 11, rue des Bouchers, (89) 36 73 78

TOULOUSE, 11, rue des Bouchers, (89) 36 73 78

TOULOUSE, 11, rue des Bouchers, (89) 36 73 78

TOULOUSE, 11, rue des Bouchers, (89) 36 73 78

BON POUR UN CATALOGUE GRATUIT

à LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES, 7580 PARIS 14

Envoyez ce coupon par la poste, votre catalogue en couleurs contenant

les dernières nouveautés, largeurs, profondeurs, matériaux, ventes,

références, etc., sur vos modèles : STANDARD, RUSTIQUES,

CONTEMPORAINS, LIGNE NOIRE.

Nom : _____ Prénom : _____

N° : _____ Rue : _____

Batiment : _____ Escalier : _____

Postale : _____ Ville : _____

CATALOGUE PAR TELEPHONE (1) 320.73.33

REPONDEUR AUTOMATIQUE

24 H SUR 24 H

24 H SUR 24 H

24 H SUR 24 H

24 H SUR 24 H

24 H SUR 24 H

24 H SUR 24 H

24 H SUR 24 H

24 H SUR 24 H

24 H SUR 24 H

24 H SUR 24 H

24 H SUR 24 H

24 H SUR 24 H

24 H SUR 24 H

24 H SUR 24 H

24 H SUR 24 H

24 H SUR 24 H

24 H SUR 24 H

24 H SUR 24 H

INFORMATIONS « SERVICES »

LA MAISON

A coudre et à broder

Les nouveaux ouvrages, assortis d'explications très précises, permettent aux moins expérimentés de réaliser des vêtements ou des accessoires d'habillage pour enfants, de leur apprendre à coudre et à broder.

Il y a treize ans, le style de mode enfantine était lancé par le magasin Petit faune. Aujourd'hui s'ouvrent les boutiques « Ouvrages Petit faune » pour que les mamans puissent réaliser elles-mêmes les modèles créés par Sylvie Lousier. Dans un livre de marbre, il y a de terre cuite, y a les patrons, les tissus, les boutons, les dentelles nécessaires à leur réalisation. Tous les modèles sont exposés, montés en toile à patron. La brassière à col pétales en tissu Liberty revient à 120 F ; la salopette de velours, 120 F ; une robe taille 120 ans, 130 F, etc. environ.

Les livres Petit faune sont vendus en kit : explication du modèle, patron, tissu, boutons, dentelles, etc. La griffe, les boutons, les dentelles, les tissus qui renouvellent le style layette. Les poupées ont leurs tricotés et leurs vêtements en patrons.

Madeline Deny, dans sa boutique Si tu veux, la galerie Vivienne, a pensé également aux poupées. Ici, ce n'est pas des poupées de porcelaine, mais des poupées de tissu, en kit, à coudre ou à broder. Les poupées ont leurs tricotés et leurs vêtements en patrons. Les poupées ont leurs tricotés et leurs vêtements en patrons.

Pour un kit costumé, des déguisements sont proposés en kit à coudre : la robe, le pantalon, la jupe, la chemise, etc. Les poupées ont leurs tricotés et leurs vêtements en patrons.

A Beaubourg, il y a deux ans, le Centre Pompidou, Laurence Roque, a ouvert un magasin de couture. Elle propose des modèles de vêtements pour enfants, de leur apprendre à coudre et à broder.

Outre les modèles de vêtements, il y a des modèles de broderie. Les poupées ont leurs tricotés et leurs vêtements en patrons.

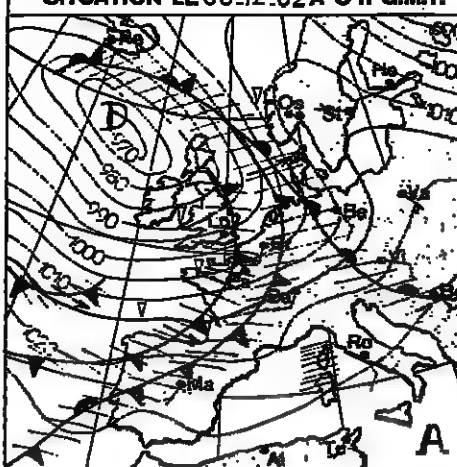
De nombreux ouvrages de broderie et de tapisserie figurent sur le catalogue de Lousier. Les poupées ont leurs tricotés et leurs vêtements en patrons.

JANY AUJAME. Ouvrages Petit faune, 89, rue de Rennes, Paris 6. 24, rue Saint-Michel, Le Mans. 24, rue Saint-Michel, Le Mans. 24, rue Saint-Michel, Le Mans.

(1) Galerie Vivienne, le salon de thé A priori-thé organise le dimanche, jusqu'à Noël, des goûters d'enfants (30 F) avec animation : chansons, dessins, maquillages-jeux.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 08.12.82 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 8 décembre à 0 heure et le jeudi 9 décembre à 0 heure.

Une zone dépressionnaire s'étendait du sud du Groenland à l'Écosse, commandant une rapide circulation perturbée de l'Atlantique à la France.

Le temps sera généralement nuageux et pluvieux. Sur la Corse, des averses locales sont possibles. Sur les Alpes, le temps sera nuageux et pluvieux.

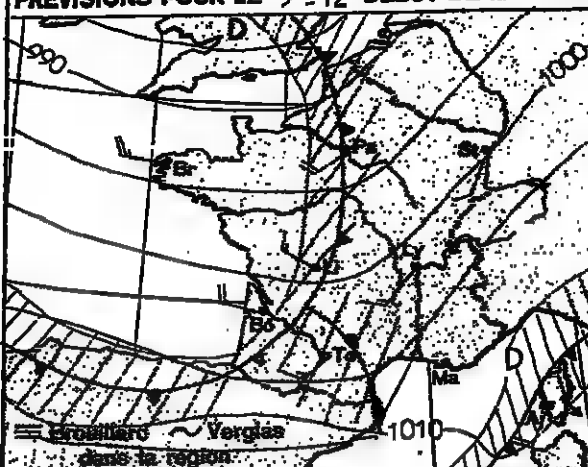
Sur les autres régions, le régime des pluies variera au cours de la journée. Le matin, elles seront caractérisées par des pluies d'averse, puis par des pluies de pluie.

Les températures maximales seront de 11 à 13° sur les régions, 13 à 15° sur les régions méditerranéennes, 8 à 10° dans le Nord-Est, 10° ailleurs. Les minimales, de 4 à 6° près de la Manche, 4 à 6° ailleurs.

La pression atmosphérique sera au niveau de 1013 hPa à Paris, le 8 décembre à 7 heures, de 1007,4 hPa, soit 75,6 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée, le second le minimum de la nuit du 7 décembre au 8 décembre) : Ajaccio, 14 et 11 degrés ; Biarritz, 17 et 11 ; Bordeaux, 15 et 11 ; Bourges, 13 et 10 ; Brest, 13 et 8 ; Caen,

PRÉVISIONS POUR LE 9.12 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 8 décembre à 0 heure et le jeudi 9 décembre à 0 heure.

Une zone dépressionnaire s'étendait du sud du Groenland à l'Écosse, commandant une rapide circulation perturbée de l'Atlantique à la France.

Le temps sera généralement nuageux et pluvieux. Sur la Corse, des averses locales sont possibles. Sur les Alpes, le temps sera nuageux et pluvieux.

Sur les autres régions, le régime des pluies variera au cours de la journée. Le matin, elles seront caractérisées par des pluies d'averse, puis par des pluies de pluie.

Les températures maximales seront de 11 à 13° sur les régions, 13 à 15° sur les régions méditerranéennes, 8 à 10° dans le Nord-Est, 10° ailleurs. Les minimales, de 4 à 6° près de la Manche, 4 à 6° ailleurs.

La pression atmosphérique sera au niveau de 1013 hPa à Paris, le 8 décembre à 7 heures, de 1007,4 hPa, soit 75,6 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée, le second le minimum de la nuit du 7 décembre au 8 décembre) : Ajaccio, 14 et 11 degrés ; Biarritz, 17 et 11 ; Bordeaux, 15 et 11 ; Bourges, 13 et 10 ; Brest, 13 et 8 ; Caen,

MODE

BONNE TENUE DU PRÊT-A-PORTER

Le Salon international du prêt-à-porter féminin se prépare à ouvrir ses portes du 12 au 16 février 1983 à la Porte de Versailles (Le Monde du 4 septembre). Ses 1 200 à 1 500 exposants sont rassemblés par affinités et genre de clientèle. Le Salon des journées de mode, du 12 au 23 mars, présentera, autour des réalisations des couturiers créateurs, les productions du Salon de gamme « première vision », de tissus et, sans doute, le Salon de la fourrure.

L'industrie française du prêt-à-porter a bien comporté pendant les neuf premiers mois de l'année : la production a augmenté de 7 % en volume par rapport aux neuf premiers mois de 1981. Les ventes, au détail, à l'inverse, accusent un net fléchissement à partir du 1er novembre, beaucoup de boutiques ayant fait leurs achats avant le déblocage des prix.

Sur le marché international, la vente progresse à 30 % des ventes italiennes, tandis que les ventes françaises de prêt-à-porter asiatique continuent de renforcer leur pénétration sur le marché français.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel le mercredi 8 décembre :

UN DÉCRET

Le décret de publication de la disposition complémentaire concernant le mode de conversion du franc-or prévu aux articles 57 de la C.I.M. (Convention internationale concernant le transport des marchandises par chemin de fer), 53 de la C.I.V. (Convention internationale concernant le transport des voyageurs et des bagages par chemin de fer) et 21 de la convention additionnelle à la C.I.V., adoptée à Berne le 11 novembre 1977.

DES ARRÊTÉS

Le décret de création de départements au C.N.R.S.

UNE INSTRUCTION

Abrogation d'une précédente instruction relative aux certificats de navigabilité.

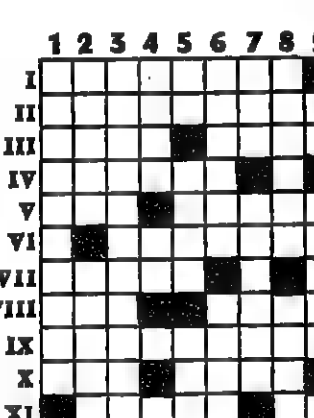
SEMINAIRES

Le Cercle I.C.H. organise un séminaire d'expertise et d'arbitrage dans les relations internationales sous la direction de M. Paré, les 17 et 18 janvier 1983, 7 et 8 mars et 9 et 10 mai, soit six demi-journées. Les inscriptions seront prises du 1er décembre au 15 janvier au secrétariat de l'I.C.H., 2, rue Condé, 75003 Paris.

* Pour tous renseignements, téléphoner au 277-82-96.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME 3117



HORIZONTALEMENT

I. mineurs qui doivent piocher. - II. Un homme qui peut habiller des duchesses. - III. Sa vallée fut le théâtre d'une grande bataille. Permet de relever. - IV. Pour charnières, c'était un jeton de préférence. - V. Ne se dégonfla pas. - VI. Comme un cheval sur lequel il y a de grosses mouches. - VII. Un tout petit peu de liquide. - VIII. Qui se sévère. Gros, c'est une belle machine. - IX. Qui peut piquer si on le pique. - X. Ville du Nigeria. Servait pour le... - XI. Qui n'ont pu le faire.

VERTICALEMENT

1. Quand on veut l'étudier, il faut être prêt à mourir de racines. - 2. Mis en boîte. Encombre les hommes. - 3. Peut qualifier un homme qui se produit. - 4. Va à Rome. Pronom. - 5. Canton. Qui ne donnera aucun mal. Semblable. - 6. Cercle. - 7. Sur... bretonne. - 8. Est moins... que... Qui a donc trop attendu. - 9. Participe. Repas pour un petit mammifère.

Solution du problème 3336

Horizontalement

I. Solitaire. - II. Ebénistes. - III. Révoltant. - IV. Pi. Utile. - V. Is. Cl. - VI. L.S.D. Cœur.

- VII. Laid. T.N.T. - VIII. Inuit. - IX. Etroit. - X. Renne. - XI. Nobel.

Verticalement

1. Serpillière. - 2. Obéissance. - 3. Lev. Diurne. - 4. Inuit. Dion. - 5. Tilt. Tien. - 6. Asticot. - 7. Italien. Ob. - 8. Réa. Utopie. - 9. Est. Or. Noël.

GUY BROUTY.

Halte au Vol

à 5 points

IZIS - LAPERCHE ou PICARD

GARANTI 5 ANS

1 blindage

15/10

goujons d'acier anti-dégondage

renforcement du bâti bois par 1 cornière en acier

3 cornières anti-pince

l'extérieur sur le pourtour de la porte

1 barre de seuil

OFFRE EXCEPTIONNELLE

valable jusqu'au 31.12.82 (au lieu de 3.350 F)

3.000 F TTC

Pose et dépt. compris PARIS-BANLIEUE

PARIS PROTECTION

55, rue de la Motte Picquet 75015 PARIS

566.65.20

CREDIT GRATUIT

à verser

PARIS EN VISITES

JEUDI 9 DÉCEMBRE

Bibliothèque Forney, 14 h 30, 1, rue de la Harpe, Paris 5.

Exposition Fantin-Latour, 14 h 30, Grand Palais, M° Châteauboulevard.

De Carthage à Kairouan, 15 heures, Grand Palais, M° Angot.

Exposition Oudry, 15 heures, Grand Palais (Approche de l'Art).

UNESCO, 14 h 30, place de Fontenay (L'Art pontifical).

Palais de Justice, 12 heures, Cité M. Carny.

Evocation d'Alphonse Bertillon, 14 h 30, 16, rue Antoine-Bourdelle, M° Fernand.

Exposition Oudry, 15 heures, Grand Palais, M° Hager.

Hôtel Camondo, 12 heures, 63, rue de Monceau, M° Hauser.

Les typographes, 15 heures, monuments français (Histoire archéologique).

Chez un tourneur d'ébène, 15 heures, 15, rue d'Artois-Métiers, M° Javel.

Eclatement de l'impressionnisme, 14 h 30, 2, rue Maurice-Denis à Saint-Germain-en-Laye (Musée du Priou).

L'Hôtel Carnavalet, 15 heures, 23, rue de Sévigné (Paris) histoire).

Rues, moyennes du quartier Latin, 14 h 30, 30, rue Cardinale-Lemoine (Paris pittoresque insolite).

Hôtel l'île Saint-Louis, 14 h 30, 30, rue de la Harpe (Résurrection du passé).

La gare Saint-Lazare, 14 h 30, 15, rue de la Harpe (Tourisme culturel).

Hôtel, église de l'île Saint-Louis, 14 h 30, 12, boulevard Henri-IV (Le Vieux Paris).

Exposition Oudry, 11 h 45, Grand Palais, M° Châteauboulevard.

L'Orient des croisades et un royaume sur l'Euphrate au temps des Hittites, 15 h, palais de Tokyo (Vi-Vieux Paris).

VENDREDI 10 DÉCEMBRE

Exposition Oudry, 12 h 30, Palais Mlle Garnier-Ahlberg. Naissance gothique à Saint-Denis, 14 h 30, portail de la basilique M. Guillemin.

Hôtel de Soubise, 15 heures, 60, rue des Francs-Bourgeois (Mme Bouquet à Chaux).

Musée Carnavalet, 15 heures, 23, rue de Sévigné, M° Dubouché (Caisse nationale des monuments historiques).

Musée Zadkine, 15 heures, 100 bis, rue d'Assas (Approche de l'Art).

Exposition Oudry, 14 h 45, Grand Palais (Art et curiosités de Paris).

Exposition Fantin-Latour, 14 h 30, Grand Palais, M° Châteauboulevard.

La Liberté guidant le peuple, 14 heures, porte Janard, M. Bouchard.

Palais de Justice, 15 h, Cité M. Carny.

Musée d'Art et d'Histoire, 15 heures, 15, rue de la Harpe (Caisse nationale des monuments historiques).

Exposition, 15 heures, 15, rue de la Harpe (Caisse nationale des monuments historiques).

Exposition, 15 heures, 15, rue de la Harpe (Caisse nationale des monuments historiques).

Exposition, 15 heures, 15, rue de la Harpe (Caisse nationale des monuments historiques).

Exposition, 15 heures, 15, rue de la Harpe (Caisse nationale des monuments historiques).

Exposition, 15 heures, 15, rue de la Harpe (Caisse nationale des monuments historiques).

Exposition, 15 heures, 15, rue de la Harpe (Caisse nationale des monuments historiques).

Exposition, 15 heures, 15, rue de la Harpe (Caisse nationale des monuments historiques).

Exposition, 15 heures, 15, rue de la Harpe (Caisse nationale des monuments historiques).

Exposition, 15 heures, 15, rue de la Harpe (Caisse nationale des monuments historiques).

Exposition, 15 heures, 15, rue de la Harpe (Caisse nationale des monuments historiques).

Exposition, 15 heures, 15, rue de la Harpe (Caisse nationale des monuments historiques).

Exposition, 15 heures, 15, rue de la Harpe (Caisse nationale des monuments historiques).

Exposition, 15 heures, 15, rue de la Harpe (Caisse nationale des monuments historiques).

Exposition, 15 heures, 15, rue de la Harpe (Caisse nationale des monuments historiques).

Exposition, 15 heures, 15, rue de la Harpe (Caisse nationale des monuments historiques).

Exposition, 15 heures, 15, rue de la Harpe (Caisse nationale des monuments historiques).

Exposition, 15 heures, 15, rue de la Harpe (Caisse nationale des monuments historiques).

Exposition, 15 heures, 15, rue de la Harpe (Caisse nationale des monuments historiques).

Exposition, 15 heures, 15, rue de la Harpe (Caisse nationale des monuments historiques).

Exposition, 15 heures, 15, rue de la Harpe (Caisse nationale des monuments historiques).

Exposition, 15 heures, 15, rue de la Harpe (Caisse nationale des monuments historiques).

Exposition, 15 heures, 15, rue de la Harpe (Caisse nationale des monuments historiques).

Exposition, 15 heures, 15, rue de la Harpe (Caisse nationale des monuments historiques).

Exposition, 15 heures, 15, rue de la Harpe (Caisse nationale des monuments historiques).

Exposition, 15 heures, 15, rue de la Harpe (Caisse nationale des monuments historiques).

Exposition, 15 heures, 15, rue de la Harpe (Caisse nationale des monuments historiques).

Exposition, 15 heures, 15, rue de la Harpe (Caisse nationale des monuments historiques).

Exposition, 15 heures, 15, rue de la Harpe (Caisse nationale des monuments historiques).

Exposition, 15 heures, 15, rue de la Harpe (Caisse nationale des monuments historiques).

Exposition, 15 heures, 15, rue de la Harpe (Caisse nationale des monuments historiques).

Exposition, 15 heures, 15, rue de la Harpe (Caisse nationale des monuments historiques).

Exposition, 15 heures, 15, rue de la Harpe (Caisse nationale des monuments historiques).

Exposition, 15 heures, 15, rue de la Harpe (Caisse nationale des monuments historiques).

Exposition, 15 heures, 15, rue de la Harpe (Caisse nationale des monuments historiques).

Exposition, 15 heures, 15, rue de la Harpe (Caisse nationale des monuments historiques).

Exposition, 15 heures, 15, rue de la Harpe (Caisse nationale des monuments historiques).

Exposition, 15 heures, 15, rue de la Harpe (Caisse nationale des monuments historiques).

Conférences

JEUDI 9 DÉCEMBRE

14 h 30, 26, rue Bergère, M. Louis : Le symbolisme en astrologie (L'Homme et la connaissance).

14 h 30, 26, rue Bergère, M. Louis : Le symbolisme en astrologie (L'Homme et la connaissance).

14 h 30, 26, rue Bergère, M. Louis : Le symbolisme en astrologie (L'Homme et la connaissance).

14 h 30, 26, rue Bergère, M. Louis : Le symbolisme en astrologie (L'Homme et la connaissance).

14 h 30, 26, rue Bergère, M. Louis : Le symbolisme en astrologie (L'Homme et la connaissance).

14 h 30, 26, rue Bergère, M. Louis : Le symbolisme en astrologie (L'Homme et la connaissance).

14 h 30, 26, rue Bergère, M. Louis : Le symbolisme en astrologie (L'Homme et la connaissance).

14 h 30, 26, rue Bergère, M. Louis : Le symbolisme en astrologie (L'Homme et la connaissance).

14 h 30, 26, rue Bergère, M. Louis : Le symbolisme en astrologie (L'Homme et la connaissance).

14 h 30, 26, rue Bergère, M. Louis : Le symbolisme en astrologie (L'Homme et la connaissance).

14 h 30, 26, rue Bergère, M. Louis : Le symbolisme en astrologie (L'Homme et la connaissance).

14 h 30, 26, rue Bergère, M. Louis : Le symbolisme en astrologie (L'Homme et la connaissance).

14 h 30, 26, rue Bergère, M. Louis : Le symbolisme en astrologie (L'Homme et la connaissance).

14 h 30, 26, rue Bergère, M. Louis : Le symbolisme en astrologie (L'Homme et la connaissance).

14 h 30, 26, rue Bergère, M. Louis : Le symbolisme en astrologie (L'Homme et la connaissance).

14 h 30, 26, rue Bergère, M. Louis : Le symbolisme en astrologie (L'Homme et la connaissance).

14 h 30, 26, rue Bergère, M. Louis : Le symbolisme en astrologie (L'Homme et la connaissance).

14 h 30, 26, rue Bergère, M. Louis : Le symbolisme en astrologie (L'Homme et la connaissance).

14 h 30, 26, rue Bergère, M. Louis : Le symbolisme en astrologie (L'Homme et la connaissance).

14 h 30, 26, rue Bergère, M. Louis : Le symbolisme en astrologie (L'Homme et la connaissance).

14 h 30, 26, rue Bergère, M. Louis : Le symbolisme en astrologie (L'Homme et la connaissance).

14 h 30, 26, rue Bergère, M. Louis : Le symbolisme en astrologie (L'Homme et la connaissance).

14 h 30, 26, rue Bergère, M. Louis : Le symbolisme en astrologie (L'Homme et la connaissance).

14 h 30, 26, rue Bergère, M. Louis : Le symbolisme en astrologie (L'Homme et la connaissance).

14 h 30, 26, rue Bergère, M. Louis : Le symbolisme en astrologie (L'Homme et la connaissance).

14 h 30, 26, rue Bergère, M. Louis : Le symbolisme en astrologie (L'Homme et la connaissance).

14 h 30, 26, rue Bergère, M. Louis : Le symbolisme en astrologie (L'Homme et la connaissance).

14 h 30, 26, rue Bergère, M. Louis : Le symbolisme en astrologie (L'Homme et la connaissance).

14 h 30, 26, rue Bergère, M. Louis : Le symbolisme en astrologie (L'Homme et la connaissance).

14 h 30, 26, rue Bergère, M. Louis : Le symbolisme en astrologie (L'Homme et la connaissance).

14 h 30, 26, rue Bergère, M. Louis : Le symbolisme en astrologie (L'Homme et la connaissance).

14 h 30, 26, rue Bergère, M. Louis : Le symbolisme en astrologie (L'Homme et la connaissance).

14 h 30, 26, rue Bergère, M. Louis : Le symbolisme en astrologie (L'Homme et la connaissance).

14 h 30, 26, rue Bergère, M. Louis : Le symbolisme en astrologie (L'Homme et la connaissance).

14 h 30, 26, rue Bergère, M. Louis : Le symbolisme en astrologie (L'Homme et la connaissance).

14 h 30, 26, rue Bergère, M. Louis : Le symbolisme en astrologie (

CINÉASTES D'ALLEMAGNE

programme cinéma du Festival d'automne (le Monde du 11 décembre) continue d'offrir cette semaine vingtaine de films par jour. Une affiche extraordinairement riche, variée, chargée. Les cinéphiles ont le choix de films réguliers, de films de la brève pour les fêtes, de films consacrés par le Centre Institut et la Cinéma-thèque française au cinéma allemand des années 1970 (le Monde du 17 novembre), qui poursuit jusqu'au 13 décembre, présente une quar-

taine de films inédits France, cinéastes moins connus que Syberberg, dont le cycle Pagode pour le Festival d'Automne, et dont les éditions Bourgois viennent de publier la Société sans joie. Bernard Sobel, Théâtre de Gennevilliers, qui a bien Syberberg et a participé à le faire connaître (notamment dans la revue Théâtre/Public, Cahiers du cinéma et qui a participé à la version française de Hitler, un film d'Allemagne), en parle.

Ainsi, entre l'avenue d'Iéna 51, du Centre Pompidou, on découvre une génération de cinéastes : Ulrike Gottinger, Van Ackeren, Thomas Brasch son second film Domino et d'autres, qui, on ne peut pas le dire, n'ont fait que des apparitions dans le monde du cinéma. En particulier Rosa von Praunheim, à qui une semaine de films ont été donnés à l'Amour rouge. Nos cadavres vivent encore.

Amour rouge l'interview d'un sexagénaire absolument « glamour », qui milite pour la liberté sexuelle. Rosa von Praunheim le regarde parler, le filme comme il le voyait l'intérieur, simplement un homme meurt, un corps alourdi l'évidence charnelle d'une lutte farouche pour le plaisir vivre, en dépit de tout. Elle pourrait adopter le titre de Sarah Bernhardt, « quand même ».

Rosa von Praunheim s'intéresse à ce qui ont une his-

toire, aux femmes qui ont un passé et un présent. Nos cadavres vivent encore, si tu ne ris pas tu perds ta vie. » Rosa von Praunheim - pseudonyme qui pourrait correspondre à « Sophie » Pont-à-Mousson - est un homme. Il est beau, ses traits sont fins et énergiques, ses dents sont écartées, il est très sobrement vêtu de noir. Il est grand provocateur du cinéma allemand. C.A.

ROSA VON PRAUNHEIM

Le provocateur

« D'après les années 1970, Rosa von Praunheim, j'étudiais la peinture à Berlin. En 1967, j'ai réalisé mon premier court métrage : Rosa von Praunheim. Je m'étais marié, parce que le Sénat subventionne les jeunes couples qui s'installent. Avec l'argent, j'ai tourné mon second court métrage : les Filles de la révolution, présenté au Festival de Mannheim et acheté par la télévision, qui m'a permis d'autres films. C'était l'Ouvrier rose, une parodie politique, l'histoire d'une fille qui arrive de la R.D.A. Elle s'acquitte avec un fils qui est un théâtre d'extrême droite, et le modèle qui se faisaient les étudiants de gauche. Pour la première fois, on ne traitait ce genre de sujets avec toute la gravité nécessaire.

« Au Festival d'avant-garde de Knocke-Zoute, en 1967, je suis tombé amoureux de Werner Schroeter. Il était venu avec un super-8 sur les chaus à une fille de Praunheim, j'étais à sa femme. Notre histoire a été très violente, nous dormions ensemble, très beaux. En 1969, nous avons gagné le prix du Festival de Mannheim.

« En 1970, nous avons réalisé trois longs métrages, dont le plus fameux : Ce n'est pas l'homosexuel qui est pervers, c'est la société dans laquelle il vit. Puis, Souffrance de lit, une œuvre à moi pour elle. Et enfin le Bonheur aux toilettes, une critique de cette subculture dans laquelle s'enferment les homosexuels, de cette sexualité artificielle, inhumaine à laquelle ils s'adaptent au lieu de se révolter. Politiquement, ils sont des conservateurs. Le décret qui leur a été aboli en 1970, seulement. La peur reste, une angoisse qui les empêche de se solidariser avec d'autres minorités. Ils se donnent pour victimes sans avoir le courage de reconnaître leur respon-

sabilité. Comme les femmes, tellement accoutumés à l'oppression qu'elles ne peuvent plus vivre sans. J'ai fait en Allemagne un mouvement politique homosexuel qui a des ramifications dans plus de quarante villes.

« Après ces trois films, j'ai connu une période de malchance. Je me prenais pour un génie, j'étais arrogant. D'ailleurs la célébrité négative : on m'a vu dans le ghetto de l'art, on ne voit que les gens qui échouent, il n'y a pas de feed-back, on perd le contact avec le réel, un artiste a besoin du réel pour créer. Et quand vient l'échec, les vieux amis vous abandonnent.

La guerre est proche

« Pour la télévision, j'ai tourné Axel, qui n'est pas un bon film et a fait scandale parce que Frank Ripploh y joue une abbaye et qu'Eveline Kunick, une vedette de l'époque nazi, y joue une com-back dans le rôle de l'évêque. En définitive, la télévision a coupé leur scène. J'ai fait une suite à Souffrance de lit, moins réussie que le premier. Je voulais me renouveler et j'ai travaillé contre mon image. Mais cette série noire m'a fait du bien, m'a permis de me développer humainement.

« Pendant ce même temps, c'était au début des années 70, les Français s'enthousiasment pour le nouveau cinéma allemand. Quel goût affreux. Fassbinder, Wenders, Syberberg, ce n'est rien. Marzok est fasciste, Helma Sanders-Brahms, Schroeter incompréhensible... Il existe d'autres cinéastes - réellement intéressants, Wanda Krull, Elfi Mikesch, Achternbusch. Beaucoup de femmes : Reide Madsen et la Réve acheté, Jutta Lohmeyer et les Années de faim, des productrices comme Clara Burkner, Renée Gundelach, Regina Ziegler. Le système allemand favorise ceux qui travaillent avec peu d'argent. Personnellement, je suis pour : l'argent tue l'imagination paresseuse.

« J'ai travaillé à l'État-Unis, avec les cinéastes indépendants. Ils font des films

géniaux avec très peu de dollars et des moyens simples. J'encourage les jeunes à servir du super-8, de la vidéo, à ne pas attendre le fric. Les cinéastes de la télévision qui sélectionnent les projets composés de progressistes, mais les jeunes ont l'interdit la censure. Ils se plient à la censure ou « goit le public », ils veulent être subventionnés, par crainte, s'empêchent d'être radicaux, deviennent des petits-bourgeois ennuyeux. Moi, je fais exception, je suis considéré comme un fou exotique. L'État peut toujours supporter l'écrit ou l'écrit typé dans une grave.

« Dans le gouvernement de droite, on ne va pas s'arranger. Il y a autorisé la télévision privée, on ne peut que cela à l'État aux États-Unis. J'espère avoir le temps de tourner encore quatre ou cinq films, et ce n'est pas si grave, la guerre est proche, j'y pense comme à un plaisir. La paix comme les gens, ils ont besoin d'insécurité, de destruction. Les pacifistes ? Je ne crois pas à leur sincérité. Dans le domaine de la guerre, les Allemands ont toujours été à l'avant-garde.

« Mon père était nazi, et souvent je me demande ce que moi j'aurais fait. La mentalité nazie est en germe dans tous, la télévision est affaire d'occasion. En Allemagne aujourd'hui, il est plus facile de dire « je suis nazi » que d'affirmer sa position sur des sujets comme le terrorisme ou l'Israël de Begin. Le passé, il faut en tirer les leçons et ne pas s'y attarder. J'avais juré de ne jamais revenir dans ma ville natale, où j'ai eu une histoire d'amour avec le fils du maire, où j'ai vécu un drame terrible. J'ai été invité par le maire actuel à présenter Nos cadavres vivent encore... C'était l'humour macabre, et j'ai décidé d'y aller. Je m'attendais à me faire tuer.

Mais non, j'étais cool, c'est du passé. Je n'ai oublié, seulement l'émotion était plus là. Je ne suis pas sentimental, je regarde la vie avec beaucoup de colère. Et de lucidité.

Propos recueillis par COLETTE GODARD.

HANS-JÜRGEN SYBERBERG

Le puritain

N'ÉTANT ni exagéré ni critique, Hans-Jürgen Syberberg qu'un essayant de dire en quoi il m'importe. Je pense que son œuvre artistique est l'œuvre d'un homme qui a une vision du monde et dont chaque film, chaque écrit, marque une étape, une évolution, une caractéristique d'une œuvre personnelle, même si, pour beaucoup, elle est encore perdue en ces heures.

Le point aveugle, qui marque le lieu où Syberberg se situe, est le papier, est il n'en point douter de l'ordre de l'intime chez l'individu Syberberg. L'acharnement conscient ou inconscient à ne pas déborder de ce point confère à son art, à l'usage qu'il en fait, à la conception qu'il en a, une gravité. Les conséquences qui découlent de cette gravité nous touchent, nous réclament de nous en approprier le sentiment de rejet que nous pourrions éprouver face à certaines impudences et, osons le mot, à la mégalomanie.

Car pour moi, par delà tous les obstacles, Syberberg nous apprend l'humilité tout ce que nous pouvons tirer d'un outil nous même fait oublier le maniement : je veux dire le cinéma. En cela, il s'inscrit aux côtés de puritains intrépidement mais que Jean-Marie Straub ou Jean-Louis Godard, quand ils disent le cinéma, ne l'ont jamais vu dans l'acceptation du monde du retour aux sources d'une invention incroyablement riche en possibilités.

L'oubli de ces possibilités est une histoire longue, complexe, pleine de sang, de fureur, d'ordure, de larmes, mais surtout de la pulsion m'en rendre compte, à celle de la civilisation occidentale, c'est-à-dire de l'invention du cinématographe. C'est à l'histoire de cet oubli que s'attaque Syberberg, avec le sentiment, ou plutôt la certitude, de faire œuvre salutaire. D'où son ton de prédictateur, dans un texte comme la Société sans joie - une œuvre de tableaux en fragments - qui nous laisse perplexes, car il n'existe chez nous rien de tel. Ce sentiment d'abandon ne devrait pas servir de prétexte à ne pas regarder de plus près. La Société

joie, le visage du monstre auquel nous aussi, en France, nous avons à faire. S'occupant de nettoyer les lieux d'Augsburg, Syberberg n'hésite pas à se salir les mains, il patrouille dans la médiocrité, une médiocrité que nous connaissons si bien. Et il en fait de même par le langage cinématographique, un langage qui, miracle, n'aurait rien de subtil si ce n'est vertigineux.

C'est en cela que Syberberg retrouve les influences perdues. Sur la scène, au-delà des années, il tend la main à Matisse et, une fois encore, tout est possible. Je veux dire que l'art du cinéma n'est plus une reproduction de l'histoire, il peut exiger plus, entre autres, une relation à l'histoire dans l'infinie complexité de son déroulement. L'histoire de l'homme, de l'homme allemand. Pour moi, il est de ces hommes qui de leur travail, qui, l'histoire de ce que l'homme peut faire, le propos de Syberberg, n'est pas seulement une histoire de l'art.

Syberberg est allemand, oui, et cela pèse son poids dans la balance. Mais, justement, pense à l'histoire. Nous sommes englués dans la nôtre, ce qui explique notre méfiance à l'égard de la manière dont il raconte le monde. De plus, c'est en tant qu'artiste, et seulement en tant que tel, qu'il revendique hautement le droit d'avoir à dire son mot sur le devenir de notre civilisation.

Je conçois ce que peut avoir d'intéressant cette attitude - elle n'est pas propre à Syberberg dans le cinéma allemand de ces dernières années, elle s'appuie sur bien des exemples dans la littérature de son pays - le film de Goethe, Heinrich d'Offenbach de Novelle, le Faust de Thomas Mann, l'histoire de Handke... il croit vraiment qu'il nous serait dommageable, par le biais ou par l'absence d'imbécillité, d'ignorer l'œuvre de Syberberg.

BERNARD SOBOL.

« Syberberg sera le vendredi 10 décembre à partir de 18 h 30 à la librairie « Le Divan », 37 rue Bonaparte pour une signature-débat autour de deux livres : « Parfois, notes sur un film », aux Éditions Gallimard, collection Cahiers du Cinéma et « La Société sans joie ».

GALERIE L'ART ET LA PAIX
81, rue de Cléry, Paris 10
MIRÓ
Gravures et affiches
Jusqu'au 31 décembre

GALERIE DROUANT
52, rue de la Fg-St-Honoré
75008 PARIS
Tél. : 265-79-45
DELGO
2 décembre-2 janvier

Une gravure pour Noël
PETITS ET GRANDS FORMATS
BRAYER - BRASILLER - BUFFET - CARZOU - GANTNER - TORFOLI - TREMOIS, etc.
GRAVURE
41, rue de Seine, (6^e), 326-05-44

L'ASSOCIATION FRANÇAISE D'ACTION ARTISTIQUE présente
TRÉSORS D'IRLANDE
Grand Palais
Tous les jours (sauf mardi) 10 h à 18 h, mercredi jusqu'à 22 h
DU 23 OCTOBRE 1982 AU 17 JANVIER 1983

L'ASSOCIATION FRANÇAISE D'ACTION ARTISTIQUE présente
DE CARTHAGE A KAIROUAN
2000 ANS D'ART ET D'HISTOIRE EN TUNISIE
MUSÉE DU PETIT PALAIS
Tous les jours (sauf lundi) 10 h à 17 h 30.
DU 20 OCTOBRE 82 AU 27 FÉVRIER 83

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
55, rue de la Harpe - PARIS 5^e
JEAN GIRAUDOUX
Tous les jours de 12 h à 18 h
Jusqu'au 1^{er} janvier

JEANNE BUCHER
53 rue de Seine Paris 6
Jean Dubuffet
des Psycho-sites

GALERIE ARIEL
140 bd Haussmann Paris 8^e
cobra
à Paris

GALERIE JEAN CAMION
8, rue de la Harpe
PIERRE LÉON
Bannières canadiennes d'inspiration américaine
du 24 au 31 décembre 1982

MUSÉE DE LA MARINE
Palais de Chaillot
cent dessins de PIERRE LOTI
10 DÉCEMBRE - 11 FÉVRIER

UN ARTISTE COBRA A LA MAISON DU DANEMARK
HENRY HEERUP
peintures - sculptures - gravures
142, avenue des Champs-Élysées - 75008 Paris - Métro : Étoile
T.J. : 10 h à 18 h, dim. et fêtes de 10 h à 18 h - Entrée libre
JUSQU'AU 23 FÉVRIER

COACH
NO 5080 - Coach Brief Bag
Souples et décontractés, les sacs "Coach bag" sont taillés dans un remarquable cuir américain - c'est un cuir "pleine fleur" qui, à l'usage, patine et vieillit en beauté.
Ce sont les plus connus depuis dix ans aux U.S.A. et déjà reconnus aujourd'hui à Paris.
Galerie Coach Bag
23 Rue Jacob, Paris 6^e
326.29.17

CENTRE CULTUREL DU MEXIQUE
41 bis, avenue Daumesnil (7^e)
GIRONELLA
avec ALECHINSKY
Douze tableaux
T.J. : 10 h à 18 h, dim. 12 h-18 h
Jusqu'au 22 janvier

L'ASSOCIATION FRANÇAISE D'ACTION ARTISTIQUE présente
cobra
MUSÉE D'ART MODERNE DE LA VILLE DE PARIS
Tous les jours, sauf lundi, de 10 h à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30.
DU 10 DÉCEMBRE 1982 AU 20 FÉVRIER 1983

L'AMÉRIQUE LATINE A PARIS
Droits Socialistes de l'Homme
peintures - sculptures - littérature - musique - photographie
GRAND PALAIS - PARIS
8 - 15 décembre 1982
tous les jours de 10 h à 20 heures, dimanche les 6-10-11-12 et 14 décembre jusqu'à 23 heures

COMÉDIE FRANÇAISE
52^e rue de Valenciennes
DÉCEMBRE
LA VIE
EST UN S...
de CAL...
Jorge L...
INTERM...
de G. PA...
Jacques S...
LE PLA...
DE RON...
de Jules...
Yves G...
LE VOY...
M. PERR...
de J. L...
et M...
Jean L...
ANDRON...
de RA...
Patrice K...
30-10-22

Le musée de l'odeur du temps

de Desportes à la manufacture de
Serres, au Louvre; Eluard et ses
amis peintres, le Centre Pompi-
dou; De Carthage à Kairouan, au
Petit Palais; Fantin-Latour, au
Grand Palais; A la conquête des
mers, Lille; l'Orient des Proven-
çaux, à Marseille.

A PARIS POUR UN DISQUE

La femme de John

YOKO ONO vient de changer de compagnie discographique. Elle était à Paris pour la promotion de son nouvel album, *It's alright*, chez Polygram, et recevait les journalistes à l'Hôtel Raphaël, dans une suite gardée par quatre malabars, les deux gardes du corps des deux chauffeurs qui en permanence la sécurisent des deux enfants de John Lennon. Seul le fils, Yoko et John celui de Cynthia.

Les jambes repliées sur un canapé pourpre, Yoko Ono explique un jeu à Sean. Elle se lève : « Bonjour, je suis Yoko, ravie de faire votre connaissance. » Elle parle posément, articule un peu comme si elle donnait un cours, termine souvent ses phrases par « Vous comprenez ? ». Régulièrement, elle allume des petits cigares qu'elle éteint après avoir tiré trois bouffées, qu'elle aligne méticuleusement sur un cendrier. Le visage à moitié caché par ses lunettes Pershe, vêtue d'un jean et d'un pull-over sur un tee-shirt, elle possède une grâce qui n'apparaît pas sur ses photos, où elle semble souffrir d'antipathie. Elle a la classe et l'aisance d'une femme dans un milieu aisé. Son père était banquier. « Il a quitté le Japon à peu près dix ans avant ma naissance », dit-elle.

« A l'âge de deux ans et demi, je suis allée à San Francisco et je l'ai rencontré pour la première fois. Jusque-là, il n'y avait que moi, mon image, mon photo, la seule image que j'avais eue. C'était un homme très occupé, il voyageait beaucoup. Ma seule joie était de recevoir ses lettres. La plupart du temps, c'était postale. Même lorsqu'il vivait à New York, je devais attendre des semaines pour le rencontrer. Ma mère était une socialiste, très occupée de son côté. J'étais très seule, mais, à cette époque, j'ai gagné une indépendance. Je suis une personne très tranquille, presque reclus, j'aime préserver mon intimité. »

« Tout ce que j'ai appris des gens, c'est de John. Nous sommes très mutuellement aidés à comprendre d'où nous venons. Je l'ai ouvert à l'Orient, et il m'a fait prendre conscience des problèmes de la classe ouvrière. Il m'a fait voir, quel qu'il soit, la représentation. Ses parents avaient de nombreux serviteurs. Nous ne prenions soin, mais pas de la façon d'aujourd'hui, je pourrais le faire. J'ai la capacité de travailler avec des émotions par mes travaux artistiques, mais pas très facile à communiquer. »

Charge de vies

« Je ne suis pas aussi riche qu'on le prétend. Je suis réaliste. Je pense qu'on ne l'aime que si on a la bonté, qu'on ne fait pas partie du jeu, une œuvre d'art. J'ai des compagnies d'employés à ma charge, leurs vies dépendent de moi, j'en suis responsable. Je ne peux pas vivre avec une motilité, moi qui manipule l'argent et l'autre qui s'en efforce. Ce n'est pas critique, j'ai dû le faire face. Mais je pense que ça me permet de me différencier de ceux que nous connaissons les vus, ceux qu'ils sont sur une grande échelle et que je fais plus d'attention. »

John vit encore, avec ses mots, son esprit. On ne peut pas être humain si facilement. En allant au studio pour enregistrer mon disque, j'ai eu le sentiment de continuer le travail que John a moi-même fait ensemble. Le titre, c'est clair, après coup j'ai réalisé que ça sonnait comme une de ses slogans. J'ai pensé « peut-être qu'il m'aide, en haut ». Les textes ne parlent pas directement de lui, mais j'étais sa femme et il y est présent. C'est un peu d'avoir qu'il s'ouvre Strawberry Field, espace dédié à John Lennon, dans Central Park, où seront envoyées des plantes et des pierres envoyées du monde entier. Yoko Ono tente également d'instituer une fête annuelle pour la paix, le 9 octobre. Elle a écrit l'entre-tête ne répétant par les trois mots : « Paix, Paix, Paix ». C'est un peu de l'humour et de la révolte, nous leurs télégrammes et leurs lettres, que nous les lisons et qu'ils nous soutiennent énormément. »

ALAIN WAIS.

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Entrée principale rue Saint-Martin (277-12-33). Informations téléphoniques : 277-11-12. Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; samedi, de 10 h à 18 h. Entrée libre le dimanche et le lundi.

Animation gratuite, mardi et dimanche, de 10 h à 19 h ; samedi, de 11 h à 18 h. Entrée du musée (troisième étage) : lundi et jeudi, 17 h. galeries contemporaines.

PAUL ELUARD ET SES AMIS PEINTRES. Jusqu'au 17 janvier. LA DÉLIRANTE. Salle d'art graphique. Entrée libre. Jusqu'au 17 janvier. DAVID BUCKLAND. Photographies. Jusqu'au 19 janvier.

THEME ILLUSTRÉ : De la création à la lecture. Bibliothèque des enfants, rez-de-chaussée. Jusqu'au 13 décembre. TERRES. Une approche des matériaux. Atelier de la sculpture. Jusqu'au 14 h à 18 h. Jusqu'au 15 février.

ZUP : L'album de famille. Jusqu'au 10 janvier. PHOTOGRAPHIES DANS LA MAISON : Carrefour des Régions. Jusqu'au 10 janvier.

S. ABBOTT, B. BRANDT, L. MILLER, J. BOFFARD : L'Atelier de Man. Jusqu'au 23 janvier. VIRGINIA WOOLF (1882-1941) : L'œuvre. Jusqu'au 13 janvier.

L'OREILLE OUBLIÉE. Le Musée. Jusqu'au 24 janvier. LA LITTÉRATURE... A QUEL POINT ? Jusqu'au 10 janvier.

Musées DE CARTHAGE A L'AMMAN. 2 000 ans d'art et d'histoire en Tunisie. Palais, avenue W. Churchill (265-12-33). Sauf lundi, de 10 h à 17 h. Jusqu'au 27 février.

L'ART DU XVII^e SIÈCLE. CARMELS DE FRANCE. Jusqu'au 23 janvier. J.-B. OUDRY. Grand Palais. Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi, jusqu'à 22 h. Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Jusqu'au 3 janvier.

THEATRE D'IRLANDE. Grand Palais. Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi, jusqu'à 22 h. Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Jusqu'au 3 janvier.

FANTASIE. Grand Palais. Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi, jusqu'à 22 h. Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Jusqu'au 3 janvier.

L'AMERIQUE LATINE A PARIS : 10 h à 20 h ; les 9 et 14, jusqu'à 22 h ; les 10, 11 et 12, jusqu'à 23 h. Jusqu'au 15 décembre.

L'ART ESPAGNOL DE L'IMMIGRATION A TRAVERS L'EUROPE. Grand Palais (770-41-17). De 11 h à 19 h 30. Entrée : 10 F. Du 10 au 26 décembre.

DONATION J.-H. LARTIGUE. 1910-1926. Grand Palais, avenue Winston-Churchill. Jusqu'au 31 décembre.

RICHESSES ARTISTIQUES DU PEUPLE DE L'EUROPE. Grand Palais, avenue du Général-Eisenhower. Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 28 février.

LA LIBERTÉ GUIDANT LE PEUPLE. Grand Palais. Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 28 février.

L'ATELIER DE DESPORTES II la manufacture de Sèvres. Jusqu'au 23 janvier. Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée par la rue de la Harpe. Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F (gratuite le dimanche et le mercredi).

CIMABUE : le crocifisso di Santa-Croce. Musée du Louvre, entrée par Denon (voir ci-dessus). Jusqu'au 17 janvier.

COBRA. 1948-1951. Du 10 au 20 février. DANIEL GRAFFIN. 1927-1970. Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Du 10 au 26 décembre.

DUANE MICHAELS. Photographies 1956-1982. Jusqu'au 10 janvier. CLAUDE BATHO. 1967-1981. FELIX LINI. Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Du 10 au 26 décembre.

ROBERT SMITHSON. Retrospective. PHOTOGRAPHIES DE FRANCE/AUTOUR DU MONDE. Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Du 10 au 26 décembre.

PRESENTATION TEMPORAIRE D'OEUVRES D'ART AUX COLLECTIONS NATIONALES. L'Orient. Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Du 10 au 26 décembre.

ROY LICHTENSTEIN. 1970-1980. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (260-32-14). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 19 janvier.

JOUETS FRANÇAIS 1880-1980. Jusqu'au 14 février. Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Du 10 au 26 décembre.

ECOLITE MIES IMAGES. Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Du 10 au 26 décembre.

GRAPUS. Jusqu'au 7 février. L'APARTHEID le dos au mur. Jusqu'au 31 janvier. Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Du 10 au 26 décembre.

LES ILLUSTRES DU XIX^e SIÈCLE : Fascination du fait divers. Musée d'art moderne de la Ville de Paris. Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Du 10 au 26 décembre.

YAMAGUCHI KAYO, un grand maître calligraphe contemporain. Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Du 10 au 26 décembre.

ANDRÉ OTTER. Photographies. Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Du 10 au 26 décembre.

BOURDILLON. Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Du 10 au 26 décembre.

UGOLIN. Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Du 10 au 26 décembre.

RODIN. Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Du 10 au 26 décembre.

VALENTI. Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Du 10 au 26 décembre.

VALENTI. Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Du 10 au 26 décembre.

VALENTI. Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Du 10 au 26 décembre.

VALENTI. Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Du 10 au 26 décembre.

VALENTI. Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Du 10 au 26 décembre.

VALENTI. Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Du 10 au 26 décembre.

VALENTI. Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Du 10 au 26 décembre.

VALENTI. Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Du 10 au 26 décembre.

Centre Pompidou

01-34. Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 10 F. Du 10 au 26 décembre.

JEAN CHAUBOUDET. Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 10 F. Du 10 au 26 décembre.

LE SECOND EMPIRE - E. CARJAT (1928-1990). Photographie. Musée Carnavalet, 23, rue Sévigné (272-21-13). Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Jusqu'au 23 janvier.

ERIK SATIE A MONTMARTRE. Musée de Montmartre, 12, rue Cortot (505-61-11). De 14 h à 17 h 30 : dimanche, de 11 h à 17 h 30. Entrée : 8 F. Jusqu'à fin avril.

ANDRÉ JACQUEMIN A LA MONNAIE DE PARIS. Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 10 F. Du 10 au 26 décembre.

HOMMAGE A LEON GAMBETTA (1839-1882). Musée du Luxembourg, 19, rue de la Harpe (234-25-95). Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 10 F. Du 10 au 26 décembre.

JACQUES VAUCANSON. Musée de la Ville de Paris, 270, rue Saint-Jacques (272-21-13). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 26 février.

GUERRE ET RÉVOLUTION EN RUSSIE. Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 26 février.

LE FAIT DIVERS. Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 26 février.

LE FAIT DIVERS. Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 26 février.

LE FAIT DIVERS. Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 26 février.

LE FAIT DIVERS. Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 26 février.

LE FAIT DIVERS. Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 26 février.

LE FAIT DIVERS. Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 26 février.

LE FAIT DIVERS. Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 26 février.

LE FAIT DIVERS. Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 26 février.

LE FAIT DIVERS. Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 26 février.

LE FAIT DIVERS. Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 26 février.

LE FAIT DIVERS. Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 26 février.

LE FAIT DIVERS. Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 26 février.

LE FAIT DIVERS. Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 26 février.

LE FAIT DIVERS. Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 26 février.

LE FAIT DIVERS. Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 26 février.

LE FAIT DIVERS. Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 26 février.

LE FAIT DIVERS. Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 26 février.

LE FAIT DIVERS. Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 26 février.

LE FAIT DIVERS. Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 26 février.

LE FAIT DIVERS. Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 26 février.

LE FAIT DIVERS. Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 26 février.

LE FAIT DIVERS. Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 26 février.

LE FAIT DIVERS. Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 26 février.

LE FAIT DIVERS. Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 26 février.

LE FAIT DIVERS. Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 26 février.

LE FAIT DIVERS. Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 26 février.

LE FAIT DIVERS. Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 26 février.

LE FAIT DIVERS. Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 26 février.

LE FAIT DIVERS. Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 26 février.

LE FAIT DIVERS. Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 26 février.

LE FAIT DIVERS. Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 26 février.

LE FAIT DIVERS. Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 26 février.

Centre Pompidou

Artcurial, 9, rue Matignon (266-32-90). Jusqu'au 31 décembre. PAPYRUS ou la trame de l'écriture. N.R.A., 2, rue du Jour (508-18-58). Jusqu'au 22 janvier.

FUTURISME : ABSTRACTION ET MODERNITÉ. Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 10 F. Du 10 au 26 décembre.

PARADOXE : œuvres de Goetz, Andersen, Nol, Pabst, etc. Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 10 F. Du 10 au 26 décembre.

LA MORT. Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 10 F. Du 10 au 26 décembre.

LES AMÉRICAINS DE PARIS. Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 10 F. Du 10 au 26 décembre.

AMERICAN PERSPECTIVES : Photographies. Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 10 F. Du 10 au 26 décembre.

1976-1982 : 6 ANS D'ACTIVITÉ. Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 10 F. Du 10 au 26 décembre.

CENT PETITS BRONZES. Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 10 F. Du 10 au 26 décembre.

FIGURATION-DEFIGURATION. Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 10 F. Du 10 au 26 décembre.

SARENCO - JOAN BARASCALL. Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 10 F. Du 10 au 26 décembre.

JEAN-FRANÇOIS. Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 10 F. Du 10 au 26 décembre.

CINQ FEMMES EXPOSÉ. Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 10 F. Du 10 au 26 décembre.

VOL DE NUIT. Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 10 F. Du 10 au 26 décembre.

NICOLAS ARTHAUX. Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 10 F. Du 10 au 26 décembre.

ANNE BARRES. Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 10 F. Du 10 au 26 décembre.

PIERRE BLANCHETTE. Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 10 F. Du 10 au 26 décembre.

MARCEL BROODTHAERS. Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 10 F. Du 10 au 26 décembre.

EVELYNE CAIL. Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 10 F. Du 10 au 26 décembre.

GASTON CHASSAGNE. Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 10 F. Du 10 au 26 décembre.

TITUS-CARMELO. Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 10 F. Du 10 au 26 décembre.

GEORG DOKOUPIL. Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 10 F. Du 10 au 26 décembre.

JERI GEORG DOKOUPIL. Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 10 F. Du 10 au 26 décembre.

JOE DOWNING. Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 10 F. Du 10 au 26 décembre.

JEAN DUBUFFET. Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 10 F. Du 10 au 26 décembre.

HERBERT BAYER. Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 10 F. Du 10 au 26 décembre.

LEONOR FINI. Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 10 F. Du 10 au 26 décembre.

DAVID GILES. Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 10 F. Du 10 au 26 décembre.

ELIZABETH FRANKHEIM. Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 10 F. Du 10 au 26 décembre.

RAYMONDE GODIN. Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 10 F. Du 10 au 26 décembre.

HILL. Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 10 F. Du 10 au 26 décembre.

IMAI. Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 10 F. Du 10 au 26 décembre.

HACHIRO KANNO. Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 10 F. Du 10 au 26 décembre.

GEORGES KOSKAS. Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 10 F. Du 10 au 26 décembre.

LAUBIES. Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 10 F. Du 10 au 26 décembre.

LUKASCHEWSKI. Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 10 F. Du 10 au 26 décembre.

JACQUES MARTINEZ. Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 10 F. Du 10 au 26 décembre.

FRANÇOIS MARTIN. Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 10 F. Du 10 au 26 décembre.

MECHTILT. Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 10 F. Du 10 au 26 décembre.

ROLAND PENROSE. Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 10 F. Du 10 au 26 décembre.

GILBERT PRIVAT. Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 10 F. Du 10 au 26 décembre.

En région parisienne

BOULOGNE-BILLANCOURT. A la rencontre des enseignants, collection A. La Grange. Centre culturel, 22, rue de la Belle-Feuille. 10 h à 18 h, dimanche de 10 h à 12 h. Jusqu'au 22 décembre.

CHELLES. Amosé Saura. Centre culturel, place des Martyrs du-Châteaubriant (421-20-36). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 17 décembre.

CRÉTEIL. Baudouin. Centre des arts et de la culture. Maison des arts A-Maloux, place Salvador-Allende (899-94-50). Jusqu'au 15 décembre.

JOUY-EN-JOSAS. Les Indes de la manufacture Oberkampf, château de Montbello (946-80-48). Jusqu'au 4 janvier.

MONTGERON. Les peintures russes à Paris (1971-1982). Château du Moulin de Senlis. Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 26 décembre.

MONTREUIL. Espace-Cosmos : l'aventure du XX^e siècle. Centre des Expositions, esplanade Benoît-Franchon (858-91-49). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 15 janvier.

POISSY. Descriptions. Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 15 janvier.

SAINT-GERMAIN. LAYE. L'écoulement de l'impressionnisme. Musée départemental du Prieuré, 2, rue de l'Université (973-77-47). Jusqu'au 11 janvier.

En province ANGERS. Miroirs. Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 27 février.

AUXERRE. Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 27 février.

BEAUVAIS. L'Age d'or. Sa

5000

- Journées de la radio (F.M. heures à l'aube). La radio

- est plus ce qu'on était : la souffrance, les rangements, le retour à la maison sans un programme d'il y a vingt ans pour les titres d'émissions oubliées, des noms de producteurs disparus ou éloignés de la chaîne au gré des disjonctances ou de la fausse du travail (poussé les travailleurs sans contrat). Mais c'est toujours quand le monde des voix psychophoniques de jadis qu'on mesure la chemin parcouru. De l'élitisme aviné à la démocratie, ce n'est pas l'ont dit bien haut. Mais si l'échangeage des producteurs contre trois de nature, l'audience de la chaîne ne diminue pas. Elle ne devrait seulement le débat musical s'élever un peu pour le plus grand bien de tous. Nul doute que dans ce regard que France-Musique porte vers son passé il y ait le dessein de prendre une leçon pour l'avenir. — G. C.

Mercer

■ 40. Atelier de création radiophonique : Pologne, Pologne, Pologne.
R. Farabet (Redif.)

- ## FRANCE-MUSIQUE
- 2, Concert promenade ; Musique viennoise et musique légère : œuvres de Haydn, Tchaïkovski, Berthouy, Liszt, Schumann, Chopin, Lœnnegren, Albinoni, Ravel, J. Strauss, Jarro, Sandner, Eysler ;
 - 2, Cantate : Intégrale des Cantates de J.-S. Bach ;
 - 10, Les maîtres de l'orchestre ;
 - 1, Stokowsky : œuvres de Haydn, Berthouy, J. Brahms, R. Schumann, J. Strauss ;
 - 1, Concert : (en direct du Théâtre du Rond-Point des Champs-Élysées à Paris), œuvres de Haydn, Berthouy, Webern, par le Quatuor Eder ;
 - 5, Musique internationale ;
 - 4, Drame musical l'astre : œuvres de Debussy, C.P.E. Bach, Schéhérazade, Berthouy, Mozart, Dowland,

Meyerbeer, Boïeldieu, Donizetti.

- h 30: *Les chants de la terre*.
h 30: *Concerto* (donné au Théâtre
Gérard-Philips le 29 juin 1982):
- *Roméo et Juliette*, ouverture fan-
tastique de Tchaïkovski; - *Concerto*
pour violon et orchestre n° 3 en si
mineur de Saint-Saëns; - *Tzi-
gane*, « le Boléro » de Ravel; par
le Nouvel Orchestre philharmonique
dir. E. Tcharikov; *etc.* A. Du-
may, violon.
- h 30: *La nuit sur France-Musique*:
Bouquets de nuit; œuvres de
Mozart; *etc.* Entrée guillennais
0 h 5, Un voyage en hiver; œuvres

Jeudi

FRANCE-MUSIQUE
6 h 2. Musique. Météo de Radio

- h 30, *Musiques du matin* : Œuvres de Stravinsky, Purcell, Marcello, Gluck, Dancourt.
- h 7, *Quotidiens Musiques*.
- h 5, *Musiciens d'aujourd'hui* : Œuvres de Messiaen, Pendergast, Ligeti, Huber, Henry, Nou, Rossini, Les Chasseurs de son stéréo.
- h 35, *Le virtuose* : Le virtuosephoniste W. Dickerson.
- h 119 : *Œuvres de Purcell*, Charpentier, Haendel, Gluck, Mozart, Schumann, Wolf, Schubert, Satie, Poulenc.
- h 1, *D'une oreille l'autre* : Œuvres de Robert Tchakikoff, Magnard, Bartok.
- h 2, *Repères contemporains* : Œuvres de Mâche.
- h 30, *Les intégrales* : Les symphonies de Mendelssohn.
- h 30, *Studios concert*.
- h 38, *Jazz*.

du Rond-Point des Champs-Élysées

- braise » de Depraz ; « Concerto pour clavicéin » de de Falla ; « Symphonie concertante pour harpe et ensemble » de Baquart ; « Dumbarton Oaks » de Stravinski ; par l'Ensemble intercontemporain : Dir. J. Mercier ; Sol. C. Petrescu, clavicéin ; M.C. Jamet, harpe.
- Le 30, La nuit sur France-Musique : Musique de nuit ; œuvres ni Schubert, Hummel, Mozart ; 23 h 5, Aspect de la musique française ; 0 à 5, Un Italien à Paris ; P. Coppola ; œuvres de Bizet, Ducces, Le-

11
 12
 13

1. *...*

philosophique sur le temps. —
T. Fr.

LE MONDE DES ARTS

76 rue de Bonin M^c St-Sulpice 548-6275

[illegible]

Coupe du monde : Cottier premier sans victoire

Bordeaux. D'année en année, le Jumping international de Bordeaux fortifie sa position de leader des concours hippiques français disputés en palais, à la satisfaction évidente de son président fondé de droit, M. Emery Couperie. Les faits parlent pour lui. Quatorze nations, chiffre jamais atteint sur les bords de la Garonne, ont été accueilli au Palais des expositions du Lac, du 3 au 5 décembre, devant des tribunes arch-comblées. Il est vrai que Bordeaux est la quatrième étape de la Coupe du monde, édition 1982-1983, Amsterdam, Dublin et Berlin ayant été les théâtres des premières seizaines. Au terme de douze concours courus en palais durant cinq mois, seize cavaliers européens seront invités à se mesurer avec quatorze américains, douze du Nord et deux du Sud, et deux australiens pour l'attribution du saladier à Vienne (Autriche) en avril prochain. Pour Fleuret, Frédéric Cottier est en tête du classement provisoire sans avoir encore remporté de victoire.

Dès l'ouverture des hostilités, le 3 décembre, les visiteurs étrangers opposés aux Français firent fonctionner la guillotine sans autre forme de procès. Le jeune Britannique Nick Skelton, visiblement habité d'une âme de vaillant, y gagna et lui seul eut l'épreuve. Gerry Mullins, le capitaine britannique, était muni d'un fusil à pompe série, s'octroyait le privilège de compétition de la journée. Le jeune Français, Hervé Godignon, eut plusieurs malheurs : il se blessa au bras, puis fut malheureux à l'épreuve du pistolet. Il ne put même rentrer, car il déclencha deux fois le pistolet tirant avant d'être énoncé sa volonté de se distinguer au nouveau. En outre sur l'étalage d'Adore, important animal qui n'avait qu'un pied, une jolie jeune fille qui s'est évanouie pendant l'épreuve. C'était la plus dure des deux épreuves remportées par Skelton.

victorie à épingler sur la poitrine de ces onze cavaliers du vieux temps rompus malgré leur jeunesse aux pures aventures. Pourtant le grand prix disputé le 5 décembre se présentait - il me paraissait, sous les yeux riantes espérés. Cent d'entre eux se retrouvaient au premier barrage sur les pentes du plateau, deux vigiles étrangers, deux couronnements leur dormant le chapeau. Deux triomphes réussirent à accéder au deuxième barrage prévu par le règlement : Patrick Caron sur *Soleil IV* et Frédéric Contier sur *Fiambeau*, récent vainqueur du Grand Prix de Toronto. On vit l'affaire siffler à la fin de ce dernier coupe après que des stands de la troupe des Allemands de l'États Paul Schockemöhle et Fritz Lippert furent déjà battus au temps par *Fiambeau*. C'était oublier un peu vite la grande vedette de ces lieux, le meilleur français Gerry Mullins. Sa-

Il faut également noter d'autres faits de cette épreuve : Gladstone, le favori du duel, a pu gagner le prix de 50 000 francs offerts au vainqueur et toujours repoussés avec dédain. Qu'en serait-il aujourd'hui ? L'ample moisson de victoires qu'il a récoltées au cours de sa carrière trahit à quel point il était un homme qui ne se laisse pas aller à la valeur qu'il mettrait entre les mains. Il pousse son cheval jusqu'à l'extrême limite de ses moyens sans toutefois en abuser et passa en vainqueur le poney, empochant du même coup les 50 000 francs offerts au lauréat. Une somme record en concours hippiques.

longue carrière avec sur son dos un perrin de pénite, le minuscule Hugo Simon, **ALAN** de naissance, **AU-** d'adoption, ombrageux caractère, n'est plus qu'un souvenir en sa juger par ses prestations déshanchées à Bordeaux.

Et les Français, face à une forte coalition étrangère bien décidée à les tailler en pièces ? En fait, pas une

SKI
AU CRITÉRIUM DE LA PREMIÈRE NEIGE

Le retour de Caroline Attia

La descente du Critérium de la première neige (2.415 mètres pour 105 mètres de dénivellation) a été gagnée, mardi 7 décembre, par le Suisse Steve Doris de Agostini en 1 min. 22. sec. 58, qui signala son succès dans une épreuve de vitesse depuis 1976. La Tenaboute, âgée de vingt-cinq ans, qui a terminé seconde des deux dernières Coupes de montagne, a devancé de 38/100 l'autrichienne Lisa Soellner, de 1 sec. 03 en compagnie Marie Wallner et de 1 sec. 30 la championne du monde canadienne Gerry Sorrensen. Les meilleures Françaises ont été Elisabeth Chaud, cinquième à 1 sec. 32, Marie Lucie Waldelemer huitième à 1 sec. 37 et Caroline Attia, douzième à 1 sec. 74.

De **1970** envoyé spécial

vaient boire... rituel et brouillard : ce n'était pas vraiment la grande fête... si, mardi... la piste Marielle Gotschel de La Dalle, pour... d'envoi du Critérium... la première neige, d'autant plus que... résultats... Françaises... n'étaient pas à la hauteur des espoirs des entraîneurs Sylvain Doo Lena et Michel Boyer.

Le foot-ol.

La finitude de la Suisse Doris Agostini. « Sur une neige durie, j'aurais pu classer septième en huitième. Ça revient comme avant. Ça va pas impressionner, j'aurais déjà fait mieux, mais ça va suffire. » Elle a du mal à analyser ses sensations retrouvées. « Mais, ça fait plaisir d'être compétitive. »

Son objectif est maintenant de se rapprocher du podium et de finir la

La chute, sévère, à l'entraînement de Marie-Cécile Gros-Gaudier, qui conservait un genou raide, l'explique le 2^e sec. 30 de retard à l'arrivée de la détériorée de La Coupe du monde de descente sur sa dauphine suisse. En 1987, elle est 28^e, concédées par Catherine Quittus, ne correspondait pas aux troisième et quatrième meilleurs réalisés par la jeune skieuse de Megève aux saisons dans les quinze meilleures. Si n'y parvient que en 1988, mais avec la perspective d'une nouvelle médaille aux Jeux olympiques de 1988. *Aux mains maudites des sciences économiques, voudrais bien faire une école de commerce.* Mais, pour l'instant, elle songe à aller plus vite que les autres. Elle se fait effet, faire beaucoup mieux qu'elle-même, pour démentir, Michel Boyonnet.

La déception de placer seulement trois skieuses dans les quinze pre-

FOOTBALL. — La municipalité de Saint-Etienne, la Fédération française de football et la Ligue nationale de football, constatant la carence de l'organisme directeur de l'Association sportive de Saint-Etienne, ont décidé de convoquer le conseil d'administration du club, jeudi 9 décembre dans la matinée. Dans l'optique de cette réunion, M. Pierre Uchiard, président d'honneur et fondateur de l'AS Saint-Etienne, a adressé au club une profession de foi, dans laquelle il s'engage à soutenir à bout de bras Buffard, tandis que les représentants de la Vendange Rocher ont décidé de proposer un nouveau comité directeur de six membres.

L'ARNAQUE (A., v.o.) : Epée-de-Bols, 5 (337-57-47) ; V.I. : Galilé-Boulevard, 2 (233-67-06) ;

L'ARNAQUEUR (A., v.o.) : **LE** 10 (288-64-44) ;

LE BAL DES MAUDITS (A., v.o.) : Action-Christine, 6 (325-47-66) ;

LE BAL DES VAMPIRES (A., v.o.) (*) : Champso, 5 (334-51-60) ;

LA BELLE AU LIT DORMANT (A., v.o.) : Napoléon, 17 (380-41-46) ;

BREL (Fr.) : Palace Croix-Nivert, 15 (374-95-04) ;

CABARET (A., v.o.) : Noctambule, 5 (334-42-34) ; Lucernaire, 8 (544-77-34) ;

CHANTONS : **L'OCCUPATION** (Fr.) : **LE** 6 (633-10-21) ;

LES CHARIOTS DE FEU (A., v.o.) : G.C. Marceau, 8 (225-18-45) ;

CHÉRIE, JE ME SENS LA VIEILLE (A., v.o.) : Action-Eolles, 5 (325-72-07) ;

LES DAMNÉS (It.-Al., v.o.) (*) : **LE** 10 (374-50-05) ;

DELIVRANCE (A., v.f.) (*) : Opéra-Night, 2 (296-62-56) ;

EMMANUELLE (Fr.) (**) : **LE** 10 (562-65-76) ;

LES ÉTOILES ET LE PARADIS (Fr.) : Rameclagh, 16 (288-64-44) ;

ERASERHEAD (A., v.o.) : Escorial, 13 (707-28-04) ;

LE FACTEUR **DE** **LA** **POSTE** (A., v.f.) : Club, 5 (770-47-87) ;

LA FEMME AUX DEUX VISAGES (A., v.o.) : Action-Christine bis, 6 (325-47-66) ;

FEMME DU DEMON (A., v.o.) : le-Cour, 8 (326-80-25) ; Olympic, 3 (562-67-42) ; **LE** 17 (764-97-83) ;

FRANKENSTEIN (Fr., v.f.) : Opéra-Night, 2 (296-62-56) ;

THE GHOST SHELTER (A., v.o.) : Widoctone, 6 (325-60-34) ;

FREUD PASSION SECRETE (A., v.o.) : **LE** 11 (Christine bis, 6 (325-47-66) ;

LE GUEPARD (It. v.o.) : Rameclagh, 16 (288-64-44) ;

LES ÉTOILES (A., v.f.) : Palace Croix-Nivert, 15 (374-95-04) ;

HISTOIRE D'UN (Fr., v.o.) : Lumière, 5 (264-90-07) ;

L'HOMME À LA PEAU DE **LETTRE** (A., v.o.) : Olympic-Habes, 3 (278-84-16) ;

IL ÉTAIT UNE FOIS DANS L'UN (A., v.f.) : Hausmann, 9 (770-47-55) ;

JEREMIAH **STILLER** (A., v.f.) : Opéra-Night, 2 (296-62-56) ;

LE LÉPREUX (A., v.o.) : **LE** 10 (Village, 18 (633-63-20) ;

MILAN **NEW** (A., v.o.) : Champso, 5 (354-51-60) ;

LES MÈRES (Fr.) : Rivoli-Club, 6 (272-63-32) ;

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (*) : Capri, 2 (508-11-69) ;

LE MILLIARDAIRE (A., v.o.) : Action-Christine, 6 (325-47-66) ;

MONTY PYTHON **LE** **PARADIS** (Ang., v.o.) : Chury-Eolles, 5 (354-20-12) ;

MUSIC-LOVERS (A., v.o.) : Quartier Latin, 9 (324-84-65) ;

NEW-YORK **NEW** **YORK** (A., v.o.) : Epée-de-Bols, 5 (337-57-47) ;

LES NÉOPLASTIQUES (A., v.o.) (*) : A. Beriz, 17 (337-74-39) ;

LE NOUVEAU CANIQUE (A., v.f.) (**) : Arcades, 2 (564-54-38) ;

PAPILLON (A., v.f.) (*) : Capri, 2 (508-11-69) ;

PANIQUE DANS LA RUE (A., v.o.) : Centrecurse, 5 (327-78-37) ; Culytop, 17 (380-36-11) ;

FRANÇOIS **THE** **PARADIS** (A., v.o.) : Clocques St-Germain, 6 (333-10-82) ;

LE PORT DE L'ANGOISSE (A., v.o.) : Action-Christine, 6 (325-47-66) ;

LA RAINE CHRIE (A., v.o.) : Action-Christine bis, 6 (325-47-66) ;

LE SHERIFF EST EN PRISON (A., v.f.) : Opéra-Night, 2 (296-62-56) ;

LE TAMBOUR (Al., v.o.) (*) : **LE** 10 (Beaubourg, 15 (271-53-30) ; Champso-Eolles, 5 (354-20-12) ; U.G.C. Champso-Elysees, 8 (339-12-15) ; v.f. : U.G.C. Opéra-Night, 2 (296-62-56) ; Convention Saint-Charles, 17 (579-37-30) ;

TOUT CE QU'IL VOUS ATER **LES** **SEIGNS** **SEMAIS** **OSER** **LE** **MANDER** (A., v.o.) : **LE** 10 (Beaubourg, 3 (271-53-30) ; Studio, 5 (333-63-20) ; Elysees-Incend, 3 (233-66-14) ; Parassians, 11 (320-33-11) ;

UN TRAMWAY **DE** **LA** **DÉSIR** (A., v.o.) : Olympic-Luminaire, 6 (633-78-77) ; Beaubourg, 15 (271-53-30) ; Olympic-Balzac, 8 (561-10-60) ;

VOL AU-DESSUS D'UN NID DE FULCO (A., v.f.) (*) : Arcades, 2 (233-54-38) ;

WALLA (A., v.o.) : St-Antoine-des-Arts, 6 (326-48-18) ;

V A-T-IL UN FRANÇAIS **DANS** **LA** **SALLE** : Tralis-Incend Bowling, 11 (606-64-66) ;

Les festivals

BUSTER KEATON : Marais, 18 (272-47-48) ; mer, les Lois de l'originalité ; les films en 8 mm. Le Dénier de Roudot ; sam, la Chronique du Navigator ; dim, Ma vache et moi ; jan, Stomach Bill junior ; mer, le Mécano de la G. General ;

CHANTAL AKERMAN : Centre culturel de Belgique, 6 (271-26-16), jusqu'au 6 ;

MARX BROTHERS (A., v.o.) : Action-Christine, 6 (325-47-66) ;

COO : jan, Explorateur en folie ; ven, Un jour aux courses ; sam, Films de

VOTRE TABLE CE SOIR

● **Ambiance musicale** ■ Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J... H. : ouvert jusqu'à... heures

DINERS

			RIVE DROITE
L'OPÉRA DE LA MER 6, rue Gomboust, 1 ^{re} .	261-43-93		FORMULE - Déjeuners rapides - à 85 F tout compris (1 plat, parmi une douzaine au choix, dessert, 1/2 vin par pers.) et toujours sa formule à 130 F tout compris et sa carte. Salons de réception de 15 à 40 personnes.
VISHNOU Angle rue Volnay et Desnouz, 2 ^e .	297-56-54. F/dim.		INDIENNE. La cuisine des Maharadjahs à Paris dans un décor authentique. AGRÉE par l'AMBADEME et le JUREAU DU TOURISME INDIEN. P.M.R. 120 F. Salles pour réception, cocktail, mariage.
LA LIQUENTINE 24, rue Chanoinesse, 4 ^e .	356-91-31 F./lundi.		Dans le cadre le mieux fleuri de Paris. Saison du XVI ^e siècle. Cuisine française de grande tradition. <i>"Une délicieuse venaison d'un autre temps..." (Ph. Coderon).</i>
TY COZ 35, rue Saint-Georges, 9 ^e .	F/dim. et lundi. 878-42-95		Déj. et Diners : 23 f. dans un cadre breton avec Fruits de Mer, Crustacés, Poissons. A 50 m. du théâtre. BANC D'HYSTÈRE : Diners prolongés Réf. : 578-42-95 et 34-61.
AU PETIT RICHE 25, rue Le Peletier, 9 ^e .	770-86-50/68-68 F/dim.		Diners de 19 h à 0 h 15. Bistro 1890. Cuisines bourgeoises. 120 F. Vins du Val-de-Loire. BANC D'HUITRES. Salons jusqu'à 85. DESSERTS MAISON.
CHEZ DIEP 22, rue ■ Pontilux, ■	256-23-39 Ouv.l.j.		Nouvelles spécialités thaïlandaises, dans le quartier des Champs-Elysées. Gastronomie chinoise, vietnamienne. P.M.R. : 90 F.
BANQ DE RIQUEWILLER 12, rue du Fr-Montmarre, 9 ^e . T.J.s.	770-62-39		De 12 h à 2 h du matin. Ambiance musicale. Spécialités de Vins d'Alsace. Son BANC D'HUITRES et sa CARTE DES DESSERTS.
LE LOUIS XIV 208-56-56/200-19-80 12, bd St-Denis, 10 ^e	200-19-80 F./lun.-mardi.		Déjeuner, Dîner, APRÈS MINUIT. Huitres, Fruits de mer, Crustacés, Rotisseurs, Gibiers, Salons. Parking privé assuré par voiturier.
YVONNE 13, rue de Bassano, 16 ^e	720-98-15		Vieille cuisine française. Diverses spécialités. Carte. Environ 130 F. Fermé vendredi soir et samedi. Ouvret dimanches.
LE RELAIS DE NEUILLY Pte des Ternes, 14 pl. Kermig, 17 ^e	572-57-37		BRUNCH - DÉJEUNERS et DINERS D'AFFAIRES. Ambiance musicale. SALON DE RÉCEPTION. Réservation : 572-57-37.
LE GRAND VENEUR 6, r. Pierre-Demout, 17 ^e	574-61-58 F/jean. midi-dim.		Cadre rénové. Nouvelle carte. Spécialités. Cassoules. Sole grand veneur. Râble de lièvre. Noisettes de biche. Soufflé framboise. Env. 160 F. Salons. P a n e t i e r
EL PICADOR 15 ■ Baugoolles, 17 ^e	F/lundi-mardi. 387-28-87		Déjeuner, Dîner, 120 f. Spéc. espagnoles : zarzuela, gambas, bacalao, calamaros tinta. P.M.R. 120 F. Salons pour banquets. REVOLUTION. Diners dansants.
VERGER DE 37, r. Lamarche, 18 ^e	252-12-70 F/sam., dij. et dim.		Son sympathique bistrot. Menu d'affaires. 120 F tout compris. Cuisine de qualité. Cris originaux inféctionnés. REVEILLON DE LA ST-STYLVESTRE à la carte.
CHEZ GEORGES Porte Maillot, 273, bd Pereire	574-31-90 F/sam.		Mais cinquante ans! L'on vos reçoit jusqu'à 23 h. Ses plats cuisinés à l'ancienne, tranchés et servis devant vous. Gigot, tranché et assés ses vins de propriétaires.
L'ORÉE DU BOIS Pte Maillot, bois de Boulogne	747-92-50 T.J.s.		Déj. d'aff. menu 195 f. vin compris. Dîner-spectacle dansant, jazz, varié, sam.-men 190 F. Orch. animés avec Carlo NELLI. S.p. récept. 10 à 800 pers. Parcs.

DINERS-SPECTACLES

CHEZ VINCENT 607-21-27 Dans le cadre typique d'une hacienda. NOËL : Dîners dansants aux chandelles avec Nino de MURCIA, ST-SYLVESTRE - RÉVEILLON.

LE BOUCANIER 875-20-42 Spécialités ANTILLAISES ■ ■ ■ vendredis et samedis. Dîner ■■■■■■
62 r. Boulbor. Grenay-sur-Bois

HORS PARIS

LE BOUCANIER 875-20-42 Spécialités ANTILLAISES avec orchestre - RÉVEILLONS  wendreads et samedis. Dîner 

SOUPE À L'APRES MINUTE

LE LOUIS XIV 202-56-56/200-19-90
Fruits, crudités
à la St. Germain, Huîtres, Fraises de mer, Canard
Rôti, Glace, Pât. pour servir par volonté.

WEPLER 14, place Clichy, 19°
523-33-24
SON BANC D'HUIÛRES
Foie gras frais - Poissons

Chez HANS! 3, pl. 18-Juin-1940
568-96-42.
F. Tour Montparnasse, J. 3 h. max.
CHOUCROUTE, FRUITS DE MER.

LE MODULE 106, bd Montparnasse
354-92-44
FRUITS DE MER ET GRILLADES
de 12 h à 3 h du matin sans interruption.
Parking - Me Vavin

LA CLOSÉE DES LILAS
NOËL-STYLÉSTE d'inspiration
1917, boulevard du Montparnasse
326-70-50 et 354-21-68
Au piano : Yvett MEYER.

DESSIRIER 75 les j.-227-82-14
17, pl. Perrier (17°)
LE SPÉCIALISTE DE L'HUIÛRE
POISSONS, SPÉC., GRILLADES

LA CHAMPAGNE 108, pl. Clichy
374-44-78/3.3h.
Huîtres - Coquillages - l'année
GRANDE ——— LA ———

LE MODULE 106, bd Montparnasse
75014 PARIS 14
354-98-64

DESSERTIER 9, pl. Paraire (17°)
LE SPÉCIALISTE DE L'HUIFRE
POISSONS, SPÉC., GRILLADES

LA CLOSERIE DES LILAS

LA CHAMPAGNE 874-44-78 J. 3h.
Huîtres - Coquillages — l'année
GRANDE — LA

Au piano : Yvan MEYER.

CHOCOLATE, FRUITS DE MER.

L'avant-garde au féminin

DANS l'autre moitié de l'avant-garde, l'AVANT-GARDE, Lou Vergine, dans une vision plus réaliste, qui ne se veut pas enfermer dans les chaînes du futurisme, s'attache à la collection, comme Gertrude Stein et Peggy Guggenheim. Les deux ont même joué un rôle important dans l'histoire de l'avant-garde, mais ignorent ce sous-estimé.

Groupes en mes vieilles expériences, saint Laser ou Vertu
et sciences théologiques.

d'une femme qui vit avec
un homme marié.
Comme un mari. Prévent sa

Images. Il s'agit d'un jeu de
l'esprit (encore une image) ; un
jeu, qui se joue avec des
bouts de ficelle, mais aussi
ici on se glisse des images
dans un peu d'esprit. Essayez
d'imaginer une petite fille
dévotée, incapable de se
figurer de réaliser, en elle-

On peut en faire l'inventaire : une vingtaine d'anges, une douzaine de saints, quinze christi, quatre marins, un casse-tête, un Tintoret de Chardin, un voyeur, etc. Pour ne mentionner ainsi que les éléments du jeu, il faudrait faire mention dans un dictionnaire : « Collège : situation d'un homme et

RAPHAËL SORIN.
N. CHALLACON, de Jacques
Prévert. Préface de Philippe
Bougeault. Textes d'André
Format: 21 x 27, 276 pages. Dis-
tribution: confère, Editions Gal-
limard. En souscription jusqu'au
31 décembre 1962 335 F, ensuite
350 F.

Les charmes du tétin

T E « blason », poétique délectable, fut défini à la perfection par Albert-Marie Schmidt : anthologie

poètes du seizième siècle pour la Bibliothèque de la Pléiade : *« L'accomplissement de l'œuvre d'un poète, d'un écrivain, d'un homme de lettres, d'une nation, d'une incantation »*. Récompensé par Clément Marot en 1533, avec le fameux *Bleau des du beau latin*, repris par Gilles d'Amigny, Bonaventure des Périers ou Maurice Scève, il brille notamment dans un beau livre, commenté par Pascal Lebrun et Pascal Quignard. Comme illustrations, l'éditeur a choisi des œuvres des peintres de l'école de Fontainebleau, dont Clouet et René Boyvin. Il a aussi joint aux bleus les « contre-bleus ».

LES LIVRES DU PERE NOEL SONT CHEZ BORDAS.



**LE MONDE
DE LA MÉDITERRANÉE:**
■ Beny - Préface ■
■ Tournier. Les photos de
Roloff Beny commentées
Anthony Thwaite et ■
grandes ■ qui depuis ■
300 ■ en couleur et en ■
372 ■ prix ■ ■

ARTS DECORATIFS:
Philippe Garner - 1948-1980
Les grands travaux des designers
de l'après-guerre.
pages, prix

TAPIS
DE MOND ESTIER
entièrement en laine de Loo (Pays de France)
pour servir de tapis d'entrée
de l'habitation moderne



Design

TAPIS ■ MONDE ■
Dirigé par Ian Bennett
Préface de M. ■ ■ ■ ■ ■
L'art ■ tapis et l'histoire des
grands centres de tissage.
Un livre passionnant et superbe
350 ■ ■ ■ ■ ■ prix 960

LES PLANETES:
André de Cayeux - S. Braniér
Préface d'Andouin Dollfus.
Pour tous qui vivent la tête
en l'air, une véritable
encyclopédie de ciel et des
prix.

HISTOIRE DE LA MUSIQUE:
sous la direction de
Marie-Claire Beltrando Patier.
Collection Marc Honegger
Du Moyen Âge aux dernières
créations contemporaines, une
approche nouvelle de la musique
qui utilise les méthodes les plus
modernes de la musicologie.
686 pages, prix 275 F.

**HISTOIRE
DE FRANCE
PAR L'IMAGE:**
Jacques Boudet
Préface d'Arthur Conte
En 3 volumes, une histoire de
France chronologique illustrée par
documents et époque. Un livre
à mettre sous les mains.
Chaque volume 200 pages, prix 15 F.

PH
Jean-Jacques Lévêque
PARIS

Un essai. Mais aussi
une "Carte du Tendre"
pour
un amoureux de Paris,
piéton sur les traces
de poètes
qui l'ont chanté.

■ vol. 208 pages ■ x .39, 220 illustrations ■ 20 en couleurs, relié ■ jaquette ■ 140 Fr.

PIERRE HORAY EDITEUR

— DIFFUSION GARNIER - DISTRIBUTION SODIS

Bordas

LE MONDE A LIVRES OUVERTS

SOLAR

Livres à offrir

LE GUIDE VERT DE LA CUISINE FRANÇAISE

Près de 500 recettes.
Un volume 12 x 20 cm, de 512 pages, cartonné, couverture illustrée en couleurs, plus de 350 photographies en couleurs / 95,00 F.

LE GUIDE VERT DES FLEURS ET PLANTES DE JARDIN

Familles / descriptions / origines / exigences de culture / multiplication / caractéristiques / etc.
de 380 plantes.
Un volume 12 x 20 cm, 512 pages, cartonné, couverture illustrée en couleurs, 450 photographies en couleurs / 90,00 F.

MARIE-CLAUDE BISSON LA BONNE CUISINE FRANÇAISE

Toutes les recettes indispensables à une bonne cuisine.
Plus de 7 000 recettes.
Un volume 15 x 23,5 cm, cartonné, couverture couleurs, 860 pages, plus 96 pages hors-texte couleurs / 88,00 F.

MIRIEU MASTROJANNI LE GRAND LIVRE DES VINS DE FRANCE

Les vins et les vignobles de France de A à Z.
Les classements, les millésimes.

les vins de pays, conseils pratiques.
Un album 20 x 27,5 cm, cartonné, couverture couleurs, 304 pages illustrées de plus de 200 photographies noires et couleurs et de cartes / 100 F.

LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE

L'histoire complète du conflit qui a secoué le monde. Un tableau précis des opérations militaires, terrestres, aériennes, sur les fronts. Un document de premier ordre sur la guerre mondiale. Plus de 200 photographies d'époque.
Un volume 24 x 31 cm, cartonné, couverture illustrée en couleurs, 258 pages / 100 F.

COULEURS DE COMBAT

Chasseurs et bombardiers de 1916 à nos jours.
Plus de 1 300 appareils avec leur camouflage.
Les deux principaux spécialistes mondiaux de la matière présentent les 112 appareils qui ont fait l'histoire de l'aviation de guerre du Spad 7 au F. 16, sous leurs camouflages.
Un album 22 x 30 cm, cartonné, couverture couleurs, pelliculée, 206 pages et 1 300 dessins en couleurs / 110 F.

LES CHAMPIGNONS

Mycologue de réputation mondiale, Roger Philippe a réuni et photographié les plus belles espèces qui figurent dans ce livre. Plus de 200 espèces de champignons.
Un album 21,5 x 28 cm, cartonné, couverture couleurs, pelliculée, 298 pages illustrées de 300 photographies en couleurs / 120 F.

LES ARBRES

Par sa clarté et la concision de son texte, ce livre est un véritable dictionnaire des illustrations. LES ARBRES est bien l'instrument de travail de l'amateur soucieux.
Un album 21,5 x 28 cm, cartonné, couverture couleurs, pelliculée, 224 pages, plus de 1 000 photographies en couleurs / 95 F.

LA NOUVELLE ENCYCLOPEDIE DES ANIMAUX

Présentation de PHILIPPE DE WAILLY, docteur-vétérinaire.
Précédée d'un préambule, illustrée de croquis, elle replace ce monde animal dans son contexte tant historique que géographique, la partie proprement alphabétique (1100 animaux étudiés), qui représente l'essentiel de ce magnifique volume, vous apportera une multitude d'informations sur tous les animaux du monde.
300 pages, format 10,5 x 28 cm, 1100 entrées, 100 illustrations en couleurs / 85,00 F.

LE MONDE PREHISTORIQUE

C'est la plus fantastique des sciences-fiction : l'aventure préhistorique de la vie sur notre globe et de sa lente évolution, depuis la "soupe primitive" composée de simples organismes monocellulaires jusqu'à l'apparition de l'homme en passant par la vie et la mort des "étranges lézards" que furent les dinosaures.
Un album 22 x 28 cm, 100 pages, cartonné sous jaquette couleurs ; 100 nombreux dessins et photographies en couleurs / 75,00 F.

LES GRANDES CATHEDRALES

La visite détaillée et en couleur des cathédrales les plus prestigieuses du monde.

gieuses du monde.

Un volume 22,5 x 34 cm, relié, jaquette couleurs, 96 pages, gardes couleurs, plus de 160 photographies en couleurs / 100 F.

NOUVEL ATLAS MONDIAL EDITION 1982

Illustré de nombreuses cartes de haute précision.
Magnifique volume de 240 pages, au format 10,5 x 35,5 cm, ouvrage, supervisé par l'Institut géographique national, contient une très importante partie cartographique (168 pages), une partie entière de quadrichromie. Les 54 cartes de 137 photographies en couleurs sont accompagnées de données statistiques pour chaque pays. Une performance dans le domaine de l'atlas / 100,00 F.

JANINE ET PIERRE LES CHATEAUX DE LA LOIRE

André CASTELOT
Un album 24 x 33 cm, sous jaquette couleurs, gardes couleurs, illustré de plus de 100 photographies en couleurs / 55,00 F.

JOHN HEDGECOE LA PHOTOGRAPHIE

Un guide complet et indispensable à l'amateur comme au photographe averti. Tous les conseils, toutes les techniques.
● Appareils, objectifs et accessoires
● Utilisation de la lumière
● Expression du mouvement
● Eclairage naturel et artificiel
● Composition, séquence et perspective
● Développement et tirage
● Travaux et travaux
● Carte technique
Un album de 208 pages, cartonné, jaquette couleurs. Nombreuses illustrations noires et couleurs, photographies et schémas / 100,00 F.

L'ENCYCLOPEDIE DE LA BEAUTE LE MAQUILLAGE

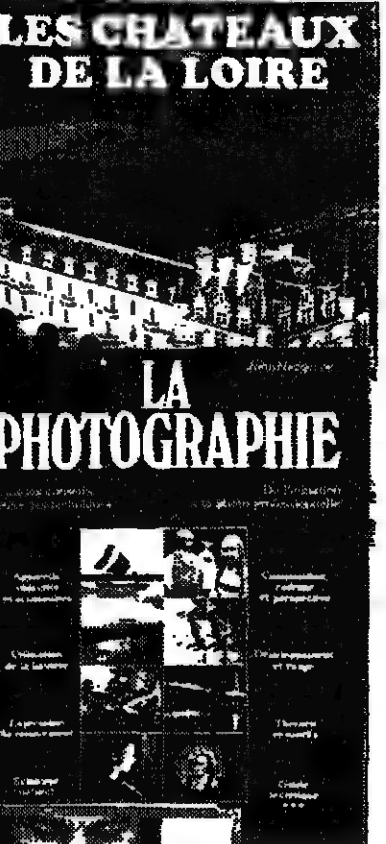
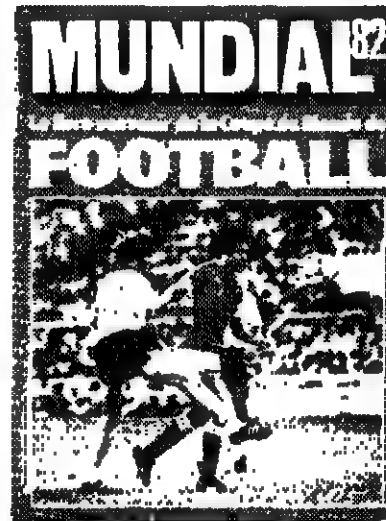
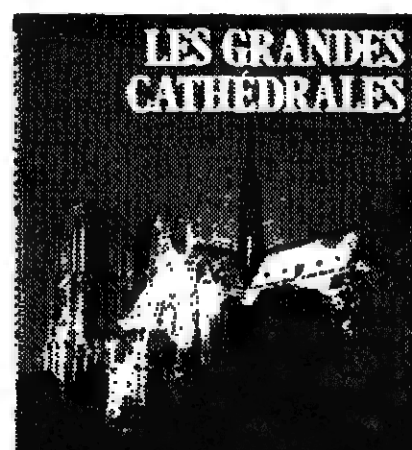
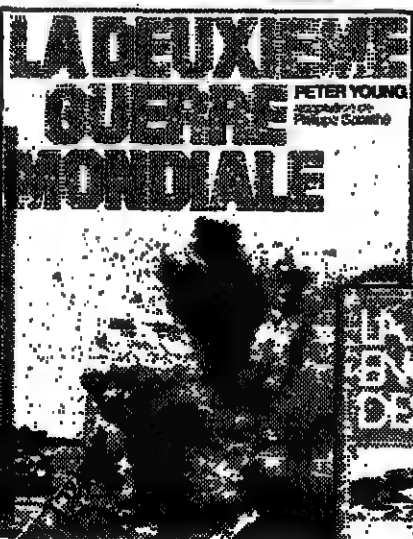
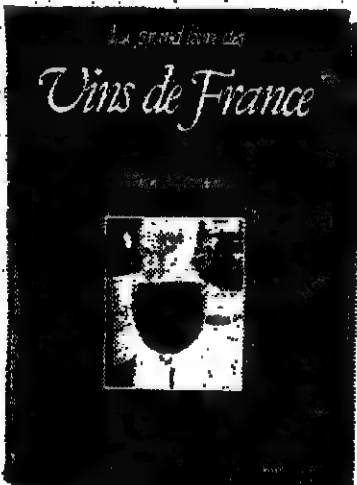
Esthéticienne, styliste et visagiste, Mireille Vernhes révèle dans son ouvrage ce que lui ont appris 10 ans d'expérience : la beauté est à la portée de tous.
200 pages, couverture en quadrichromie, cartonnée, plus de 100 illustrations originales, nombreuses photos noir et blanc et couleurs / 120 F.

DOCTEUR C.B. BLOUIN LA MEDECINE FAMILIALE

La Médecine Familiale donne au lecteur toutes les informations qu'il doit connaître avant d'appeler son médecin... et après l'avoir consulté. Cette encyclopédie complète comporte deux parties : la première chronologique : les âges de la vie, la seconde thématique : la santé de tous les jours.
200 pages, 15,5 x 23,5 cm, 100 illustrations environ, 200 photos noires et couleurs / 140,00 F.

MUNDIAL 82

Le livre souvenir de la Coupe du Monde du football.
Tous les matches de la 12^e Coupe du Monde, de la qualification de la France à la finale, l'histoire des précédentes Coupes du Monde et une fiche complète de chaque équipe qualifiée.
Un album 22 x 30 cm, cartonné, couverture couleur, pelliculée.
258 pages, 100 photos noires, 200 photos couleurs / 100 F.



Miniatures

Pour petits et... grands enfants

Pour se mettre en train

De tout temps, l'enfant s'est intéressé à la miniature. Un grand aîné de collectionneur de locomotives que l'homme aime à retrouver au travers d'un jouet ou d'une maquette. Le modèle réduit est à l'honneur, cette année, chez trois éditeurs. Clive Lamming, aux Éditions Atlas, démontre par la photographie, le texte, les plans, la richesse actuelle des réseaux miniatures. Il dresse un tableau des possibilités offertes par les échelles différentes, les thèmes anciens ou modernes, les régions d'implantation. C'est découvrir en quelque sorte, les aspects intimes de la création des ferroviaires. Au fil des pages, locomotives, wagons, gares et paysages s'animent et nous renvoient à la réalité de l'Amérique industrielle ou urbaine, de la campagne anglaise et des montagnes suisses. Les vues et les signaux d'une gare principale révèlent une architecture patiente et précise.

Le même auteur, chez le même éditeur, évoque la naissance du

train-jouet dans l'un des chapitres des *Jouets anciens*. Train à vapeur, train de planches ou train à bascule, leur ressemblance avec la réalité était lointaine, leur fonctionnement aléatoire, mais la robustesse de leur fabrication compensait la richesse de leurs couleurs en faisaient tout l'attrait.

Dans un autre ouvrage, *Cent ans de trains-jouets en France*, paru aux Éditions de la Vie du rail, Clive Lamming retrace l'histoire des précurseurs, des grandes marques et évoque les bouleversements survenus pendant les années 80. Le premier train miniature fut-il vraiment installé dans le parc du château de Saint-Cloud, en 1859, pour le prince impérial ? Peu importe ! Des artisans construisaient des jouets dans les faubourgs de Paris, à partir des techniques de la ferronnerie, avant de laisser la place aux industriels. Dans les années 20, Jap, Hornby et L.R. les trois grands, dominent les lettres de noblesse à ces jeux captivants. L'écartement se perfectionne et les enfants, comme les adultes, s'attachent plus de résineux et de minuscules.

Nous retrouvons Jap, Hornby et L.R. et bien d'autres marques célèbres comme Martin, Saco, Sietzen ou Trax avec la complicité de Jean-Claude Fournet, auteur de *Trains-jouets et modèles*. Les éditions Serge Godin présentent l'une des plus importantes collections du monde : celle du comte Antonio Chianura Coluzzi, créateur et animateur de Polignac. Cet homme a ordonné sa vie privée et professionnelle autour de son rêve d'enfant. Quarante années de patience, de recherches, de restauration, d'échanges et de compilation ont abouti à ce beau catalogue de jouets et de modèles réduits. Prises de vue de qualité, photographes irréprochables et des textes précis et concis. Dès les premières pages, le charme de ce livre-amuse opère sur le lecteur.

JACQUES DOLEANS.

• *CHÈRE-DOUVRE DU MODÈLE* : *LE GUIDE MARABOUT DES TRAINS-JOUETS*, de Clive Lamming, 146 pages, 28 x 22 cm, Éditions Atlas, 135 F.

• *LES JOUETS ANCIENS*, de Clive Lamming, 246 pages, 28 x 22 cm, Éditions Atlas, 235 F.

• *CENT ANS DE TRAINS-JOUETS EN FRANCE*, de Clive Lamming, 142 pages, 28 x 24 cm, Éditions de la Vie du Rail, 121 F.

• *TRAINS-JOUETS ET MODÈLES*, de Jean-Claude Fournet, 121 pages, 28 x 24 cm, Éditions Serge Godin, 499 F.

De gros malheurs

■ ROBERT MUNSCH : *Le métro en folie*. Illustration de Michael Marchenko (traduit par Catherine Navarre). Gallimard « Folio Benjamin », 32 pages, 12 F.

■ OLIVIER : *Sois gentil*, trop désordre !

■ Mais, soudain, à mur ouvert, un monde se révèle

gros qui défilent peut-être aux yeux des enfants. Ce sont des frères qui se disputent, c'est lui qui reproche... Mais on n'a pas l'habitude, dans les livres pour enfants, de rencontrer des adultes et des enfants qui se disputent. (A partir de cinq ans.)



Illustration de Michael Marchenko

« Le métro en folie »

■ *OLIVIER* : *Sois gentil*, trop désordre !

■ *WILHELM SCHLÖTTE* : *Le métro en folie*. Illustration de Michael Marchenko (traduit par Catherine Navarre). Gallimard « Folio Benjamin », 32 pages, 12 F.

■ *OLIVIER* : *Sois gentil*, trop désordre !

■ *OLIVIER* : *Sois gentil*, trop désordre !

■ *OLIVIER* : *Sois gentil*, trop désordre !

■ *OLIVIER* : *Sois gentil*, trop désordre !

■ *OLIVIER* : *Sois gentil*, trop désordre !

■ *OLIVIER* : *Sois gentil*, trop désordre !

■ *OLIVIER* : *Sois gentil*, trop désordre !

■ *OLIVIER* : *Sois gentil*, trop désordre !

■ *OLIVIER* : *Sois gentil*, trop désordre !

■ *OLIVIER* : *Sois gentil*, trop désordre !

■ *OLIVIER* : *Sois gentil*, trop désordre !

■ *OLIVIER* : *Sois gentil*, trop désordre !

■ *OLIVIER* : *Sois gentil*, trop désordre !

■ *OLIVIER* : *Sois gentil*, trop désordre !

■ *OLIVIER* : *Sois gentil*, trop désordre !

■ *OLIVIER* : *Sois gentil*, trop désordre !

La joie des mots

Pour apprendre l'alphabet, il n'y a rien de mieux qu'un dictionnaire. Le « cru » de 65 justifie amplement, en tout cas, un apprentissage.

Honneur à l'ancêtre, qui n'en finit pas de recommencer. Son La... aux enfants. En moins de 100 pages — le « petit » Larousse — compte près de 1800... il propose... un dictionnaire classique... une mini-encyclopédie.

Un effort de simplification... par rapport à l'encyclopédie du « petit » Larousse, la façon... rebouter l'enfant... volonté... l'aspect encyclopédique, il... traité, lui aussi, d'une... directe... ignorer l'actualité, qui... important pour un... montrer... non-initiés que... d'ouvrage est... vivant.

Ainsi trouve-t-on trace, dans le « pluridictionnaire », la guerre... Malouines, François... terrand, un coup... force du... en Pologne... Liban (mais pourquoi prétendre à un... chapitre... la raid israélien... intervention... ONU ?). L'effort de présentation, la systématique... grandes dates, les... claires ajoutent... la lisibilité. (A partir de six ans.)

Avec le *Plaisir des mots*, Georges Jean... un ouvrage d'un genre... fait d'un... passionnant :... l'auteur dépouille... les mots... vieilles, vieilles, poétiques, qui... l'histoire d'une langue, les mots... aussi. Ainsi apprend-on que *chacal* est le nom d'une... un peu folle des... l'argot et le nom d'une... ancienne d'où l'expression « boire à tire l'argot », que *lascar* vient du portugais et signifiait « mercenaire », *châloper* en vieux français.

■ *LE PLAISIR DES MOTS*, de Georges Jean. Gallimard, 252 p., 68 francs.

■ *LE PLAISIR DES MOTS*, de Georges Jean. Gallimard, 252 p., 68 francs.

■ *LE PLAISIR DES MOTS*, de Georges Jean. Gallimard, 252 p., 68 francs.

■ *LE PLAISIR DES MOTS*, de Georges Jean. Gallimard, 252 p., 68 francs.

■ *LE PLAISIR DES MOTS*, de Georges Jean. Gallimard, 252 p., 68 francs.

■ *LE PLAISIR DES MOTS*, de Georges Jean. Gallimard, 252 p., 68 francs.

■ *LE PLAISIR DES MOTS*, de Georges Jean. Gallimard, 252 p., 68 francs.

■ *LE PLAISIR DES MOTS*, de Georges Jean. Gallimard, 252 p., 68 francs.

■ *LE PLAISIR DES MOTS*, de Georges Jean. Gallimard, 252 p., 68 francs.

■ *LE PLAISIR DES MOTS*, de Georges Jean. Gallimard, 252 p., 68 francs.

■ *LE PLAISIR DES MOTS*, de Georges Jean. Gallimard, 252 p., 68 francs.

■ *LE PLAISIR DES MOTS*, de Georges Jean. Gallimard, 252 p., 68 francs.

■ *LE PLAISIR DES MOTS*, de Georges Jean. Gallimard, 252 p., 68 francs.

■ *LE PLAISIR DES MOTS*, de Georges Jean. Gallimard, 252 p., 68 francs.

■ *LE PLAISIR DES MOTS*, de Georges Jean. Gallimard, 252 p., 68 francs.

■ *LE PLAISIR DES MOTS*, de Georges Jean. Gallimard, 252 p., 68 francs.

■ *LE PLAISIR DES MOTS*, de Georges Jean. Gallimard, 252 p., 68 francs.

■ *LE PLAISIR DES MOTS*, de Georges Jean. Gallimard, 252 p., 68 francs.

■ *LE PLAISIR DES MOTS*, de Georges Jean. Gallimard, 252 p., 68 francs.

■ *LE PLAISIR DES MOTS*, de Georges Jean. Gallimard, 252 p., 68 francs.

désigne une coquille de noix, *ralley* n'est... manifestation supplémentaire... l'imperalisme anglais, mais que... Anglais qui nous ont... verbe rallier, *pétrole*... dire étymologiquement huile... pierre, qu'une... une brèche.

D'un... poche, le *Plaisir des mots*... aussi... que de proverbes, d'extraits... fables... poèmes... un précieux... d'initiation, toujours intelligent, jamais... nuyeux. (A partir de six ans.)

■ *LE PLAISIR DES MOTS*, de Georges Jean. Gallimard, 252 p., 68 francs.

■ *LE PLAISIR DES MOTS*, de Georges Jean. Gallimard, 252 p., 68 francs.

■ *LE PLAISIR DES MOTS*, de Georges Jean. Gallimard, 252 p., 68 francs.

■ *LE PLAISIR DES MOTS*, de Georges Jean. Gallimard, 252 p., 68 francs.

■ *LE PLAISIR DES MOTS*, de Georges Jean. Gallimard, 252 p., 68 francs.

■ *LE PLAISIR DES MOTS*, de Georges Jean. Gallimard, 252 p., 68 francs.

■ *LE PLAISIR DES MOTS*, de Georges Jean. Gallimard, 252 p., 68 francs.

■ *LE PLAISIR DES MOTS*, de Georges Jean. Gallimard, 252 p., 68 francs.

■ *LE PLAISIR DES MOTS*, de Georges Jean. Gallimard, 252 p., 68 francs.

■ *LE PLAISIR DES MOTS*, de Georges Jean. Gallimard, 252 p., 68 francs.

■ *LE PLAISIR DES MOTS*, de Georges Jean. Gallimard, 252 p., 68 francs.

■ *LE PLAISIR DES MOTS*, de Georges Jean. Gallimard, 252 p., 68 francs.

■ *LE PLAISIR DES MOTS*, de Georges Jean. Gallimard, 252 p., 68 francs.

■ *LE PLAISIR DES MOTS*, de Georges Jean. Gallimard, 252 p., 68 francs.

■ *LE PLAISIR DES MOTS*, de Georges Jean. Gallimard, 252 p., 68 francs.

■ *LE PLAISIR DES MOTS*, de Georges Jean. Gallimard, 252 p., 68 francs.

■ *LE PLAISIR DES MOTS*, de Georges Jean. Gallimard, 252 p., 68 francs.

■ *LE PLAISIR DES MOTS*, de Georges Jean. Gallimard, 252 p., 68 francs.

■ *LE PLAISIR DES MOTS*, de Georges Jean. Gallimard, 252 p., 68 francs.

■ *LE PLAISIR DES MOTS*, de Georges Jean. Gallimard, 252 p., 68 francs.

■ *LE PLAISIR DES MOTS*, de Georges Jean. Gallimard, 252 p., 68 francs.

■ *LE PLAISIR DES MOTS*, de Georges Jean. Gallimard, 252 p., 68 francs.

■ *LE PLAISIR DES MOTS*, de Georges Jean. Gallimard, 252 p., 68 francs.



132 pages 85 F

96 pages 70 F

132 pages 85 F

96 pages 70 F

132 pages 85 F

96 pages 70 F

132 pages 85 F

96 pages 70 F

132 pages 85 F

96 pages 70 F

L'événement chez...
ENCYCLOPAEDIA
BRITANNICA
et E.B.S.

DE L'ENCYCLOPAEDIA BRITANNICA

A L'ENCYCLOPAEDIA UNIVERSALIS

Tandis que la France du 16^e siècle assistait à la naissance orageuse de l'Encyclopédie de Diderot et d'Alembert, la Grande-Bretagne produisait la première édition de ce qui allait devenir, au fil des siècles, la plus prestigieuse encyclopédie du monde : l'Encyclopaedia Britannica.

De nos jours, Encyclopaedia Britannica qui compte plus de 20.000 pages, dans plus de 17 pays, est, dans le monde entier, le symbole de l'édition culturelle et scientifique à son plus haut niveau.

A Paris, Encyclopaedia Britannica, créée et diffusée la célèbre Encyclopaedia Universalis en 20 volumes, la plus grande encyclopédie de langue française, un monument de 23.000 pages et 22.000 illustrations comportant 20.500 articles rédigés par 4.000 spécialistes éminents.

Encyclopaedia Britannica édite également l'illustre Dictionnaire de la Langue Française d'Emile Littré, véritable trésor de notre langue et vivant de l'histoire de la langue française.

Encyclopaedia Britannica, créée et diffusée la célèbre Encyclopaedia Universalis en 20 volumes, la plus grande encyclopédie de langue française, un monument de 23.000 pages et 22.000 illustrations comportant 20.500 articles rédigés par 4.000 spécialistes éminents.

Encyclopaedia Britannica, créée et diffusée la célèbre Encyclopaedia Universalis en 20 volumes, la plus grande encyclopédie de langue française, un monument de 23.000 pages et 22.000 illustrations comportant 20.500 articles rédigés par 4.000 spécialistes éminents.

Encyclopaedia Britannica, créée et diffusée la célèbre Encyclopaedia Universalis en 20 volumes, la plus grande encyclopédie de langue française, un monument de 23.000 pages et 22.000 illustrations comportant 20.500 articles rédigés par 4.000 spécialistes éminents.

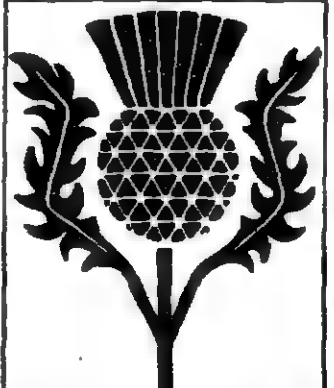
Encyclopaedia Britannica, créée et diffusée la célèbre Encyclopaedia Universalis en 20 volumes, la plus grande encyclopédie de langue française, un monument de 23.000 pages et 22.000 illustrations comportant 20.500 articles rédigés par 4.000 spécialistes éminents.

Encyclopaedia Britannica, créée et diffusée la célèbre Encyclopaedia Universalis en 20 volumes, la plus grande encyclopédie de langue française, un monument de 23.000 pages et 22.000 illustrations comportant 20.500 articles rédigés par 4.000 spécialistes éminents.

Encyclopaedia Britannica, créée et diffusée la célèbre Encyclopaedia Universalis en 20 volumes, la plus grande encyclopédie de langue française, un monument de 23.000 pages et 22.000 illustrations comportant 20.500 articles rédigés par 4.000 spécialistes éminents.

Encyclopaedia Britannica, créée et diffusée la célèbre Encyclopaedia Universalis en 20 volumes, la plus grande encyclopédie de langue française, un monument de 23.000 pages et 22.000 illustrations comportant 20.500 articles rédigés par 4.000 spécialistes éminents.

Encyclopaedia Britannica, créée et diffusée la célèbre Encyclopaedia Universalis en 20 volumes, la plus grande encyclopédie de langue française, un monument de 23.000 pages et 22.000 illustrations comportant 20.500 articles rédigés par 4.000 spécialistes éminents.



ENCYCLOPAEDIA BRITANNICA FRANCE

DEPUIS 1768, LES PLUS CÉLÈBRES

ENCYCLOPÉDIES DU MONDE.

E.B.S.

EDUCATIONAL BUSINESS SERVICES

Pour recevoir une documentation complète et sans engagement concernant l'une ou l'autre des richesses éditoriales de cette page, remplissez et retournez le bon ci-dessous à :

ENCYCLOPAEDIA BRITANNICA E.B.S.

Tour Maine-Montparnasse

33, avenue du Maine

75735 PARIS CEDEX 15

MET A VOTRE DISPOSITION

LES MEILLEURS INSTRUMENTS

DE LA CULTURE

La mission d'E.B.S. est d'être au premier plan des meilleurs outils culturels de notre époque.

Ainsi, tout récemment, E.B.S. vous propose un ouvrage unique, sophistiqué, digne de la culture qui parle anglais :

« ENGLISH COMMUNICATIONS », véritable laboratoire de la langue personnelle, ENGLISH COMMUNICATIONS, des techniques de la communication, des « parlers » qui comportent, en plus de l'image et des textes, des planches et microdisques permettant d'acquiescer par l'intermédiaire d'un microphonage, la prononciation, le vocabulaire, la prononciation, l'approche des langues étrangères.

De même, E.B.S. a entrepris de ce livre, l'Europe du livre, une intelligence des langues, l'Encyclopédie de Diderot et d'Alembert, le grand bi-dictionnaire Franco-Marin.

De même, E.B.S. a entrepris de ce livre, l'Europe du livre, une intelligence des langues, l'Encyclopédie de Diderot et d'Alembert, le grand bi-dictionnaire Franco-Marin.

De même, E.B.S. a entrepris de ce livre, l'Europe du livre, une intelligence des langues, l'Encyclopédie de Diderot et d'Alembert, le grand bi-dictionnaire Franco-Marin.

De même, E.B.S. a entrepris de ce livre, l'Europe du livre, une intelligence des langues, l'Encyclopédie de Diderot et d'Alembert, le grand bi-dictionnaire Franco-Marin.

De même, E.B.S. a entrepris de ce livre, l'Europe du livre, une intelligence des langues, l'Encyclopédie de Diderot et d'Alembert, le grand bi-dictionnaire Franco-Marin.

De même, E.B.S. a entrepris de ce livre, l'Europe du livre, une intelligence des langues, l'Encyclopédie de Diderot et d'Alembert, le grand bi-dictionnaire Franco-Marin.

De même, E.B.S. a entrepris de ce livre, l'Europe du livre, une intelligence des langues, l'Encyclopédie de Diderot et d'Alembert, le grand bi-dictionnaire Franco-Marin.

De même, E.B.S. a entrepris de ce livre, l'Europe du livre, une intelligence des langues, l'Encyclopédie de Diderot et d'Alembert, le grand bi-dictionnaire Franco-Marin.

De même, E.B.S. a entrepris de ce livre, l'Europe du livre, une intelligence des langues, l'Encyclopédie de Diderot et d'Alembert, le grand bi-dictionnaire Franco-Marin.

PH

La B.D. nostalgie

Une anthologie de Benjamin Rabier

Le Yellow Kid 1982, prix spécial du jury de Lucca (Italie), vient d'être décerné aux Editions Horay pour leurs collections de B.D. de Little Nemo à Félix le chat.

112 planches dont 56 en couleurs

128 pages 27 x 37 relié 170 F

PIERRE HORAY EDEITEUR

DIFFUSION GARNIER - DISTRIBUTION SODIS

ENCYCLOPAEDIA BRITANNICA

EDUCATIONAL BUSINESS SERVICES

Demande de documentation

(à retourner à l'ENCYCLOPAEDIA BRITANNICA FRANCE - E.B.S. Tour Maine-Montparnasse 33, avenue du Maine, 75735 PARIS CEDEX 15)

Veuillez un être patient, sans engagement, une documentation complète concernant la (les) richesse(s) ci-dessous :

☐ English COMMUNICATIONS

☐ L'Encyclopaedia Britannica en 30 volumes (en anglais)

☐ Dictionnaire de la Langue Française d'Emile Littré en 2 volumes

☐ L'Encyclopédie de Diderot et d'Alembert en 18 volumes

☐ L'Encyclopédie de Diderot et d'Alembert en 18 volumes

Nom : _____

Prénom : _____

Code postal : _____ Ville : _____

LM8

OFFRES D'EMPLOI	1100	1100
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,84

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	1100	1100
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions

emploi régional emploi régional emploi régional emploi régional

Nous sommes un important
Promoteur-Constructeur
possédant une forte
implantation nationale.

Nos activités produites
couvrent aussi bien l'indiv-
viduel que le collectif ou
les loisirs.

Un rapide développement
régional nous amène à
recruter des Responsables
Fonciers et un Responsa-
ble d'Agence.

RESPONSABLES FONCIERS

Aix en Provence
Bordeaux
Lyon

De formation supérieure, ils seront
chargés de la prospection foncière
du montage des opérations.
Nous souhaiterions recruter des
candidats possédant une bonne
expérience régionale d'environ 5 ans
dans les opérations de village ou
d'immobilier collectifs tant dans le
domaine social que dans le
domaine des loisirs.

Pour tous ces postes de larges perspectives d'évolution sont envisageables pour
des candidats motivés et mobiles.
Merci de nous adresser votre CV, photo et prétentions à l'adresse suivante :
Contesse Publicité - 20, av. de l'Opéra - 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

RESPONSABLE D'AGENCE

Nice

De formation supérieure il aura pour
mission principale la gestion et le
développement des diverses activités
du Groupe sur la Côte d'Azur à
partir des opérations existantes.
Une bonne expérience profession-
nelle de 5 ans dans la région, et les
qualités de gestion et de gestion
permettront de mener à bien cette
fonction.

Crouzet recrute un ingénieur électromécanicien

qui prendra la responsabilité, au
sein de notre division électroméca-
nique (leader européen dans le do-
maine des programmeurs) du la-
boratoire chargé des nouvelles mé-
thodes de mesure et de

l'assurance qualité
des nouveaux produits

Ce poste offre d'intéressantes pers-
pectives d'évolution pour un jeune
ingénieur motivé par l'aspect quali-
té dans un environnement de grande série.

Poste à pourvoir à Valence

Crouzet

Envoyer votre dossier de candidature sous
référence 1111 à Crouzet S.A., Direction du
Personnel, 1111 Valence Cedex.

LE C.N.E.S. dans le cadre du développement activités d'exploitation des Satellites Opérationnels (SPOT, TELECOM, T.D.F.).

recherche pour son

CENTRE SPATIAL DE TOULOUSE INGÉNIEURS INFORMATIENS ET ÉLECTRONICIENS

diplômés G.E. ou formation universitaire il y aura pour
renforcer les équipes des Centres Opérationnels de mise à
poste et de contrôle de Satellites.

Il sera chargé de :
- de la mise en œuvre de systèmes opérationnels ;
- de la maintenance de matériels ;
- de la maintenance de logiciels ;
- de la constitution de réseaux télématiques associés.

Une expérience de 2 à 5 ans et la connaissance de l'anglais
seront appréciées.

Adressez C.V. détaillé et prétentions à

Centre Spatial de Toulouse, Division du Personnel,
18, avenue Edouard-Belin, 31035 Toulouse Cedex.

Essai privé sous contrat

(Ecole, collège, lycée)

1.200 élèves. Examen Sup-
Est, recherche

DIRECTEUR

Reprise septembre 1983.

Reprise sous le n° 7037.204 M

RÉGIE-PRESSE

85 bis, r. de la République, 75002 Paris.

ÉDITEUR DE GUIDE PRATIQUE

DES GRANDES VILLES

FRANÇAISES

recherche

SON CORRESPONDANT

PERMANENT

A TOULOUSE

Env. C.V. + photo à N.E.L.L.

128, rue de la République, 31000 Toulouse.

Tél. : 523-10-63.

LA VILLE D'ORLÉANS RECRUTE D'URGENCE 2 DIRECTEURS DE SERVICES ADMINISTRATIFS

Pour la Direction de
l'Organisation et des Mé-
thodes qui aura pour fonc-
tion :
- La mise en place d'un plan
informatique ;
- La création d'un tableau des
effectifs théoriques par ser-
vice ;
- L'étude et l'analyse des
postes ;
- Conditions de recrutement :
- Soit remplir les conditions
de recrutement à l'emploi de Directeur de Ser-
vices Administratifs ;
- Soit être diplômé de l'E.S.C.
ou d'un diplôme équivalent ;
- Pour le poste de Directeur des Af-
faires Économiques :
- Conditions de recrutement :
- Soit remplir les conditions
de recrutement à l'emploi de Directeur de Services Admi-
nistratifs ;
- Soit être titulaire d'un di-
plôme de l'E.S.C. ou des
Écoles d'Ingénieurs ;
- Soit justifier d'une expé-
rience très confirmée dans le
domaine de l'Action Écono-
mique.

UN SOUS-DIRECTEUR POUR LE SERVICE CONTENTIEUX

(échelle indiciaire et condi-
tions de recrutement secrétaire
général adjoint de 20.000 à
40.000 habitants.)
Adresser candidatures avec
C.V. à Monsieur le Maire, Direc-
teur du Personnel, Centre munici-
pal, place de l'Église, 45032
ORLÉANS cedex.

Pour tous renseignements,
s'adresser à la Direction du Per-
sonnel (Tél. 42-23-74).

QUOTIDIEN RÉGIONAL EST

CHERCHE

SECRÉTAIRE

DE RÉDACTION

Envoyer C.V. + photo d'identité

s/réf. 250.949 à RÉGIE-
PRESSE, 85 bis, r. Républi-
que, 75002 PARIS.

Recherche à 10 km

de Paris (près d'Auxerre) re-
cherche dans le cadre de son
expansion son

CHEF DE

FABRICATION

(35 ans minimum)

pour diriger son atelier

(60 personnes)

- Une expérience de 8 ans mi-
nimum dans un poste simi-
laire est requise ;

- De bonnes connaissances

en chaudronnerie et carrosserie

sont indispensables ;

- Possibilité de logement ;

- Ne craint le statut cadre.

Env. lettre manuscrite, C.V.,

photo et prêt à S.A.R.L. Car-

rosserie PARIGOT, 47, route

d'Auxerre, 89470 MONTEAULI.

CASSET

CONSEILS JURIDIQUES

FISCALISTE

(ENI - DESS)

Expérience clientèle

orientée. Photo

HAVAS 2008 S.P. 287,

38044 GRENOBLE.

Devenir MONTEUR (TRICIS),

Auto-Ecole. Cours par

correspondance.

Boite 7, rue Juliette-Réaumur,

69007 LYON. Tél. : (18 7)

824-71-36. Ecole privée.

Ingénieur études

Nantes

C.P.I.O.

Landbouws en Plastiques

Assistance industrie automobile allemande -

La C.P.I.O., filiale de la Régie Renault, (2.200 person-
nes, 3 usines, 530 millions de chiffre d'affaires) est
spécialisée dans l'étude, la conception et la fabri-
cation de pièces techniques en caoutchouc et plas-
tique destinées à l'industrie automobile. Son centre
technique de recherche et de développement crée
un poste d'ingénieur d'études plus particulièrement axé sur le marché alle-
mand. Il assistera le responsable commercial basé dans ce pays en
relations techniques avec les bureaux d'études des constructeurs. Il aura à
concevoir et mettre au point les produits tout en apportant des solutions
nouvelles et des conseils sur les problèmes posés. Ce poste basé à
Nantes s'adresse à un jeune ingénieur mécanicien, possédant un minimum de deux à
trois ans d'expérience dans un bureau d'études dans le secteur de
l'industrie automobile. Il aura de bonnes connaissances en mécanique vibra-
toire et acoustique ainsi que des bases solides en allemand pouvant être
éventuellement perfectionnées. Une formation aux techniques de la société
est prévue. Le salaire annuel de départ sera fonction des compétences acqui-
ses. Des possibilités d'évolution existent aussi bien dans la société que dans
le groupe Renault. S'adresser à J.B. FOURNIER. Réf. A/180M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.

Adressez C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.

1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. (40) 48.48.82

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon

Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

BOIS DIETTERLE ET ASSOCIÉS LYON

recherche

UN CHEF DE MISSION (Superviseur)

pour son département

EXPERTISE COMPTABLE

UN MANAGER

et

UN CHEF DE MISSION (Superviseur)

pour son département

AUDIT

BOIS DIETTERLE ET ASSOCIÉS

44, rue Lieutenant COLIN Prévost

69006 LYON

Joindre C.V. et prétentions

discrétion assurée

IMPORTANTE ENTREPRISE

DU SUD-OUEST

recherche

RESPONSABLE SYSTÈME

Mais niveau

chargé de la conception, de la

mise en œuvre et du contrôle

de systèmes automatisés et ré-

gards, constitué de 43 M, 8100,

Miroir et P.D.P. Ce

poste conviendra à un ingénieur

capable d'assurer un conseil ef-

ficace auprès de la Direction In-

formatique, des études et de

l'exploitation et dont l'expé-

rience sur le terrain est un at-

out important.

Adressez : lettre, C.V. + photo et

prétentions à :

BOIS DIETTERLE ET ASSOCIÉS

44, rue des Lieux, 78008 Paris.

L'Association Action gestion

promotion centre de loisirs

recherche, (info) enregistrements

resp. d'équipe. Avoir 4 ans

d'expérience, de D.E.F.A. ou le

CAPASE ou DUT centres so-

ciétés option animateur. En-

voyer candidature à A.G.P.C.L.

8, rue de la République, 38000

GRENOBLE, avec C.V. détaillé.

Importante Société région AIXOISE

recherche

1 SECRÉTAIRE

DE DIRECTION

10 à 18 ans d'expérience.

Niveau D.U.T. ou B.T.S.

Capable d'encadrer une équipe

de 5 personnes. Familiarité

avec questions financières

et comptables, solides

références indispensables.

Env. photo, C.V., précisant

motivation et si éventuellement

inscrit à l'A.N.P.E.

Boite sous le n° 7037.204 M

RÉGIE-PRESSE,

85 bis, r. République, 75002 Paris.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

L'agence de publicité Impact-FCB recherche un Chef du service comptabilité

Le candidat

Le futur chef du service comptabilité

devrait avoir une expérience d'environ

10 années, dont au moins 5 à un poste

de responsabilité en comptabilité gé-

nérale, pour organiser ce service et

animer une équipe (formation DECS

ou équivalent).

Une implantation informatique est en

cours et les différentes opérations

comptables seront analysées et réor-

ganisées afin de s'adapter au nouveau

système.

Cette fonction suppose également des

qualités de belle qualité, non seule-

ment à l'intérieur de l'agence, mais

aussi avec ses partenaires, qu'ils soient

clients ou fournisseurs.

Une expansion de 50 %

en deux ans

Une telle expansion implique qu'Im-

act-FCB renforce les connexions

entre les services comptables, l'infor-

matique, la direction financière et la

direction générale.

Ce développement passe — en partie

— par les liens qu'entretient Impact-

FCB avec l'ensemble des filiales du

groupe : 35 agences internationales,

c'est dire que la pratique de l'anglais

est souhaitée.

Si ce poste vous intéresse,

merci d'écire, sous référence 459 G

à Marceline Bisesti,

conseil de direction,

16 bis, rue des Plantes

75014 PARIS.

Nord Vaucluse

Dans le cadre de son développement

et de son redéploiement

SFEC

recherche

UN INGÉNIEUR B.E.

- De formation ingénieur mécanicien A.M.

E.C.A.M. - INSA - ou ENSM

- Il participera à l'étude et à la conception

d'avant projets destinés à la fabrication de

machines spécialisées.

UN INGÉNIEUR

METHODES

- De formation ingénieur mécanicien A.M.

E.C.A.M. - INSA - ou ENSM

- Il aura pour mission l'élaboration et la

coordination qualitative et quantitative de la

mise en place de machines et la suivi cons-

tructeur.

2 TECHNI- COMMERCIAUX

- De formation mécanicien

- Vendeurs de haut niveau, en collaboration

avec les responsables de produits ils assureront

la détermination et le suivi de la clientèle.

Pour ces 3 postes : plusieurs années d'expé-

rience dans la spécialité sont exigées

qu'une bonne connaissance de l'Anglais.

Adressez CV et prétentions à S.F.E.C.,

Ile-de-France

Après cinq jours de grève

LES ÉBOUEURS DE PARIS SE RÉUNISSENT EN ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Les quelque quatre mille huit cents éboueurs C.G.T. de Paris, soit près de la moitié de l'effectif total de cette catégorie de salariés, étaient encore en grève mercredi 8 décembre. Ils devaient tenir une assemblée générale à la Bourse du travail pour décider de la reconduction ou de l'arrêt de leur mouvement.

De leur côté, les cinq cents conducteurs de bennes, qui demandent une amélioration de leurs points de retraite, n'ont pas dans une proportion de 70 %, repris le travail. Les uns et les autres seront reçus une nouvelle fois mercredi après-midi à l'Hôtel de Ville.

Le P.C. dresse un réquisitoire contre la politique du logement à Paris

Sous le titre « La crise du logement, réponse à Jacques Chirac », le groupe des élus communistes au Conseil de Paris a réuni, le 7 décembre, une conférence de presse au cours de laquelle la politique du maire en matière de logement a été jugée et condamnée. C'est M. Henri Malberg, chef de file des candidats communistes aux élections municipales, qui a prononcé le réquisitoire. Il a commencé par résumer l'argument selon lequel la crise du logement qui sévit à Paris serait imputable au gouvernement actuel.

« D'emblée, je veux dire à M. Chirac qu'il ne tiendra pas deux mois de campagne électorale avec l'argument simpliste qu'avant tout allait bien et qu'en dix-huit mois la gauche a tout gâché. »

Selon les communistes, cette crise est la conséquence d'une politique lancée en 1965 par Georges Pompidou et prolongée, sous une forme plus discrète, par M. Valéry Giscard d'Estaing. La « tornade spéculative » qu'elle a permise a chassé hors des murs les centaines de milliers de Parisiens.

« Collaborateur de M. Pompidou, membre de son gouvernement, premier ministre de M. Giscard d'Estaing, M. Chirac, dit M. Malberg, a été l'animateur et l'instigateur de cette politique. S'il n'a rien fait pour l'héritage qu'il nous a laissé, c'est bien celui-là. »

Quant au bilan de la politique du maire depuis 1977, le communiste n'a pas été moins sévère. Selon lui, au lieu des cinq mille logements sociaux prévus, le nombre de logements effectivement construits a été le suivant : 2 224 en 1977 ; 3 050 en 1978 ; 2 591 en 1979, et seulement 1 393 en 1980. Quant aux crédits votés chaque année, ils n'auraient été consommés qu'à 60 %.

« Le plan de M. Chirac de six mille logements n'a été qu'un leurre », a ajouté M. Malberg. « Pour l'avenir, les élus communistes, représentant la politique qui avait provoqué de vifs incidents au Conseil de Paris le 22 novembre (le Monde du 31 novembre), ont décidé le maire de vouloir « faire sauter le verrou de la loi de 1948, qui, dans la capitale, impose un caractère social à deux cent mille logements ». En outre, « pour vider le fichier des mal-logés », il serait capable de « faire installer en banlieue ». Ce plan, conclut M. Malberg, annonce une nouvelle « vague d'éviction » des Parisiens.

Quelles sont les propositions du P.C. ? Selon M. Malberg, Paris doit non seulement conserver plus de deux millions d'habitants, mais aussi une population dans laquelle tout l'éventail social serait représenté : « un Paris divers à l'image de la France ». Il faut donc à la fois construire des logements sociaux, passer sur le prix des loyers, freiner le développement des bureaux, favoriser l'implantation de centres de recherche, protéger les industries traditionnelles et l'artisanat.

Négligeant le rôle d'un tel programme, M. Malberg croit qu'on peut trouver les moyens financiers en utilisant le 0,9 % des entreprises (2 milliards de francs collectés à Paris), en transférant les six mille logements de haut niveau prévus dans les ZAC (1) en logements sociaux, en utilisant le capital et immobilier que les possibilités considérables d'investissements de la ville, des sociétés qu'elle contrôle, des sociétés comme la Banque de Paris et des Pays-Bas, la Compagnie financière de Suez, les compagnies d'assurances et des grands services publics comme la S.N.C.F., la R.A.T.P., l'E.D.F., les P.T.T. et l'Assistance publique. Reprenant malicieusement un propos attribué à M. Maurice Doublé, ancien préfet de Paris et commissaire à l'aménagement du centre des sports de Bercy, M. Malberg a conclu : « Là où il y a une volonté, il y a un chemin. »

M. A. R.

(1) Zones d'aménagement concerté.

Faits et projets

Pas de charters à la Réunion

La compagnie aérienne Minerve et l'Agence de nouvelles frontières ne pourront organiser des vols charters entre Bruxelles et l'île de la Réunion comme elles le souhaitaient (le Monde du 26 novembre).

En effet, le ministre des transports a refusé, le 7 décembre, de donner son autorisation. « Ce projet, explique-t-il dans un communiqué, dans la forme que lui avait donnée ses promoteurs, constitue un nouveau service régulier, sans les obligations de service public, et serait de nature à déstabiliser la desserte assurée par la compagnie nationale. »

Le ministre entend améliorer la desserte des départements d'Outre-mer. Il n'exclut pas de délivrer des autorisations de trafic à d'autres transporteurs qu'Air France « dès lors que leurs propositions présentent une réelle complémentarité avec cette compagnie et visent à développer le trafic ». Des négociations continuent dans ce sens avec la compagnie Point Air.

On prête à Minerve et Nouvelles frontières l'intention de ne pas renoncer à leur projet et d'étudier une autre formule, à Maurice, en transférant vers l'île de la Réunion les vols sur les appareils de la compagnie mauricienne.

La réforme des courses de chevaux

Les courses de chevaux seront réformées et M. André Collard, secrétaire d'Etat à l'Agriculture, va soumettre aux organismes concernés ses propositions. Il s'agit notamment d'en finir avec le système actuel de cooptation des comités dirigeants de trois sociétés régissant les courses de plat, d'obstacles et de trot ; l'élection serait rendue obligatoire pour la majorité de leurs membres.

D'autre part, le Pari mutuel urbain (P.M.U.) serait transformé en groupement d'intérêt économique et doté d'un conseil d'administration composé de représentants des sociétés de courses et de deux personnalités qualifiées désignées par le ministre de l'Agriculture.

La réforme annoncée par M. Collard prévoit encore la création d'une fédération nationale des sociétés de courses en province et une meilleure protection de l'élevage français par la mise en œuvre d'un droit de préemption en cas de mise en vente des champions.

« Echec ferroviaire » français en Tunisie. — La Tunisie a décidé de confier à une firme italienne et à une firme hongroise, qui étaient en compétition avec le groupement français Francorail la construction du premier tronçon Sousse-Monastir du « métro léger » de Sahl. C'est la seconde fois cette année que la France perd un contrat important en Tunisie. En mai, elle s'était vu préférer une entreprise japonaise pour la construction d'une centrale électrique. — (Corresp.)

Moquettes • Revêtements muraux

Economisez sur les prix pas sur la qualité !

150.000 m² de marchandises neuves au premier prix

Prix T.T.C. au m² :
MOQUETTES GRANDES MARQUES 2 m, 4 m, 5 m de large : 24 F, 34 F, 36 F.
MOQUETTES LAINE 2 m de large : 36 F.
COCO sur : 49,50 F.
Vrais PAPIERS JAPONAIS DAIM sur : 14 F.
mural large 2,70 m avec molleton : 69 F/m² (25 F/m²).

SOL PLASTIQUE 2 kg/m² : 14 F, 16 F.

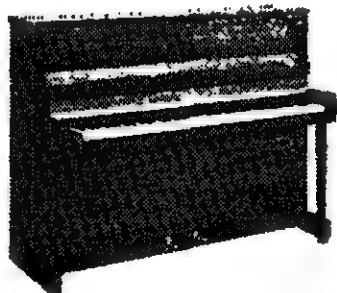
ARTITEC

PAYEZ MOINS CHER LA QUALITÉ

RECUPARIS 5 et 8, rue Salengro 93700 LE KREMLIN-BICETRE (Noisy-le-Franc) Tél. : 650-61-12
AR ST-SÉBASTIEN 410, imp. St Sébastien 75011 PARIS Tél. :
ARTITEC BASTILLE 4, boulevard de la Bastille 75012 PARIS Tél. : 340-72-72

Chez Piano Center

GEYER "FORTISSIMO" (Nouveau modèle)



12.000 F au lieu de 14.190 F

Sans apport personnel : 60 mensualités de 335 F. Valeur résiduelle 252 F. HT au total 20.352 F. Par Piano Bail. Garantie 3 ans.

ET TOUJOURS, ZIMMERMANN, RAMEAU, SAÛTER, HERRMANN, BECHSTEIN, TOYO, K. KAWAI, BLUTHNER.

Piano Center

71, rue de l'Aigle 92250 La Garenne-Colombes (La Defense) 782.75.67
122-124, rue de Paris 93100 Montreuil (M. Robespierre) 857.63.38
Z.I. rue Hélène-Boucher 78530 Buc (Versailles) Tél. 956.06.22

Le Monde en miniformat

Réédition intégrale du journal Le Monde de 1944/45 à nos jours 20 années déjà disponibles

Une source d'archives inestimables. Une année du monde sur 9 mm de rayonnage. Toute la saveur de l'original. Une banque d'informations. Un outil de bibliothèque.

PRIX D'UNE ANNÉE : 110 F

En vente chez l'Éditeur, à Saint-Julien-du-Sault-Yonne

Sur votre demande et sous engagement de votre part, nous vous adresserons une documentation complète.

FRLOBIES.

Éditeur, 8-10, Place de la Mairie, 11100 St-Julien-du-Sault.

L'ANNUAIRE ÉLECTRONIQUE DES 1983

Le Minitel, annuaire électronique destiné à collaborer avec son traditionnel équivalent sur papier pour les télécommunications, sera proposé aux abonnés d'Ile-de-France à la fin de l'année, à l'occasion, lundi 6 décembre, à Caen, M. Louis Mexandeau, ministre des P.T.T., à l'occasion d'une nouvelle commande de ce matériel.

Le calendrier de l'annuaire en service dans les autres régions sera connu prochainement avec une priorité accordée aux grandes villes. Il a été initié par l'Île-de-France et continué par la Picardie et le département de la région marseillaise, précèdent les P.T.T. qui ont en mesure d'assurer techniquement une annuaire nationale vers 1987.

Après les trois cent mille terminaux installés à Télec (groupe C.G.E.) en 1981, le ministre des P.T.T. a signé une commande de cent mille terminaux fabriqués respectivement par Matra, Télec et T.R.P. (filiale du groupe néerlandais Philips). Thémis, qui avait déjà pressenti, a présenté un produit trop cher, mais cela ne l'empêche toutefois pas de la compétition pour les terminaux. Six cent mille terminaux seront prévus pour 1984.

CONCOURS POUR LE NOUVEAU MINISTÈRE DES FINANCES

Le choix du président

Le jury international du concours du parc de La Villette se réunit à Paris à partir du lundi 6 décembre. La presse a déjà reçu une invitation pour la proclamation des résultats par M. Jack Lang, ministre de la culture, le lundi 13 décembre. Le calendrier peut être respecté puisque le jury est « souverain ».

Les choses sont moins nettes pour le concours du ministère des finances de Bercy. Reçu à l'Élysée le lundi 22 novembre, les membres du jury ont exposé au président de la République les raisons de leur choix : quatre projets ont été retenus comme le prévoyait le règlement du concours, qui stipulait que le maître d'ouvrage (l'Etat) aurait le dernier mot.

Deux projets — une tour d'une centaine d'étages et un bâtiment pont — ont été particulièrement remarqués, et ce dernier semble faire l'objet d'une préférence relative des jurés. Tous deux nécessitent des dérogations aux règlements d'urbanisme.

Dès le 22 novembre, on indiquait de plusieurs sources que la décision du président de la République serait connue rapidement. Certains ironisaient sur les semaines de réflexion que M. Giscard d'Estaing s'était accordées, en 1980, à propos du projet de la tour de la Défense. Le projet en Egypte, et en Inde : il est évident. Sans annoncer un choix, au risque de laisser courir pressions et rumeurs, que l'anonymat des projets ne ralentisse pas...

M. A. R.

Atelier de poterie

« LE CRU ET LE CUIT »
accueil en groupe
amateurs de 3 à 83 ans
5, rue LACÉPÈDE, 92000 NANTERRE
Téléphone (la nuit) : 707-85-84

PLANS/CONTRECALQUES

MEME A PARTIR D'UN ORIGINAL OPACQUE REDUCTION AGRANDISSEMENT
ETRAVE 38 Av. Daumesnil PARIS 12^e 347 21 32 T. 220054

UNE BROCHURE DE 36 PAGES ÉDITÉE PAR « LE MONDE »

« LES DOUZE LEÇONS DE PHILOSOPHIE » PARUES DANS « LE MONDE DIMANCHE » DE L'ÉTÉ

Le Monde

DOUZE LEÇONS DE PHILOSOPHIE

LE LANGAGE, Jacques Derrida
LE DÉSIR, Vincent Descombes
L'INDIVIDU, Elisabeth de Fontenay
RÉALITÉS, Michel Serres
LA VIOLENCE, Jean-Toussaint Desanti
CROIRE ET SAVOIR, Manuel de Diquez
LE SAVOIR AFFECTIF, Ferdinand Alquié
L'IMAGINAIRE, Clément Rosset
AUTRUI, Christian Delcroix
L'ART, Louis Sala-Molins
L'ÉTAT, Gilbert Lazard
LA RELIGION, Emmanuel Levinas

EN VENTE AU JOURNAL EXCLUSIVEMENT

BON DE COMMANDE « DOUZE LEÇONS DE PHILOSOPHIE »

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL : VILLE :

Nombre d'exemplaires (de 1 à 15) : 15 F. (Frais de port inclus)

Commande à faire parvenir avec votre règlement au MONDE

Service des ventes, 8, rue des Halles - 75002 PARIS - Cédex 10

SOCIAL

LES ÉLECTIONS PRUD'HOMALES

La difficile évaluation des effectifs syndicaux : de 20 % à 26 % des salariés

Quinze millions de Français sont invités, ce 8 décembre, à se rendre aux urnes pour élire les conseillers prud'homaux. Peu avant l'ouverture des bureaux de vote, seule la Confédération française de l'encadrement - C.F.E. a donné de nouvelles estimations : « Il faut voter C.G.C. Lorsque la C.G.C. n'a pu présenter de liste, voter blanc. S'abstenir est irresponsable. Voter pour la C.G.T. et la C.F.D.T. relève du masochisme. Voter pour les autres ne sert à rien. »

Le nombre de sièges à pourvoir est de 14 988. Mais le ministère du travail ne connaît pour le moment que 14 912 candidatures. Il devrait recevoir, le 8 décembre au soir, l'état définitif de ces candidatures. Déjà, on sait que, chez les employeurs, 53 sièges resteront vacants, faute de candidats, et qu'il faudra pour ces cas-là organiser des élections complémentaires en 1983.

Qui ose parler encore en France de crise du syndicalisme ? Si l'on prend en compte les effectifs d'adhérents revendiqués par tous les syndicats (de la C.G.T. à la FEN, en passant par la myriade d'organisations autonomes) on arrive à un total plus qu'honorable de 4 767 595 syndiqués, soit 26,48 % de la population active salariée. Plus d'un salarié sur quatre aurait ainsi une carte syndicale en poche. Il y a là comme un hiatus, alors que la plupart des syndicalistes s'accrochent à situer le taux de syndicalisation à environ 20 %. De fait, si on retient des chiffres se rapprochant du nombre de cotisants actifs réguliers, on retrouve un taux d'environ 20,5 %, qui semble le plus proche de la réalité.

Ainsi, comme le disait M. Gaudin, au quarantième congrès de la C.F.T.C. en 1979 : « L'organisation même des collectes de cotisations mensuelles sur les lieux de travail, compte tenu de tous les éléments qui jouent, oblige à faire un ajustement pour déterminer le nombre réel de syndiqués ». Force est de reconnaître que, dans la majorité des cas, les syndicats ne jouent pas la transparence en matière d'effectifs.

La C.G.T. a publié ses derniers chiffres officiels au moment de son quarante et unième congrès en juin 1980 : elle revendiquait 918 583 adhérents (avec une moyenne de timbres inférieure à 7), dont 1 634 375 actifs et 284 208 retraités, soit une baisse de 400 000 actifs en quatre ans. Lors du congrès de Lille, les délégués mandatés ont représenté 1 122 268 voix, ce qui correspond exactement au nombre de cotisants très réguliers (10 timbres par carte). De tels chiffres étaient alors présentés comme « incomplets » pour 1981, mais ils n'en étaient pas moins un « état encore trop imparfait sur le régime de cotisations aux fédérations et celui des unions départementales ».

Selon le trésorier confédéral, M. Deiss, 170 000 adhésions ont été enregistrées depuis le 1^{er} janvier 1982, ce qui représente une amélioration par rapport à 1981, au-

Selon l'Union des syndicats F.O. de la région parisienne, pour Paris-Ville, « cent mille cartes d'électeurs prud'homaux auraient été retournées à la préfecture de Paris, en raison d'une mauvaise saisie des données sur les listes initiales ». A la mairie de Paris, qui dispose de ces listes, on juge cette évaluation « excessive ». Si l'électeur n'a reçu aucune carte, il peut cependant se présenter au bureau de vote proche de son entreprise, où sont convoqués ses collègues ; s'il est inscrit, il pourra voter, même sans carte, en présentant une pièce d'identité.

Le scrutin du 8 décembre constitue un test de la représentativité des syndicats, dont le nombre d'adhérents - en régression - demeure plus que jamais entouré de mystère.

cat représenté a droit à une voix par fraction de vingt-cinq membres. A Metz, en 1982, 570 350 syndiqués seulement étaient ainsi représentés, soit un décalage de 170 590 avec le nombre de cotisants réguliers. Sous-représentation ?

F.O. et la C.F.T.C. optimistes

● F.O. se flatte de n'avoir pas connu le « phénomène de désyndicalisation » qui a touché les autres centrales : de 1973 à 1978, les cotisants ont augmenté de 5 % par an. Pour 1979, F.O. revendiquait 1 083 000 adhérents (retraités inclus) et pour 1981, M. Doric, trésorier, annonce à titre provisoire 1 100 000 adhérents, à partir d'une moyenne de 8,5 timbres par carte.

● La C.G.C., en mai 1981, revendiquait 302 133 adhérents (dont 15 % de retraités). M. Cros estimait cependant que le nombre d'adhérents réels est supérieur à celui des adhérents comptables. La C.G.C. parle aujourd'hui de « tendance positive », mais les effectifs de 1980 marquaient une baisse de 6,2 % par rapport à 1978 (+ 1,9 % sur 1979).

Quant à la C.F.T.C., elle annon-

çait, à la fin de 1981, 260 000 cotisants réguliers (50 000 retraités), soit une progression de 3 % par an en moyenne, de 1972 à 1976. Au congrès de 1981, les délégués représentaient 185 000 syndiqués, ce qui peut être considéré comme le minimum d'adhérents actifs à jour de cotisations. Pour 1982, M. Thuillier, le trésorier, laisse entrevoir une progression de l'ordre de 5 %.

MICHEL NOBLECOURT.

RÉÉCHELONNEMENT DE LA DETTE ROUMAINE ENVERS LES BANQUES OCCIDENTALES

Londres (A.F.P.). - La Roumanie a signé, mardi 7 décembre, à Londres, avec les représentants de quatre banques occidentales, un premier accord de rééchelonnement de sa dette extérieure privée.

La Roumanie avait déjà obtenu, en juillet, le rééchelonnement de sa dette publique de 1981-1982, soit 598 millions de dollars, envers quinze gouvernements occidentaux.

La délégation roumaine qui dirige le ministre des finances, M. Petre Gligas, doit se rendre à Paris, à Francfort et à Zurich pour y signer d'autres documents.

An total, ces accords étaient sur six ans et demi, avec une période de grâce de trois ans, le remboursement de 80 % du principal (les intérêts sont exclus de ces arrangements) d'une somme de 1,7 milliard de dollars, représentant les arriérés de 1981 et les échéances de 1982 de sa dette privée non garantie par les gouvernements, le reliquat de 20 % devant être payé par les Roumains avant la fin de mars 1983.

A l'issue de ce délai de grâce, l'amortissement des 80 % devra être effectué par tranches semestrielles.

● Le Mexique, selon le *Financial Times*, proposerait un rééchelonnement de sa dette publique venant à échéance d'ici à la fin de 1983, soit 16 milliards de dollars. Simultanément, il demanderait l'octroi d'un crédit de 5 milliards de dollars aux quelque mille quatre cents banques étrangères qui lui ont déjà fait crédit

AGRICULTURE

LES CONSULTATIONS AMÉRICANO-EUROPÉENNES DE BRUXELLES

Les Etats-Unis soutiennent autant leur agriculture que la Communauté

Une délégation américaine, composée du représentant spécial du président Reagan pour le commerce, M. Bill Brock, du secrétaire d'Etat, M. George Shultz, des secrétaires au commerce, M. Malcolm Baldrige, à l'agriculture, M. John Block et au Trésor, M. Donald Regan, rencontrera, vendredi 10 décembre à Bruxelles, les responsables de la Communauté économique européenne. A quelques jours de ces consultations à haut niveau entre les Etats-Unis et la C.E.E., la Commission européenne a dénoncé la tentative des Etats-Unis de faire de la Communauté un bouc émissaire en la rendant responsable des difficultés de l'agriculture américaine.

Pour faire un cadre, il faut des bords. La Communauté économique européenne sans limites ne serait plus une communauté. Le principe de la libre circulation des produits à l'intérieur de cette communauté, celui aussi de la préférence communautaire, implique des barrières. Celles qui concernent la politique agricole commune fonctionnent comme une clôture : des prélèvements sur les importations qui combinent la différence entre le cours mondial et le prix de revient européen du même produit ; des subventions aux exportations qui couvrent cette même différence lorsque l'Europe vend hors de son cadre.

Si les prix européens paraissent plus élevés, c'est d'une part que les structures de production, nettement plus étroites que celles des Etats-Unis, entraînent un prix de revient accru et, d'autre part, que le cours mondial n'est le plus souvent qu'un cours d'application à un faible pourcentage de la production. Pour la viande bovine par exemple, les échanges ne représentent que 10 % du volume de cette production. En céréales, les Etats-Unis, le Canada, l'Australie et l'Argentine vendent 78,3 % des blés exportés mais ne produisent que 23,4 % du total. Ils vendent 84,5 % des céréales secondaires, mais ne représentent que 33,7 % de la production mondiale.

Des prix élevés assurent une protection sociale permettant le maintien d'un grand nombre d'exploitants, dont le caractère économique est cependant indéniable : il favorise le maintien des emplois et la pérennité de l'appareil de production assurant la sécurité alimentaire pour l'Europe. De plus l'approvisionnement à bas prix, sur le marché mondial est une démarche peu logique : elle conduit au chômage des producteurs européens (pour quels autres emplois ?) et entretient les paysans du tiers-monde dans une spirale dépressive, alors que, même d'un point de vue égoïste, il est de notre intérêt qu'ils augmentent leur pouvoir d'achat.

Les « farmers »

n'ont pas le moral

Pour autant, la Communauté n'est pas fermée : elle absorbe le quart des importations agricoles mondiales. Elle est déficitaire de 29 milliards de dollars, dont près de 7 milliards avec les seuls Etats-Unis.

Après l'échec de la conférence ministérielle du GATT, au cours de laquelle les Etats-Unis n'étaient pas parvenus à « discipliner » les subventions que la C.E.E. accorde pour ses exportations alimentaires, Washington avait menacé de déclencher une guerre commerciale. Au lendemain de cette conférence, le secrétaire d'Etat américain à l'agriculture évoquait l'hypothèse de mesures de rétorsion. Le 1^{er} décembre, avant la réunion des ministres de l'O.C.D.E., à Paris, il indiquait que les Etats-Unis s'engageraient dans une politique de déstockage et de subventions de leurs produits, notamment laitiers, afin de les écouler sur le marché mondial.

En 1979, lors des négociations au GATT, dites de Tokyo Round, les parties reconnaissaient les principes de base de la politique agricole commune. Les subventions à l'exportation étaient autorisées dans la mesure où elles ne conduisaient pas à une remise en cause des parts acquises sur le marché mondial.

C'est précisément ce qui fait problème aujourd'hui. Nos exportations, disaient les Américains, ont moins augmenté vers la C.E.E. que sur le reste du monde, et moins encore pour les produits soumis à prélèvements que les autres. Il s'ensuit une série de plaintes déposées devant le GATT, portant sur les farines, les pâtes, les volailles, les graminées, les fruits et légumes transformés et le sucre, plaintes des professionnels américains, auxquels le gouvernement fédéral s'associe.

Mais les causes de la mauvaise humeur américaine et de l'offensive déployée devant le GATT ces jours derniers ne sont pas toutes là. On les trouve surtout dans la crise que traverse l'agriculture des Etats-Unis. Avec plus d'une exploitation sur dix en faillite en 1982, un revenu en baisse, un recul de la valeur des exportations agro-alimentaires (40,5 milliards de dollars en 1981-1982, contre 43,8 milliards en 1980-1981), et ce pour la première fois, l'agriculture américaine dévoreuse de capitaux résiste moins bien à la crise que les entreprises européennes, plus souples.

La structure même des exportations est en cause. Les Etats-Unis contrôlaient 25 % du commerce alimentaire mondial en 1970, et 40 % en 1980. Jolie perte en volume, car en valeur, ces 40 % ne représentent plus que 18 % du commerce mondial. Comme la France dans une certaine mesure, les Etats-Unis exportent surtout des produits non transformés et moins de produits à valeur ajoutée, qui font aujourd'hui la moitié du commerce international contre 42 % à 44 % en 1970. Or, au sein de cette catégorie de produits, la C.E.E. se taille une large part, 43 %, et les Etats-Unis 10 % seulement.

Aujourd'hui, la réalité de l'agriculture américaine, ce sont des excédents records en blé et en maïs, un stock de produits laitiers de 900 000 tonnes, des exportations rendues plus difficiles par la cherté du dollar et une volonté politique de

réduire les dépenses de soutien. Les farmers n'ont pas le moral.

Soulignons, à propos du lait, que le régime de soutien coûte 2 milliards de dollars au budget américain et constations sur cet exemple les effets pervers d'un cours mondial : jetés sur le marché, à un prix inférieur au prix de soutien, ces excédents laitiers vont déprimer encore le prix mondial, contraignant l'Europe à réhausser ses subventions à l'exportation.

Les crédits à l'exportation

En dépit du souci affiché de diminuer les dépenses agricoles, l'aide existe bel et bien. S'il ne s'agit pas officiellement de subventions comme dans la C.E.E., il s'agit de diverses aides aux modalités d'application assez compliquées (1), qui représentent pour 1982 quelque 1 milliard de dollars, soit 0,380 % du produit intérieur brut des Etats-Unis. Encore ce calcul ne prend-il pas en compte certaines aides fiscales, ni les dégrèvements apportés aux prix de l'énergie et des transports.

Un autre calcul montre que l'ensemble des dépenses fédérales américaines (celles des Etats n'étant pas connues) en faveur de l'agriculture sont près de deux fois plus importantes que les dépenses de la C.E.E. et des Etats membres réunies, par agriculteur en 1980 : 7 390 dollars contre 4 780 dollars.

Comme en Europe, les crédits à l'exportation sont abondants, ceux de la fameuse PL 480, qui ont permis la pénétration des marchés des pays en voie de développement : de 1960 à 1971, plus de la moitié des exportations de farine et de blé ont été réalisées au titre de l'aide alimentaire. Cela suffit pour transformer des mangeurs de mil ou de haricots en mangeurs de pain (2). Depuis 1981, les Etats-Unis disposent encore d'une réserve de 175 à 190 millions de dollars pour subventionner, officiellement cette fois, les exportations, si nécessaire. Enfin, depuis 1955, les Etats-Unis ont fait adopter au GATT des dérogations leur permettant de protéger leur propre marché laitier et céréalier.

Pacte de compétitivité

En 1981, la Communauté européenne a dépensé environ 9,4 milliards de dollars au titre de la section du FEOGA, le budget communautaire, qui, comme son nom l'indique, garantit les prix agricoles et finance les exportations. Cette somme, en diminution d'ailleurs de 3 % sur 1980, représente, en charge brute 0,5 % du produit intérieur brut de la Communauté. Si l'on tient compte des recettes apportées par les prélèvements sur les importations, la charge nette de l'agriculture pour la Communauté ne représente que 0,42 %. On pourrait d'ailleurs ajouter que cette charge peut être réduite encore s'il n'y avait pas tant de dérogations à la préférence communautaire. C'est un calcul français qui évalue le manque à gagner à 3,34 milliards de dollars... Si l'on ne tient pas compte de cette estimation très nationale, on constate cependant que les dépenses de soutien à l'agriculture ramenées au produit intérieur brut sont comparables dans la C.E.E. et aux Etats-Unis.

Si la controverse entre l'Europe et les Etats-Unis sur ce dossier des subventions aux exportations agricoles est endémique, la querelle est avivée par la conjoncture, dans laquelle l'agriculture des Etats-Unis perd de sa compétitivité. Elle est avivée encore par des menaces européennes d'instaurer de nouvelles barrières douanières sur les importations d'oléo-protéagineux comme sur les produits de substitution de céréales. Même si la France paraît bien seule pour profiter ces menaces, comme pour demander une plus grande rigueur dans l'application du principe de la préférence communautaire, les Etats-Unis ont préféré prendre les devants et préparer la guerre. Pour mieux conclure la paix ?

JACQUES GRALL.

(1) Paiements directs achats d'intervention, prêts de la Credit Commodity Commission, coûts de la réserve à long terme.

(2) Les exportations effectuées au titre de la P.L. 480 ne représentent plus que 3 % du total des exportations contre 25 % entre 1960 et 1966.

ÉTRANGER

EN AUSTRALIE

L'alimentation en eau de plusieurs villes menacée par la plus grave sécheresse du siècle

La sécheresse catastrophique que subit l'Australie (le *Monde* du 4 décembre) pose à plusieurs villes de l'Est des problèmes graves d'alimentation en eau. Certaines cités de Nouvelle-Galles-du-Sud en sont déjà privées, et l'eau doit y être transportée par camions. Les trois millions d'habitants de Melbourne (Sud du pays) sont également touchés : des règlements sévères ont été édictés contre le gaspillage, et les contrevenants s'exposent à des amendes allant jusqu'à 964 dollars américains (6 500 F). Les citernes de la ville sont à moitié vides.

A l'approche de l'été, les agriculteurs prévoient de très mauvaises récoltes. Les plantations de coton du nord de l'Etat de Nouvelle-Galles-du-Sud ont été particulièrement affectées par la pénurie d'eau : ils ne reçoivent que 15 % de l'eau qui leur est allouée normalement pour irriguer, et leur prochaine récolte sera pratiquement inexistante. Si la pluie ne tombe pas d'ici à cinq mois - la sécheresse est d'autant plus grave qu'elle sévit pour la quatrième année - il sera impossible de continuer à fournir de l'eau aux agriculteurs. - (A.F.P.)

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ les	+ les	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.
\$E.-U.	6,8600	6,8700	+ 185	+ 225
\$Can.	5,5200	5,5250	+ 40	+ 80
Yen (100)	2,8200	2,8250	+ 125	+ 150
DM	2,8315	2,8350	+ 140	+ 170
Mark	2,5600	2,5700	+ 155	+ 160
F.R. (100)	14,4150	14,4250	+ 150	+ 18
F.S.	3,3350	3,3400	+ 250	+ 225
L. (1 000)	4,9950	4,9920	- 500	- 400
£	11,1870	11,1900	+ 135	+ 215

TAUX DES EURO-MONNAIES

	8 5/8	9 1/8	8 7/8	9 1/4	9 1/16	9 7/16	9 3/8	9 3/4
	5 1/2	6 1/4	5 1/8	6 1/16	5 1/16	6 1/16	5 3/4	6 1/2
F.R. (100)	11 3/4	13 1/4	12 1/2	14	12 1/2	14	12 1/2	14
F.S.	1 1/8	1 7/8	3 3/16	3 9/16	3 9/16	3 9/16	3 9/16	3 15/16
L. (1 000)	19 1/2	25 1/2	23 3/4	26 3/4	24	26	22 1/2	23 3/4
£	10 3/4	11 1/4	10 1/2	11	10 1/2	11	10 1/2	11 7/16
F. franc	15 3/4	16 3/4	15 3/4	16 3/4	15 3/4	16 3/4	15 3/4	16 3/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

BONS DE L'ÉCUREUIL : SI VOUS ÊTES SOUS-INFORMÉS VOTRE ÉPARGNE RISQUE FORT D'ÊTRE SOUS-RÉMUNÉRÉE.

Appelez vite le **522.95.00**



Centre d'Information Ecureuil

13, Pl. du Havre (St-Lazare) 75008 Paris - Tél. 522.95.00

AFFAIRES

CONTROLÉ PAR OLIVETTI

Le groupe suisse Hermès-Précisa International souhaite participer à un plan bureautique français

Les grandes manœuvres dans la bureautique se précèdent. Des négociations sont en cours entre la C.G.E. et le groupe italien Olivetti pour examiner une possible coopération. La société Hermès-Précisa International, numéro cinq mondial de l'écriture, contrôlée depuis dix-huit mois par Olivetti, souhaite jouer un rôle majeur dans ces négociations et participer à un éventuel plan bureautique français.

De notre envoyé spécial

Yverdon. — Depuis la vente de Japy à la société suisse Hermès-Précisa, voilà dix ans, la France ne produit plus de machines à écrire. Une absence qui creuse un peu plus — pour 450 millions de francs environ — son déficit commercial. Or le marché français de l'impression-écriture évolue rapidement. Il a fallu quarante ans pour passer de la machine mécanique à l'électromécanique. Il ne faudra que quelques années pour basculer vers l'électronique. Les systèmes de traitement de textes marquent aujourd'hui l'ordinateur, le téléphone et la machine à écrire.

Les ventes de ces matériels, beaucoup plus performants devraient croître à un rythme de 25 à 30 % par an. On compte déjà dans le monde 2,7 millions de machines à écrire électroniques. I.B.M. contrôle près de la moitié du marché; viennent ensuite Triumph Adler (13,5 %), Olivetti (12,5 %), Olympia (9,2 %) et Hermès-Précisa (6,2 %). En France, les quatre européens se partagent la majeure partie du marché.

Les bouleversements technologiques que connaît l'impression-écriture, les investissements à mettre en œuvre, obligent les firmes à trouver des alliés puissants. En R.F.A., Triumph Adler s'est accroché à Volkswagen, et Olympia, autrefois amarrée à A.E.G.-Telefunken, se rapproche de Bosch.

Hermès-Précisa a cherché lui-même des partenaires qui lui apportent notamment une complémentarité technologique. Les regards s'étaient tournés tout naturellement vers la France, qui représente plus du tiers des ventes du groupe (275 millions de francs suisses en 1982). Deux projets d'alliance avec des groupes français allaient, cependant, capoter: avec C.I.L.-Honeywell-Bull en 1978-1979; avec Jeumont-Schneider-Secré en 1980, la majorité des administrateurs de Hermès-Précisa préférant alors, au dernier moment, un accord avec Olivetti.

Désormais, le groupe italien détient 48,35 % du capital et 59,75 % des droits de vote. Toutefois, Hermès-Précisa affiche une farouche volonté d'indépendance. Pour le nouveau directeur général, M. Michel Frambourg, qui demeure président de la filiale française, et qui n'avait pas à ce titre, caché sa préférence pour la « solution française ».

Olivetti est un fournisseur comme les autres. Nous pouvons mettre certains de ses produits à notre catalogue et inversement. Mais H.P.I. reste indépendant, que ce soit pour ses recherches, ses produits, sa distribution. En fait, M. Frambourg ne cache pas qu'il existe « de sérieuses redondances » pour ne pas dire concurrences, entre les produits des deux sociétés.

Toutes nos synergies vont vers la France », dit M. Frambourg. Et ce pour plusieurs raisons qui sont d'abord d'ordre commercial. Le marché français représente 38 % des ventes d'H.P.I. et assure une bonne partie de ses bénéfices (alors que la filiale allemande perd de l'argent). Or les dirigeants de la société suisse, qui pour maintenir une telle position, la question de la fabrication sur le sol français est posée. Le marché de la machine à écrire électronique se développe rapidement. H.P.I. est donc « prêt à participer à un plan bureautique français » et à installer une usine en France.

Pour des raisons techniques également. Les fabricants deviennent des « assembleurs ». Ils vont vendre des systèmes intégrant des télécommunications, des micro-ordinateurs, etc. Des coopérations pourront être trouvées en France: avec C.I.L.-H.B. pour les micro-ordinateurs. Avec CIT-Alcatel pour les télécommunications. Cette société française, qui est destinée à jouer, dans l'esprit des pouvoirs publics, un rôle moteur dans la bureautique, a besoin, de son côté, d'acquiescer des compétences et un réseau dans la machine à écrire.

Reste à savoir comment le principal actionnaire de H.P.I. réagira à de telles perspectives. La France détiendrait, à travers Saint-Gobain et les banques, près de 40 % du capital d'Olivetti. Jusqu'à présent, M. de Benedetti, le patron de la société italienne, a mené sa stratégie à sa guise. Or des négociations sont en cours pour voir dans quelles conditions CIT-Alcatel pourrait se substituer à Saint-Gobain et amorcer une véritable coopération avec Olivetti. Dans cette partie de poker, le souhait des dirigeants de Hermès-Précisa de privilégier les synergies avec la France est donc une donnée non négligeable.

J.-M. QUATREPOINT.

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES
sur film ou sur papier photo-qualité professionnelle
ETRAVE 38, av. Daumesnil Paris 12^e ☎ 347.21.32

**BONS DE L'ÉCUREUIL,
LE MEILLEUR
RENDEMENT DÉPEND
DE VOTRE TRANCHE
D'IMPOSITION.**

**PARLONS-EN
FRANCHEMENT.**

Appelez vite le

522.95.00

c'est votre intérêt.



**Centre
d'Information
Ecureuil**

13, Pl. du Havre (St-Lazare) 75008 Paris - Tél. 522.95.00

Volkswagen va produire des moteurs et assembler des voitures en Chine

Volkswagen, qui doit déjà produire son modèle de haut de gamme, Santana, au Japon, en 1983, à la suite d'un accord avec Nissan, va monter cette même voiture en Chine. Déjà quatre-vingt-seize véhicules en pièces détachées vont être livrés à Shanghai en janvier 1983.

De notre correspondant

Pékin. — Des automobiles de marque Volkswagen seront montées en Chine. La firme de Wolfsburg, en effet, récemment signée un accord en ce sens avec la Corporation pour l'industrie automobile et de tracteurs de Shanghai. Cet accord est d'une portée modeste, puisqu'il ne porte que sur cent véhicules de type Santana (très exactement quatre-vingt-seize, quatre voitures étant fournies clé en main aux Chinois comme modèles). Les pièces seront transportées par conteneurs d'Allemagne jusqu'à Shanghai. Ce premier contrat d'une durée limitée — il est prévu qu'il soit exécuté d'ici la fin mars 1983 — devrait toutefois être suivi d'autres accords de coopération entre la firme allemande et son associé chinois.

L'idée, si la période d'essai se révèle concluante, est d'augmenter progressivement la production. Il est envisagé de monter cinq cents voitures, voire mille véhicules d'ici à la fin 1983 et d'arriver, en 1988, à la sortie d'usine de vingt mille unités, toujours à partir de pièces livrées de R.F.A. En outre, l'usine de Shanghai pourrait, parallèlement, monter des moteurs: les prévisions portent sur cent mille unités en 1988, un cinquième étant destiné aux vingt mille Santanas, les quatre cinquièmes restants pouvant être utilisés sur d'au-

tres types d'automobiles exportés en Asie. Les projets en discussion envisagent même de poursuivre le travail en commun après 1988, une production annuelle de trente mille unités étant alors prévue.

Les Santanas montées à Shanghai seraient, en principe, dirigées vers le marché chinois, c'est-à-dire concrètement, vers les administrations et autres organismes officiels. Du côté chinois, on indique que Volkswagen participera pour moitié aux investissements nécessaires à la transformation technologique des chaînes de montage de l'usine de Shanghai. Cette usine fabrique actuellement un modèle six cylindres dénommé tout simplement Shanghai et qui est dérivé d'un ancien type de limousine Mercedes. Selon un journal de la grande métropole de l'Est, la Santana aurait sur la Shanghai l'avantage d'être un tiers plus légère et de consommer 30 % de moins d'essence, tout en atteignant une vitesse de 160 kilomètres à l'heure. Cette coopération avec Volkswagen permettra à la Chine de diversifier son parc d'automobiles étrangères, aujourd'hui presque exclusivement composé de modèles japonais récents et de vieilles Volgas russes.

MANUEL LUCBERT.

Les P.M.E. demandent

une « véritable politique de l'immigration »

L'assemblée générale de la C.G.P.M.E. s'est tenue le lundi 6 et mardi 7 décembre, à Puteaux, dans la banlieue de Paris. M. René Bernasconi a été réélu président de cette organisation, et mardi il a prononcé le discours de clôture, rappelant que la C.G.P.M.E. était « apolitique », qu'elle menait en permanence un « combat en nuances politiques », à l'opposé des solutions simplistes.

Comme pour illustrer ce constat, M. Bernasconi a salué certaines initiatives du gouvernement, notamment la politique de rigueur visant à la remise en cause des avantages acquis. « Au lieu de faire supporter aux P.M.E., seules, le poids de la mutation en cours, elle permet, dans des domaines où c'est évident, comme celui des allocations familiales, de faire appel à la solidarité nationale ».

Il a blâmé ce même gouvernement parce que la C.G.P.M.E. s'op-

pose « vigoureusement à la politique de blocage des prix, à la gestion préjudiciable pour les P.M.E. des sociétés nationalisées, dom le déficit est monstrueux, et à tout le déferlement de dirigisme et d'interventionnisme qui alourdit l'économie, paralyse l'Etat et ruine la solidité de notre monnaie ».

Dans une motion, l'organisation qu'anime M. Bernasconi « dénonce avec vigueur la véritable entreprise de démolition, de démolition et de démolition de la part de certains syndicats politisés ». Attachée au « libéralisme économique et culturel », la C.G.P.M.E. demande que l'on instaure une « chasse aux faux chômeurs » et une « véritable politique de l'immigration, le nombre d'immigrés atteignant plus du quart des chômeurs assistés ». Elle réaffirme sa volonté d'obtenir du premier ministre la tenue d'une conférence annuelle pour discuter de la situation des P.M.E.

SELON UN SONDAGE

La moitié des Français ont une opinion favorable sur les patrons

Moins d'une semaine avant que ne se tiennent, à Villepinte, dans la banlieue nord de Paris, les « états généraux » de l'entreprise qu'organise le C.N.P.F., l'hebdomadaire *la Vie* publie les résultats d'un sondage relatif au jugement des Français sur les patrons. La consultation a été faite, entre le 20 et le 26 novembre, par l'Institut Louis-Harris-France auprès d'un échantillon de mille personnes.

Cinquante-trois pour cent des Français interrogés estiment que « les patrons font tout pour que leur entreprise tourne, sans trop se préoccuper de l'orientation politique du gouvernement ». Les plus convaincus sont les « trente-

cinq-trente-neuf ans » (61 %), les petits commerçants, les artisans, les professions libérales (74 %) et les sympathisants de l'opposition U.D.F.-R.P.R. (75 %). 26 % des personnes qui ont ainsi répondu se disent sympathisantes du parti communiste et 39 % sont proches du P.S.

En revanche, 34 % des personnes interrogées pensent que les patrons font « tout pour faire échouer la politique du gouvernement » (les vingt-cinq-trente-neuf ans : 40 %; les sympathisants du P.C. (70 %) et du P.S. (52 %)). 13 % des personnes touchées par ce sondage n'ont pas d'opinion.

VENTE à VERSAILLES

TABLEAUX ANCIENS
par, attribués à ou Ecole de: BOILLY, CASANOVA, DEMARNE, DESPORTES, DUPLESSIS, DUSART, FRANKEN, LEPICTE, VAN LEYDEN, VAN LOO, MOUCHERON, SAUVAGE, TIEPOLO et ECOLES FLAMANDE, FRANÇAISE, ITALIENNE XVI, XVII, XVIII siècles.

BEAUX BIJOUX
BAGUES, BRACELETS, BROCHES, BOUCLES D'OREILLES ornés de brillants et pierres précieuses.
ARGENTERIE des XVIII^e et XIX^e siècles
PORCELAINES - BOIS sculptés - BRONZES
SIEGES et MEUBLES des ÉPOQUES LOUIS XV et LOUIS XVI à VERSAILLES - 5, rue RAMEAU
Le DIMANCHE 12 DÉCEMBRE à 14 heures
M^{rs} BLACHE, Commissaire-Priseur - Tél. (3) 950-55-06
EXPOSITIONS: les 10 et 11 décembre de 9 à 12 et de 14 à 18 heures
le 10 décembre en soirée de 21 à 23 heures.



**SOLDES
INCROYABLES
MOINS 30, 40, 50 %**

Fauteuils, chaises dactylo.
Bureaux, bibliothèques.
Armoires métalliques et bois.
FIN DE SÉRIES.
Stock limité

ROGER H. FRANCE
SPÉCIALISTE DU MOBILIER
BUREAU DIRECTION

59-61, rue La Fayette, 75009 Paris
Tél. 285-42-41, Métro Cadet.
Parking gratuit.

CONJONCTURE

L'ÉCONOMIE FRANÇAISE AU TROISIÈME TRIMESTRE

Recul de l'activité et moindres déséquilibres

L'évolution de l'économie s'est brusquement inversée au cours du troisième trimestre, indique l'INSEE au vu des derniers comptes trimestriels. L'activité a baissé en valeur absolue (-0,9 % en volume par rapport au trimestre précédent) alors qu'elle avait augmenté de +1,1 % au deuxième trimestre. En revanche, sur le plan des échanges extérieurs, la situation, qui s'était fortement dégradée, parait se redresser grâce à une baisse très sensible des importations (-2,7 % par rapport au deuxième trimestre), grâce également à une forte reprise des exportations (+3,2 % par rapport au deuxième trimestre).

La demande n'augmente plus que faiblement: si la consommation des ménages progresse encore (+0,4 %), elle le fait beaucoup moins nettement que les trimestres précédents (0,7 % au deuxième tri-

mestre, 1,5 % au premier trimestre, 2,3 % au quatrième trimestre 1981). Les investissements reculent (de 2,5 %) après avoir augmenté au deuxième trimestre (de 2,3 %), cette baisse s'expliquant aussi bien par la diminution des investissements des ménages (1) que par celles des entreprises (-2,1 %). En revanche, les ventes à l'étranger, qui avaient reculé au premier (-3,9 %) et deuxième trimestre (-3,7 %) progressent à nouveau (+3,2 %).

Au total, si l'économie française semble être entrée dans une période de récession, ses déséquilibres s'atténuent.

(1) Le poste automobile progresse fortement (+18,3 %) après une chute de 13,2 % au deuxième trimestre. Les biens d'équipement ménagers restent en revanche en recul (-9,1 % après +12 %).

ÉNERGIE

DÈS LE PRINTEMPS PROCHAIN

Les carburants pour automobiles pourront être mélangés de méthanol ou d'éthanol

Le carburant vendu aux automobilistes pourra, dès l'an prochain, être mélangé à des produits de substitution, méthanol ou éthanol, associés à des tiers solvants comme l'acétone Butanol. Présentant le programme du gouvernement en matière de carburant de substitution, M. Hervé, ministre de l'énergie, a annoncé que, dès le printemps prochain, des décrets préciseront les mélanges autorisés (3 % de méthanol et 2 % de solvants au maximum ou 5 % d'éthanol et 2 % de solvants).

Dans un premier temps, ces produits pourraient être importés, la production française devant démarrer, au plus tôt, à la fin de 1984; 500 millions de francs seront consacrés à

ce programme d'ici 1985, dont les trois quarts d'origine publique. L'essentiel des fonds servira à financer trois unités de production pilotes (le Monde du 8 décembre) et à la mise au point, à moyen terme, d'un nouveau type de moteur de voiture, souple, capable de s'adapter à tous les nouveaux carburants.

« Notre demande doit être très progressive », a dit le ministre. Le problème n'est pas scientifique, mais industriel et commercial. Nous devons tenir compte non seulement des coûts de production de distribution des nouveaux carburants, mais aussi des coûts de l'adaptation éventuelle du parc automobile.

du Nord pour la porter à 30 dollars, soit un prix de 37,80 dollars le baril et la cessation des importations. » (Reuter.)

« Le prix du brut est passé de 20 dollars par baril en 1973 à 30 dollars par baril en 1982. La baisse du prix du pétrole a continué sur le marché international du comptant, faisant tomber le prix de l'Arabie Light à 29,5 dollars par baril (prix vendeur), alors que le prix officiel de l'OPEP est de 34 dollars par baril. Selon les courtiers, la demande est très réduite dans l'attente de la prochaine conférence de l'OPEP le 19 décembre. » (A.F.P.)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

B.S.N. - GERVAIS DANONE

Le conseil d'administration de B.S.N.-Gervais Danone, réuni le 19 novembre 1982, a pris la décision de principe de procéder à une augmentation de capital en espèces au début de l'année 1983.

Dans ce but, une assemblée générale extraordinaire des actionnaires sera convoquée pour le 29 décembre 1982 (6 janvier 1983 en cas de défaut de quorum sur première convocation).

Les modalités de cette opération, destinée à couvrir au financement de l'important programme d'investissements industriels que les différents sociétés du groupe envisagent de réaliser en France, ne seront arrêtées que dans les premiers jours du mois de janvier prochain.

D'autre part, en raison de cette opération, la conversion en actions de l'emprunt obligataire convertible 10,50 % 10,75 % 1977 sera suspendue du 22 décembre 1982 au 23 février 1983. Pour ces obligations, la conversion ne sera donc possible que jusqu'au 22 décembre 1982 et reprendra le 24 février 1983.

En ce qui concerne les porteurs d'obligations convertibles de la série B tirées au remboursement, le délai de conversion sera définitivement clos le 31 mars 1983.

Après cette date, les obligations non converties seront remboursables au prix contractuel de 550 F.

(Publicité)

SCIENCES PO

PRÉPARATION ANNUELLE INTENSIVE
PARALLÈLE ou par CORRESPONDANCE
Après 2^e année. PRÉPARATION ENA

PRESUP

46, rue Vivienne, 75002 PARIS
Tél. : 261-83-89, poste 281



LAFFITTE-BAIL

Le résultat bénéficiaire au 30 septembre fait apparaître une progression de 11,6 % en données comptables comparables par rapport à la situation au 30 septembre du précédent exercice. Tout laisse à prévoir un accroissement du bénéfice de l'exercice susceptible d'élargir la distribution d'un dividende en augmentation sur celui mis en paiement au titre de 1981 (20,15 F) dans une proportion devant corriger l'effet de l'exercice précédent.

Toutefois que les actifs immobiliers en toute propriété couvrent indifféremment les fonds propres de la société, l'activité de crédit-bailleur a connu en 1982, notamment ces derniers mois, un réel essor qui tranche sur le morose du marché à pareille époque. Il y a un an, le programme des investissements nouveaux devait, à fin décembre, atteindre 65 millions de francs, soit une progression de 17 % sur l'exercice de 1981. Cette production a été pour partie réalisée par des engagements à taux variable. Une telle orientation, avec les innovations d'ordre juridique et financier qui en découlent, va au-delà d'un simple aménagement technique: elle confirme la capacité de Laffitte-Bail à s'adapter aux données nouvelles du marché; elle marque un véritable tournant aux exigences d'une clientèle d'entreprises soucieuses de la rentabilité à venir de leurs exploitations.

Pour faire face à ce développement, Laffitte-Bail a pris l'initiative d'emettre un emprunt obligataire de 50 millions de francs, immédiatement souscrit par son environnement, à des conditions particulièrement favorables aux variations du taux de l'argent (via COB n° 82-210 du 30.11.82). Ce faisant, la société a poursuivi sa politique de constant équilibre en taux et durée de ses ressources avec ses emplois.

UN JOUR
DANS LE MONDE

IDÉES

2. LES ARMES ET LA PAIX : « Le syndrome des six minutes », par François de Rosé ; « Une drogue douce », par François Puaux ; « Une stratégie de transarmement », par Jean-Marie Muller.

ÉTRANGER

3. PROCHE-ORIENT
3. DIPLOMATIE
4.5. EUROPE
UNION SOVIÉTIQUE : « Les premiers pas de M. Andropov » (III), par Daniel Vernet
6. ASIE
AFGHANISTAN
8. AFRIQUE

POLITIQUE

7. Le voyage de M. Mauroy à La Réunion.
8-9. Le départ de M. Jean-Pierre Cot.
9. DÉFENSE

SOCIÉTÉ

10. Un malade est libre de choisir son traitement.
11. MÉDECINE : l'accueil des malades mentaux.
26. SPORTS

ARTS ET
SPECTACLES

15. DANSE : la rénovation de la Royal Opera House ; Nouveau à Covent Garden.
16. Les dessins de Fellini.
17. CINÉMA D'ALLEMAGNE : Rose von Praunheim ; H. J. Syberberg.
18. La cinquantaine du « Rex ».
19. Wanda de Barbara Loden.
20. Yoko Ono à Paris.
21. À 22. RADIO-TÉLÉVISION : programmes du 10 au 16 décembre ; VU : Les appels de la pub, par Claude Serrano.

LIVRES
D'ÉTRENNES

- 27-29. ARTS : la tradition du nouveau.
28. A LA VITRINE DU LIBRAIRE.
30. ARTS ET LETTRES : merveilles de la table : les « vœux » du « Canard sauvage ».
32. SOCIÉTÉ : du côté de la paysannerie.
33-34. POUR PETITS ET... GRANDS ENFANTS.

ÉCONOMIE

39. SOCIAL : les élections prud'homales.
AGRICULTURE : la consultation américano-européenne de Bruxelles.
40. AFFAIRES.

RADIO-TÉLÉVISION (23) INFORMATIONS « SERVICES » (14) :
La maison : Journal officiel ; Météorologie ; Mots croisés.
Carnet (12) ; Programmes des spectacles (23 à 26).

Le numéro du « Monde » daté 8 décembre 1982 a été tiré à 514 945 exemplaires.

Portez-la
pour
les fêtes
avec le crédit
MP



Crédit MP 10 % comptant le solde jusqu'à 24 mois dont de 3 à 6 mois de crédit gratuit (après acceptation du dossier)
Un choix considérable : Diamants - Rubis - Saphirs - Émeraudes et tous les bijoux or
MP 4 place de la Madeleine 260.31.44
86 rue de Rivoli - 138 rue La Fayette
Catalogue couleur gratuit sur demande

A B C D F G H

L'AFFAIRE DES « FAUSSES FACTURES »

Trois industriels parisiens écroués

Trois industriels impliqués dans l'affaire des fausses factures ont été écroués à la prison de la Santé sur mandat d'amener de Mlle Chantal Coux, juge d'instruction à Marseille. Le premier interpellé, M. Michel Laurent, cinquante et un ans, P.-D.G. de la Société Laurent à Créteil (Val-de-Marne), a été écroué le 2 décembre. Étendu par les inspecteurs de la brigade financière, M. Laurent, soupçonné d'avoir payé des fausses factures pour le compte de sociétés « bidons », notamment la « S.A.R.L. B 06 » du groupe Zemmour-Halimi de Nice, pour un montant d'environ 3 à 4 millions de francs, n'a pas reconnu les accusations portées contre lui.

En revanche, M. Karl Bigaignon, quarante-cinq ans, également écroué le 2 décembre, P.-D.G. de la société G. Import-Export, installée à Paris, avenue des Champs-Élysées, aurait admis avoir payé des fausses factures au groupe Zemmour pour un montant de 300 000 à 400 000 F.

C'est une somme à peu près identique que M. Michel Sadone, trente-sept ans, gérant de la S.A.R.L. Internationale Prestation Compagnie, rue Galilée à Paris, écroué le 3 décembre, aurait versée également au groupe Zemmour.

M. Michel Laurent est le président de la société anonyme des Etablissements Laurent. Cette société au capital de 100.000 francs a été créée en 1961. Elle a son siège, depuis 1964, 34, rue Robert-Lévy à Paris.

Les évasions de capitaux
en SuisseMANDAT D'ARRÊT
INTERNATIONAL CONTRE
UN ANCIEN DIRIGEANT
DE PARIBAS

M. Jean-Pierre Michau, juge d'instruction à Paris, a délivré un mandat d'arrêt international contre M. Jean Richard, cinquante-cinq ans, ancien directeur général du service gestion privée de Paribas. M. Richard a été inculpé, le 11 janvier, d'infraction à la législation sur les changes et de complicité de ce délit par intermédiaire à la fraude, à propos des évasions en Suisse de capitaux de clients de cette banque.

C'est après avoir appris, début novembre, qu'il passerait l'an prochain en correctionnelle pour l'affaire du transfert illicite au Canada, au cours de l'été 1980, de trente-cinq mille pièces d'or de M. Pierre Latécoère, industriel à Toulouse (en fuite), que M. Richard a lui aussi pris la fuite. À cette occasion, il a écrit à ses défenseurs, M^{rs} Jean Loyrette et Charles de Guardia, qu'il préférerait « s'éloigner quelque temps du territoire national » par crainte de servir de « bouc émissaire » dans l'affaire Paribas.

La police est actuellement occupée à rechercher actuellement M. Richard à l'étranger, où il peut se trouver, et s'il a liquidé ses avoirs en France.

Publicité

**COPIEURS
CANON
chez DURIEZ**
112, boulevard Saint-Germain, 6^e

RAYMONDE LESCUR
Spécial prix ! Pelisses col opossum
intérieur castorette 2500 F
Visons SAGA allongé 19500 F
Centre Commercial Montparnasse
17 rue de l'Arrivée - Paris 15^{ème}

Institut d'Etudes Politiques de Paris

25 et 26 Janvier 1983.
Séminaire pour cadres dirigeants (entreprises, administrations, banques, collectivités locales, ...)

La décentralisation et la vie économique

animé par les principaux responsables des Administrations ou Organismes concernés par la mise en œuvre de la décentralisation (Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, DATAR, Plan, SDR, Ministère de la Recherche et de l'Industrie...)
INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE PARIS
Service de Formation Continue - 27, rue St Guillaume
75341 Paris cedex 07 - Tél. 260.39.60, poste 950.

A Berne

M. PIERRE AUBERT (soc.)
EST ÉLU PRÉSIDENT
DE LA CONFÉDÉRATION
HELVÉTIQUE POUR 1983

(De notre correspondant)

Berne. — Dans une machine aussi bien huilée que le système helvétique, les élections aux plus hautes instances de l'Etat, qui se sont déroulées ce mercredi matin 8 décembre à Berne, ne pouvaient guère laisser de place à la surprise. M. Pierre Aubert, socialiste, chef du département des affaires étrangères, a été élu président de la Confédération pour 1983, tandis que M. Willi Ritschard, socialiste également, chef du département des finances, a été porté à la vice-présidence du Conseil fédéral.

Auparavant, les deux chambres suisses, réunies en assemblée plénière, avaient désigné deux nouveaux membres du gouvernement. Le candidat officiel du parti démocrate-chrétien, M. Alphonse Egli, a été élu à la succession de M. Hans Hiltlin, chef du département de l'intérieur, par 125 voix sur 245 votants. En remplacement de M. Fritz Honegger, chef du département de l'économie publique, M. Rudolf Friedrich, présenté par le parti radical, l'a emporté par 130 voix.

En vertu du système collégial en vigueur, la présidence de la Confédération revient chaque année, à tour de rôle, à l'un des sept membres du Conseil fédéral. En principe, l'élection de M. Aubert se présentait comme une simple formalité. Pourtant, d'aucuns s'interrogeaient sur le résultat qu'obtiendrait le chef de la diplomatie helvétique, dont la personnalité a parfois été contestée. Avec 193 voix, le représentant socialiste a tiré très honorablement son épingle du jeu. C'est donc lui qui sera chargé de recevoir M. Mitterrand, qui doit se rendre en visite officielle à Berne au printemps prochain. — J.-C. B.

[Né en 1927 à La Chaux-de-Fonds, juriste de formation, M. Pierre Aubert a été élu au Conseil des Etats (chambre haute) en 1971. Il est entré au gouvernement en 1978, après avoir représenté la Suisse au Conseil de l'Europe durant plusieurs années. Chef du département des affaires étrangères, il avait reçu en novembre dernier son collègue français, M. Claude Cheysson, en visite officielle à Berne.]

SELON LA C.G.T.

3 800 emplois seraient supprimés
à la Société générale de fonderie

La C.G.T. a fait état le 7 décembre d'un document rédigé par la SEMA — un bureau d'études du groupe PARIBAS — qui préconise une réduction de 30 % des effectifs de la Société générale de fonderie, elle-même filiale de ce même groupe. Cela correspond à 3 800 suppressions d'emplois.

Selon la C.G.T., ce plan — que la direction fait sien — prévoit en outre la fermeture de dix établissements : cinq filiales de la Générale d'hydraulique et de mécanique ; trois usines de la Société générale de fonderie (à Beuve, dans le Nord-Pas-de-Calais ; à Antoinne, dans la Sarthe, et à Gargenville, dans les Yvelines), ainsi que les sociétés Idéal Standard et la Société générale des brûleurs. La C.G.T. « refuse catégoriquement ces propositions », qui seront soumises le 14 décembre à un comité central d'entreprise.

STREB
64, rue de Rennes
PARIS 6

présente ses
collections
croisières
pour
celles qui partent
au soleil

Le P.S. et le P.C.F. réaffirment leur accord
sur « l'impératif du désarmement »

Des délégations du parti socialiste et du parti communiste se sont rencontrées, mardi 7 décembre, au siège du P.C.F. pour discuter des problèmes de la paix, de la sécurité et du désarmement.

MM. Jacques Hantzinger, Luc Soubré et Gérard Fuchs, pour le P.S., Maxime Gremetz, René Piquet et Jacques Denis, pour le P.C.F., ont confronté les points de vue des deux partis, pendant trois heures et demie, et abouti au constat de leurs convergences, « par-delà les différences d'appréciation connues », sur « l'impératif du désarmement progressif, contrôlé et équilibré », la « réduction de tous les armements » et « le lien entre désarmement et développement ».

Les deux délégations « ont également constaté leur désir commun de voir aboutir la conférence de Madrid, afin de permettre la convocation d'une conférence sur le désarmement en Europe » et « elles ont souligné l'importance des négociations sur le désarmement, ouvertes à Genève, et la nécessité d'aboutir ».

Les représentants des deux partis ont réaffirmé la « pleine validité » de leur accord du 23 juin 1981, selon lequel ils soutiennent « l'action internationale de la

France — dans le respect de ses alliances — pour la paix et le désarmement progressif ; en vue de la dissolution simultanée des blocs militaires, en assurant l'équilibre des forces en Europe et dans la monde et la sécurité de chaque pays ».

Le texte de cet accord précise : « Dans cet esprit, [le P.S. et le P.C.F.] se prononcent pour qu'intervienne rapidement une négociation internationale sur la limitation et la réduction des armements en Europe. Cette négociation doit porter notamment sur la présence des missiles soviétiques SS-20 et sur la décision d'installer des fusées américaines Pershing-2. Les socialistes ont observé que cette dernière phrase ne figurait pas dans le document adressé par le P.C.F. à l'ONU au mois de mai dernier, et ils ont insisté pour qu'elle soit citée intégralement dans l'Humanité de mercredi ».

Les communistes ont insisté pour que le P.S. s'associe à leurs initiatives sur les questions du désarmement, mais les socialistes s'y sont refusés. M. Hantzinger observant que son parti estime qu'il y a déséquilibre des forces en Europe, en faveur de l'Union soviétique, tandis que « les communistes ne le pensent pas ».

DEVANT LE CONGRÈS
DES DÉMOCRATES-CHRÉTIENS EUROPÉENS

M. Méhaignerie (C.D.S.) dénonce le pacifisme

Les travaux du quatrième congrès du Parti populaire européen, qui regroupe les formations démocrates-chrétiennes de la C.E.E. et tenait ses assises à Bagnolet depuis le 6 décembre (le Monde du 7 décembre), devaient s'achever ce mercredi par le vote de résolutions et une intervention de M. Léo Tindemans, qui en est le président. De nombreuses personnalités françaises et étrangères ont pris la parole devant les quelque cinq cents congressistes sur le thème général de la paix et de la sécurité.

M. Pierre Méhaignerie, président du C.D.S., a notamment déclaré à propos du pacifisme : « Nous ne comprenons les motivations humanitaires et morales, mais il ne sert pas la paix lorsqu'il préconise, face au surarmement soviétique, un désarmement unilatéral de l'Occident ».

En affaiblissant notre volonté et notre capacité de défense, il encourage l'agression ».

Auparavant, dans la matinée de mardi, le chancelier Kohl, après avoir rencontré M. Mitterrand à l'Élysée, a prononcé un discours dans lequel il a estimé que l'Union soviétique a profité des années de détente pour effectuer ce surarmement. Le chef du gouvernement ouest-allemand a réaffirmé son soutien à la « double décision » de l'OTAN (négociations sur le désarmement à Genève, mais installation des euro-missiles en cas d'échec de ces pourparlers).

M. Rud Lubbers, nouveau premier ministre des Pays-Bas, qui se trouvait à Paris à l'occasion du congrès, s'est entretenu avec M. Pierre Mauroy dans l'après-midi. Il s'est notamment félicité que Paris, comme on le lui a confirmé à Maastricht, souhaite obtenir la ratification de la convention de Bonn contre la pollution du Rhin. Il s'est, en revanche, inquiété d'une éventuelle construction de la bombe à neutrons par la France.

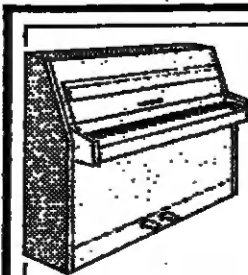
(Publicité)
**1500 mach.
écrire
Duriez**

TOUTES les meilleures marques, les plus durables, les plus ou moins chères : Olympia, Hermès, Royal, Olivetti, Brother, Smith Corona, Triumph, Adler, Erika, L.B.M., Manuales (Olivetti 460 F 120), à barres, sphères, marguerites, touches correction, etc. 31 styles de carnets. Sur stock. Duriez vend en discount, en direct sans intermédiaire. Satisfait ou remboursé 112, bd St-Germain. M^{rs} Odéon. Dernière heure : toute électronique pour sac à main, 2,3 kg, épais 4,5 cm : 1.680 F.

FORSHO
LA MAISON DU LODEN

le véritable
LODEN AUTRICHIEN

146, rue de Rivoli Paris 1^{er} Tél : 260.13.51



Hammond sélectionné
les pianos :
W. HOFFMANN
L'alliance harmonieuse de la tradition
artisanale et de la technique moderne.

hamm
La passion de la musique.

135-139 rue de Rennes, 75006 Paris - Tél. 544.38.66. Parking à proximité